REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXV[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME CINQUANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE SAINT-BENOIT, 20

1865

DEUX FEMMES

DE LA RÉVOLUTION

II.

MARIE-ANTOINETTE.

Il est des fatalités qui éclatent dans l'histoire, qui impriment aux événemens, aux destinées individuelles je ne sais quel sceau de grandeur tragique, et laissent comme une traînée d'attendrissement et de terreur. La révolution française est assurément une de ces fatalités prodigieuses, ou plutôt elle est l'assemblage de toutes les fatalités, et la plus étrange, la plus touchante, est cette destinée d'une maison royale foudroyée jusque dans des femmes, jusque dans des enfans, d'une reine surtout qui résume en elle-même tous les contrastes, grâce, élégance, dignité charmante, héroïsme naturel, malheur sans mesure, tout ce qui peut ennoblir, épurer ou briser une âme humaine.

Pour que des hommes qui, à peu d'exceptions près, n'ont eu ni véritable génie, ni grandeur personnelle, aient pu à un jour donné être les vainqueurs de tout un passé et devenir les tout-puissans instrumens de la plus radicale, de la plus gigantesque transformation, combien de précurseurs inconnus ont dû se succéder de siècle en siècle, mettant obscurément la main à l'œuvre, préparant cette révolution d'idées et d'institutions à laquelle ils travaillent sans le savoir! Que d'efforts imperceptibles et accumulés! que de fermentations secrètes disposant tout pour un dénoûment qui se trouve être à la fois une catastrophe et un affranchissement, la fin d'une

société et l'aube sanglante d'un ordre nouveau! Et de même, sous un autre aspect, pour que ce roi, celui de tous les rois « qui a le moins mérité ses malheurs, » selon le mot de Mirabeau, pour que cette reine, la moins faite pour susciter la colère et la haine, pour que cette princesse Élisabeth, nature simple, naïvement originale et familièrement abrupte, sorte de duc de Bourgogne féminin, pour que ces têtes royales aient pu voir fondre sur elles dans un jour sinistre l'orage des expiations, que d'erreurs et de fautes ont dû être commises par cette monarchie séculaire! Que de dégradations insensibles ou choquantes de la royauté! Comptez un instant ce que ce triple supplice représente d'avilissemens et d'excès, qui ne passent d'abord impunis que pour retomber de tout leur poids sur ceux qui en furent le plus innocens!

C'est là certes, à tout prendre, la fatalité de la révolution française, une de ces fatalités qui semblent ne tenir leur puissance que d'elles-mêmes ou de je ne sais quelle source mystérieuse, et qui la tiennent en réalité de tout un ensemble de circonstances, de tout un passé, qui deviennent à un certain moment irrésistibles parce que toutes les volontés s'en font les complices, parce que tout le monde s'acharne à les précipiter, ceux-ci par leurs résistances, ceux-là par leurs emportemens, d'autres par leurs mortelles indécisions. A cette lumière, les événemens s'éclaircissent, le drame se coordonne; la révolution française devient la grande mêlée où s'entre-choquent deux sociétés, dont l'une est destinée à périr vaincue, décimée, broyée, — et la victime expiatoire entre toutes, c'est le roi sans doute, mais c'est encore plus la reine, cette reine dont la vie s'ouvre comme une fête pour finir comme une lugubre et poignante tragédie, qui met trente ans à s'acheminer à travers l'éclat du règne vers un échafaud, et dont l'âme grandit et s'élève avec le péril. La monarchie a recommencé depuis, d'autres sont venus et ont voulu renouer les traditions anciennes; ils n'ont été que les hôtes passagers des Tuileries. La dernière vraie reine, j'allais dire le dernier roi selon l'idée ancienne, c'est Marie-Antoinette. Elle emporte avec elle la grâce et le prestige souverain de la majesté royale. Mme Roland triomphe jusque dans la mort et laisse sa classe victorieuse. Marie-Antoinette est la personnification émouvante d'une royauté qui finit, et, femme, elle garde vraiment comme une vague ressemblance avec ce Charles Ier de Van Dick : elle en a la délicate fierté, la secrète et douloureuse fascination, les perplexités et les angoisses voilées d'une finesse élégante, ce je ne sais quoi de romanesque et de fatal attaché aux grandes victimes qui sont vaincues par la force des choses, et qui, après avoir lutté jusqu'au bout, se réfugient dans l'héroïsme devant la mort.

L'histoire a vu passer plus d'une fois de ces victimes illustres sur

le visage desquelles le rayonnement de la beauté et du bonheur s'éteint tout à coup dans les anxiétés sinistres, de ces reines fascinatrices dont le malheur grave la saisissante image dans la mémoire des hommes, et ce ne sont pas même les révolutions qui ont été les premières à inaugurer brutalement ces exécutions sanglantes. Marie Stuart est le type de ces reines aux séductions toujours survivantes, et c'est une autre reine qui fait tomber sa tête, préludant au long parlement, qui fait tomber la tête de Charles Ier. L'esprit chercheur de notre temps, en fouillant dans le passé, a découvert les faiblesses de cette décevante reine qui va représenter en Écosse le catholicisme expirant sous le tout-puissant protestantisme anglais; il a retrouvé le secret de ses fragilités, de ses passions, de ses complicités coupables, qui n'ont été effacées que par la captivité et par la mort. Et Marie-Antoinette, par la séduction et par la pitié, est une autre Marie Stuart, aussi brillante, aussi malheureuse que la première, mais plus pure, plus élevée, plus sérieuse, arrivant en un mot à l'heure de l'épreuve sans ce triste cortége de tout un passé personnel à expier.

Comme reine, comme femme, elle peut avoir ses faiblesses, ses troubles secrets, ses révoltes; elle n'a point à s'humilier devant la mort, et s'il est une figure à laquelle le jour de l'histoire soit propice, qui ne souffre aucunement des divulgations les plus intimes, c'est celle-là. Elle se relève au contraire sous cette lumière nouvelle qui afflue aujourd'hui de toutes parts; elle grandit dans cette correspondance que M. le comte d'Hunolstein livre à la curiosité contemporaine (1), dans ce vaste et copieux recueil de *lettres*, de *documens inédits* que va demander à toutes les archives de l'Europe le plus infatigable et le plus habile conquérant d'autographes, M. Feuillet de Conches (2), dans tous ces récits de l'affaire du collier, de la captivité du Temple et de la Conciergerie (3). Ces lettres, libéralement multipliées et accompagnées d'une intéressante notice de M. Feuillet de Conches, ne sont pas l'histoire, elles l'éclairent et la complètent; aux révélations qui se sont succédé sur les personnages du parti révolutionnaire, elles opposent ce qui se passait dans l'autre camp, ce qu'on pensait, ce qu'on sentait dans ce monde royal tout agité d'illusions et de découragemens, perdu d'indécisions et de velléités impuissantes. Louis XVI est le Roland de cette autre

(1) *Correspondance inédite de Marie-Antoinette*, par M. le comte Paul Vogt d'Hunolstein; 1 vol. chez Dentu.

(2) *Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame Élisabeth*, lettres et documens inédits publiés par M. Feuillet de Conches; tomes I et II. Plon, éditeur.

(3) *Marie-Antoinette et le procès du collier*, par M. Émile Campardon; 1 vol., Plon, éditeur. — *Marie-Antoinette à la Conciergerie*, pièces originales, par le même — *Histoire de Marie-Antoinette*, par MM. de Goncourt; Firmin Didot.

vaillante femme qui porte une couronne; M[me] Élisabeth est le cœur simple et fidèle, dévoué jusqu'à la mort; Marie-Antoinette est l'intelligence et l'héroïsme de cette royauté en détresse.

Ce n'est plus la reine des apologies emphatiques ou des détractions passionnées, c'est la reine se racontant elle-même dans ces confidences de tous les jours à sa mère, à ses frères l'empereur Joseph et l'empereur Léopold, à ses sœurs, au comte de Mercy, à la princesse de Lamballe, se montrant telle qu'elle est, vive, sensible, animée, émue, sérieuse, et toujours vraie, toujours femme par l'instinct, par les faiblesses comme par les dons heureux. Elle n'est pas aussi frivole qu'on l'a dit : elle est jeune d'abord, elle aime à jouer avec la vie, elle se plaît dans une atmosphère d'élégance et de plaisir, loin de la politique et de l'étiquette, et ce rêve d'une royauté enchantée dure quinze ans, de 1770 à 1785. Aux premiers signes de l'orage qui menace de crever sur la monarchie, elle se transforme, ou plutôt c'est la fille de Marie-Thérèse qui se dégage, et qui, après avoir été la plus grande dame de France, devient l'héroïne, l'âme virile de ce monde effaré, jusqu'au jour où, frémissante, avilie et perdue, elle se débat inutilement sous cette conjuration de légèretés haineuses dont la révolution vient dire le dernier mot, mais qui a été nouée dans les futiles agitations d'une société désœuvrée et ennemie. C'est là vraiment ce qu'il y a de dramatique dans cette destinée d'une reine gracieuse à qui rien ne réussit, pour qui tout est malheur et contre-temps, même dans l'éclat de la prospérité. Les princes la jalousent, les ministres aiguisent contre elle les défiances du roi; Louis XVI lui-même se frotte les mains lors du renvoi de M. de Brienne en disant : « Après tout, c'était un homme de la reine! » Ses amis la trahissent et sont les premiers à montrer au peuple comment on flétrit une femme qui porte une couronne; les courtisans jouent avec son honneur en attendant que les émigrés jouent avec sa vie, et de tout ce qui se relève pour rendre témoignage contre l'ancien régime, je ne sais si rien est plus cruellement saisissant que cette fatalité qui fait de Marie-Antoinette la victime d'un entourage imbécile ou corrompu au moins autant que de la révolution elle-même, qui avec quelques diffamations de cour la livre à l'appétit brutal des multitudes comme la dernière personnification des vices d'une monarchie dégradée.

I.

Qui ne se souvient de la fin de Louis XV, de cette fin presque grotesque d'un roi alourdi de débauches, disputé jusqu'au bout par M[me] Du Barry et par l'étiquette qui attend l'heure des sacremens, entouré de quatorze médecins de qui il implore la vie, et misérable-

ment agité de molles frayeurs? Ce n'est pas même la mort d'un de ces voluptueux héroïques qui font bonne contenance jusqu'au bout et en imposent encore par un calme superbe; c'est la mort vulgaire d'un roi pusillanime, d'un satrape égoïste et indolent que la peur ramène au *goût des sacremens :* digne fin d'un règne qui laisse la politique de la France marquée du stigmate de lord Chatham, les hontes de la dernière paix à peine effacées un instant par les hardies combinaisons de M. de Choiseul et ravivées par le récent partage de la Pologne, la royauté en lutte avec les parlemens, la guerre dans les choses de religion, la banqueroute dans les finances, la famine dans les campagnes, la corruption et les dilapidations, les intrigues et les cabales dans un gouvernement qui se dissout, une fièvre lente minant la monarchie, les esprits poussés aux nouveautés par un mouvement naturel de progrès humain et par le spectacle des misères présentes. C'est à ce moment, — le 10 mai 1774, — sous le poids de ce redoutable héritage, que paraissent ces deux princes appelés tout à coup à ceindre la couronne du roi mourant, le dauphin qui va être Louis XVI et la jeune dauphine qui va être Marie-Antoinette. Louis XVI avait vingt ans; il était le petit-fils de Louis XV, le fils du grand dauphin, ce second duc de Bourgogne qui rappelait le premier par l'austérité, par la dévotion, et qui avait eu comme lui une fin mystérieuse ou au moins imprévue. Marie-Antoinette avait moins de dix-neuf ans; elle était née le 2 novembre 1755, et elle était fille de l'impératrice-reine de Hongrie, la grande Marie-Thérèse. Elle portait dans ses veines ce sang de Lorraine et d'Autriche que M. de Choiseul devait aimer, lui Lorrain, et qu'il voulut mêler au sang de la maison de Bourbon, lorsque, tentant de relever la politique de la France par tout un système d'alliances nouvelles, il se préoccupait de donner à ses combinaisons la force et l'appui d'un lien de famille.

Elle était arrivée en France au mois de mai 1770, comme le gage d'une politique nouvelle, cette archiduchesse de quatorze ans et demi, que la nature avait faite si gracieuse et si vive, qui avait joué dans son enfance à Vienne avec Mozart, qui avait appris l'italien avec Métastase, et qu'on s'était empressé de former à son rôle nouveau par toute sorte de maîtres français depuis l'abbé de Vermond, son précepteur et son guide, jusqu'à Noverre, son professeur de danse, jusqu'aux comédiens Dufresne et Sainville, chargés de lui enseigner la belle prononciation et le chant. On avait élevé sur une île du Rhin un pavillon « dont un côté était censé l'Allemagne, l'autre la France. » C'est là que, saisie déjà par l'étiquette, livrée aux femmes qui lui ôtaient jusqu'à son dernier vêtement d'archiduchesse, elle disait adieu à « ses pauvres dames » d'Allemagne et passait à la maison française envoyée au-devant d'elle. C'est là,

c'est au Rhin qu'elle avait vu commencer ce qu'elle appelle « les grandes scènes, » les scènes de la réception et du voyage jusqu'à Compiègne, jusqu'à Versailles, jusqu'à Paris.

Pour qui se plaît aux rapprochemens, aux coïncidences, à tous ces jeux de la destinée que la fortune rassemble et combine quelquefois, qui passent comme des visions de l'histoire remuant toutes les superstitions secrètes, cette entrée de la nouvelle dauphine en France est marquée de signes étranges. Je ne parle pas même des fêtes du mariage, changées en deuil public par la catastrophe de la rue Royale à Paris. Goethe, qui à cette époque étudiait encore à Strasbourg, était resté frappé comme d'un mauvais présage de ce hasard au moins singulier qui, dans la décoration intérieure du pavillon de Kehl, avait mis une tapisserie des Gobelins représentant les aventures de Jason, de Créuse et de Médée, l'histoire de l'union la plus tragique et la plus fatale. Lorsque Marie-Antoinette, le lendemain de son arrivée à Strasbourg, se rendait en grande pompe à la cathédrale, par qui était-elle reçue et haranguée? Par l'homme même qui devait lui être le plus funeste, par le futur et triste héros de l'affaire du collier, par le prince Louis de Rohan, placé à côté de son oncle comme coadjuteur et appelé à lui succéder comme cardinal-évêque. Elle-même, la jeune fille, sans se rendre compte des mystères de sa destinée, elle semble subir l'empire des pressentimens secrets et éprouver une vague inquiétude en mettant le pied sur ce sol de la France qu'elle ne doit plus quitter. Elle écrit toute troublée à sa sœur l'archiduchesse Christine : « Adieu, bonne sœur! je suis trempée de larmes, je ne les ai essuyées que pour écrire à notre bonne mère... Pourquoi l'affliger? Que dirait-elle, si elle me savait plutôt disposée à rebrousser chemin qu'à courir à l'exil?... » Au moment d'entrer dans l'inconnu d'une destinée en apparence si brillante, cette princesse de quinze ans semblait se souvenir avec trouble de ce grave et religieux avertissement, des instructions que sa mère, la grande Marie-Thérèse, lui a remises comme à tous ses enfans : « je vous recommande, mes chers enfans, de prendre deux jours tous les ans pour vous préparer à la mort, comme si vous étiez sûrs que ce sont là les deux derniers jours de votre vie. »

Les événemens ont fait de ces pronostics, de ces coïncidences, de ces superstitions de l'esprit et du cœur le prologue d'un drame; mais alors tout disparaissait dans les acclamations qui suivaient au passage la nouvelle dauphine et qui lui faisaient dire : « Quel bon peuple que les Français! Seulement on me fait trop de complimens. Cela m'effraie, parce que je ne sais comment je pourrai les mériter. J'avais déjà bien du penchant pour la France, et sans tous ces complimens, qui montrent qu'ils attendent trop de moi, je sens que je

serais à mon aise avec eux. » Tout était fêtes, plaisirs, illuminations, bals, concerts, profusion de fleurs « à paver les cours de la *Burg* » de Vienne, et c'est Marie-Antoinette elle-même qui se peint dans ce premier moment de trouble et d'effusion, qui se montre voyageant au milieu des démonstrations populaires, se tirant d'affaire en dauphine un peu novice, mais de façon à émerveiller tout le monde, ne manquant pas à Nancy de visiter les tombeaux de la famille de Lorraine, gagnant tout d'abord les bonnes grâces du roi, qui vient de Compiègne au-devant d'elle, arrivant au château de la Muette, sa dernière étape sur le chemin de Versailles, — puis enfin, le jour du mariage, se dérobant en grande toilette pour écrire à sa mère d'un cœur gonflé et ingénu : « Je suis dauphine de France! »

Cette petite dauphine d'ailleurs entre dans son rôle avec un instinct droit et fin, avec le goût de réussir et de plaire, et sans embarras. Ce qu'elle ne sait pas, elle le devine ou elle l'apprend bien vite. Elle écoute M. de Choiseul, qui lui suggère « tout doucement, » après les premières présentations, d'aller voir la fille du roi, Mme Louise, qui est aux Carmélites, et le roi ravi l'embrasse pour cette aimable attention. Elle se tient sans affectation, mais avec une réserve aisée, devant celle qu'elle appelle *la faiblesse*, Mme Du Barry, qu'elle ne peut pas éviter, et qui prend avec elle un ton demi-respectueux, demi-embarrassé, demi-protecteur, et aux curiosités indiscrètes qui l'interrogent sur ses impressions, qui lui demandent comment elle trouve Mme Du Barry, elle répond simplement « charmante! » Ainsi elle s'avance émue d'abord, troublée de ce changement de patrie qu'elle appelle un exil, puis bientôt gagnée à ce mouvement qui l'entoure et séduite elle-même, timide et enjouée, familière avec dignité, vive et gracieuse avec naturel, éclairant ce monde si nouveau pour elle du rayonnement de sa jeunesse et de sa beauté naissante. Elle a la beauté de son âge, une taille frêle encore, des cheveux d'un blond cendré, des yeux d'un bleu tendre pleins de vie, un front intelligent et élevé, le nez aquilin et fin, la bouche petite avec la lèvre inférieure de sa race, un visage où est le type autrichien. Le roi est charmé, et tout le monde est charmé avec lui. Quant à M. le dauphin lui-même, il est « fort poli, » mais timide, peu démonstratif, embarrassé de sa jeunesse — et encore plus de celle de sa femme.

Ce monde du dauphin et des jeunes princes ses frères se détache dans le déclin fastueusement frivole d'un règne corrompu. Il se grossit bientôt de deux autres princesses venues de Savoie pour épouser le comte de Provence et le comte d'Artois. L'une, la comtesse de Provence, peu goûtée du dauphin parce qu'elle a des moustaches, « a de bien beaux yeux, mais avec des sourcils très épais et un front bas chargé d'une forêt de cheveux qui lui donnent un

air dur dont elle n'a pas le caractère; elle est au contraire douce et timide. » L'autre, la comtesse d'Artois, est « toute petite de taille, avenante de figure et fraîche comme une rose, avec un nez qui n'en finit pas; mais tout cela compose un ensemble agréable, souriant, qui plaît. » L'âme, le lien de ce monde de jeunes princes que Louis XV tient éloigné des affaires et qui se tient lui-même loin de l'astre régnant, à distance de la favorite et de ses familiers, qui est à peine admis à l'intimité du vieux roi en dehors des cérémonies de cour, — l'âme de ce monde, dis-je, c'est Marie-Antoinette.

Ces confidences courantes, légères, gracieusement piquantes, qui s'échappent aujourd'hui de toutes parts, laissent flotter je ne sais quel fugitif et étrange reflet sur ce monde évanoui, sur la jeunesse effacée de tous ces personnages, dont le malheur a été de n'être pas de taille à porter leur destinée, de ces trois frères, fils d'un père qui n'eût rien sauvé sans doute, et qui n'ont rien sauvé eux-mêmes, l'un mourant sur un échafaud, l'autre en exil, le plus heureux sur un trône branlant entre deux révolutions. Marie-Antoinette est le rayonnement de leur adolescence peu occupée et surtout mal préparée à de si tragiques destins. Elle s'ingénie à les stimuler, à les réunir, à former une petite société à part, et elle imagine avec ses deux belles-sœurs d'avoir une table commune, quand on ne mange pas en public. M. le dauphin trouve la chose à son gré, et les voilà toujours six à table, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. « Cela répand entre nous, écrit-elle à sa sœur Marie-Christine, une confiance et une gaîté dont tout le monde se ressent. Le comte d'Artois hasarde pendant le repas des folies que le comte de Provence appelle des entremets. Quand nous avons quitté la table, il y a des jours qu'il redouble de gaîté et fait éclater d'un si gros rire M. le dauphin qu'il nous en fait tous éclater en larmes. M. de Provence dit que mon mari a le rire homérique. Je m'applaudis beaucoup de mon idée, qui a eu le mérite de rendre M. le dauphin plus attentif pour moi et d'amener une intimité plus grande entre mon ménage et celui de mes belles-sœurs; nous formons vraiment une famille, ce qui nous permettra de nous mieux entendre pour éviter les inconvéniens vis-à-vis du père commun... »

Un autre jour, c'est une idée *folle, bien amusante*, et qu'on est convenu de tenir très secrète de peur que le roi n'y mette opposition, quelque innocent que soit le passe-temps. Il ne s'agit de rien moins que de jouer la comédie. Les acteurs sont tout trouvés; mais l'auditoire? « M. le dauphin, dit-elle avec son aimable gaîté, M. le dauphin, qui était enrhumé, ou plutôt qui ne voulait pas être du nombre des acteurs, s'est proposé, et on a décidé à l'unanimité que le rôle d'auditeur serait pour les enrhumés. Non, il est impossible de s'amuser davantage et de reprendre plus drôlement son sérieux

que notre auditoire qui se tenait sur une chaise... La comtesse de Provence avait des inventions uniques; son mari, qui savait toujours ses rôles par cœur, savait aussi ceux des autres et nous servait de souffleur quand nous bronchions. Tout à coup nous avons eu des raisons de craindre d'être découverts, et nous avons cru prudent de renoncer à nos plaisirs de pensionnaires. Je crois que nous aurons demain notre dernière représentation. — C'est bien dommage, dit M. le dauphin, car mon frère d'Artois aurait fini par devenir capable de bien gagner sa vie dans les amoureux à la Comédie-Française et à la foire. Gardez tout cela pour vous; on pourrait nous prendre pour des fous quand nous sommes des sages. » Et voyez tout de suite le trait distinct de chacun des personnages : M. le dauphin un peu épais dans son gros rire, dans son gros bon sens; M. de Provence, le lettré, le souffleur de la folle troupe; le comte d'Artois jouant les amoureux.

Ce sont les gaîtés de la dauphine, de cette aimable jeune femme, que son frère appelait une dauphine en *biscuit de pâte tendre*, et cependant, gaie, rieuse, enivrée de jeunesse, étourdie, si l'on veut, excitée plutôt que satisfaite, elle sent le vide de cette cour où l'étiquette règne dans la frivolité et jusque dans la corruption. Elle ne le ressent pas sans nul doute comme une personne qui y voit le péril prochain d'une monarchie près de s'affaisser, et peut-être même elle y voit une condition naturelle, mais elle le sent d'instinct, et nul n'a peint d'un trait plus léger, plus ingénument piquant, avec moins de préméditation, ce vide immense, cette existence affairée où il n'y a rien à faire, cette vie de famille qui « est encore une représentation où on ne peut pas se laisser aller et s'écouter vivre. » On habite dans le même palais et on ne se voit pas. Le roi vit dans son particulier et paraît « comme dans un éclair. » Quand il y a jeu, la soirée est mortelle d'ennui. « La cour, dit-elle, quoi qu'on en ait, est plutôt triste que gaie; il y a des étiquettes très ennuyantes. » Et, se souvenant de son enfance à Vienne ou à Schœnbrünn, de ses jeux, de ses courses, de ses folies, elle ajoute gaîment : « Aujourd'hui madame ne fait plus de folies, madame est grave et ne rit plus. Et l'étiquette donc, si je ne la respectais pas, je me ferais des affaires! » Il y a des heures où tout son enjouement se perd dans une secrète tristesse, et où elle écrit à sa sœur Marie-Christine avec un accent de nostalgie intime : « Ah! ma chère sœur, que nous étions plus heureuses auprès de notre bonne mère! Qu'elle était bonne et grande! Je me vois toujours auprès d'elle ou sur ses genoux dans le grand salon de la *Burg*, où Joseph nous pinçait! » Elle sent le vide surtout lorsqu'autour d'elle on a trop l'air de lui rappeler qu'elle est une étrangère, et elle le sent encore plus après la chute de M. de Choiseul; au moins lui, le bon duc, comme elle

l'appelle, s'il se souvenait qu'elle était étrangère, c'était pour lui indiquer, « en quelques mots souvent indirects, mais pas trop équivoques, le moyen de le faire oublier. »

Marie-Antoinette n'a qu'un vrai bonheur de dauphine, le bonheur d'une femme faite pour le règne : c'est le jour où un souffle de popularité gonfle sa poitrine et l'électrise, à son entrée solennelle à Paris, trois ans après son arrivée en France, un an à peine avant la mort du roi. Ce jour-là, après les cérémonies de Notre-Dame, de Sainte-Geneviève, elle est toute à tous; elle descend dans le jardin des Tuileries au bras de son mari, elle se mêle au peuple qu'elle charme, et le vieux duc de Brissac, gouverneur de Paris, lui montrant du haut de la galerie du palais la foule pressée, lui dit galamment : « Madame, vous avez là sous vos yeux deux cent mille amoureux de vous. » Marie-Antoinette était restée enivrée de cette popularité d'un jour; mais ce n'était que la fête d'un jour. Le malheur pour une jeune âme dans une telle vie, c'est ce vide habituel, c'est cette activité inoccupée, gaspillée, dissipée, sans direction, en présence d'un règne qui s'affaisse dans l'avilissement et d'un avenir qui est une énigme. C'était un malheur pour le dauphin comme pour la dauphine, et lorsque, le 10 mai 1774, Louis XV est arrivé à ses derniers momens, mourant avec « une peur affreuse de la mort, se voyant déjà tomber en lambeaux, » selon le mot de Marie-Antoinette elle-même, l'un et l'autre, saisis, se jettent instinctivement à genoux en versant des larmes.

Au moment où le roi achevait de mourir, le dauphin et la dauphine étaient dans un appartement particulier. Un signal avait été convenu. Une bougie placée auprès d'une fenêtre, et sur laquelle tous les regards sont fixés, s'éteint, annonçant que tout est fini. Alors éclate une de ces scènes de la comédie humaine dont Saint-Simon a laissé la puissante et inexorable peinture à propos de la mort du grand dauphin au commencement du siècle. Tandis que les gardes, les écuyers, les chevaux s'agitent au dehors, prêts à emporter la jeune cour à Choisy, on entend à l'intérieur du palais, selon le récit de Mme Campan, un fracas énorme semblable au bruit du tonnerre : c'est le torrent des courtisans, des ambitions, des inquiétudes intéressées, des adulations, roulant de l'antichambre du souverain qui expire à l'appartement où est réfugiée la royauté nouvelle, du soleil couchant à l'astre qui se lève. C'est par ce bruit et par l'entrée de Mme de Noailles que le dauphin et la dauphine apprennent que la couronne vient de passer sur leur tête, et leur première impression est un véritable effroi. Ils avaient beau s'y attendre, ils n'ont « pas plus l'un que l'autre de parole. » Quelque chose les serre « à la gorge comme un étau » à la pensée que cette mort leur lègue « une tâche d'autant plus effrayante que M. le dau-

phin est resté tout à fait étranger aux affaires, le roi ne lui en parlant jamais. » Celui qui va être Louis XVI dit qu'il est comme « un homme tombé d'un clocher. » La nouvelle reine a « des momens de frisson; » elle a « comme peur, » et dans sa première effusion elle écrit à sa mère avec la sincérité d'une émotion naïve : « Que Dieu veille sur nous!... Mon Dieu! qu'allons-nous devenir?... M. le dauphin et moi, nous sommes épouvantés de régner si jeunes! » Il semble qu'à mesure qu'elle avance, à chaque pas, à chaque circonstance décisive, à son avénement au trône comme à son arrivée en France, elle entend une voix secrète; elle a *comme peur,* elle sent se débattre en elle une lutte étrange entre la vivacité charmante d'un naturel qui veut se répandre, qui a besoin de bonheur, d'air, de lumière, et l'instinct d'une destinée contraire qui marche à sa suite.

C'était en effet un moment d'une gravité singulière, unique peut-être, pour cette royauté nouvelle qui se levait, ayant derrière elle un passé séculaire, mais un passé gaspillé, ruiné, et devant elle à peine quinze ans, une révolution vaguement menaçante, préparée par le double phénomène de la fermentation de l'esprit humain et de la décadence morale, politique, administrative, de l'absolutisme monarchique. De toutes les questions qui ont surgi au courant des choses, la plus singulière, la plus oiseuse peut-être, mais qui dénote assurément le plus de candeur et d'honnêteté, est cette question qui s'est élevée plus d'une fois : quand et comment aurait-on pu arrêter et fixer cette révolution que Louis XVI portait dans sa destinée le jour où il montait au trône? Relever la politique de la France au dehors et à l'intérieur, épurer la royauté des corruptions qui l'avaient déshonorée, réformer le mécanisme confus d'institutions vieillies, mettre fin à la guerre des parlemens et du pouvoir royal par un système nouveau de garanties publiques, refaire les finances par l'intégrité et l'économie, réveiller l'activité nationale amortie dans la servilité ou dans la misère, soulager le peuple des exactions qui le ruinaient et du poids des inégalités qui le froissaient, c'était là l'œuvre à réaliser. Cette œuvre, il fallait l'accomplir au milieu d'une cour puissante encore par les traditions et par l'habitude, fourmillant d'intrigues et de rivalités ambitieuses, âpre à disputer les faveurs, à défendre ses priviléges, vivant d'abus, de gaspillage. Et pour se mettre à la tête de ce mouvement, le seul qui pût détourner une révolution, pour le conduire à travers le déchaînement des vanités et des intérêts, qui avait-on? Un roi à peine sorti des mains d'un gouverneur étroit, d'une jeunesse sans expérience et sans grâce, bon, appliqué, sensé, sévère pour lui-même, mais d'une nature gauche, embarrassée, timide, un peu épaisse et un peu vulgaire, ayant en tout le goût du bien sans en avoir la puissance; une reine encore plus jeune que le roi, brillante et ai-

mable, cordiale, généreuse, mais d'une éducation un peu négligée, ayant plus d'instinct que de connaissance des choses, aussi vive dans ses entraînemens que prompte à se décourager, passant en un instant d'une insouciance gracieuse à une vague inquiétude de son ignorance, de ses faiblesses et des inimitiés déjà naissantes autour d'elle.

Le règne de Louis XVI cependant s'ouvre comme une ère où circule tout à coup un souffle d'honneur et de probité. Il y a un beau mot qui n'existe plus, ou qui n'a plus du moins sa vieille et forte saveur dans la politique, et qui exprime merveilleusement ce qu'il y avait dans l'âme de ce jeune roi : c'est le *bien public*. Louis XVI a visiblement le goût du bien public, et c'est même, je crois, sa seule passion. Il n'était peut-être pas un profond politique en rappelant simplement et sans restriction les anciens parlemens brisés par Maupeou; mais il avait l'horreur instinctive des violences et de la corruption du chancelier, l'homme qu'un de ses contemporains a représenté avec « une figure de Juif, un teint olivâtre, des manières de Pantalon, un regard faux et perfide. » Il était ingénument, sérieusement honnête et humain dans toutes les mesures par lesquelles il signalait les premières années de son règne : la remise du droit de joyeux avénement et de ce qu'on appelait le droit de ceinture de la reine, l'appel momentané de Turgot au poste de contrôleur-général, l'extinction d'une partie de la dette par une sévère économie appliquée d'abord aux dépenses de la maison royale, la suppression de la corvée, l'affranchissement des serfs dans les domaines de la couronne, l'abolition de la question préparatoire dans les affaires de justice. Et quand il rencontrait des obstacles, quand les mesures qu'il méditait avec Turgot ou qu'il recevait du grand et profond réformateur soulevaient des cris d'opposition jusque dans le conseil, il écrivait au fidèle ministre avec une sincérité touchante : « Plus j'y pense, mon cher Turgot, et plus je me répète qu'il n'y a que vous et moi qui aimions le peuple... » Malheureusement ce qu'il y avait chez Louis XVI, c'était moins un système réfléchi et coordonné qu'un instinct d'honnêteté cherchant le bien avec une volonté défaillante, et Marie-Antoinette le montre au plus vrai, en se montrant elle-même à côté, dans ces premiers temps où il s'essaie au pouvoir. « Je ne sais pas s'il est possible d'être meilleur que lui et d'avoir en tout une conscience plus sévère, écrit-elle à son frère Joseph. Il n'a pas d'autre pensée, j'en suis sûre, que de faire du bien; mais par quels moyens? Je ne sais ce qui lui roule dans l'esprit, il ne s'en ouvre pas tout à fait, et il est très agité. Je ne veux pas dire qu'il me traite en dessous et en enfant et qu'il ait de la défiance pour moi; au contraire il lui échappait l'autre jour un long discours devant moi, et comme s'il parlait

à lui-même, sur les améliorations à introduire dans les finances et dans la justice : il disait que je devais l'aider, que je devais être la bienfaisance du trône et le faire aimer, qu'il voulait être aimé; mais il n'a pas énuméré ses moyens d'action, soit qu'il ne les ait pas encore combinés, soit qu'il les garde pour ses ministres; il leur écrit beaucoup. C'est au vrai un homme qui est tout en lui, qui a l'air d'être fort inquiet de la tâche qui lui est tombée tout à coup sur la tête, qui veut gouverner en père. Comme je ne veux pas le blesser, je ne le questionne pas trop. Il fait tout aussi bien de ne pas me consulter; je suis plus embarrassée que lui, et je suis déterminée à suivre le conseil de notre bonne mère, c'est-à-dire d'aller tout droit devant mon chemin et de profiter de toutes les occasions de faire bien... »

Ce que Marie-Antoinette représente comme une bonne volonté agitée cherchant à prendre son essor, c'était malheureusement l'indécision incurable d'une nature honnêtement impuissante, défiante d'elle-même et des autres, partagée entre tous les instincts. Par droiture de conscience, Louis XVI sentait la nécessité de toutes les réformes d'équité sociale, de liberté civile, de tolérance religieuse, qui étaient dans tous les esprits; par sa naissance, par son éducation, il avait le culte superstitieux des traditions de la monarchie absolue, dont il recevait le lourd héritage. Par choix, par affinité, il aimait Turgot, cet autre homme d'intégrité, qui n'avait que le défaut d'être peu souple dans ses manières et, selon un mot piquant, de « faire fort mal le bien, » après l'abbé Terray, qui « faisait fort bien le mal; » par faiblesse il laissait tomber le contrôleur-général devant l'opposition des parlemens à peine reconstitués. Par goût, par tempérament, il était simple, économe, il avait du bourgeois; par habitude, par soumission aux règles établies et à ce qu'il considérait comme une condition de la royauté, il restait enchaîné aux influences et aux intrigues de cour qui s'agitaient autour de lui, dont il était le jouet assez gauche avant d'en être la victime. De là le double courant de ce règne où tout se mêle et se contredit, où l'honnêteté elle-même est un piége de plus dès qu'elle manque d'une virile initiative, de ce règne qui aurait pu se personnifier en Turgot, et qui en définitive se personnifie en Maurepas, l'ancien ministre de Louis XV, le petit-maître évaporé et futile de soixante-quinze ans, l'homme qui eut le plus l'art de traiter sérieusement les bagatelles et avec légèreté les choses les plus sérieuses. Ainsi une fortune ironique mettait auprès de l'honnête Louis XVI un vieillard frivole, quintessence sénile de l'esprit du XVIIIe siècle, dont l'unique pensée était de rester le maître de la cour, l'arbitre des intrigues, et de prolonger sa faveur auprès du roi, fût-ce aux dé-

pens de la reine, de se servir de Louis XVI contre Marie-Antoinette, comme autrefois, sous Louis XV, il s'était servi de la famille royale contre le roi, de résoudre enfin à son profit cet antagonisme du règne où Turgot était le vaincu, et où lui, Maurepas, demeurait premier ministre jusqu'à sa mort.

Physionomie singulière que celle de cette époque, qui apparaît d'un côté sous la figure de Turgot, de Necker, de l'autre sous la figure de Maurepas, — où à travers tout la nation mûrit, les esprits s'animent, les problèmes s'aggravent de jour en jour, et où, en présence de ce mouvement grandissant, une cour pulvérisée en coteries tourbillonne, s'amuse, joue avec le feu, et prépare la catastrophe en la justifiant. Quand Marie-Antoinette prenait sa place sur le trône à côté de Louis XVI, elle avait bien sans doute le vague instinct des difficultés redoutables du règne nouveau; elle n'avait pas l'idée, comme elle le dit naïvement, de ce qu'il y avait à faire, et elle entrevoyait encore moins la mesure des dangers qui se préparaient pour elle et pour cette royauté dont elle était la grâce vivante, dont le roi était le bon sens timoré et un peu borné. Découragée peut-être de l'ambition politique par l'échec de ses premières tentatives d'influence dans le choix des ministres, en tête desquels elle aurait voulu voir naturellement M. de Choiseul au lieu de M. de Maurepas, un peu dépaysée dans tout ce tracas des affaires d'état qui étaient pour elle un écheveau brouillé, et pour lesquelles elle se sentait peu de goût, facilement dominée par la vivacité de ses impressions, elle prenait le parti de n'être que la reine, une vraie reine par la fascination d'une majesté souriante.

C'était le moment où sa jeunesse achevait de se former, où elle arrivait à cette séduction et à cette beauté qui n'étaient pas tant dans la perfection des traits que dans l'agrément de l'ensemble, dans l'alliance de la grâce et de la dignité, dans l'abandon d'une démarche noble et légère, dans la bonté qui rayonnait sur son visage, dans toutes ces choses enfin qui ont un nom unique, le charme. « Son esprit, dit un des hommes qui l'ont le mieux peinte, Senac de Meilhan, n'avait rien de brillant, et elle n'annonçait à cet égard aucune prétention; mais il y avait en elle quelque chose qui tenait de l'inspiration, qui lui faisait trouver au moment ce qu'il y avait de plus convenable aux circonstances... C'était plutôt de l'âme que de l'esprit que partaient alors ses discours et ses réponses. » Ainsi douée et n'ayant rien à faire, ne touchant à la politique que par des nécessités de défense personnelle et par instans, Marie-Antoinette se laissait aller au plaisir d'une royauté où la femme brillait autant que la souveraine. A côté des pompes de Versailles et de Marly, elle organisait des fêtes, des bals, des réu-

nions, des promenades, pour se délasser de la représentation, et, pour tout résumer en deux particularités où se concentre un moment l'activité de cette reine, elle se livrait à ces goûts d'intimité et de liberté dont la vie à Trianon est restée la plus curieuse expression, à ces entraînemens d'une nature affectueuse dont la faveur de Mme de Polignac est le dernier mot.

Un jour de 1774, Louis XVI, peut-être pour consoler la reine de quelque froissement, lui disait : « Vous aimez les fleurs, j'ai un bouquet à vous offrir; c'est le petit Trianon. » Et Marie-Antoinette se mettait aussitôt à l'œuvre pour improviser un petit domaine rustique sur le modèle d'une idylle, avec une rivière, une île, un pont, des arbres rares plantés par M. de Jussieu, un moulin, une laiterie, sans compter une salle de comédie au château. Ce petit palais était gracieusement orné. « Ici, je suis moi! » disait Marie-Antoinette, toute rayonnante de son œuvre, qui était pourtant l'œuvre d'une fée gracieuse plus que d'une reine. Le roi allait quelquefois à Trianon à pied et sans gardes, un monde choisi s'y réunissait, et c'étaient mille divertissemens : rêve d'une femme qui se donnait l'illusion de la campagne et de la vie familière dans un petit royaume d'opéra! En même temps, dans cette société qui l'entourait, sa nature expansive et aimante s'essayait à former de ces liens d'intimité et de confiance qui dans les cours s'appellent des faveurs pour les préférés d'une reine. Elle s'attacha d'abord à Mme de Lamballe, princesse de Carignan, la jeune bru du vertueux duc de Penthièvre, veuve à dix-huit ans, belle de sa physionomie tranquille et douce, sous l'opulence de sa chevelure blonde, aux tons dorés et italiens. Marie-Antoinette voulut faire revivre pour elle la charge de surintendante; mais la princesse de Lamballe était plus qu'une favorite, c'était une amie simple, ne demandant rien, dévouée, quelquefois un peu délaissée, toujours retrouvée, et fidèle jusqu'à la dernière heure.

La favorite, ce fut la comtesse Jules de Polignac, que sa belle-sœur, Diane de Polignac, dame de la comtesse d'Artois, amenait parfois avec elle à Versailles. Marie-Antoinette se prit de passion pour cette jeune femme jolie et piquante, d'une négligence pleine de charme, d'une indolence provoquante, qui semblait fuir la faveur comme d'autres la recherchent et faire grâce en se laissant aimer. Dès lors les Polignac, qui n'avaient que peu de fortune, furent comblés. Le mari, le comte Jules, eut la survivance de premier écuyer de la reine en attendant d'avoir la direction des postes et des haras. Mme de Polignac eut une pension en attendant de devenir gouvernante des enfans de France. La reine leur fit une maison, elle s'invitait chez eux, elle donnait des bals chez eux. Le monde des Polignac et le monde de Trianon ne faisaient qu'un. On

y voyait les Coigny, le chevalier de Luxembourg, le duc de Guines. Les plus intimes étaient Besenval, le galant Suisse, beau viveur, courtisan habile et audacieux, mêlant la familiarité soldatesque et la brutalité à la finesse, marchant délibérément à la fortune par tous les moyens, avec son visage accentué, intelligent et dédaigneux; le comte de Vaudreuil, capricieux, mobile, violent, aimant les lettres et les arts, sceptique et prodigue de sarcasmes; le comte d'Adhémar, vain, futile et ambitieux, amuseur de la société, écho de tous les bruits et de toutes les chansons courant le monde. Puis venaient les étrangers brillans qui passaient à la cour de France : le prince de Ligne, le prince Esterhazy, le baron de Stedingk, le jeune comte suédois de Fersen. Marie-Antoinette croyait échapper à la politique dans ce monde élégant qu'elle attirait autour d'elle; elle la retrouvait au fond de tout, comme une amertume corrosive, et ce qu'elle croyait être son plaisir fut aussi son malheur dans une société où elle restait après tout la reine de France.

La fatalité du roi est surtout dans son caractère; la fatalité de la reine est sans doute aussi dans son caractère, mais elle est bien plus encore dans ce monde auquel elle se livre avec un irrésistible abandon, dans cette société de Versailles où se forme une sorte de conflit croissant entre tout ce que représente la reine, tout ce qu'elle est et tout ce qui l'entoure. C'est là le nœud du drame sur lequel tombe la lumière aveuglante d'une fin sinistre. Allons au fond des choses. Marie-Antoinette à Versailles n'est pas seulement une dauphine ou une reine brillante de séductions, c'est le gage vivant d'une politique, la personnification couronnée de la pensée du duc de Choiseul. Je ne recherche pas ce que cette politique serait devenue et si elle n'aurait pas eu ses déceptions; elle avait au moins un mobile patriotique, puisqu'elle tendait à relever la France de la situation que lui avaient faite les traités de 1763 en la dépouillant du Canada, d'une partie de la Louisiane, de ses établissemens de l'Inde, en la laissant un moment affaissée sous l'écrasante grandeur de l'Angleterre, qui lui dictait une condition plus dure encore par l'organe de Chatham disant de son ton hautain : « Le peuple britannique regarde la démolition de Dunkerque comme un monument éternel du joug imposé à la France, et un ministre hasarderait sa tête, s'il refusait de donner cette satisfaction aux Anglais. »

Arrivé à la direction des affaires sous le coup de ce désastre, démêlant d'un coup d'œil sagace les révolutions d'équilibre accomplies en Europe depuis un siècle, M. de Choiseul, par un revirement hardi, cherchait une revanche pour la puissance française dans des combinaisons nouvelles, en s'alliant avec l'Espagne par le pacte de famille, en se rapprochant de l'Autriche, la vieille ennemie, et en se faisant de la triple alliance une force en face de l'Angleterre.

C'est pour donner un caractère plus intime et plus durable à cette combinaison que Marie-Antoinette avait été mariée avec le dauphin. Et cependant, chose étrange, cette reine, qui représentait en France un système imaginé pour préparer une satisfaction à l'orgueil national, cette reine venait se heurter contre un parti prétendu français, entêté de vieux préjugés, qui ne voyait dans la politique de M. de Choiseul que l'abandon de la pensée de Richelieu et de Louis XIV, des traditions séculaires d'inimitié vis-à-vis de l'Autriche. Ce parti était puissant à la cour, puissant dans la famille royale elle-même. Marie-Antoinette avait senti ses piqûres lorsqu'elle n'était que dauphine; elle sentit bien plus encore sa puissance au commencement du règne, le jour où elle essaya inutilement de ramener M. de Choiseul à la tête des affaires. Elle ne put réussir qu'à faire cesser l'exil de son *cher duc*, à obtenir pour lui une audience de Louis XVI, qui, tout embarrassé, se contentait de lui dire : « Monsieur de Choiseul, vous êtes bien engraissé,... vous avez perdu vos cheveux, vous devenez chauve... » C'est tout ce que le brillant disgracié de Louis XV obtint de son successeur. M. de Choiseul d'ailleurs n'avait pas seulement pour ennemis ceux qu'avait effrayés la nouveauté de ses combinaisons de politique extérieure. Les dévots le haïssaient pour ses liaisons philosophiques, pour l'expulsion des jésuites; les amis du premier dauphin père de Louis XVI ne lui pardonnaient pas l'impertinente hauteur avec laquelle il avait dit un jour à ce prince qu'il pourrait avoir le malheur d'être son sujet, mais qu'il ne serait jamais son serviteur; les timides redoutaient ses fantaisies belliqueuses; les partisans de l'économie dans les finances ne parlaient que de ses prodigalités fastueuses; ceux qui avaient les places et les faveurs craignaient de le voir rentrer au ministère; les habiles comme Maurepas exploitaient tous ces griefs. Pour tout ce monde fourmillant et menacé, M. de Choiseul était l'ennemi, et la reine aussi était l'ennemie, l'alliée dangereuse des Choiseul, celle qui pouvait les faire revenir, et dont il fallait à tout prix ruiner l'influence. De là cet antagonisme sourd ou éclatant d'où jaillit comme une injure, comme le dernier mot des inimitiés, ce nom d'*étrangère*, d'*Autrichienne*, que l'imagination révolutionnaire n'a pas inventé, que la légèreté de ce monde de cour laissait dès ce temps tomber sur Marie-Antoinette. C'était la politique ici ou l'apparence de la politique qui faisait la fatalité de la reine.

Un autre trait, un autre malheur de Marie-Antoinette, et ce malheur tient à tout son être, c'est qu'elle est vraie dans un monde de mœurs et de caractères faux, prompte à secouer les conventions dans une société livrée aux tyrannies puériles de l'étiquette, spontanée et naturelle dans un temps où règnent les affectations de toute

sorte. Cette cour de Louis XVI en effet, quand on la regarde de près, a une physionomie singulière et équivoque. Elle n'a ni les pompes majestueuses de Louis XIV, ni les grandes corruptions de la régence et de Louis XV. Les caractères, les passions et même les vices s'y dépriment dans une confusion de décadence. Les héros sont des grands seigneurs libertins et sceptiques portant avec plus de gaîté que de hauteur une fatuité spirituelle et dépravée, des Tilly, des Ligne, des Lauzun. Le vide moral se fait sous la vanité survivante des prétentions. Il y a des férocités de caillettes dans le commérage, tout cela revêtu d'un dernier vernis de l'ancienne société française.

C'est dans ce monde factice que se trouve jetée Marie-Antoinette avec une nature libre et sincère, avec tous les souvenirs de son existence de jeune fille dans cette cour si simple des princes de Lorraine, à la *Burg* de Vienne, quand elle jouait avec ses frères et ses sœurs sous l'œil de Marie-Thérèse, quand elle s'inclinait « devant les gronderies de l'empereur, » ou qu'elle « disputait le prix de la course dans les grandes allées à Mgr le coadjuteur. » Elle a gardé toujours de ce temps ces goûts de familiarité et d'intimité dont la vie à Trianon n'est que l'excès, de même que la faveur de Mme de Polignac n'est que l'excès d'un besoin d'affection et de cordialité. Au fond, malgré ces raffinemens d'imagination et de cœur, il n'y a rien de fade en Marie-Antoinette, et c'est elle-même qui dit, lorsqu'on lui présente un tableau où elle figure au milieu de toute sorte de fleurs, qu'on « devrait bien en finir avec toutes ces fadeurs. » Sa sensibilité n'a rien de guindé, rien du sentimentalisme artificiel de l'époque. Sa gaîté est toute franche et comme l'épanouissement d'une ingénieuse et élégante nature. Les divertissemens de cour, ces divertissemens traditionnels, obligés, étiquetés, la laissent plus que froide, témoin le jour où on la fait assister à une curée après la chasse à Compiègne, et où elle écrit à sa sœur : « J'ai assisté à des massacres affreux, dans la cour du château, à la lueur des flambeaux ; on me rirait au nez, si je disais tout haut que ces plaisirs sont d'indignes cruautés. » Dans sa manière d'être, de penser et de sentir, elle a cet accent vivant de la vérité, d'une gracieuse humanité, et de toutes les fantaisies de parure, de toilette, auxquelles elle s'abandonne avec son temps, si on cherchait celle où elle paraît le mieux, c'est cette robe fine et légère de toile blanche, de *linon*, avec laquelle elle va se promener le matin et qu'elle met en vogue en plein XVIIIe siècle.

Sa joie surtout est d'être elle-même, de se dérober aux contraintes, de s'échapper libre et heureuse, donnant des bals le dimanche au peuple dans les jardins de Trianon et ouvrant familièrement la danse, aimant à se mêler à tout le monde dans les jardins

de Saint-Cloud, s'émancipant plus tard jusqu'au masque, jusqu'au déguisement à l'Opéra. « Je me suis dit quelquefois, écrit le féodal marquis de Mirabeau, l'*ami des hommes*, le père du tribun, je me suis dit que Louis XIV serait un peu étonné, s'il voyait la femme de son arrière-successeur en habit de paysanne et tablier, sans suite ni page, ni personne, courant le palais et les terrasses, demandant au premier polisson de lui donner la main, que celui-ci lui prête seulement jusqu'au bas de l'escalier. Autre temps, autres soins! » C'est réellement une reine peu *convenable!* — Elle est vraie, et c'est là justement ce qui la met en guerre avec l'orthodoxie de cour, avec sa dame d'honneur, Mme de Noailles, depuis la maréchale de Mouchy, personne fort respectable et fort sèche, vouée au culte de toutes les minuties du cérémonial, avec Mme de Marsan, la gouvernante des jeunes sœurs de Louis XVI, portrait de tapisserie antique, figure des premiers temps de Louis XIV, hantant la cour nouvelle, — toutes deux puissantes par leur position, par leurs relations, et devenues bientôt des ennemies avec tout leur monde.

Et ce qu'il y de caractéristique, c'est que Marie-Antoinette, vraie en tout, dans la fierté comme dans les familiarités, n'est pas mieux avec cet autre monde qui s'agite autour de Mme Du Barry ou qui lui survit, qui s'est formé dans cette atmosphère à l'hostilité contre la dauphine et contre la reine. Celui-là, elle le tient à distance et elle s'en détache par un mouvement inné de dignité, par le frémissement du sang de Marie-Thérèse. Elle a pour cette société mêlée et dissolue la répulsion d'une âme saine, cette aisance suprême du mépris qui ne va pas même jusqu'à accabler Mme Du Barry dans sa chute, à la mort de Louis XV, et c'est elle qui a encore le mot le plus juste sur cette pécheresse tombée. « Il paraît que si c'était une vilaine femme, ce n'était pas au fond une femme méchante. » Quant à toutes ces galantes personnes du temps qui affichent leurs amours et se parent de leur audacieux libertinage, qui portent quelquefois les plus grands noms, elle les éloigne et en fait des mécontentes, des ennemies moins honnêtes et plus irréconciliables que les dames de l'étiquette, des ennemies qu'elle retrouvera devant elle au moment de la révolution, et qui en attendant se jettent à corps perdu dans cette fronde d'indiscrétions et de chansons contre les échappées de jeunesse, les fantaisies et les légèretés de la reine : de telle sorte que Marie-Antoinette se trouve presque, dès la première heure, enveloppée dans une atmosphère d'inimitiés et de ressentimens.

Dans cette mêlée des passions mondaines précédant le drame des passions populaires, le danger eût été moins grand pour Marie-Antoinette, si elle eût trouvé un appui, une direction sympathique autour d'elle au-dessus de la foule des courtisans. Malheureusement c'est dans la famille royale elle-même que commençait cette traî-

née d'hostilité et de dénigrement qui devait aller jusqu'à la multitude pour l'enflammer. D'abord il y avait les tantes du roi, filles de Louis XV, Mme Adélaïde, Mme Sophie, Mme Victoire et Mme Louise, qui était retirée aux Carmélites. Lorsqu'elle était déjà reine, et même après plusieurs années de règne, Marie-Antoinette écrivait un jour à sa sœur : « Plus je vais et plus je soupçonne que ma tante Adélaïde ne m'a pas encore pardonné d'être venue lui enlever la position qu'elle occupait avant mon arrivée. Ses grands moyens la font écouter, mais elle trouve que ce n'est point assez. J'ai travaillé auprès du roi à assurer une maison aux trois sœurs au lieu de la boîte exiguë où elles vivaient; je n'ai pas la certitude qu'on m'en ait su gré, elle surtout. Ma tante Victoire avait une bonté maternelle pour moi que j'ai vue souvent se raviver; mais on dirait qu'elle a fini par être entraînée par les deux autres. » L'impression était juste sans être complète. Ces tantes du roi, qui avaient montré un certain dévouement en restant jusqu'à la dernière heure au chevet de leur père mourant d'un mal contagieux, et qui avaient pris en effet la petite vérole, étaient de vieilles filles revêches, désœuvrées, impatientes d'une position ingrate, soupçonnées dans le public d'aimer fort peu leur père, de n'être restées auprès de lui que par ostentation ou pour relever leur « plate et mince existence. » Mme Adélaïde, qui gouvernait les autres, était surtout une personne sèche, dure, impérieuse, d'esprit remuant et de grandes prétentions, espérant prendre un rôle sous un roi jeune et timide, et d'autant plus portée à voir avec jalousie une dauphine belle, séduisante, faite pour régner. Mme Sophie était cette personne dont Marie-Antoinette disait dès son arrivée en France : « La tante Sophie... est au fond, j'en suis sûre, une âme d'élite, mais elle a toujours l'air de tomber des nues; elle restera quelquefois des mois entiers sans ouvrir la bouche. » Elle avait quelque chose d'oblique, d'insaisissable; Mme Campan prétend que, pour reconnaître les gens qu'elle rencontrait sans les regarder, « elle avait pris l'habitude de voir de côté à la manière des lièvres. » Mme Victoire, la meilleure de toutes, avait des intermittences de douceur et de bonté; c'est celle auprès de qui Marie-Antoinette avait pris la charmante fonction « d'arroser les fleurs de sa fenêtre. » Mme Louise, du fond de son couvent, avait l'œil sur le dehors et ne laissait pas d'avoir de l'influence. Maupeou, quand il était chancelier, allait communier avec elle pour se ménager ses bonnes grâces.

Au premier instant, lorsque Marie-Antoinette n'était que dauphine, les vieilles filles ne laissaient pas trop percer leurs mauvaises dispositions; bientôt elles passaient à l'aigreur. L'antagonisme éclata dès l'avénement de Louis XVI. Mme Adélaïde, qui avait eu des soins pour l'enfance déshéritée et ingrate de son

neveu, cherchait aussitôt à s'emparer du jeune roi, et c'est par son influence que M. de Maurepas était appelé au ministère. Son mobile était la haine de M. de Choiseul, la jalousie à l'égard de la reine, dont l'ascendant pouvait grandir subitement. Elle s'efforçait de réveiller dans l'esprit incertain de Louis XVI tous les souvenirs de son père, le premier dauphin, tous les soupçons qui pouvaient le tenir en défiance vis-à-vis de la reine, protectrice des Choiseul et princesse autrichienne. Les tantes du roi ne tardèrent pas à devenir de véritables ennemies pour Marie-Antoinette, critiquant avec amertume ses moindres actions, ses gaîtés, ses libertés de jeunesse. Un jour Mme Adélaïde en venait à une accusation directe contre la reine, tandis que Mme Louise lui adressait de son côté des conseils injurieux, et même quand les tantes du roi eurent perdu leur influence active du premier moment, elles ne cessaient de poursuivre Marie-Antoinette de leurs rancunes, la représentant comme l'ennemie de la maison de France, comme *l'Autrichienne*, répétant sans cesse leurs refrains de vieilles filles : « nous serions bien surprises qu'elle pensât comme notre frère ou comme notre père. » C'était là l'appui et la défense que Marie-Antoinette trouvait dans cette partie de la famille royale.

Elle n'est pas bien plus heureuse du côté des frères du roi, quoiqu'elle commence avec eux par la confiance et qu'elle garde longtemps l'illusion, au moins sur l'un d'eux. L'intimité qu'elle essaie de nouer gracieusement entre les trois *ménages*, comme elle dit, se dissout vite dans les rivalités et les jalousies. Lorsque Marie-Antoinette arrivait en France, elle écrivait gaîment, légèrement, d'un trait qui est resté juste : « M. de Provence, tout jeune qu'il est, est un homme qui se livre très peu et se tient dans sa cravate. Je n'ose pas parler devant lui depuis que je l'ai entendu à un cercle reprendre déjà, pour une petite faute de langue, la pauvre Clotilde, qui ne savait où se cacher. Le comte d'Artois est léger comme un page et s'inquiète moins de la grammaire, ni de quoi que ce soit. » Dans les premiers temps, le comte de Provence subit le charme de sa jeune belle-sœur, et se laisse aller à ce jeu de repas en commun, de petites représentations en famille, où il est le souffleur; mais il ne tarde pas à se montrer tel qu'il est, un jeune roué sérieux, visant à l'esprit et aux belles-lettres, sec et plein de lui-même, naïvement surpris, selon le mot de M. Feuillet de Conches, que la nature se fût oubliée au point de ne pas le faire naître l'aîné, affectant la supériorité avec son frère le dauphin, une politesse mielleusement perfide avec la dauphine; il se retire dans sa vanité mécontente et railleuse. L'avénement de Louis XVI, en faisant de Monsieur le premier personnage du royaume après le roi, aggravait

encore cette intime hostilité. Dès lors toutes les actions, toutes les paroles du comte de Provence n'étaient qu'une satire habilement calculée de tout ce que faisait ou préférait la reine. Si ce prince spirituel et froid ne pouvait comprendre que son frère fût né le premier, il ne pardonnait à Marie-Antoinette ni son éclat, ni ses vivacités, ni ses succès, ni certains mots au sujet de Mme de Balbi. Son salon devenait un des foyers de cette fronde grandissante contre la reine, et au besoin même il mettait la main aux caricatures, aux méchancetés rimées qui couraient le monde.

Le comte d'Artois, il est vrai, n'avait ni de ces calculs, ni de ces implacables rancunes. C'était une nature plus ouverte, plus loyale dans sa frivolité, et qui avait plus d'un rapport avec celle de la reine. Tout jeune encore à l'arrivée de la dauphine, le comte d'Artois aimait Marie-Antoinette, qui avait pour lui un goût très vif. Il fut longtemps de moitié dans sa vie de plaisirs. Il était de ses fêtes, de ses réunions intimes, de ses promenades, de ses chasses, de ces belles et féeriques nuits d'été de la terrasse de Versailles, où il ne passait jamais devant un buste de Louis XIV sans dire : « Bonjour, grand-papa! » Et cependant lui-même, le comte d'Artois, par imprévoyance plus que par méchanceté, aidait à ternir le nom de Marie-Antoinette. Une des plus odieuses accusations a eu pour prétexte un mot venu de lui, et rapporté par le prince de Ligne dans des fragmens de mémoires. Un jour, à Fontainebleau, il y avait eu tout un plan pour briser la liaison de la reine et de Mme de Polignac. Mme de Polignac voulait partir, sa voiture était prête. La reine la presse, la conjure de ne pas partir, se jette à son cou, l'embrasse. « La porte était entr'ouverte, dit le prince de Ligne; *quelqu'un,*— ce *quelqu'un* était le comte d'Artois, — voit ce tableau en entrant. Il se met à rire et sort en disant : Ne vous gênez pas! et il raconte à tout le monde qu'il a dérangé deux amies. » Et voilà la calomnie sifflant sur un bon mot du comte d'Artois : tête vide et faible, aussi peu faite pour conduire un royaume que pour se conduire elle-même, qui compromettait la reine par ses étourderies encore plus que d'autres par leurs animosités, et qui finit par aller porter sa légèreté auprès de la savante rancune de M. de Provence dans le camp ennemi.

La reine enfin, la reine trouvait-elle du moins dans le roi l'appui et la défense qui lui manquait dans sa nouvelle famille française? Le malheur a plus fait assurément pour rapprocher et confondre ces deux destinées que n'avaient fait la nature et l'éducation. La nature, qui avait mis en Marie-Antoinette tous les dons brillans de la vie, avait fait Louis XVI simple, sans nul éclat, hésitant, inerte de tempérament et d'esprit. L'éducation que le roi devait à M. de

La Vauguyon, un précepteur d'une dévotion vulgaire et méticuleuse, d'une intelligence asservie à tous les menus détails, qui n'avait rien du précepteur d'un prince, cette éducation ne pouvait qu'accroître l'incompatibilité naturelle. La politique à son tour jetait ses préjugés, ses passions et ses calculs entre ces deux personnes royales. Marie-Antoinette a dans ses lettres un mot d'une honnêteté charmante en parlant du roi : « son estime est ma protection. » Cette estime était réelle; mais elle était mêlée à une retenue qui était propre à Louis XVI et à une défiance éveillée, entretenue en lui par tout son entourage. M. de La Vauguyon avait fait au premier moment tout ce qu'il avait pu pour empêcher l'intimité de naître, au point que la jeune dauphine impatientée finissait par lui dire un jour que M. le dauphin n'avait plus besoin de gouverneur, et qu'elle n'avait pas besoin d'espion. Les tantes du roi s'étaient armées de toute leur influence pour tenir le roi en garde contre l'ascendant de la reine. M. de Maurepas s'ingéniait à son tour pour écarter la *belle dame*, comme il l'appelait. Il était trop habile pour faire une guerre ouverte et violente à la reine; mais il savait saisir les faibles du roi, lui parler à propos de son père le dauphin, et jeter dans son esprit des soupçons, que le roi finissait par croire naturels, sur le danger de laisser la reine s'occuper des affaires. De là la défiance de Louis XVI.

Et puis l'histoire a quelquefois de singuliers mystères, et ces rois de la maison de Bourbon sont d'étranges princes. Ils sont tous des Henri IV, des Louis XIV, des Louis XV ou des Louis XIII, des voluptueux effrénés ou des transis. Louis XVI était un peu de ces derniers dans sa timidité endormie. Il y avait sept ans que Marie-Antoinette était en France, et elle n'était point mère, et elle n'avait aucune raison d'espérer de l'être. Si bizarre que cela soit, il fallut que l'empereur Joseph vînt en France pour faire l'éducation de Louis XVI et ouvrir à son imagination des perspectives nouvelles; ce n'est qu'après ce voyage que Marie-Antoinette écrit à sa sœur comme à la dérobée et ayant l'air de répondre à quelque question indiscrète : « Non... mais taisez-vous, voilà ma réponse; mais tout maintenant fait espérer le contraire... » Et le roi lui-même écrit vers la fin de 1777 à l'empereur avec la rondeur d'un bonhomme récemment formé à son devoir de mari : « Vous me reprocherez de ne vous avoir pas mandé ce qui s'est passé entre la reine et moi; j'attendais quelque chose de plus pour vous en faire part. Deux fois nous avons eu quelques légères espérances; mais malgré qu'elles n'aient pas réussi, je suis sûr d'avoir fait ce qu'il faut, et j'espère que l'année prochaine ne se passera pas sans vous avoir donné un neveu ou une nièce. C'est à vous que nous devons ce bonheur, car depuis votre

voyage cela a toujours été de mieux en mieux jusqu'à parfaite conclusion... » C'est en 1778 en effet que naissait le premier des enfans de la reine et du roi, Marie-Thérèse, celle qui devait être Madame de France, la duchesse d'Angoulême, et dont Marie-Antoinette salue la venue au monde dans une lettre à sa mère d'un accent ému et touchant : « Je ne lui ai pas donné (au roi) un dauphin, mais la pauvre petite qui est venue n'en sera pas moins chère. Un fils ne m'eût pas appartenu, elle sera toujours auprès de moi, elle m'aidera à vivre, me consolera dans mes peines, et nous serons heureuses à deux. Elle est ici à mes côtés qui ne demanderait qu'à me tendre ses petits bras et à me sourire.... » L'amour était venu chez Louis XVI sans chasser certaines habitudes de méfiance, sans effacer de son esprit certaines préventions. Au fond, il ne déplaisait pas au roi de donner lui-même, assez innocemment quelquefois, le mot d'ordre de la fronde, et de laisser les comédiens de Versailles livrer aux risées de la cour les coiffures, les manières, les fantaisies de Marie-Antoinette. En l'aimant, il la perdait, et pendant longtemps il se laissait adresser une correspondance fort hostile pour la reine, — qui le 10 août s'est retrouvée aux Tuileries!

Ainsi se forme par degrés autour de cette reine sans appui le réseau le plus redoutable, comme une hiérarchie de défiances, de jalousies et d'inimitiés allant d'une famille royale médiocre jusqu'à la foule versatile des courtisans. Les dangereuses condescendances ou les complicités d'en haut sont autant de chemins ouverts pour arriver à la renommée de Marie-Antoinette. Les uns font peser sur elle le souvenir toujours ravivé et ironique de son origine étrangère; les autres s'attaquent à ses préférences pour M. de Choiseul ou à la facile indépendance de son humeur. Ceux-ci poursuivent en elle l'influence de la reine, ceux-là le caractère de la femme. Le vieux parti de la cour lui fait un crime de se livrer aux coteries intimes, aux familiers et aux favoris, et par un singulier retour ces favoris eux-mêmes se détachent, se tournent contre elle, lui font expier ses faiblesses par le redoublement de leurs exigences et par l'éclat de leur infidélité. M. de Vaudreuil voudrait être gouverneur du dauphin quand le dauphin est né; M. d'Adhémar vise à l'ambassade de Londres; M. de Besenval veut de l'influence dans la politique. Mme de Polignac ne veut rien, reçoit tout et se plaint de n'avoir pas encore assez, et si la reine se hasarde un jour à exprimer à sa favorite le désir de ne pas se trouver dans son salon avec certaines personnes, Mme de Polignac lui répond d'un ton d'humeur : « Je pense que parce que votre majesté veut bien venir dans mon salon, ce n'est pas une raison pour qu'elle prétende en exclure mes amis. » Ce monde-là aussi tournait à la malignité, de telle sorte que pour

la reine les amis eux-mêmes étaient des ennemis, et peut-être les plus dangereux. De là cet amas de bruits, de commérages audacieux, d'insinuations méchantes, de propos acérés, imaginés par la haine, propagés par une crédulité frivole ou passionnée. Tout ce que faisait Marie-Antoinette devenait un aliment de diffamation. Si une question s'élevait à l'occasion du voyage de l'archiduc Maximilien à Versailles, c'était une hauteur d'*Autrichienne* vis-à-vis des princes français. Si Marie-Antoinette avait un matin la fantaisie d'aller voir lever le soleil sur les hauteurs de Marly, cette promenade matinale devenait le thème d'une indigne plaisanterie qui courait partout sous le nom du *lever de l'aurore*. Secouait-elle l'étiquette, c'était pour être libre, et toute sa vie intime était travestie. Qu'elle adoptât cette mode des robes de linon qu'on appelait alors des *chemises*, c'était pour montrer la beauté de ses formes, de même que l'abandon de sa démarche devenait un artifice de provocation féminine. La reine aimait-elle à danser des *écossaises*, aussitôt on murmurait le nom du jeune lord Strathavon, pour qui on lui attribuait du goût, et un habitué du salon Polignac faisait un couplet plein de malignité.

De la cour, où ils naissaient, bruits et chansons passaient à Paris, puis au dehors, en Europe, et une des preuves assurément les plus étranges du succès de ce travail de diffamation et d'avilissement, c'est que le roi de Prusse Frédéric II, roi peu respectueux, il est vrai, et volontiers cynique, eut l'insultante pensée de faire placer à Potsdam, où elle est encore, une statue de Marie-Antoinette entièrement nue avec le nom de cette princesse. La reine ne savait pas tout, mais elle en savait assez pour se sentir enveloppée d'une atmosphère ennemie, et c'est là peut-être le secret de ce mot du prince de Ligne : « je ne lui ai jamais vu une journée parfaitement heureuse. » Elle souffrait surtout dans sa généreuse et délicate sensibilité quand ces bruits lui revenaient de Vienne, et elle écrivait à son frère Joseph : « L'année dernière, nous avons été mis sur la voie d'abominables libelles préparés contre moi et encore mouillés de la presse... La chose qui me frappe le plus, c'est l'obstination de certaines gens à me représenter comme une étrangère toujours préoccupée de sa patrie et Française à contre-cœur. C'est indigne; toutes mes actions prouvent que je fais mon devoir et que mon devoir est mon plaisir. C'est égal, les mauvais propos courent, et les choses les plus simples deviennent de gros péchés. L'autre jour, n'y a-t-il pas un insensé qui m'a fait demander pour lui et une dame la permission de visiter mon *petit Vienne?* Il appelait ainsi mon Trianon, ce qui m'a fait découvrir que j'avais contre moi une coterie dont la malveillance accréditait le bruit que j'avais

ainsi débaptisé le présent que m'a fait le roi... L'indignation du roi quand il apprend des choses de cette nature par les ministres et par le lieutenant de police dépasse la mienne; mais la plupart du temps comment y remédier? En faire du bruit serait ajouter au scandale. » Pendant que Marie-Antoinette, émue, troublée, se débattait dans l'impuissance contre cette guerre des bourdonnemens mondains, des courtisans étourdis et factieux murmuraient autour d'elle le couplet venimeux :

Petite reine de vingt ans,
Vous repasserez la barrière...

Eh! non, elle ne l'a pas repassée; mais parmi ceux qui faisaient ou qui répétaient ces chansons beaucoup l'ont passée, tandis que Marie-Antoinette elle-même restait la captive de leurs folies et de leurs petits vers.

Sans doute, on ne peut s'y méprendre, il y a dans ce caractère libre, ouvert et facile de la reine quelque chose qui prête aisément aux médisances, qui les excite, et qui devenait surtout un péril dans une société où l'esprit raffiné, aiguisé, suppléait au sens moral, où le respect se perdait, où on se moquait de tout, quelquefois avec la légèreté du beau monde, d'autres fois avec une audacieuse licence. Marie-Antoinette avait des séductions, et elle semblait se plaire à en essayer la puissance comme en se jouant. Elle réunissait ces deux choses souvent dangereuses pour une femme et encore plus pour une reine, la grâce caressante et la promptitude de l'ironie; en d'autres termes, elle pouvait trop charmer sans le savoir et blesser sans le vouloir. Elle était vive, soudaine dans ses affections, aimant le plaisir et s'y livrant ingénument au point de se compromettre, manquant parfois un peu de suite et de sérieux dans la manière de se mêler aux affaires. C'étaient ses faiblesses; mais elle avait de la droiture, et à l'heure où déjà l'on attachait tristement à son nom le terrible mot d'*Autrichienne,* elle écrivait dans la plus grande intimité à son frère Joseph II, qui la pressait d'agir sur le roi pour que la France se prêtât à je ne sais quelles combinaisons : « Vous comprendrez que je ne sois pas libre aujourd'hui sur les affaires qui concernent la France. Vraisemblablement je serais fort mal venue à m'en mêler, surtout sur une chose qui n'est pas acceptée au conseil. On y verrait faiblesse ou ambition. Enfin, mon cher frère, je suis maintenant Française avant d'être Autrichienne... » Je ne dis pas que malgré elle, dans sa manière d'être Française, il n'y eût encore de l'Autrichienne; il y avait assurément au-dessus toute la sincérité, la bonne volonté d'être « Française jusqu'au bout des ongles, » comme elle l'avait dit tout d'abord en devenant dauphine.

Qu'elle eût de la peine à s'initier aux affaires sérieuses, qu'elle ne fût pas en un mot une femme politique, elle ne le cache guère; mais elle avait des instincts. Elle eut un moment une idée qui ressemble à un pressentiment, où elle se rencontre, par une coïncidence bizarre, avec le marquis d'Argenson, qui, dès 1744, écrit dans son *Journal :* « Si j'étais aujourd'hui favori du roi,... le plus accrédité des ministres, comme était Maximilien de Sully auprès d'Henri IV, je persuaderais à sa majesté de ne songer uniquement pendant dix ans qu'à payer ses dettes et à améliorer ses états... J'ajouterais le conseil de venir résider à Paris, après quoi il y aurait plus d'épargne. Il habiterait le palais des Tuileries et le Louvre... » Au commencement de son règne, Marie-Antoinette, elle aussi, s'enflamma un instant pour cette pensée. Elle voulait transporter à Paris la cour, le gouvernement, l'administration. Elle n'était pas insensible à l'allégement des dépenses qui en résulterait; elle y joignait tout un plan d'embellissemens et de travaux destinés à renouveler Paris, et dont quelques-uns sont aujourd'hui à peine achevés. La royauté transportée à Paris, tout pouvait changer; les journées des 5 et 6 octobre 1789 n'étaient plus possibles. Pour une reine frivole, Marie-Antoinette voyait plus clair et sentait plus juste que les politiques de Versailles, dont cette idée dérangeait les habitudes.

Et d'un autre côté, jeune, ayant le goût du plaisir, douée d'une nature sensible et vive, unie d'ailleurs à un roi peu fait pour entraîner ou pour occuper un cœur de vingt ans, Marie-Antoinette n'a-t-elle jamais ressenti de ces mouvemens intimes que les bruits clandestins lui ont si libéralement prêtés, en promenant ses préférences du chevalier de Luxembourg au duc de Coigny, de lord Strathavon à un prince de Darmstadt, de Lauzun à M. de Fersen? Je ne sais, et quel est le regard assez fin pour pénétrer dans ce dernier repli d'un cœur de femme et de reine, qui en aucun cas assurément n'a abaissé sa fierté dans une galanterie vulgaire? Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a point de traces visibles et sérieuses, c'est que les témoignages manquent, sauf les fatuités de M. de Lauzun ou quelque insinuation de M. de Besenval sur la liberté qu'avait osé prendre la reine de se donner un appartement particulier simplement et commodément meublé, et aussi probablement destiné à un usage qu'on ne dit pas. Un des plus spirituels sceptiques du temps, qui ne cache rien, principalement sur les autres, sans oublier ses propres folies, le prince de Ligne, a dit peut-être le mot le plus vrai, quoique un peu quintessencié, sur Marie-Antoinette : « sa prétendue galanterie ne fut jamais qu'un sentiment profond d'amitié et peut-être distingué pour une ou deux personnes, et une coquetterie générale de femme et de reine pour

plaire à tout le monde; » mais même avec cette personne ou ces deux personnes le difficile serait encore de préciser le degré d'affection, la part de la reine et de l'homme vivant dans sa familiarité qu'elle aurait *distingué*. Des divers sentimens qu'a pu inspirer Marie-Antoinette, le plus chevaleresque, le plus noblement délicat, celui qu'éprouvait le comte de Fersen, colonel du régiment royal-suédois, s'est manifesté à l'heure du péril, à l'époque du voyage de Varennes, par un dévouement aussi hardi qu'inutile. Ce qui est vrai aussi, c'est que dans cette cour, où survivaient l'esprit et les habitudes de Louis XV, on essaya plus d'une fois de donner des amans à la reine, comme elle l'avouait elle-même un jour, qu'on lui tendit des piéges, et puisqu'elle dédaignait ces aimables avances, on en venait tout simplement à conclure, par une singulière logique de corruption, que c'était parce qu'elle se chargeait elle-même de faire son choix. Dès lors, son regard même était interprété; la moindre de ses faveurs devenait un indice; ses familiarités passaient pour l'aveu de ses faiblesses. C'est ainsi que se formait et grossissait cet amas de bruits, de libelles, descendant jusqu'à l'avilissement le plus grossier, allant jusqu'à offrir une liste, — on appelait cela la *liste civile*, — de toutes les personnes qui auraient eu des relations de débauche avec la reine. C'est ainsi que ce qu'il y a de plus intime et de plus délicat dans la vie de Marie-Antoinette passe, avec son esprit, avec son caractère, avec ses goûts, avec tout son être, pendant dix ans, à ce creuset de diffamation croissante.

C'est un vrai drame tout moral, le drame d'une renommée perdue, et dont le dernier mot pour le moment est cette affaire du collier, qui ressemble à une explosion, où éclatent à la fois le progrès de ce long travail de discrédit et les dispositions de l'opinion saturée, hébétée de dénigremens. On était en 1785. Je ne veux pas refaire la minutieuse histoire de ce triste procès, dont les pièces authentiques, enquêtes, interrogatoires, viennent d'être exhumées des archives. Ce qu'il y a d'étrange, ce n'est pas qu'une intrigue ait pu se nouer entre un marchand dans l'embarras, un cardinal libertin, grand seigneur en robe rouge affamé des faveurs de cour, et une femme exploitant son origine, se servant d'une apparence de crédit auprès de la reine pour jouer grand seigneur et joaillier. L'intrigue, en dénotant par sa mise en scène une imagination inventive, ne dépassait pas en fin de compte les limites d'une escroquerie vulgaire, et depuis le commencement du règne on avait vu une autre femme, avec moins de détails romanesques il est vrai, faire de fausses lettres de change au nom de la reine. Ce qu'il y a de singulier et de caractéristique, c'est l'impression de l'opinion, c'est cette explosion de crédulités et d'inimitiés passionnées autour de la fable la plus

audacieuse. Il fallait donc croire que la reine, qui avait refusé obstinément ce joyau, même quand le roi le lui offrait, pouvait aller se jeter par fantaisie dans une intrigue avec la première venue! Il fallait admettre que Marie-Antoinette, qui ne témoignait à M. de Rohan que répugnance et froideur, qui ne lui avait pas même parlé depuis dix ans, allait tout à coup le recevoir en grâce pour l'achat d'un bijou, qu'elle avait pu, comme elle le disait, « donner le soin de ses atours à un grand-aumônier de France! » Il fallait admettre qu'il pouvait y avoir quelque lueur de vérité dans ce rendez-vous nocturne du parc de Versailles où Mme de La Motte faisait figurer une *fille du monde*, selon le mot du temps, la d'Oliva, et où la libertine fatuité du cardinal avait cru recevoir de la reine elle-même une rose comme emblème des faveurs futures!

C'est pourtant dans ce tissu d'imaginations malsaines que l'honneur de la souveraine était pris au milieu d'une cour dont la mésaventure de M. de Rohan remuait les passions, devant une société qui depuis un demi-siècle était à l'école du mépris des grands. Les élémens de toute une situation sont là : les ennemis de la reine redoublant d'animosité et cherchant à la compromettre pour sauver le grand-aumônier, les maisons alliées des Rohan, les Condé, les Soubise, les Guéménée, prenant le deuil et allant dans ce costume faire la haie sur le passage des conseillers de la grand'chambre au moment du procès, les femmes les plus haut placées s'employant à suborner les juges, la mode même s'en mêlant et inventant pendant la détention la couleur *cardinal sur la paille*, — le parlement, que Louis XVI avait rappelé de l'exil, se précipitant dans une voie au bout de laquelle était l'abaissement de la royauté, l'opinion affolée accueillant tout, croyant tout et tirant parti de tout!

Que le cardinal ne fût pas un fripon, le complice d'un détournement de diamans, c'était assez clair; on voyait bien qu'il n'était tombé dans ce guêpier que par un mélange de suffisance dépravée et de légèreté ambitieuse. Il n'est pas moins vrai que son acquittement absolu était une sorte de condamnation morale de la reine. Marie-Antoinette ressentit cet acquittement comme un outrage, et elle écrivait à sa sœur Marie-Christine avec une sincérité d'émotion mêlée d'amertume et de fierté : « Je n'ai pas besoin de vous dire quelle est toute mon indignation du jugement que vient de prononcer le parlement, pour qui la loi du respect est trop lourde. C'est une insulte affreuse, et je suis noyée dans des larmes de désespoir. Quoi! un homme qui a pu avoir l'audace de se prêter à cette sotte et infâme scène du bosquet, qui a supposé qu'il avait eu un rendez-vous de la reine de France, de la femme de son roi, que la reine avait reçu de lui une rose et avait souffert qu'il se jetât à ses pieds,

ne serait pas, quand il y a un trône, un criminel de lèse-majesté! Ce serait seulement un homme qui s'est trompé!... Plaignez-moi, ma bonne sœur, je ne méritais pas cette injure, moi qui ai cherché à faire tant de bien, qui ne me suis souvenue que j'étais fille de Marie-Thérèse que pour me montrer ce qu'elle m'avait recommandé en m'embrassant à mon départ, Française jusqu'au fond du cœur. Être sacrifiée à un prêtre parjure, à un intrigant impudique, quelle douleur! Mais ne croyez pas que je me laisse aller à rien d'indigne de moi; j'ai déclaré que je ne me vengerais jamais qu'en redoublant le bien que j'ai fait... » Elle disait aussi ce mot d'un grand cœur brisé : « il leur sera plus aisé de m'affliger que de m'amener à me venger d'eux. » Marie-Antoinette souffrait, elle ne le cache pas, de cette haine qui montait de tous les côtés jusqu'à elle, que le procès du collier ne faisait qu'irriter, et qui était telle que peu après on n'osait exposer son portrait peint par Mme Lebrun de peur qu'il ne fût insulté. Elle avait le chagrin de la popularité perdue, et lorsque, dans ses voyages à Paris, elle trouvait des réceptions froides, presque hostiles, bien différentes de celles qu'elle avait trouvées comme dauphine et même aux premiers temps du règne, elle se disait : « Que leur ai-je donc fait? »

Ces épreuves sont la grande crise dans la vie morale de la reine. A dater de ce moment, les joies sont courtes, les peines sont vives et longues, les préoccupations sont incessantes; tout devient sérieux. La force des choses provoque en quelque sorte Marie-Antoinette à s'essayer aux affaires, à prendre ce rôle d'action et d'influence devant lequel elle a reculé jusque-là, et chez elle le sentiment de la mère vient en aide au sentiment de la reine menacée, car cette femme qu'on dit frivole, dès qu'elle est mère, elle s'occupe de ses enfans; elle les étudie, elle les connaît, elle a sur leur nature, pour leur éducation, une singulière justesse de jugement, et c'est elle qui dit de la première de ses filles, de celle qui sera la duchesse d'Angoulême : « Ma fille... a le caractère un peu difficile et d'une fierté excessive; elle sent trop qu'elle a du sang de Marie-Thérèse et de Louis le Grand dans les veines. Il faut qu'elle s'en souvienne pour être digne de son sang; mais la douceur est une qualité aussi nécessaire et aussi puissante que la dignité, et une nature orgueilleuse éloigne les affections... » On pourrait se représenter Marie-Antoinette à cette époque telle que la peignait justement Mme Lebrun, grave, déjà pensive et entourée de ses enfans, dont l'un est sur ses genoux. C'est par ce sentiment de mère au moins autant que sous la pression de l'inévitable nécessité qu'elle se trouvait poussée à prendre le rôle d'une reine sérieuse et politique. Malheureusement elle ne pouvait porter dans les affaires une expérience qu'elle n'avait

pas. Tout était nouveau pour elle, hommes et choses. Tout la trahissait, et ses bonnes volontés tournaient contre elle comme ses erreurs. M. de Calonne n'était pas un homme de son choix, et bientôt cependant l'impopularité du présomptueux ministre retombait sur elle de tout son poids. Elle crut faire merveille en découvrant l'archevêque de Sens, M. de Brienne, dont la confiante ambition ne doutait de rien, et en peu de temps l'incapacité de M. de Brienne n'avait fait qu'ajouter aux ruines d'une situation qui s'effondrait de toutes parts. Les circonstances devenaient pressantes. Il n'y avait plus d'autre ressource que de rappeler au ministère Necker, qui avait été déjà contrôleur-général en 1781. La reine n'hésitait pas; elle négociait elle-même avec M. de Mercy la rentrée de Necker, elle lui écrivait, elle le pressait, et pour cette fois elle s'effrayait de son propre ouvrage; elle était agitée d'un trouble plein de pressentimens. « Je viens d'écrire trois lignes à M. Necker pour le faire venir demain à dix heures chez moi, ici, disait-elle à M. de Mercy dans une lettre du 25 août 1788. Il n'y a plus à hésiter. Si demain il peut se mettre à la besogne, c'est le mieux... Je tremble, passez-moi cette faiblesse, de ce que c'est moi qui le fais revenir. Mon sort est de porter malheur, et si des machinations infernales le font encore manquer ou qu'il fasse reculer l'autorité du roi, on m'en détestera davantage. » Elle allait à Necker, mais en le craignant, sans confiance et sans conviction, n'ayant qu'un instinct vif et juste, et nulle idée précise, dévorée du sentiment de l'insuffisance de tout en présence d'une situation qui s'aggravait de jour en jour.

De toutes les causes de ruine qui vont en grossissant autour d'elle, la première, la plus irréparable pour la reine, c'est d'arriver à cette situation extrême de 1788 et 1789 avec la faiblesse d'un prestige avili, d'un crédit compromis et perdu, ayant tout contre elle, la cour et le peuple. Et pourtant de cette confusion croissante une vérité jaillit comme un éclair. Si le peuple eût écouté son instinct, il aurait vu qu'il ne pouvait trouver un meilleur appui que dans cette reine, dans cette femme que les haines de cour assaillaient, qui à travers des préjugés de rang et de naissance avait le grand don de la vérité, de la sincérité, qui avait en un mot la fibre humaine. Et si la reine, elle aussi, n'eût écouté qu'elle-même, elle aurait vu que, perdue par ce monde qui l'entourait, elle ne pouvait se sauver que par le peuple, par ce peuple dont elle disait un jour : « Il y a dans ces classes-là des vertus cachées, des âmes honnêtes jusqu'à la plus haute vertu chrétienne. » Pour la reine et pour le peuple l'intérêt n'était pas différent, et l'ennemi était le même. Cette alliance était naturelle et facile au commencement du règne; elle devenait moins aisée quelques années après; elle était peut-être

déjà impossible après l'affaire du collier, et elle l'était bien plus encore au seuil de 1789. Alors les événemens se précipitent. De tous ceux qui ont harcelé la reine, les uns passent dans le camp ennemi, les autres se dispersent étourdiment comme un vol d'oiseaux effarés, et Marie-Antoinette reste seule à côté du roi pour faire face à l'orage et mourir.

II.

Alors en effet au coup de foudre de 89 s'ouvre la vraie tragédie dont le règne de Louis XVI n'est que le prologue, — le grand et terrible duel de la société nouvelle qui fait explosion et de cette royauté trahie par les siens, plus qu'à demi vaincue dès le premier choc, réduite à se traîner à travers les capitulations et les expédiens inutiles. On la sent venir, cette révolution, « au pas redoublé, » suivant une expression énergique, puissante de sa propre force, plus puissante encore de la force que lui donnent les vaines résistances, et, comme la plupart des révolutions, elle s'accomplit par l'impossibilité où est la monarchie d'aller plus loin, même matériellement. Ce sont les embarras financiers qui conduisent à l'assemblée des notables, aux états-généraux, à tous ces palliatifs des ministères de Calonne et de Necker; seulement le jour où la brèche est ouverte, c'est l'inconnu qui fait irruption, et l'inconnu ici, c'est le 14 juillet 1789, le 5 octobre, l'assemblée constituante préparant la convention, la royauté captive avant d'être noyée dans le sang. C'est la révolution enfin qui se déchaîne et se précipite d'étape en étape sans reculer jamais.

Un des signes les plus curieux dans ce premier moment de la révolution française, c'est la décomposition soudaine et irrésistible de tout ce qui a existé jusqu'alors avec une apparence de grandeur encore imposante. Aussitôt que le mouvement est commencé, on dirait que cette monarchie séculaire s'affaisse brusquement dans le néant de ses traditions et de ses fictions. Elle s'écroule sous le souffle nouveau comme un vieux débris sur lequel tombe l'air extérieur. Elle n'a plus ni le gouvernement d'elle-même, ni le gouvernement des choses qui s'accomplissent autour d'elle. Sa politique est la politique des faibles et des vaincus, l'inertie étonnée ou « l'incohérente agitation d'un dépit impatient. » Rassemblez toutes ces dates principales et décisives : à la fin de juin 1789, la royauté voit à côté d'elle les états-généraux se transformer en assemblée nationale; le 14 juillet, elle capitule par le rappel de Necker devant l'insurrection victorieuse; le 5 octobre, quand la multitude va l'arracher à Versailles pour la traîner en triomphe à Paris comme le butin de la

journée, elle n'est plus déjà qu'une captive surveillée, avilie, placée dans l'alternative de se relever, de s'affranchir par une alliance avec cette révolution qu'elle ne comprend pas, ou d'aller jusqu'au bout de sa dégradation morale et politique. Dans cet affaissement des institutions et des traditions anciennes dont le prestige tombe tout à coup, que reste-t-il? L'âme d'une femme, de la reine, qui devient la dernière force de la royauté, ou qui décore du moins d'un dernier éclair de vie et de bonne grâce intrépide ce déclin monarchique. Voilà le spectacle qu'offre Marie-Antoinette pendant trois années. C'est la lutte incessante, désespérée, d'une nature généreuse contre les impossibilités qui se resserrent par degrés autour d'elle. Ce n'est plus même seulement la reine disputant sa couronne à ceux qui ne déguisent plus déjà leurs aspirations républicaines; c'est la femme qui a sa vie à défendre contre les menaces meurtrières, c'est la mère qui a ses enfans à protéger et à sauver dans les jours de péril, ou, pour mieux dire, la reine, la femme et la mère sont indissolublement unies en elle et courent la même fortune, car c'était bien vrai ce que disait Mirabeau, dès 1790, avec une perspicacité profonde et un accent de fierté digne de celle pour qui il parlait : « J'aime à croire que la reine ne voudrait pas de la vie sans la couronne; mais ce dont je suis bien sûr, c'est qu'elle ne conservera pas sa vie, si elle ne conserve pas sa couronne. »

Ceux qui ont traîné Marie-Antoinette comme une coupable devant le tribunal versatile des haines populaires ou des préjugés vindicatifs des partis, et qui l'ont tuée pour des crimes imaginaires, n'ont rien su de ce qui battait dans ce cœur brisé d'émotions, et ont assurément commis une des plus effroyables iniquités; ceux qui veulent faire de la reine une héroïne sans faiblesses, une souveraine infaillible, une tête politique nouant de fortes combinaisons, sachant où elle va et ce qu'elle veut, ceux-là aussi, sans nul doute, créent à leur tour un personnage d'imagination. Ce n'est ni une coupable, ni une héroïne sans faiblesses, ni une forte tête politique; c'est une femme toute de spontanéité et d'instinct, vive et sincère dans ses impressions, réfléchie par nécessité et par effort, une femme qui passe en un instant de l'atmosphère affadie de la vie royale dans le mouvement d'une révolution, qui se trouve jetée dans la politique par le malheur, sans goût, sans expérience et sans illusions, mais qui supplée à tout par la fine et énergique trempe du caractère; c'est la femme enfin qui entre dans son rôle d'action dès le premier moment, le 6 octobre, en gardant sa sérénité au milieu de la multitude, en rappelant à Bailly qu'il ne répète pas au peuple le mot de *confiance* balbutié par le roi, et qui, au lendemain de cette navrante crise de la royauté, à peu près captive aux Tuile-

ries, écrit à M. de Mercy-Argenteau : « ... J'ai vu la mort de près, on s'y fait, monsieur le comte... Je me porte bien, soyez tranquille. En oubliant où nous sommes et comment nous y sommes arrivés, nous devons être contens du mouvement du peuple... J'espère que, si le pain ne manque pas, beaucoup de choses se remettront. Je parle au peuple : milices, poissardes, tous me tendent la main; je la leur donne... Le peuple ce matin nous demandait de rester. Je leur ai dit de la part du roi, qui était à côté de moi, qu'il dépendait d'eux que nous restions, que nous ne demandions pas mieux, que toute haine devait cesser, que le moindre sang répandu nous ferait fuir avec horreur. Les plus près m'ont répondu que tout était fini. J'ai dit aux poissardes d'aller répéter tout ce que nous venions de nous dire... » C'est là, pour la reine de France assurément, une singulière entrée dans le tourbillon de la vie publique, et ce n'est pas sans raison que, troublée de tout ce qu'elle voit, de tout ce qui l'enveloppe et l'oppresse, elle avoue avec une ingénuité douloureuse, dans ses premières confidences à M. de Mercy, que son cœur est déchiré et que sa tête s'y perd.

Essayez un instant de fixer cette situation incohérente et mobile au moment où se dresse la formidable énigme de la révolution, où la reine est provoquée à l'action par la plus impérieuse nécessité de défense personnelle, et où chaque heure perdue ne fait qu'ajouter à l'irréparable. Je ne parle pas du dehors, de cet amas d'hostilités, de jalouses défiances, de préventions effarées et apathiques qui irritent la France nouvelle sans dégager la reine, sans lui offrir réellement un secours. C'est à l'intérieur que s'agite le tout-puissant problème et que le drame se complique de mille impossibilités. Du côté du peuple, la haine éclate sous toutes les formes, et c'est ici vraiment qu'on voit fructifier la venimeuse semence des diffamations de tout un règne. Toutes ces accusations, tous ces bruits répandus par la légèreté frondeuse des gens de cour sont allés fermenter dans l'âme populaire et font explosion dans l'effervescence universelle. Ce n'est plus dans les salons dorés et dans les antichambres de Versailles que l'injure est chuchotée perfidement, c'est sur la place publique qu'elle retentit par la voix de la multitude formée au mépris de *l'Autrichienne*, de celle qui fait passer des millions à son frère l'empereur d'Allemagne, qui gaspille les trésors de l'état pour ses fantaisies, pour ses favoris, qui passe sa vie en galanteries licencieuses! Ce n'est peut-être pas tout à fait dans le premier instant la disposition du vrai peuple, qu'on voit au contraire prompt à revenir et facilement subjugué dès que la reine se montre et parle; mais le peuple s'y fait, et l'outrage court les rues, remontant jusqu'au palais, jusqu'au cœur indigné de la souveraine, qui

n'a plus même la ressource d'ignorer l'insulte. Quant à elle, une fois aux Tuileries, en plein Paris, au milieu de ce bourdonnement de haines, elle se représente dans sa *petite* chambre, gardant ses enfans auprès d'elle, ses enfans qu'elle ne quitte plus, et elle ajoute cette réflexion amère, que du moins on ne la soupçonnera pas de recevoir du monde chez elle. C'est Marie-Antoinette elle-même qui retrace d'une main agitée ce déchaînement populaire croissant quand elle écrit à son frère l'empereur Léopold : « Je suis journellement abreuvée d'injures et de menaces. A la mort de mon pauvre cher petit dauphin (2 juin 1789), la nation n'a pas seulement eu l'air de s'en apercevoir. A partir de ce jour-là, le peuple est en délire, et je ne cesse de dévorer des larmes. Quand on a subi les horreurs des 5 et 6 octobre, on peut s'attendre à tout. L'assassinat est à nos portes. Je ne puis paraître à une fenêtre, même avec mes enfans, sans être insultée par une populace ivre à qui je n'ai jamais fait le moindre mal, bien au contraire, et il se trouve assurément là des malheureux que j'aurai secourus de ma main. Je suis prête à tout événement, et j'entends aujourd'hui de sang-froid demander ma tête... » Voilà ce que Marie-Antoinette trouve du côté du peuple : la défiance, l'outrage et la menace. Et ce n'étaient pas là de vaines clameurs de la multitude. L'assassinat ou quelque acte de violence était bien réellement au bout de la menace. A chaque instant, on craignait de voir se renouveler les scènes du 6 octobre. L'assemblée ne faisait rien pour détourner le péril, et tout ce que Duport du Tertre, devenu ministre en 1790, trouvait dans son courage, c'était de répondre à M. de Montmorin qu'il ne se prêterait pas à un assassinat, mais qu'il en serait autrement, s'il s'agissait du procès de Marie-Antoinette.

Du côté de la cour, de ce qui reste de cette cour frappée par l'orage, où est l'appui, où est la ressource de la reine? Les tantes du roi, vieillies et exilées des affaires, continuent leur guerre taquine et grondeuse de mauvais propos contre Marie-Antoinette, qui bien évidemment à leurs yeux trahit la maison de France. Monsieur, le comte de Provence, retiré au Luxembourg, joue au diplomate habile et calculateur; il s'essaie à un rôle qui sourit à son ambition et devant lequel il recule; « il a peur d'avoir peur, » dit cruellement Mirabeau. Le comte d'Artois, qui s'est refroidi pour la reine depuis le ministère de Necker, est suffoqué par le 14 juillet et donne en tête légère le premier signal de l'émigration. Le duc d'Orléans, aigri par les défiances et les froideurs de la cour, se laisse aller à son entourage, à M[me] de Buffon, et à bien d'autres qui exploitent ses ressentimens ou ses vices et le poussent dans le camp ennemi en lui faisant un parti. Les autres princes du sang, les Condé, s'en

vont ou s'annullent. La noblesse, au premier ébranlement de la révolution, se débande; elle donne dans le mouvement, elle émigre ou elle se retire dans ses mécontentemens; elle voudrait être sauvée, elle ne fait rien pour se sauver elle-même, et elle crie contre les sacrifices devenus nécessaires. Il n'y a plus dans cette noblesse sans esprit politique que des dévouemens isolés qui se rallient dans le péril.

Et le roi lui-même, que fait-il, que pense-t-il? Le roi est profondément étonné en présence d'un mouvement dont la portée échappe à son esprit simple, honnête et timide : il veut concilier tout le monde, écoute tous les avis sans les suivre ou en ne les suivant qu'à demi, et retombe chaque jour dans des surprises nouvelles qui lui font dire dans une de ses lettres : « C'est une bien belle allégorie que celle de la boîte de Pandore. » Si Louis XVI eût été un homme de force et d'épée, il eût essayé de dompter la révolution, et il eût réussi probablement à l'ajourner; s'il eût été un fourbe de génie, il eût cherché à la vaincre ou à la gagner par l'avilissement et la corruption, et il n'eût peut-être pas entièrement échoué, au moins pour le moment; s'il eût été simplement un esprit clairvoyant et habile, avec sa droiture naturelle il eût, dès le premier jour, recherché sincèrement, résolûment l'alliance de cette puissance nouvelle, et par cette alliance il eût raffermi une monarchie en ruine. Louis XVI n'avait ni les qualités ni les vices d'aucun de ces rôles. Il voulut dompter la révolution sans avoir foi en la force; il fit des tentatives pour traiter avec elle sans conviction; il essaya des machinations secrètes, et son honnêteté le trahissait à tout instant. Il n'était qu'irrésolu et dérouté. C'est l'homme dont le comte de Provence, son frère, peignait l'indécision en disant : « Imaginez des boules d'ivoire huilées que vous vous efforceriez vainement de retenir ensemble. » Son caractère est une résignation passive et louvoyante qui ressemblerait à du fatalisme, s'il n'y avait parfois une vulgarité un peu lourde. Le pauvre roi, quand il est enfermé aux Tuileries, réduit à un régime sédentaire, lui accoutumé à la chasse et à l'exercice, il a des mots pénibles à entendre; « on m'a accusé de manger trop, écrit-il naïvement à Mme de Polignac déjà émigrée, mais je crois que je me suis réduit par degré. »

Parmi les personnages effacés d'une famille royale jetée tout à coup dans un si grand péril, une des figures les plus curieuses après la reine, et qui ne prend qu'aujourd'hui son relief dans toute une correspondance, c'est Mme Élisabeth, celle que Marie-Antoinette, lorsqu'elle était dauphine, représentait comme une enfant farouche, à demi sauvage, et douce pourtant, celle qui avait voulu se faire religieuse et qui était restée une princesse attachante dans son obscu-

rité. C'est une nature familièrement brusque, spirituellement ingénue, droite, d'une dévotion passionnée et simple, d'une originalité fruste et pleine de saillies de bonne humeur. C'est un esprit de vieille race qui a gardé toute son intégrité. Pour elle par exemple, elle ne comprend rien à la révolution, et elle ne cherche pas même à comprendre. Ce qui la désole, c'est que « la religion perd beaucoup, » et ce qui ne l'afflige pas moins, c'est l'abandon où l'on vit, laissant tout faire, et, ce qu'il y a de pis, cherchant à persuader à tout le monde qu'on n'est pas fâché de ce qui se passe. « Les honnêtes gens se découragent en voyant qu'ils ne seront jamais soutenus et finiront par nous délaisser, » écrit-elle à son amie Mme de Bombelles. Elle a des mots étranges, comme lorsqu'elle dit qu'elle a toujours été curieuse et qu'elle voudrait bien voir comment tout cela finira, et elle en a aussi parfois où se révèle un cœur blessé et impatient qui s'insurge et appelle l'action; mais elle s'arrête aussitôt en disant : « Dieu merci! ce n'est pas moi qui gouverne! » Son rôle est de prendre tout avec une sérénité courageuse et contenue, de tâcher de se mettre bien avec le bon Dieu qu'on irrite fort, de rester auprès du roi et de la reine, d'être résignée et dévouée jusqu'au bout; elle est comme le lierre de cette maison de France en ruine.

C'est dans ces conditions et au milieu de tous ces personnages que la reine se trouve appelée et en quelque sorte contrainte à l'action, que par sa position, par son caractère, elle devient un point de mire pour tous. On dirait un instant que tout se concentre et se noue autour d'elle. Amis et ennemis lui font également ce rôle de primauté morale. Ceux qui veulent aller en avant, qui ont la foi ou l'ivresse de la révolution, sentent bien que là est le péril, que le plus grand obstacle peut venir de l'énergie de cœur, de la résolution de cette reine, et ils s'acharnent contre elle, ils la désignent aux haines populaires et ne reculent pas même devant l'idée sinistre d'un attentat anonyme commis par la multitude dans un moment d'échauffourée, tandis que les moins violens vont encore jusqu'à vouloir évincer la reine par un procès, en la renfermant dans un couvent ou en la renvoyant en Allemagne. Ceux qui ont les yeux fermés, qui voudraient qu'on ne fît rien et qui tremblent à la moindre concession, craignent les entreprises de la reine, ses alliances possibles avec les chefs de la révolution, et montrent à leur manière son importance en la poursuivant dans tout ce qu'elle peut tenter, en s'efforçant de glacer son courage par l'abandon, par les reproches. Ceux qui croient qu'il n'y a plus qu'à faire hardiment la part des nécessités du temps, à s'allier avec la partie modérée de la révolution et à rajeunir la monarchie par la liberté, ceux-là aussi se

tournent vers la reine. C'est en elle qu'ils mettent leur espoir pour sauver ce qui peut être sauvé. Ils la stimulent, l'alarment quelquefois pour la mieux exciter à prendre sérieusement son rôle et s'efforcent de l'enhardir au gouvernement. Il ne faut plus qu'elle se contente de dire : « Je ne me mêle; » il faut qu'elle donne l'impulsion. « Le roi n'a qu'un homme dans son conseil, c'est sa femme, s'écrie Mirabeau; le moment viendra et bientôt où il lui faudra essayer ce que peuvent une femme et un enfant à cheval : c'est pour elle une méthode de famille; mais en attendant il faut se mettre en mesure et ne pas croire pouvoir, soit à l'aide du hasard, soit à l'aide des combinaisons, sortir d'une crise extraordinaire par des hommes et des moyens ordinaires. » Et M. de La Marck, le négociateur du rapprochement de Mirabeau, qui est peut-être l'ami de Marie-Antoinette encore plus que du roi, mais qui n'est point assurément un révolutionnaire, M. de La Marck le dit à son tour : « Aussi longtemps que la reine ne sera pas le point central des affaires, qu'elle ne sera point secondée par un ministre habile et servie près du roi par un homme fidèle avec lequel il se trouve à son aise, il faudra s'attendre à de grandes fautes et à mille dangers, car enfin, il faut trancher le mot, le roi est incapable de régner, et la reine, bien secondée, peut seule suppléer à cette incapacité. » La reine elle-même sent bien les nécessités inexorables et les impossibilités de la situation. « Vous connaissez la personne à laquelle j'ai affaire, écrit-elle en parlant du roi; au moment où on la croit persuadée, un mot, un raisonnement la fait changer sans qu'elle s'en doute; c'est aussi pour cela que mille choses ne sont point à entreprendre. » De sorte qu'en étant provoquée à l'action par l'invincible force des choses, Marie-Antoinette trouve en même temps partout autour d'elle les difficultés, les impossibilités, sans parler de celles qu'elle peut bien rencontrer en elle-même, dans ses idées et dans son éducation morale.

C'est ce qui explique en grande partie les fluctuations de sa volonté, les contradictions apparentes de son rôle, contradictions qui suivent la marche des choses, et qui deviennent plus périlleuses à mesure que tout s'aggrave. La vie de Marie-Antoinette se passe dans une suite d'efforts comprimés, de luttes invisibles entre le nécessaire et l'impossible, entre l'évidence qui crie, qui pousse en avant, et une fatalité qui paralyse tout, qui enchaîne tout, pour laisser la place libre à la révolution. Elle veut bien agir, cette reine qui voit chaque jour s'assombrir son destin; elle sait bien que sa couronne et sa vie sont à ce prix. Il y a des momens où elle est tout feu, où elle espère presque avec sa bonne grâce énergique; puis, qu'une déception arrive, que la révolution fasse un nou-

veau pas, provoqué le plus souvent par l'indécision, que les obstacles se multiplient au dedans, au dehors, elle retombe dans le découragement d'une nature qui a plus d'élan que de suite. Elle passe d'un goût subit pour tous les détails familiers du gouvernement à une lassitude agitée. Ne lui demandez pas, sans nul doute, même lorsqu'elle agit, d'avoir l'amour de la révolution; c'est bien assez qu'elle comprenne les nécessités les plus irrésistibles, et il est certain qu'il y a des instans où elle comprend, où elle cherche à faire comprendre autour d'elle qu'il n'y a plus à revenir en arrière, où elle met toute sa bonne volonté à entrer dans l'esprit de l'ordre nouveau, où elle ne ferme nullement les yeux à la lumière. « Paris a l'air d'être tranquille, écrit-elle dans une éclaircie; mais je voudrais voir les départemens tranquilles et formés en activité, je voudrais voir les lois achevées, je voudrais que tous ceux qui perdent au nouveau régime réfléchissent qu'ils perdront encore plus, s'ils ne se consolent pas; je voudrais qu'on aime plus la patrie et le repos public que les intérêts de la fortune et de l'amour-propre. Je voudrais bien des choses, et je ne puis rien... » Un jour de bonne et sincère résolution, elle dira à M. de Mercy : « Les derniers événemens m'ont donné de grandes lumières sur l'état des choses et sur le caractère des personnes. Les dispositions de l'assemblée nationale dans ces malheureuses circonstances et les égards qu'on a eus pour moi ne peuvent vous avoir échappé. Je crains de m'être bien trompée sur la route qu'il aurait fallu suivre... » Et la voilà bien décidée à suivre une route meilleure, à accepter le concours de quelques-uns des chefs de la révolution; mais à un autre moment elle écrira : « On est à côté de moi très résigné à accepter une part très modeste; pour mon compte, je ne ferais pas si bon marché du pouvoir du trône. Plus on accorde aux factions, plus elles se montrent exigeantes, nous en avons la preuve chaque jour... » Elle veut et elle ne veut pas, et c'est ainsi qu'elle prodigue un courage inutile, une intelligence très réelle et très fine des affaires qui n'aboutit qu'à la mettre un peu plus en vue sans désarmer la révolution, en l'excitant au contraire et en lui précisant le but.

Rien ne peint mieux le mouvement d'esprit de Marie-Antoinette, la nature de ses impressions et de son rôle, ses bonnes volontés et ses luttes intérieures, comme aussi les difficultés de la situation extraordinaire où elle se trouve jetée subitement, que ses rapports avec quelques-uns des chefs de la révolution, notamment avec Mirabeau et avec Barnave. Ce que sont ces rapports avec Mirabeau, les *notes* du tout-puissant tribun le disent assez. A part la question d'argent, qui est le vilain côté de l'affaire, ces notes forment tou un cours de politique familièrement saisissant, animé et plein d'é-

clairs. Depuis le premier moment, Mirabeau attend une ouverture, armé et redoutable, cachant un homme d'état libéralement monarchique sous le révolutionnaire tonnant, et il dévore son impatience en voyant se perdre les jours et les heures. Une démarche ne peut donc le surprendre, elle répond à son secret désir; mais du côté de la reine il y a un bien autre chemin à faire. Aux yeux de Marie-Antoinette, étrangère au maniement des hommes et des assemblées, Mirabeau reste un *monstre* effroyable chargé du soupçon d'avoir été l'instigateur des journées d'octobre, qui n'étaient pourtant pas son œuvre. La reine a cru longtemps n'être jamais assez malheureuse pour être réduite à recourir au tribun, dont l'immoralité lui fait horreur, elle ne le cache pas. Il faut donc que de son côté le sentiment de la nécessité parle bien haut. Ce n'est pas par M. de La Marck que se nouent les premiers rapports. Marie-Antoinette, on le voit aujourd'hui par ses lettres, cherche quelque moyen bien indirect, bien clandestin, et elle s'adresse d'abord à un agent secret de Louis XVI, au baron de Flachslanden, qui ne peut rien. C'est alors que M. de La Marck et avec lui M. de Mercy se chargent de cette délicate négociation; mais des communications écrites ne suffisent pas : il faut une entrevue, fixée au 3 juillet 1790, et jusqu'au dernier moment la reine hésite. Elle écrit à M. de Mercy : « Tenez, monsieur le comte, plus je réfléchis à la démarche préparée, plus il s'élève de doutes dans mon esprit; il faut absolument les dissiper. J'en ai une sorte d'horreur malgré moi... » Elle ne peut se défendre d'un frisson à cette idée; puis, quand l'entrevue est passée, la reine écrit à son frère Léopold : « J'ai donc vu le *monstre* ces jours derniers avec une émotion à être malade, mais que son langage a bien vite contre-balancée sur le moment! C'était à Saint-Cloud, il y a quatre jours. Le roi était auprès de moi et a été fort content de M..., qui lui a paru de la meilleure foi et tout à fait dévoué. On croit tout sauvé... » Voilà l'horreur du *monstre* évanouie! Mirabeau était sorti de l'entrevue enflammé; la reine en sortait rassurée.

Rien n'était sauvé cependant. D'abord les conseils de Mirabeau devaient rester inconnus des ministres, et dès lors à quoi pouvaient servir ses directions? En outre on se réservait, selon l'aveu de la reine, de prendre des mémoires de toutes mains, de Bergasse et de bien d'autres, sauf à se faire un plan de conduite de toutes pièces, et dans ces conditions à quoi bon un correspondant de plus? Enfin Mirabeau n'est pas homme à se prendre dans ces toiles d'araignée, à se faire le complaisant serviteur de quelque œuvre inconnue; il veut le rétablissement de l'*ordre*, mais non de l'*ordre ancien*, comme il dit. Il en résulte qu'à la première occasion, impatient de voir ses conseils méconnus, il éclate dans l'assemblée, il pulvérise de sa voix

la plus foudroyante les fauteurs de contre-révolution, et la reine consternée écrit à son frère : « Nous voilà retombés dans le chaos et dans toutes nos défiances... M... a prononcé un discours de violent démagogue à épouvanter les honnêtes gens. Voilà encore nos espérances toutes renversées de ce côté; le roi est indigné et moi désespérée... Cet homme est un volcan qui mettrait le feu à un empire : comptez donc sur lui pour éteindre l'incendie qui nous dévore!... » M. de La Marck, ce galant homme d'autant de sens que de dévouement, a fort à faire pour rassurer la reine, pour lui persuader que, si Mirabeau a des *par-delà*, comme il dit, il est de bonne foi dans son zèle monarchique. Ainsi marchent ces relations, empreintes d'effroi d'une part, de hauteur de l'autre, de défiance des deux côtés. Mirabeau eût-il sauvé la monarchie, s'il eût vécu? Dans de telles conditions, c'est certainement fort douteux. Sa mort soudaine ne ravivait pas moins tous les découragemens de Marie-Antoinette, gagnée malgré tout par cet homme qu'elle redoutait et dont elle sentait la puissance.

Et Barnave, que faut-il pour le rapprocher de la reine, pour combler l'abîme qui semble d'abord s'ouvrir entre eux? Il ne faut rien moins que la malheureuse évasion du 20 juin 1791 et l'arrestation de la famille royale à Varennes. Un sentiment élevé de pitié respectueuse est ici le grand négociateur improvisé par le hasard des événemens. Choisi par l'assemblée avec Pétion et Latour-Maubourg pour aller recevoir cette famille de captifs et la ramener à Paris, Barnave ne peut se défendre d'un attendrissement profond pour cette « mémorable infortune » dont le souvenir se grave en traits ineffaçables dans son imagination et lui reviendra lorsqu'il sera lui-même prisonnier et près de monter à l'échafaud. Pendant tout ce douloureux voyage de Varennes à Paris, placé dans la même voiture avec la famille royale et Pétion, Barnave se conduit après tout en homme bien né qui contient le secret de son émotion. Il parle peu, mais sa tenue, ses manières sont le muet témoignage de ce qu'il ressent, tandis que son compagnon se conduit en plébéien grossier, se mettant à l'aise, tirant les cheveux du petit dauphin, heurtant le roi, allant même jusqu'à croire sa vertu menacée par la pieuse Mme Élisabeth! La reine saisit bien vite le contraste, et elle est touchée de la généreuse délicatesse du jeune tribun, à qui elle pardonne d'un coup tout son passé. A partir de ce moment, Barnave n'est plus un ennemi; c'est un ami voilé, un conseiller secret, et lui aussi il se met à l'œuvre à son tour, reprenant le travail de Mirabeau. Il réveille une dernière espérance dans le cœur de la reine, et il est telle lettre de cette époque à l'empereur Léopold où se laisse facilement voir cette influence nouvelle. Barnave soutint plus

tard devant le tribunal révolutionnaire qu'il n'avait jamais eu de relations directes avec la cour, qu'il n'était jamais allé au château. On dit en effet que tout se passait par un intermédiaire. Le chevalier de Jarjayes, mari d'une femme de la maison de la reine, recevait les communications de Barnave dans sa poche, où Marie-Antoinette les prenait en mettant ses réponses à la place.

Une chose frappe dans ces rapports secrets qui auraient pu, qui auraient dû être publics pour l'honneur de tous : c'est cette prévention première qui s'élève comme un nuage épais entre des personnes également intéressées à se rapprocher et qui tombe tout à coup dès qu'on se voit. Tant qu'on ne se connaît pas, on dirait qu'il y a un abîme, et sous certains rapports il est bien vrai qu'il y a cet abîme creusé par tout un passé, par des défiances réciproques; dès qu'on s'est vu, on s'aperçoit bien vite que l'on pourrait s'entendre, on se sent même pris d'un attrait mutuel. Mirabeau subit la fascination de la reine, et Barnave à son tour se laisse aller au même charme. La reine de son côté s'aperçoit que ces tribuns tant redoutés ne sont pas aussi *monstres* qu'elle l'avait cru. Qui rend les armes dans ces transactions? quel est le vainqueur du moment dans ces entrevues? Est-ce la révolution ou l'ancien régime? Ni l'un ni l'autre. C'est la force des choses qui amène ces rapprochemens, c'est la fatalité du temps qui les rend inutiles, parce qu'ils se font mal, tardivement, d'une façon décousue, à travers toutes ces contradictions d'idées et de sentimens, dont ils sont le produit et l'image, parce qu'ils ne sont enfin que des expédiens conduisant à d'autres expédiens.

Où est le secret de cette incertitude agitée de la reine, même quand elle semble avoir un plan et rechercher des directions? C'est que, dans le tourbillon de la politique où elle se trouve entraînée, elle ne cesse point d'être femme, et de toutes les femmes elle est la plus vraie. C'est sa faiblesse peut-être, surtout dans un temps où on n'échappe aux affectations de cour que pour tomber dans les affectations révolutionnaires; c'est aussi le charme souverain et émouvant de sa nature. Elle est femme par ses mobilités, par ses répugnances, ses découragemens, ses illusions et ses contradictions, par ces effusions de cordialité qui survivent à toutes les épreuves et qui vont chercher au loin ses amis, par cette sensibilité fine et ardente qui se replie devant l'ingratitude et l'abandon autant qu'elle est prompte à s'émouvoir quand elle rencontre des dévouemens inconnus, et sous ce rapport, à n'observer que l'essence des deux caractères, il y a un rapprochement bien plus étrange que celui qui avait lieu le matin du 3 juillet 1790, à Saint-Cloud, entre la reine et Mirabeau : en réalité, ce sont les deux personnages le plus vraiment humains de la révolution. Mirabeau a la toute-puissance de l'humanité,

comme Marie-Antoinette en a la grâce exquise et douloureuse. Chez elle, nulle tension, rien de guindé, d'artificiel, de déclamatoire. Tout ce qu'elle est, elle l'est naturellement. Je crois bien que son intelligence, en s'appliquant aux affaires, aurait eu besoin d'un peu de cette suite et de cette méthode que lui souhaitait M. de La Mark; mais il y a une chose qui ne manque jamais à son cœur au milieu des plus terribles fluctuations de son esprit: c'est la dignité naturelle, la fierté et le courage, et c'est par là qu'elle arrive sans effort à l'héroïsme sans être précisément ce qu'on appelle une héroïne. Que son frère Léopold la presse de partir, de se soustraire personnellement au danger qui la menace, elle répond d'un accent généreux : « Pardonnez-moi, je vous en conjure, si je continue à me refuser à votre conseil de quitter. Songez donc que je ne m'appartiens pas. Mon devoir est de rester où la Providence m'a placée et d'opposer mon corps, s'il le faut, aux couteaux des assassins qui voudraient arriver jusqu'au roi. Je serais indigne du nom de notre mère, qui vous est aussi cher qu'à moi, si le danger me faisait fuir loin du roi et de mes enfans... » Qu'on ait l'air à Vienne d'élever des doutes sur ce qu'elle est capable de faire tant qu'elle est à Paris, sur son courage, elle répondra à M. de Mercy avec une fierté émue : « ... Je ne vous charge pas de faire mon apologie. Vous connaissez depuis longtemps le fond de toute mon âme, et jamais le malheur n'y pourra faire entrer la moindre idée vile ni basse... » Comparez, si vous voulez, cet accent et cette attitude d'une reine qui se livre tout entière, comme elle dit, pour un roi qui la compromet et pour son fils, à l'attitude d'une Marie-Louise qui ne se livre pas du tout pour celui dont elle a épousé le génie et la gloire.

Et puis quand il serait vrai que Marie-Antoinette eût des défaillances par instans, qu'elle eût d'autres fois des amertumes et des révoltes, considérez ce qu'est cette vie d'une femme, d'une reine pour qui tout est souffrance et aiguillon, qui est tombée du monde ennemi de Versailles dans le monde ennemi de la révolution, qui se sent froissée dans ses délicatesses, dans sa fierté, dans ses goûts par mille détails, qui ne peut même se réfugier dans une libre et familière intimité sans soupçonner quelque espionnage secret. On veut lui faire une maison constitutionnelle : il serait peut-être prudent de l'accepter; mais c'est laisser s'organiser autour d'elle l'inquisition et l'hostilité. La révolution n'est pas seulement un drame public, c'est tout un drame intérieur dans une telle âme, dont la sensibilité douloureuse est à chaque instant offensée. Dans cette situation qui ne fait que s'aggraver de jour en jour, la reine ne peut faire un pas, un mouvement, sans se heurter. Si avec M[me] Élisabeth elle va au bois de Boulogne, sans goût, uniquement parce qu'il faut

se montrer, on lui fait un véritable supplice de « toutes ces promenades où des gens du mauvais peuple enfoncent leur chapeau sur leur tête avec affectation,... » quand ils ne la poursuivent pas de leurs insultes; si elle se replie dans son intérieur, elle trouve la consternation et le doute, l'effroi du lendemain pour ses enfans. Si elle fait bon accueil à ce qui reste de noblesse auprès d'elle, la révolution soupçonneuse se fâche et gronde; si elle fait un pas vers la révolution et vers ses chefs, c'est la noblesse qui est mécontente et qui boude. On lui demande ironiquement ce qu'est devenue la reine du 6 octobre; on lui fait un crime d'intriguer avec Mirabeau, comme le dit naïvement Mme Élisabeth. On ne va pas à son jeu, le coucher du roi est solitaire, on va grossir le camp des émigrés, où elle passe pour une transfuge des bons principes, et alors, dans un moment de clairvoyante sincérité, elle se dit qu'elle aurait peut-être un jour sauvé la noblesse, si elle avait eu quelque temps le courage de l'affliger. Elle écrit à son frère : « La noblesse nous perdra en nous abandonnant à tous les dangers; nous sommes forcés de nous sauver sans elle. Ce qui nous en reste murmure sans cesse et s'alarme quand en définitive nous travaillons pour elle : alors nous la caressons pour la rassurer, aussitôt le bruit en court, et les furieux de l'assemblée redoublent de fureur; — quelle existence! » La reine est vraie, disais-je; elle est vraie jusque dans ces dissimulations dont elle parle et qu'une telle situation lui impose, jusque sous ce masque qu'elle se vante un jour avec amertume de mettre sur son visage, et ce qui le prouve, c'est cette amertume même qui la trahit, c'est la souffrance qu'elle ressent à plier son « caractère franc et indépendant » aux calculs momentanés de sa sûreté.

Le malheur de Marie-Antoinette, sans doute c'est de ne pas comprendre assez la puissance de cette révolution qui marche au pas de charge, et quand elle la comprend, quand elle se décide à chercher des conseillers secrets dans le camp même de la révolution, de ne suivre qu'à demi leurs avis, de les dénaturer, de les énerver dans l'exécution. C'est la source de ce qu'on peut appeler ses fautes politiques, si tant est que ce ne soient pas les fautes du roi bien plus que de la reine. Je n'en voudrais qu'un exemple. Mirabeau, on le sait, voulait dès le premier moment que Louis XVI, n'ayant plus qu'une liberté dérisoire aux Tuileries, quittât Paris non pas secrètement, mais en public, qu'il se retirât non dans une ville de la frontière, à portée des armées étrangères, mais dans une ville de l'intérieur, à Rouen, et que là, acceptant la constitution dans tout ce qui n'était pas incompatible avec l'autorité royale, il ralliât la masse honnête, sensée et libérale du pays. En un mot, Mirabeau voulait tout par la France, sans réaction absolutiste et sans

intervention étrangère. Que devient ce projet à l'exécution? On prend l'idée quand il n'est plus temps, on part pour Montmédy de façon à s'appuyer au besoin sur la force étrangère, et on est arrêté à Varennes! Voilà la faute et le malheur; mais si la reine se perd dans toutes ces combinaisons, si elle ne peut d'ailleurs à aucun moment et sous aucun rapport passer pour une alliée bien convaincue de la révolution, elle ne se détache pas moins de l'émigration, cette grande étourderie absolutiste et nobiliaire qui devient en réalité le grand et croissant péril de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

A partir du moment où elle se constitue définitivement par l'arrivée du comte de Provence, à l'époque du voyage de Varennes, l'émigration est plus qu'une légion désordonnée de soldats attendant l'heure de rentrer en France à main armée; elle est un gouvernement opposé au gouvernement de la révolution et même, à certains égards, à celui du roi, comme on le voit clairement aujourd'hui. Il y a un ministre de Russie à Paris, M. de Simolin, dont M. Feuillet de Conches publie une lettre où est peint singulièrement ce monde des émigrés qui fait revivre Versailles sur la frontière, et qui est tout plein de fausses nouvelles, de fausses espérances, de faux projets. « *Monsieur*, écrit-il, et M. le comte d'Artois ne s'aiment pas et se dénigrent réciproquement dans leurs petites sociétés particulières. M[me] de Balbi et M[me] de Polastron, maîtresses des deux frères, sont jalouses l'une de l'autre. La première occupe une maison de campagne auprès de Coblentz, et y donne à souper et à jouer comme au Luxembourg. L'autre, un peu plus renfermée, critique cet étalage, et d'un autre côté M. le prince de Condé, M[me] de Monaco et leurs amis composent une petite cour séparée... Dans le Pays-Bas, à peu de distance de Bruxelles, M[me] de Vaudémont occupe une espèce de ferme dans laquelle elle a fait décorer une grange qui sert de salle à manger à tout venant. Tous les gens du bon ton y accourent, s'y rassemblent, passent et repassent, allant à Coblentz, venant de Worms, apportant des nouvelles, en remportant pour les semer ailleurs. » C'est là le monde qui pensait avoir raison de la France en quelques jours. M. de Calonne s'en chargeait, pourvu qu'il ne fût pas contrarié par M. de Breteuil, et le comte d'Artois se démenait de son mieux de Turin à Vienne, tandis que Monsieur rédigeait des manifestes. Les cavaliers avaient agi autrement en Angleterre et n'avaient pas sauvé Charles I[er].

S'il est une chose curieuse, c'est l'animosité profonde de Marie-Antoinette contre ce monde présomptueux et turbulent qui s'agite à la frontière tandis qu'elle se débat dans le feu de la lutte. Il y a des momens où son âme déborde d'amertume contre le comte de Provence et où elle écrit à M[me] de Lamballe, en ayant soin d'ajouter

la naïve et inutile recommandation de *brûler sa lettre :* « Soyez sûre, ma chère Lamballe, qu'il y a dans ce cœur-là plus d'amour personnel que d'affection pour son frère et certainement pour moi. Sa douleur a été toute sa vie de n'être pas né le maître, et cette fureur de se mettre à la place de tout n'a fait que croître depuis nos malheurs, qui lui donnent l'occasion de se mettre en avant... » Elle traite moins sévèrement le comte d'Artois dans ses plaintes les plus vives. Il lui reste un faible pour cet ami de sa jeunesse; elle ne le croit qu'étourdi et volage. Elle le distingue de Monsieur, encore plus des Condé, qu'elle considère comme de véritables ennemis. Quant à tous ces gentilshommes qui émigrent comme ils iraient à une fête et qui se figurent qu'ils partent pour une campagne de quinze jours, elle les rudoie de son ironie. « Ils se croient des héros, dit-elle amèrement; que feront ces héros? Ce sont de beaux héros, même avec leur roi de Suède! » Je ne veux pas dire assurément que cette disposition de la reine à l'égard de l'émigration procède d'une répugnance d'instinct national. Marie-Antoinette a surtout deux mobiles, le sentiment très politique de la violence faite à l'autorité royale dans un autre sens, celui des velléités usurpatrices des princes, et le sentiment du péril que lui créent toutes ces turbulences aussi impuissantes qu'étourdies.

Et en vérité n'est-ce point moralement le plus lamentable spectacle que celui de ces princes qui, pour délivrer hypothétiquement la reine, commencent par la perdre, et qui de loin, dans la sécurité qu'ils se sont faite, l'accusent à tout propos, elle qui est dans la fournaise ardente, de céder, de faiblir, de pactiser avec les factieux de Paris? Il y a chez cette malheureuse femme un sentiment de fière dignité qui se révolte contre les princes émigrés, dont le secours problématique déguise un asservissement, qui croient pouvoir à leur manière dicter des lois à l'infortune. « Si nos frères parvenaient à nous rendre quelques services, dit-elle, la reconnaissance en serait bien pesante, et nous aurions ces maîtres-là de plus, qui seraient les plus gênans et les plus impérieux de tous. » Servitude pour servitude, la reine, je crois, aimerait mieux avoir affaire à un Mirabeau qu'à M. de Calonne, et elle ne cache nullement qu'elle redouterait un avantage fort peu présumable des émigrés, qui la ferait tomber dans « un esclavage pis que le premier, puisque, ayant l'air de leur devoir quelque chose, on ne pourrait s'en tirer. » Quant au péril, il est de tous les instans, de toutes les heures. Chaque mouvement des émigrés resserre la chaîne des captifs des Tuileries et enflamme de haineuses défiances contre eux, en provoquant de la part de la révolution des mesures nouvelles qui mettent le roi dans l'alternative de frapper ses parens, ses amis, ou de subir les assauts de la mul-

titude. N'importe, ces sauveurs ambulans de la royauté sont implacables, et Marie-Antoinette s'emporte un jour à écrire à M. de Mercy avec un juste soulèvement du cœur : « Les lâches, après nous avoir abandonnés, veulent exiger que seuls nous nous exposions et seuls nous servions tous leurs intérêts. Je n'accuse pas les frères du roi; je crois leurs cœurs et leurs intentions purs, mais ils sons entourés et menés par des ambitieux qui les perdront après nout avoir perdus les premiers... » Et en définitive la reine multiplie les démarches pour que le comte d'Artois soit évincé à Vienne, pour qu'on déjoue les vaines tentatives des émigrans. Elle s'indigne surtout quand elle apprend que le comte de Provence cherche à se faire reconnaître par les puissances comme régent du royaume avec le comte d'Artois comme lieutenant-général. Après cela, je le sais bien, les Tuileries ne sont pas sans intelligences à l'extérieur, même dans ce monde émigré, et il y a M. de Breteuil qui a les pleins pouvoirs du roi; mais M. de Breteuil est justement en guerre avec les émigrans, et cela ne détruit pas cette répugnance instinctive, sincère de Marie-Antoinette pour l'émigration en général, pour cette grande désertion de la noblesse française.

Au fond, que veut donc la reine, quelle est sa politique, si on peut appeler de ce nom cet assemblage de sentimens, d'impressions et de velléités confuses ou contradictoires qui se succèdent? Cette politique se proportionne naturellement aux circonstances; elle s'accentue selon la gradation des événemens. Jusqu'en 1791, on peut dire que Marie-Antoinette se fie beaucoup, selon ses propres paroles, à la douceur, à la patience, à l'opinion et au temps. En 1791, il vient une heure où il n'y a plus de choix qu'entre ces trois partis : « périr par le glaive des factieux » ou faire toutes leurs volontés, ou bien encore tenter la fortune « pour ses devoirs, pour l'honneur et pour la religion, » comme elle dit. Et à ce moment même quel est l'état de son esprit? quelles sont ses idées à la veille du voyage interrompu à Varennes? D'abord, si Marie-Antoinette est bien plus sérieuse qu'une Henriette-Marie, Louis XVI n'est pas même un Charles Ier : l'un et l'autre ont une profonde répulsion morale pour la guerre civile. Il y a dans la famille royale une petite personne dont le cœur ne reculerait pas devant cette extrémité, parce que l'idée de la royauté est restée en elle dans toute son intégrité religieuse; c'est Mme Élisabeth, qui écrit à son amie Mme de Bombelles : « Tu es bien plus parfaite que moi, tu crains la *guerre civile;* moi, je t'avoue que je la regarde comme nécessaire. Premièrement je crois qu'elle existe, parce que toutes les fois qu'un royaume est divisé en deux partis, et que le parti le plus faible n'obtient la vie sauve qu'en se laissant dépouiller, il m'est impos-

sible de ne pas appeler cela une guerre civile. De plus jamais l'anarchie ne pourra finir sans cela, et je crois que plus on retardera, plus il y aura de sang répandu. Voilà mon principe : il peut être faux; cependant, si j'étais roi, il serait mon guide, et peut-être éviterait-il de grands malheurs... » Il faut ajouter qu'en pensant ainsi dans son intérieur, Mme Élisabeth ne conseillait à son frère que la prudence, et lui recommandait de ne rien hasarder. Mirabeau lui-même ne reculait pas devant la guerre civile; il la prévoyait et ne la craignait pas, pourvu qu'on la soutînt comme il l'entendait, sans en faire une guerre de restauration absolutiste. Pour la reine, c'est une prévision insupportable. Dans tous ses plans, cette idée est rejetée en arrière; elle se déguise sous mille voiles, sous l'illusion d'une pacification possible par d'autres moyens. « Tout le monde est en armes, écrit-elle à son frère; ce sera l'état le plus déplorable, celui qui porte le crime et le meurtre dans l'intérieur des maisons, et qui fait qu'aucun citoyen n'est sûr de vivre un jour : voilà ce que le roi doit et veut épargner à son peuple, au risque de sa couronne et de sa vie. » Et ailleurs, dans un moment désespéré elle écrit à Mme de Polignac : « Non, non, mon amie, la guerre civile est une horreur, la guerre étrangère une infamie; il faut subir ce que Dieu envoie! »

« Il ne faut point de guerre civile, dit la reine dans un mémoire adressé à l'empereur Léopold, son frère; il ne faut point, s'il est possible, de guerre étrangère. » Où donc est sa ressource, si elle ne peut vivre avec la révolution, et si elle ne veut ni des émigrés, ni de la guerre civile, ni même de l'intervention de l'Europe? Ah! c'est là la plaie secrète et la subtilité de cette âme si cruellement agitée. Marie-Antoinette ne veut pas, *s'il est possible*, de la guerre étrangère, et c'est là visiblement sa dernière espérance. Seulement elle fait tout ce qu'elle peut pour se dissimuler à elle-même la gravité de cette résolution extrême. Elle ne doute pas de son droit, mais il y a en elle un instinct de femme intelligente et sincère qui parle plus haut. D'abord elle reconnaît sans doute les puissances européennes fondées à réclamer de la révolution des garanties de bon ordre, de sécurité, de régularité dans les rapports internationaux, mais elle leur conteste le droit de s'occuper du gouvernement intérieur de la France. « Il y a sûrement, dit-elle, des points auxquels les puissances ont droit de s'opposer; mais pour ce qui regarde les lois intérieures d'un pays, chacun est maître d'adopter dans le sien ce qui lui convient. » Elle ne livre pas même la constitution tout entière, et elle ajoute nettement que, quand on le voudrait, « il y a des points sur lesquels il est impossible et peut-être fâcheux de revenir. » En outre, ce qu'elle demande, ce n'est pas

une intervention directe et effective, une entrée en France à main armée : c'est un appui moral, la présence d'une force suffisante sur la frontière, pendant que le roi, retiré dans une place forte, négocierait avec la révolution. Enfin Marie-Antoinette reconnaît le fléau, puisqu'elle le limite, puisqu'elle subtilise si curieusement avec sa propre pensée. Si plus tard elle va plus loin, si elle en vient à implorer sans condition, à grands cris, l'intervention étrangère, c'est qu'elle est poussée à bout, et alors même, chose étrange, elle est trahie jusque dans ce dernier espoir, car ces puissances, qu'elle presse de ses supplications, parlent et promettent beaucoup, et agissent peu. Elles sont divisées entre elles. Les unes jalousent la France et songent à profiter du moment dans un intérêt égoiste; les autres sont occupées ailleurs, elles achèvent de partager la Pologne. Toutes hésitent, comprenant fort peu la crise où l'on est engagé. Même quand elles sont attaquées par la France, elles se défendent mal : elles provoquent la grande explosion nationale au lieu de l'apaiser.

Et c'est ainsi que, par l'assemblage de toutes les fatalités, s'aggrave autour de la reine cette situation où il n'y a plus pour elle ni bonheur ni espoir, où elle écrit avec une douloureuse et fière mélancolie à sa sœur Marie-Christine : « Ne me renvoyez pas mes diamans, qu'en ferais-je ici? Je ne me pare plus, ma vie est une existence toute nouvelle. Je souffre nuit et jour, je change à vue d'œil, mes beaux jours sont passés, et sans mes pauvres enfans je voudrais être en paix dans une tombe... Ils me tueront, ma chère Christine. Après ma mort, défendez-moi de tout votre cœur. J'ai toujours mérité votre estime et celle des honnêtes personnes de tous les pays. On m'accuse d'horreurs, je n'ai pas besoin de dire que j'en suis innocente, et le roi, par bonheur, me juge en honnête homme. Il sait bien que je n'ai jamais manqué à ce que je devais à lui et à moi-même... » Telle elle apparaît, cette femme, qui selon son langage ne se soutient plus que par les larmes, qui voit la couronne glisser jour par jour de sa tête, en attendant que sa tête elle-même tombe sous le couteau, en présence d'amis glacés d'épouvante, d'un camp d'émigrés qui n'a fait que la compromettre, et d'une Europe inerte, plus près de recevoir des lois que d'en dicter à la France.

Il y a dans cette destinée en effet une heure fatale où tout est visiblement fini, où faute de comprendre la révolution on l'a irritée, et où après l'avoir irritée on reste désarmé devant elle. Dans le camp révolutionnaire, l'exaltation de la fureur va croissant, et la direction des événemens passe aux sicaires; dans le camp royaliste, il n'y a plus que ce découragement troublé et ces divisions qui sont le signe des causes perdues. Que manque-t-il encore? Tout au plus

le dénoûment, — et déjà ce dénoûment s'avance à grands pas; le 20 juin 1792 le prépare, le 10 août le précipite; la proclamation de la république ne laisse plus qu'un duel entre deux adversaires dont l'un est à terre; la mort de Louis XVI laisse la reine à découvert, et, plus encore que la reine, la femme vaincue, brisée, découronnée, mais jusqu'au bout ferme de cœur. Le 16 octobre 1793 est le terme de cette voie douloureuse que Marie-Antoinette parcourt depuis un an, allant des Tuileries à la petite loge des sténographes de l'assemblée le 10 août, puis au Temple, puis à la Conciergerie, puis à l'échafaud. Je ne veux pas la suivre dans cette sombre monotonie de terreur; je voudrais seulement la montrer dans ces derniers temps d'une captivité qui se resserre jusqu'à l'étouffer. Marie-Antoinette dit quelque part, avant sa captivité, en parlant de la vie qu'elle mène, qu'il vaudrait mieux être au milieu d'un combat. Je le crois bien. Ici c'est le meurtre sans l'émotion excitante et noble du combat, c'est l'agonie obscure et poignante qui commence. Représentez-vous cette femme, la plus brillante des femmes, au Temple et à la Conciergerie, abreuvée d'injures et d'humiliations, surveillée par les commissaires qui se succèdent, sentant darder sur elle les regards ennemis, entendant rugir la populace du 3 septembre qui promène au bout d'une pique la tête de son amie la plus chère, Mme de Lamballe, successivement séparée du roi qu'on tue, de son fils qu'on lui arrache, enfin de sa fille et de Mme Élisabeth, ses dernières compagnes. Au Temple encore, du moins, elle avait ces deux cœurs pour se réchauffer, cette ombre triste de la vie de famille sous les verrous; à la Conciergerie, elle est seule dans un cachot humide et nu, avec un petit lit de sangle, une table commune et deux chaises de prison. Là elle passe de longs jours, n'ayant d'autre distraction que de lire quelquefois ou de regarder deux gendarmes qui jouent en la surveillant toujours.

Ce n'est plus la reine brillante et animée d'autrefois. Ses cheveux ont blanchi, son visage s'est amaigri et allongé, le sourire s'est glacé sur ses lèvres décolorées et plissées; elle n'a plus que la beauté pâle et délicate d'une des créatures les plus charmantes immobilisée dans la douleur. Ses yeux sont fatigués de larmes; son cœur s'est tellement brisé qu'elle ne sent plus le mal physique. Elle n'a plus que des souvenirs et des émotions qu'elle refoule tant qu'elle peut au plus profond d'elle-même. Un jour, sans y songer, la concierge amène dans sa prison un jeune enfant aux cheveux blonds, aux yeux bleus et à la figure charmante. La reine tressaille instinctivement, prise d'une indicible angoisse, et se jette sur l'enfant, qu'elle couvre de baisers et de caresses, en parlant de son pauvre petit dauphin. Le costume de Marie-Antoinette est con-

forme à sa fortune. Elle a bien juste le linge qui lui est nécessaire, une robe noire et une robe blanche, deux bonnets qui coûtent *sept livres,* suivant le compte de ses dépenses. Celle qui fut la reine de France a des vêtemens déchirés qu'elle ne peut pas même raccommoder; on lui refuse des aiguilles, et, pour se distraire par momens, elle est réduite à arracher des fils d'une vieille toile de tenture dont elle fait de petits ouvrages. Il lui reste de sa vie d'autrefois une montre qu'elle a emportée d'Allemagne et qui lui rappelle sa jeunesse : on la lui prend. Et pourtant autour de cette prison la reine sent encore se remuer de ces dévouemens inconnus qui lui arrachaient des larmes avant qu'elle n'eût quitté les Tuileries. Il y a des complots d'évasion audacieusement ourdis par les Batz, les Toulan, les Rougeville, qui réussissent à arriver jusqu'à elle, à ranimer dans son âme une fugitive espérance. Tout est inutile. La reine trouve même presque des complices dans quelques-uns de ces commissaires de la commune qui ne peuvent se défendre de la pitié, dans ces geôliers qui s'attendrissent; mais si ces cœurs faibles laissent voir leur attendrissement, ils sont éloignés aussitôt, ils sont perdus, et quelques-uns expient par le supplice le tort d'avoir senti se remuer en eux quelque chose d'humain. La dernière consolation de Marie-Antoinette lui vient d'une jeune fille, une servante du geôlier, qui a pour elle des attentions muettes, qui satisfait ses goûts de propreté, qui va jusqu'à glisser sur sa table quelques fleurs, et à cette jeune fille elle ne peut donner qu'une monture de laiton et un petit objet de toilette : elle n'a plus rien. Le jour du procès, au captieux interrogatoire dans lequel on cherche à la prendre, elle répond avec une nette intelligence et une dignité calme. Il n'y a qu'un instant où elle se révolte, c'est lorsqu'on a l'odieuse indignité de l'accuser de tentatives de dépravation sur son fils. Alors, sans descendre à répondre, la mère se soulève, en appelant à toutes les mères.

Quand tout est fini, à quatre heures du matin, rentrée dans son cachot, elle écrit à Mme Élisabeth cette belle lettre : « C'est à vous, ma sœur, que j'écris pour la dernière fois; je viens d'être condamnée, non pas à une mort honteuse, elle ne l'est que pour les criminels, mais à aller rejoindre votre frère... » Et elle attend. Une dernière humiliation lui était réservée. Avant l'arrivée du bourreau, perdant son sang, suivant le récit de la jeune servante de la prison, elle veut changer de linge et se dissimule le plus qu'elle peut dans la ruelle. Le gendarme se précipite aussitôt pour ne pas la perdre de vue. « Au nom de l'honnêteté, monsieur, lui dit-elle, permettez que je change de linge sans témoin. » Mais le gendarme n'y consent pas, et la malheureuse femme, suppliciée jusque dans sa pudeur, revêt comme elle peut sa dernière chemise avec un

déshabillé blanc, prenant soin de « rouler la pauvre chemise ensanglantée » et de « serrer ce linge entre la vieille toile à papier et la muraille. » Puis, le bourreau arrivé, elle est prête à marcher à la mort, non plus même avec l'appareil de la royauté comme Louis XVI, mais comme une condamnée ordinaire, sur une charrette, au milieu d'une foule dont la fureur stupide résume toutes les haines sous lesquelles s'affaisse cette grande victime. Savez-vous le dernier mot? C'est ce compte tracé le soir par un fonctionnaire du temps fort occupé : « La v[e] Capet, pour la bière, 6 livres; — pour la fosse et les fossoyeurs, 25 livres! »

Il y a bien des drames poignans dans l'histoire; je ne sais s'il en est aucun qui égale cette destinée d'une reine arrivant en France brillante de jeunesse et de grâce, séduisante d'esprit et de courage, aimable et cordiale dans sa fierté, honnête sur le trône après les turpitudes des derniers règnes, et marchant sans le savoir ou sans pouvoir s'y soustraire à cette misérable fin. De toutes les accusations dont la révolution a chargé la tête de Marie-Antoinette, il n'en est aucune qu'elle justifie bien sérieusement, ou du moins ce qu'elle a fait tient à toute une situation encore plus qu'à une erreur volontaire de son âme ou de son intelligence. Sa faute, c'est d'être la reine, de porter le poids de tout un passé. C'est son plus grand, son unique crime, et pour mieux briser la reine on dégrade, on brise la femme; on va jusqu'à faire la plus inique violence à l'humanité elle-même, car si on peut trouver des excuses pour bien des choses dans la révolution, donner des explications de tout, rien ne peut absoudre cette atrocité sanguinaire qui immole les femmes, qui tue M[me] Roland jusque dans le camp révolutionnaire, comme elle tue Marie-Antoinette dans le camp royaliste. Tout ce que la reine pouvait trouver en elle-même de force et de grâce pour se défendre, elle l'a eu; elle est morte des diffamations de cour qui l'ont ruinée moralement et de la haine populaire qui l'a rencontrée sur son chemin. C'est ce qui fait de Marie-Antoinette la proie illustre d'une des plus tragiques fatalités, et par une combinaison singulière cette iniquité même est à sa manière le témoignage le plus inattendu de la puissance des choses. Il a fallu, convenez-en, que l'ancien régime fût bien gangrené, bien condamné pour ne trouver dans toutes les qualités de cette reine qu'un nouveau moyen de suicide; il a fallu aussi que la révolution française fût cent fois, mille fois légitime et nécessaire pour que l'œuvre tout entière n'ait pas péri dans ce sang des victimes où plongent ses fondemens.

Ch. de Mazade.

LES OSCILLATIONS

DU

SOL TERRESTRE

I. *The geological Evidences of the Antiquity of Man*, by sir Charles Lyell, London, Murray, 1863. — II. *Inaugural Address of sir Charles Lyell to the British Association at Bath*, 1864. — III. *Nord-Fahrt*, von Georg Berna, erzaehlt von Carl Vogt, Frankfurt 1863. — IV. *Geological Observations on South America*, by Charles Darwin. — V. *The Structure and distribution of Coral reefs*, by Charles Darwin.

Le sol, que les peuples considèrent encore comme le symbole de l'immuable, est au contraire dans un état d'oscillation constante. L'enveloppe de la terre, sollicitée d'un côté par les astres de l'espace, comprimée de l'autre par la vapeur, les gaz et les matières fondues de l'intérieur du globe, ne cesse d'onduler, comme le ferait un radeau s'élevant et s'abaissant sur les flots de la mer. Sans parler ici des tremblemens de terre qui font écrouler des pans de montagnes, renversent les cités et tarissent les fleuves, d'autres ondulations, que les instrumens délicats des physiciens peuvent seuls reconnaître, remuent incessamment dans toute son épaisseur les parties rocheuses de la planète. D'imperceptibles frissons, déterminés sans doute par les courans de chaleur et d'électricité, se propagent à travers les continens. Et non-seulement l'écorce terrestre est secouée à chaque instant par ces vibrations infiniment petites, elle est en outre animée de mouvemens uniformes et d'une incalculable puissance, qui sur divers points la soulèvent et sur d'autres la dépriment relativement au niveau de la mer. Ces gon-

flemens et ces dépressions, qui rappellent les phénomènes des corps organisés, s'accomplissent le plus souvent avec une telle lenteur que, pour les constater d'une manière certaine, des générations successives d'observateurs doivent laisser des années ou même des siècles s'écouler. La « terre patiente » semble rouler inerte dans l'espace, et pourtant elle travaille sans relâche à modifier la forme de ses mers et de ses rivages. Durant chaque période géologique, la surface continentale, immobile en apparence, se redresse en certains endroits à une grande hauteur au-dessus de l'océan; ailleurs elle s'abîme sous les eaux; partout l'antique relief et les contours du sol se modifient lentement. Suivant quelle loi, dans quel ordre géographique, avec quelle vitesse relative se produisent ces oscillations graduelles qui ont pour résultat de changer à la longue l'aspect général du globe? La science n'est point encore en mesure de répondre à ces questions d'une manière positive; mais en attendant que les géologues puissent évaluer avec exactitude les dimensions et la marche de chaque vague de soulèvement formée par l'écorce du globe, il est du moins possible de grouper les faits principaux qui se rapportent aux mouvemens oscillatoires des continens et du fond des mers. C'est là ce que nous essaierons de faire dans cette étude, en évitant des citations trop nombreuses, mais en ne cessant de nous appuyer sur le témoignage des hommes éminens qui depuis Léopold de Buch jusqu'à MM. Darwin et Lyell ont élucidé cette importante question de l'instabilité des terres. De minces coquilles brisées, des restes de polypiers épars, des rainures à peine visibles marquées çà et là sur le flanc des rochers, tous ces indices, devant lesquels la foule passait indifférente, sont devenus, grâce à la patience et à la sagacité des observateurs, autant de preuves irréfragables des balancemens réguliers du sol. Chaque année, les savans constatent sur divers points de la terre des phénomènes de soulèvement jusqu'alors inconnus; mais il leur reste encore à présenter d'une manière générale l'ensemble de tous ces mouvemens de l'écorce planétaire. C'est là pourtant un des sujets de recherche qui offrent le plus haut intérêt scientifique, car la terre est notre demeure. Il importe de savoir comment le sol empiète sur l'océan ou recule devant lui, comment il se déplace sous nos pas et se modifie diversement tandis que nous nous agitons à sa surface. D'ailleurs c'est en étudiant l'enveloppe du globe que nous apprendrons à en mieux connaître les profondeurs; c'est en nous rendant compte des révolutions présentes que nous découvrirons dans tous ses détails l'histoire géologique des âges d'autrefois.

I.

Dans les mouvemens du sol, il faut distinguer ceux qui sont produits par la pression lente des forces intérieures et ceux que déterminent des causes passagères, telles que la plus ou moins grande abondance d'eau contenue dans les couches superficielles, l'activité de l'évaporation, le drainage, la mise en culture des campagnes. Ainsi les tourbières qui se forment graduellement dans les terrains bas des vallées à la place des lacs et des marais retiennent l'eau dans leurs amas de mousses comme dans une immense éponge, et, se gonflant peu à peu, finissent par s'élever à une hauteur de plusieurs mètres au-dessus de l'ancien niveau du sol. La grande tourbière marécageuse de la Caroline du nord, connue sous le nom de *Dismal Swamp*, s'est tellement enflée vers son milieu que le chemin de fer de Portsmouth à Suffolk a dû en gravir le versant par une rampe d'environ deux mètres. En revanche, les tourbières que des travaux de drainage ont asséchées s'affaissent graduellement; les mousses se flétrissent, se tassent et se réduisent en poussière; on dirait que le sol est lentement aspiré vers l'intérieur de la terre par quelque force secrète.

Du reste, on ne saurait s'étonner de ces phénomènes alternatifs de turgescence et de dégonflement qu'offre le sol tourbeux, puisqu'une simple variation de température suffit pour produire des résultats analogues dans les assises compactes des montagnes. Le jour, les molécules des rochers se dilatent sous l'influence des rayons solaires; la nuit, elles se refroidissent, se contractent par suite du rayonnement, et la masse totale s'abaisse d'une quantité qui n'est pas toujours inappréciable aux instrumens. Ainsi l'astronome chilien Moesta a pu constater que l'observatoire national du Chili, situé sur la colline de Santa-Lucia, près de Santiago, monte et descend alternativement dans l'espace de vingt-quatre heures : l'oscillation diurne des rochers qui se dilatent et se resserrent tour à tour est même assez considérable pour qu'il soit nécessaire d'introduire cet élément de calcul dans les formules mathématiques consacrées aux observations régulières. Des phénomènes semblables, mais déterminés par des causes différentes, se produisent sous l'observatoire d'Armagh, en Irlande. Après les fortes pluies, la colline qui porte l'édifice s'élève sensiblement; puis, lorsqu'une évaporation active l'a débarrassée de la trop grande quantité d'eau contenue dans ses pores, elle s'abaisse de nouveau.

Les secousses plus ou moins violentes imprimées au sol dans les contrées volcaniques produisent des changemens de niveau bien su-

périeurs aux faibles oscillations causées par la chaleur du soleil ou les météores de l'atmosphère; mais ces changemens de niveau n'en sont pas moins des phénomènes locaux, et bien qu'ils se rattachent sans doute au même ordre de faits que les élévations et les dépressions lentes, il faut les distinguer nettement des mouvemens séculaires qui font ployer l'écorce du globe sous des continens entiers. Comme exemple de ces ondulations locales, qui sont de simples accidens dans l'histoire de la planète, on peut citer celle que le tremblement de la Concepcion fit éprouver temporairement en février 1835 à l'île Santa-Maria et à la côte opposée du continent chilien. Le rivage le plus rapproché de la ville avait été soulevé verticalement d'un mètre et demi, tandis que l'île, déracinée pour ainsi dire par la violence du choc souterrain, s'était exhaussée obliquement de 2 mètres et demi à sa pointe méridionale et de 3 mètres à l'extrémité du nord. Deux mois après, la plage de la Concepcion se trouvait à 60 centimètres à peine au-dessus de son ancien niveau, et l'île s'était abaissée en proportion. Enfin, vers le milieu de l'année, toute trace de soulèvement avait disparu, et l'eau de la mer venait affleurer exactement la ligne sinueuse de débris qu'elle baignait avant la catastrophe. Les fameuses colonnes du temple de Sérapis, qui se dressent au bord de la Méditerranée, non loin de Pouzzoles, portent également sur leurs fûts de marbre blanc les preuves d'oscillations purement locales.

Sur toutes les côtes où les amas de coquilles modernes laissés à sec et les gradins creusés à différentes hauteurs dans les parois des falaises fournissent le témoignage irréfragable d'un soulèvement progressif du sol, c'est évidemment par des mesures directes et par des comparaisons de niveau effectuées à des intervalles plus ou moins longs que les savans doivent étudier la marche du phénomène. Depuis plus de cent trente ans déjà, le Suédois Celsius a eu l'idée de recourir à ces moyens, non pas dans l'intention de constater la croissance de la péninsule scandinave, croissance qui ne lui semblait point probable, mais afin de démontrer le changement de niveau présumé des eaux de la mer Baltique. Il savait, d'après le témoignage unanime des paysans du littoral, que le golfe de Bothnie diminue sans cesse en profondeur et en étendue; les vieillards lui montraient les divers points de la côte où la mer venait affleurer pendant leur enfance, et signalaient en outre les anciennes lignes de niveau que les flots avaient tracées jadis dans l'intérieur des terres; d'ailleurs, les noms de lieux, la position plus ou moins continentale d'édifices construits autrefois sur le rivage, enfin les monumens écrits et les chants populaires ne pouvaient laisser aucun doute sur la retraite des eaux marines. A cette époque, où les

savans croyaient encore à l'immuable solidité de la charpente osseuse du globe, Celsius devait naturellement attribuer l'accroissement incessant du littoral à la dépression graduelle du niveau de la mer. En 1730, il émit l'hypothèse que la Baltique s'abaissait d'environ trois pieds tous les cent ans, puis, ayant tracé l'année suivante, en compagnie de Linné, un point de repère à la base d'un rocher de l'île Loeffgrund, située non loin de Gefle, il put constater par ses propres yeux, treize ans plus tard, que le rétrécissement de la mer Baltique s'accomplissait plus vite encore qu'il ne l'avait supposé (1).

Depuis le siècle dernier, tous les géologues qui ont visité les côtes de la Suède n'ont eu qu'à vérifier et à compléter les observations de Celsius et de Linné; mais ils ont dû renverser l'hypothèse première de l'abaissement graduel des eaux et reconnaître d'une manière certaine que les mouvemens attribués par erreur à la masse liquide de la Baltique étaient bien ceux du continent lui-même. C'est la terre, et non point la mer, qui est en réalité l'élément mobile et changeant. En effet, si le niveau marin s'abaissait progressivement, ainsi qu'on le supposait autrefois, l'eau, dont la surface, grâce à la pesanteur, se maintient toujours horizontale, se retirerait également sur le pourtour de la presqu'île scandinave et même sur tous les rivages des mers. Il n'en est point ainsi. Tandis qu'à l'extrémité septentrionale du golfe de Bothnie, vers l'embouchure de la Tornea, le continent émerge de $1^{m},60$ par siècle, il s'élève seulement de 1 mètre par le travers des îles d'Aland; au sud de cet archipel, il grandit plus lentement encore. Vers Calmar et Carlscrona, la ligne du rivage ne change pas relativement au niveau de la mer; enfin la pointe terminale de la Scanie s'enfonce graduellement sous les eaux de la Baltique. Plusieurs rues des villes de Malmoe, Trelleborg, Ystad, ont déjà disparu, et depuis les observations faites par Linné la côte a perdu en moyenne une zone de 30 mètres de large.

Sur les côtes occidentales de la péninsule scandinave, les phénomènes qui prouvent un soulèvement récent du sol sont aussi nombreux que sur les rives orientales; mais on n'a pas encore mesuré la rapidité du mouvement d'ascension, qui d'ailleurs est certainement moins considérable qu'en Suède. La pointe terminale du Jutland s'élèverait, d'après Forchammer, de 30 centimètres par siècle; à Christiania, la poussée intérieure est peut-être moins forte, car depuis trois cents ans le pavé de l'ancienne ville paraît être stationnaire; enfin, plus au nord, la position actuelle de divers édifices situés dans l'île de Munkholm, près de Trondhjem, prouve que de-

(1) La différence de niveau observée pendant ces treize années était de $0^{m},18$, soit de $1^{m},385$ pour un siècle.

puis mille ans l'élévation du sol a été moindre de 6 mètres. C'est là tout ce que l'on sait d'une manière positive; la comparaison des diverses lignes de niveau et l'examen des autres indices d'un soulèvement lent semblent toutefois démontrer qu'en dépit d'inégalités nombreuses dans la marche du phénomène, c'est bien la partie du littoral la plus rapprochée du pôle qui émerge le plus rapidement hors des flots. Des plages élevées, que l'on peut suivre du regard comme des gradins d'amphithéâtre, s'étagent à diverses hauteurs sur les pentes des montagnes; des amas de coquillages modernes se montrent jusqu'à 150 et 200 mètres au-dessus du niveau marin, et les grands arbustes de corail rose formés par la *lophelia prolifera*, qui ne peut vivre dans la mer qu'à une profondeur variable de 300 à 600 mètres, sont maintenant soulevés jusqu'à la base des falaises. Enfin les bois de pins qui revêtent les sommets, et que les forces souterraines ne cessent d'exhausser vers la limite inférieure des neiges, dépérissent peu à peu dans l'atmosphère refroidie, et de larges lisières de forêts ne se composent plus que d'arbres morts, quoique restant encore debout depuis des siècles.

L'ensemble des faits connus au sujet des mouvemens du sol de la Scandinavie autorise donc les savans à comparer la péninsule tout entière à un plan solide tournant autour d'une ligne d'appui et redressant une de ses extrémités pour abaisser l'autre dans la même proportion. Les golfes de Bothnie et de Finlande, pareils à des vases que l'on incline, épanchent lentement leurs eaux dans le bassin méridional de la Baltique; de nouveaux îlots, des rangées d'îles apparaissent successivement, des écueils se révèlent, et si l'élévation du fond de la mer continue de s'accomplir avec la même régularité que dans les siècles historiques, on peut déjà prédire qu'au bout de deux mille ans l'archipel des Qvarken, entre Umea et Vasa, sera changé en isthme, et transformera le golfe de Tornea en un lac intérieur semblable à celui de Ladoga. Dix-huit siècles plus tard, les îles d'Aland seront à leur tour rattachées au continent et serviront de pont entre Stockholm et le territoire de la Russie. D'ailleurs il est très probable, sinon certain, que les grands lacs et les innombrables pièces d'eau qui remplissent toutes les vasques de granit de la Finlande ont remplacé un ancien bras de mer réunissant naguère la Baltique au grand Océan polaire. Les blocs granitiques épars sur tous les points de la Russie ne peuvent avoir été transportés que par des convois de glaces venus par mer des montagnes de la Suède. Le nom de Scandinavie lui-même signifie *île de Scand*, et le nom de Bothnie (*Botten*) prouve que ces provinces riveraines sont un ancien fond marin. Ici la linguistique vient donc en aide à la géologie et à la tradition.

Ce n'est pas tout. La méditerranée baltique communiquait aussi

avec la Mer du Nord par un large canal, dont les lacs Mälar, Hjelmar et Wenern occupent aujourd'hui les plus profondes dépressions. Des amas considérables d'huîtres se trouvent en plusieurs endroits sur les hauteurs qui dominent ces grands lacs de la Suède méridionale. Sur les écueils mis à sec qui entourent le golfe de Bothnie, on a également découvert des bancs de ces mollusques, entièrement semblables à ceux de la Norvége et des côtes occidentales du Danemark. Quant aux célèbres *kjoekkenmoeddinger* des îles danoises, ils sont en grande partie composés d'huîtres que les habitans de l'âge de pierre recueillaient évidemment sur les fonds des baies voisines. Les recherches de M. de Baer ont établi que l'huître ne peut vivre et se développer dans une eau dont la teneur en sel est moindre de 16 ou 17 pour 1,000 (1). Or la mer Baltique, à laquelle ses nombreux tributaires apportent une grande quantité d'eau douce, se dessale peu à peu; maintenant elle ne contient plus en dissolution, suivant les divers parages, que 1 centième ou 5 millièmes de sel, et même au fond des golfes l'eau est devenue presque entièrement douce. Il est donc certain que la mer Baltique et les lacs intérieurs étaient jadis salés comme l'est de nos jours la Mer du Nord, et d'où pouvait provenir cette salure, sinon d'un ancien détroit, occupant la dépression où les ingénieurs suédois ont creusé le canal de Trolhätta? D'après M. de Baer, c'est à cinq mille ans au plus avant notre siècle qu'il faudrait faire remonter la fermeture de ce grand détroit.

Depuis que Léopold de Buch a mis hors de doute le fait considérable du soulèvement graduel de la Scandinavie septentrionale, divers géologues ont constaté que l'élévation ne se produit pas d'une manière parfaitement uniforme. Pendant les siècles passés, le mouvement s'est tantôt accéléré, tantôt ralenti, ainsi que le prouve l'inégalité des plages superposées qui se prolongent sur les flancs des montagnes du littoral norvégien. Quelques-unes de ces marches que les vagues ont sculptées dans le roc sont larges et doucement inclinées; d'autres sont abruptes et se distinguent à peine des pentes supérieures; enfin les mesures directes opérées par M. Bravais sur les lignes d'érosion de l'Altenfjord ont prouvé qu'elles ne sont point parallèles, et que les masses rocheuses situées vers le fond des golfes ont été plus énergiquement soulevées que les assises plus rapprochées de la mer. Un écrivain compétent, qui fut aussi le compagnon de Bravais, M. Charles Martins, a exposé dans la *Revue* même l'ingénieuse hypothèse par laquelle le professeur Vogt cher-

(1) L'huître prospère dans les mers qui contiennent de 20 à 30 pour 1,000 de sel; là où la quantité de sel est supérieure à 37 ou moindre de 18 pour 1,000, elle dépérit.

che à expliquer cette inégalité d'élévation (1). Qu'il nous suffise de dire que d'après cette théorie les roches de diverse nature, schistes, grès ou calcaires, qui composaient les montagnes de la péninsule scandinave n'ont cessé de se gonfler par suite de l'infiltration des eaux de neige, et, grâce à de nouvelles cristallisations s'opérant par voie humide, se sont peu à peu transformées en masses de granit stratifié.

Cette hypothèse, très discutée par les géologues, expliquerait le redressement des lignes d'érosion de la côte norvégienne près du massif des montagnes; mais elle ne rend point compte des intervalles de repos relatif, ni surtout de l'affaissement du sol que plusieurs faits géologiques prouvent avoir eu lieu durant la période glaciaire. Il est donc nécessaire d'admettre que d'autres forces géologiques sont à l'œuvre dans la masse solide de la Scandinavie. D'ailleurs il ne faut point perdre de vue que le soulèvement de cette péninsule n'est pas un fait isolé, et que les autres contrées du nord de l'Europe et de l'Asie semblent, malgré la diversité de leurs roches, être toutes animées d'un mouvement d'ascension. Les îles du Spitzberg offrent en général, entre la rive actuelle de la mer et les montagnes, d'anciennes plages doucement inclinées et larges de 1 à 4 kilomètres où l'on trouve, jusqu'à une hauteur de 45 mètres, des amas d'os de baleines et de coquillages de l'époque actuelle : ces débris, entourant toutes les pentes neigeuses du Spitzberg, prouvent que cet archipel, comme la Scandinavie, émerge graduellement des flots de l'Océan polaire. Les côtes septentrionales de la Sibérie s'élèvent également, si l'on en croit les traditions populaires et les témoignages recueillis par les voyageurs. On découvre au milieu des *toundras*, et même sur des collines fort élevées, de grandes quantités de bois à moitié pourri que les vagues de la mer ont jetées autrefois sur le rivage, et qui en sont actuellement éloignées de 40 ou 50 kilomètres; l'île de Diomida, que Chalaourof avait reconnue en 1760, à l'est du cap Sviatoj, était rattachée au continent soixante ans plus tard, lors du voyage de Wrangell.

Les falaises de l'Écosse offrent aussi des phénomènes semblables à ceux de la Scandinavie. Des lignes parallèles de niveau tracées par les flots sur les escarpemens des rochers et parsemées des coquillages des mers voisines attestent l'élévation graduelle de cette partie de la Grande-Bretagne. Ce mouvement d'ascension se continue toujours, car on a constaté que les anciennes terrasses d'origine marine situées au-dessus des estuaires de la Forth, de la Tay, de la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1863, *Un Tour de naturaliste dans l'extrême Nord*. Voyez aussi *Nord-Fahrt*, de Carl Vogt, pages 358 et suivantes.

Clyde, contiennent non-seulement des restes organiques des âges récens, mais aussi des amas de poteries d'origine romaine. Depuis que ces débris ont été rejetés sur le rivage, le sol s'est élevé de 8 mètres environ; or, par une remarquable coïncidence, c'est à 8 mètres au-dessus du niveau des hautes marées que s'arrête l'antique muraille d'Antonin, qui du temps des Romains servait de barrière contre les Pictes. L'exhaussement général de la contrée peut donc être évalué à 5 millimètres par an. Plus au sud, les montagnes du pays de Galles portent aussi sur leurs flancs de nombreux témoignages du séjour de la mer pendant la période actuelle. Récemment M. Darbishire a découvert non loin du Snowdon, à 414 mètres de hauteur, un terrain de transport renfermant cinquante-quatre espèces de coquillages dont les pareils vivent encore dans les mers septentrionales de l'Europe; le même terrain, dépourvu de coquilles il est vrai, se retrouve à 200 mètres plus haut.

Ainsi, du pays de Galles au Spitzberg et aux côtes orientales de la Sibérie, les terres n'ont cessé de grandir lentement durant une partie de la période glaciaire et pendant l'époque actuelle : l'aire d'élévation comprend un espace de la rondeur terrestre qui n'est pas moindre de 160 degrés en longitude. En présence de ces faits, doit-on considérer les phénomènes de soulèvement comme de simples accidens locaux que produisent le gonflement des roches et les secousses volcaniques, ou bien doit-on y voir les résultats d'une cause générale agissant de diverses manières sous la superficie de toute la planète? La dernière hypothèse nous paraît la plus probable.

II.

Les contrées du sud de l'Europe sont certainement celles de la terre qui sont le plus gracieusement découpées. Des baies, des golfes, des mers intérieures, les pénètrent en diverses directions; projetées en péninsules qui présentent la plus grande variété de contours et d'aspects, elles sont devenues vivantes, pour ainsi dire, grâce à leurs nombreuses articulations, pareilles à celles d'un corps organisé. A cette multiplicité de formes extérieures correspondent de singulières inégalités et des contrastes exceptionnels dans les mouvemens du sol. Un certain enchevêtrement se manifeste çà et là entre les régions soulevées et celles qui s'abaissent. Aussi, quoique le nombre des observateurs soit plus considérable en Europe que dans toutes les autres parties du monde, les phénomènes d'élévation ou d'affaissement n'y sont point constatés sur tous les rivages, et pendant longtemps encore il sera sans doute impossible

d'indiquer d'une manière précise les limites de chaque vague de renflement. Toutefois assez d'observations sont réunies pour que l'on puisse admettre d'une manière générale le soulèvement de la plupart des contrées qui entourent le bassin de la Méditerranée. Ces régions, que des forces volcaniques font osciller en maints endroits, constitueraient une grande aire d'élévation, des déserts sahariens à la France centrale et des côtes de l'Espagne aux steppes de la Tartarie. Tandis que la péninsule montagneuse de Scandinavie est située au milieu des régions soulevées de l'Europe septentrionale, la longue dépression de la Méditerranée occuperait, par une sorte de polarité, le milieu des vastes territoires qui s'exhaussent graduellement au midi de l'Europe et au nord de l'Afrique.

Jadis cet immense espace était limité, du côté de la zone tropicale, par une autre mer ou du moins par un détroit large de plusieurs centaines de kilomètres, qui commençait au golfe des Syrtes, et, remplissant les dépressions du Sahara berbère, allait s'unir à l'Atlantique en face de l'archipel des Canaries. Il n'est pas besoin de rappeler aux lecteurs de la *Revue* l'excursion que MM. Martins, Escher de la Linth et Desor firent dans le Sahara pendant l'hiver de 1863 (1). Les savans géologues ont constaté, après M. Charles Laurent, que les sables de cette région sont tout à fait identiques à ceux des plages les plus voisines de la Méditerranée et contiennent les mêmes espèces de coquillages. Un de ces témoins du passé, la clavisse commune (*cardium edule*), se trouve non-seulement à la surface du sol, mais aussi à une certaine profondeur, et jusqu'à 275 mètres d'altitude sur les pentes des collines. Le Sahara d'Algérie s'est donc élevé de toute cette hauteur pendant une période géologique récente; diverses dépressions, dont la superficie est de 90 mètres plus basse que le niveau de la Méditerranée, ont été graduellement séparées de la mer, et de nos jours elles n'offrent plus que des eaux marécageuses ou d'interminables plaines. A une époque très récente et peut-être historique, le lac Tritonis des anciens, actuellement la Sebkha-Faraoun, a cessé d'être un prolongement du golfe de Gabès pour devenir un simple marais. C'était le dernier reste du bras de mer qui séparait du continent africain les régions montagneuses de l'Atlas, naturellement si distinctes de la Libye par leur aspect général, ainsi que par leur faune et leur flore. A l'existence de cette méditerranée d'Afrique, que remplacent aujourd'hui des sables blancs de sel et des rochers dépouillés de verdure, MM. Escher de la Linth et Lyell attribuent en grande partie

(1) Voyez les études de M. Charles Martins intitulées *le Sahara, souvenirs d'un voyage d'hiver*, dans les livraisons du 15 juillet et du 1er août 1864 de la *Revue*.

l'énorme étendue des anciens glaciers de l'Europe. Il est en effet très naturel de penser qu'avant l'assèchement de cette mer intérieure, les masses d'air entraînées vers le nord se saturaient d'humidité en passant au-dessus des eaux, et, s'élevant peu à peu dans les régions supérieures, apportaient sans cesse aux cimes des Alpes de nouvelles couches de neige, au lieu de les fondre comme le fait actuellement le redoutable *föhn*, vent suréchauffé par la réverbération du sable brûlant d'Afrique. Il est possible d'ailleurs que les montagnes de la Suisse aient diminué d'élévation depuis la période glaciaire. La même oscillation du sol qui a vidé la méditerranée libyenne a peut-être aussi, par contre-coup, déprimé les fondemens des Alpes pour les rapprocher du niveau de l'océan.

Sur les bords de la Méditerranée, les indices qui peuvent faire croire à un soulèvement du sol se montrent en foule. Ainsi les plages de la Tunisie ne cessent d'empiéter sur les eaux de la mer. Les anciens ports se comblent (1), les baies s'oblitèrent, les pointes s'avancent de plus en plus, et ces phénomènes s'accomplissent avec assez de rapidité pour que le changement dans l'aspect des rivages ne puisse pas être attribué seulement à l'apport des sables marins : il faut y voir sans doute l'effet d'une poussée verticale semblable à celle qui souleva jadis le fond des mers du Sahara. De même la Sicile, que l'on pourrait comparer à une énorme boursouflure volcanique rattachée à Pantellaria et aux promontoires de la Tunisie par un isthme sous-marin, est constamment exhaussée par les forces à l'œuvre sous les couches de sa surface. Sur les hauteurs qui dominent la conque de Palerme, on remarque à 55 mètres d'élévation des grottes que la mer s'est creusées pendant la période des coquillages encore existans. Sur la côte orientale de l'île, M. Gemellaro a constaté un exhaussement récent de plus de 13 mètres. En Sardaigne, non loin de Cagliari, M. de La Marmora signale, comme se trouvant à la hauteur de 74 et même de 98 mètres, un dépôt soulevé qui renferme des restes de poterie mêlés à des coquillages modernes, et qui se trouvait par conséquent au niveau de la mer à une époque où l'homme habitait déjà la contrée. Enfin, pour compléter la revue des principaux faits de soulèvement qui ont eu lieu durant la période géologique actuelle autour du bassin occidental de la Méditerranée, il faut citer l'émergence d'une grande partie des îles Baléares et celle des anciennes grottes marines de Ventimille et de Menton, ainsi que l'exhaussement des bancs de coquillages découverts par M. Risso sur le cap de Saint-Hospice, à 12 mètres d'élévation. Ces faits, et d'autres encore, permettent de croire au

(1) M. Guérin, dans son *Voyage archéologique à la Régence de Tunis,* cite parmi les ports complétement ou presque entièrement mis à sec ceux de Carthage et d'Utique, de Mahédia, de Porto-Farina, de Bizerte, d'Hamman-Korbès, de Kelibia, de Kourba.

mouvement général de la contrée. Il semble probable à plusieurs géologues que la France entière, agitée par un léger et presque imperceptible frisson, se soulève lentement du côté du sud et pivote sur une ligne d'appui passant par la péninsule de Bretagne. En tout cas, il est certain que les côtes du Poitou, de l'Aunis et de la Saintonge n'ont cessé de croître verticalement depuis l'époque historique. « La *banche* pousse, » disent les habitans du littoral, qui depuis longtemps observent l'élévation graduelle du terrain.

Les phénomènes du même genre sont aussi très communs dans les îles et sur le pourtour du bassin oriental de la Méditerranée. De même que la Sicile et plusieurs parties du littoral de l'Italie et de la Grèce, un grand nombre d'îles, Malte, Rhodes, Chypre, sont entourées de terrasses circulaires plus ou moins élevées au-dessus du niveau de la mer et composées de roches calcaires ou sablonneuses de formation récente (1). L'étude des côtes de l'Asie-Mineure prouve que là aussi le sol n'a cessé, durant l'époque humaine, de s'élever d'un mouvement assez rapide. Depuis les temps historiques, cette partie du continent s'est élargie d'une zone considérable aux dépens de la mer Égée, et ce ne sont pas les alluvions des fleuves ni les relais de la mer qui ont produit cet accroissement de territoire, car les rivières de l'Anatolie n'ont qu'un faible développement et les eaux qui baignent les côtes ne peuvent, à cause de leur grande profondeur, apporter beaucoup de sable. C'est donc par suite d'un soulèvement lent de l'écorce terrestre que les ruines de Troie, de Smyrne, d'Éphèse, de Milet, se sont graduellement éloignées du rivage et semblent reculer de plus en plus dans l'intérieur des terres. C'est aussi pour la même raison que tant d'îles de la mer Égée, jadis distinctes, se sont réunies les unes aux autres ou bien se sont rattachées au continent pour former des promontoires ou de simples collines environnées de plaines basses. Les témoignages des auteurs anciens sont unanimes au sujet de ces empiétemens des plages. Durant les siècles de la civilisation grecque, les deux moitiés de Lesbos, Issa et Antissa, se seraient unies en une seule terre, et diverses îles auraient rejoint la terre ferme à Mindus, à Milet, au cap Parthénion, à Éphèse, près d'Halicarnasse et de Magnésie. Depuis cette époque, l'île de Lade, non loin de laquelle les galères ioniennes livrèrent une grande bataille à la flotte des Perses, s'est également transformée en un monticule entouré d'alluvions.

Les côtes qui bordent la Mer-Noire en Europe et en Asie présentent aussi des témoignages importans en faveur d'un soulèvement du sol qui se serait accompli pendant la période actuelle. On peut citer, entre autres indices, les bancs de coquillages modernes que

(1) Voyez un travail de M. Albert Gaudry dans la *Revue* du 1er novembre 1861.

M. de Tchihatchef a trouvés sur les collines de Thrace et sur celles d'Anatolie à une hauteur considérable. Tels sont aussi les lacs salés, les marais putrides que les eaux de la Mer-Noire ont laissés en se retirant autour de la péninsule de Crimée. L'examen géologique de la Russie méridionale ne permet pas non plus de douter que la mer Caspienne n'ait été séparée du Pont-Euxin par le soulèvement graduel des steppes du Don. La vaste dépression des plaines caspiennes qui s'étend au-dessous du niveau marin, et qui, d'après Halley, aurait été produite par le choc d'une comète, a eu tout au contraire pour véritable cause une lente élévation du sol. C'est à la même poussée des forces souterraines qu'il faut attribuer le rétrécissement graduel de la mer d'Aral et le fractionnement de ces innombrables lacs qui parsèment les steppes entre l'Oural et l'Altaï (1). Après les profondes recherches de Humboldt sur l'Asie centrale, il n'y a plus aujourd'hui de hardiesse à prétendre qu'à une certaine époque de la période actuelle un vaste détroit, semblable à celui qui longeait autrefois la base méridionale de l'Atlas, s'étendait de la Mer-Noire au golfe d'Obi et à l'Océan-Glacial.

Les observations de niveau faites sur les côtes de la Méditerranée n'ont pas seulement permis de constater que la plus grande partie de ce bassin intérieur de l'ancien monde et plusieurs contrées limitrophes se sont graduellement exhaussées; elles ont aussi indiqué les limites de l'aire de soulèvement. On les distingue d'une manière assez précise sur le littoral de la Syrie et de la Palestine; on voit même que dans cette région la surface du sol se plisse comme celle de l'eau, et forme une série de vagues et de dépressions oscillant en sens inverse. Tandis que les plages du golfe d'Iskanderoun gagnent incessamment en largeur par l'élévation du sol non moins que par les apports de la mer, on montre à Beyrouth une tour qui s'enfonce de plus en plus dans les eaux; encore plus au sud, l'ancienne île de Tyr s'est rattachée au continent, et plusieurs parties de la péninsule portent des traces du séjour de la mer à une époque récente; enfin Kaïsarieh et d'autres villes de la Palestine sont comprises dans une aire d'affaissement, ainsi que le prouvent des vestiges de fortifications visibles au-dessous du niveau de la Méditerranée. A l'est, toutes les côtes égyptiennes se soulevaient encore à une époque relativement très récente, puisque les lacs amers et les berges du Nil offrent d'anciennes plages portant des coquillages modernes; mais de nos jours le sol s'affaisse d'une manière continue et insensible. Des ruines de villes sont situées au milieu

(1) Dans ses magnifiques études, où l'imagination tient parfois autant de place que la science, le commandant Maury cherche à établir par des raisonnemens très ingénieux que le soulèvement des Andes, en modifiant le système des vents et des pluies dans le monde entier, a causé l'assèchement graduel des plaines de la Caspienne et de l'Aral.

de la plaine marécageuse du lac Menzaleh, que recouvre la mer pendant la majeure partie de l'année. Plus loin, un ancien bras du Nil, avec les rives qui le bordaient jadis, est caché en entier par les eaux de la Méditerranée. Mêmes phénomènes au-delà du Delta. D'anciennes descriptions d'Alexandrie et des environs ne pourraient plus être comprises, si l'on n'admettait un affaissement considérable du terrain. Des grottes artificielles, des catacombes, creusées du temps des Ptolémées à une certaine hauteur au-dessus de l'eau et connues improprement sous le nom de *bains de Cléopâtre*, sont envahies aujourd'hui par les vagues. Sur les bords de la Mer-Rouge, non loin de Suez, d'autres cavernes sépulcrales taillées dans la roche calcaire sont également inondées par suite de la dépression du sol. Peut-être ce mouvement du sol de l'Égypte est-il commun à toute cette partie de la Méditerranée qu'on pourrait nommer la mer égyptienne, car l'île de Crète, dont la pointe occidentale s'est élevée d'au moins 8 mètres dans l'époque moderne, s'abîme graduellement sous les eaux du côté le plus rapproché de l'Égypte. La nature elle-même cherche à détruire cet isthme de Suez qu'elle a formé jadis entre les deux continens, et, par son travail de percement, l'homme ne fait que devancer l'œuvre géologique des siècles à venir.

Le long des rivages de la mer Adriatique, au nord de Zara et de Pesaro, les géographes ont constaté d'autres phénomènes de dépression qui marquent la limite septentrionale de la grande aire méditerranéenne de soulèvement. Dès le milieu du XVI[e] siècle, Angiolo Eremitano émit l'opinion que les îlots de Venise s'abaissaient d'environ un pied par siècle, et cette hypothèse, basée sur la comparaison des pavés superposés des rues et des édifices, a été pleinement confirmée depuis. Dans l'île de Saint-George, des constructions romaines se trouvent maintenant au-dessous du niveau des lagunes; ailleurs des routes pavées sont recouvertes par les eaux; des églises, des ponts se sont abaissés relativement à la surface de la mer. Enfin une ville entière, la Conca, située jadis non loin de la Cattolica, à l'embouchure du Crustummio, est entièrement submergée depuis quelques siècles, et lorsque la mer est tranquille, on voit encore dans les flots les restes de deux de ses tours. M. Giacinto Collegno pense que tous ces changemens de niveau sont produits par le tassement des terres d'alluvion qu'apportent le Pô et les autres rivières descendues des Apennins et des Alpes. C'est là une cause qui doit certainement contribuer pour une forte part à la dépression générale des bords vénitiens de l'Adriatique; mais elle n'est probablement pas la seule, car les côtes opposées de l'Istrie et de la Dalmatie s'affaissent aussi malgré la nature compacte de leurs roches. A Trieste, à Zara, dans l'île Poragnitza, on voit au-

dessous du niveau marin divers travaux de l'homme, des pavés, des mosaïques, des sarcophages. D'ailleurs des sondages artésiens opérés dans le delta du Pô à de grandes profondeurs au-dessous de la mer n'ont ramené que des alluvions fluviatiles, ce qui établit d'une manière indubitable le fait d'une dépression graduelle du sol. La terre que va chercher la sonde au fond du puits artésien était jadis au-dessus du niveau de la mer.

Soit que toute l'Europe centrale participe au mouvement de dépression subi par les bords de l'Adriatique, soit qu'il s'agisse d'un phénomène local, les côtes méridionales de la Manche et de la Mer du Nord s'affaissent aussi, bien qu'avec une excessive lenteur. Sur le littoral de Bretagne, de Normandie, de nombreuses forêts englouties et des édifices assiégés par les eaux de marée prouvent que le sol a baissé pendant la période actuelle. Il paraît toutefois que diverses ondulations semblables à celles de la côte de Syrie se sont produites sur ces rivages, car en plusieurs endroits on a découvert des plages de sable et de coquilles modernes à une hauteur de 12 et de 15 mètres au-dessus du niveau de la mer. A une époque reculée et néanmoins déjà contemporaine de l'homme, la vallée de la Somme s'élevait aussi; mais depuis des milliers d'années elle s'affaisse lentement, puisque des forêts sous-marines bordent le littoral et que les tourbières d'Abbeville, dont le fond est situé en contrebas de la baie de Somme, n'offrent d'autres débris que les restes d'animaux et de végétaux vivant sur terre ou dans les eaux douces; lorsque les mousses des tourbes ont commencé de croître, le sol de la vallée devait donc être plus élevé que la surface des mers voisines.

Dans les Flandres et la Hollande, les phénomènes d'affaissement ont été sinon plus considérables, du moins bien plus importans par leurs résultats, à cause du niveau très bas que présentent ces contrées relativement à la mer. La simple énumération des catastrophes successives amenées par cette dépression graduelle constitue une histoire terrible. Pendant le cours du IIIe siècle, nous dit la tradition, l'île de Walcheren est séparée du continent; en 860, le Rhin se déplace, inonde les campagnes; le château de Caligula (*arx britannica*) reste au milieu des flots. Vers le milieu du XIIe siècle, la mer fait une nouvelle irruption, et le lac Flevo se change en un golfe pour s'élargir encore en 1225 et former le Zuyderzée. En 1231, les lacs de Harlem commencent à perler sur le sol, qui s'affaisse, puis, grossissant peu à peu, se réunissent les uns aux autres, et vers le milieu du XVIIe siècle s'étalent en une mer intérieure. En 1277 et 1421, deux autres golfes, le Dollart et le Biesbosch, se creusent dans l'épaisseur du continent, et noient les paysans par milliers. De nos jours, les *polders* endigués s'affaissent d'une ma-

nière visible (1). Comme un radeau graduellement submergé par les vagues, la Hollande s'enfoncerait lentement dans l'abîme, si les habitans du pays, acceptant la lutte contre les élémens, n'avaient muré leur territoire au moyen de digues et ne l'asséchaient par d'immenses travaux de drainage qui feront à jamais l'étonnement des hommes. Quelques savans, à la tête desquels se range l'éminent géologue Staring, pensent que la dépression graduelle des terres endiguées a pour seules causes le tassement du sol d'alluvion, le poids des digues surincombantes (2) et le passage incessant des hommes et du bétail. Quelle que soit l'importance de ces causes réunies, les phénomènes d'affaissement constatés depuis quinze siècles sont assez considérables pour qu'il soit permis d'accepter l'hypothèse de M. Élie de Beaumont sur la dépression du sol hollandais. Toutes les côtes voisines, celles de l'Angleterre méridionale aussi bien que celles du Hanovre et du Slesvig, offrent d'ailleurs en maints endroits, par leurs tourbières sous-marines, leurs forêts englouties et leurs tombeaux noyés, des preuves certaines d'un affaissement considérable. Sur les rivages occidentaux du Slesvig, la moindre dépression a été de 4 mètres pendant la période actuelle; à Bornholm, elle a été d'environ 8 mètres d'après Forchhammer, et l'envahissement continuel des mers témoigne que la terre s'affaisse encore. La Poméranie, la Prusse orientale, semblent participer à ce mouvement, car sur plusieurs points de leurs rivages incessamment envahis on a découvert des forêts à plusieurs mètres de profondeur au-dessous du niveau de la mer. La Manche et les parages méridionaux de la Mer du Nord et de la Baltique peuvent donc être considérés comme un fossé de dépression, comme une longue vallée d'affaissement, séparant l'aire soulevée du nord de l'Europe et celle dont les côtes du Poitou marquent l'extrémité septentrionale.

III.

Le Nouveau-Monde, ce double continent dont l'architecture se distingue par des traits généraux d'une si grandiose simplicité, offre également une régularité remarquable dans le jeu de ses lentes oscillations. Celles-ci, bien plus faciles à étudier que les mouvemens des péninsules accidentées de l'Europe, sont aussi mieux connues, et depuis l'époque où l'illustre naturaliste Darwin a constaté, par

(1) Voyez une étude de M. Émile de Laveleye dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er novembre 1862.

(2) Il semble au contraire qu'en pesant sur la masse plus ou moins élastique des *polders*, ces constructions devraient avoir pour effet d'exhausser la surface des terres environnantes.

de longues et patientes recherches, qu'une grande partie de l'Amérique méridionale s'élève d'une manière incessante, les savans et les voyageurs n'ont eu qu'à confirmer le résultat de ses recherches.

C'est principalement sur les côtes du Chili que les traces du soulèvement général de la contrée sont de toute évidence. Au pourtour de maint promontoire, à l'issue de plusieurs des vallées qui découpent profondément les massifs montagneux du littoral, on distingue d'anciennes plages marines sur lesquelles des coquillages de l'époque actuelle, semblables à ceux qui vivent aujourd'hui dans les baies voisines, sont parsemés ou même entassés en couches épaisses. Ces plages, que des falaises ou des escarpemens de hauteurs diverses séparent les unes des autres, ressemblent aux marches d'escaliers gigantesques. On voit en les regardant que la côte ne s'est pas élevée d'un mouvement égal, et que des intervalles de repos relatif se sont écoulés entre chacune des étapes fournies par la masse grandissante des roches. Sur les collines de l'île de Chiloe, M. Darwin a trouvé des amas de coquillages modernes à 106 mètres de hauteur; au nord de la Concepcion, plusieurs lignes de niveau, sculptées par les flots pendant la période actuelle, se montrent à une élévation de 190 à 300 mètres; près de Valparaiso, elles n'ont pas moins de 395 mètres au-dessus du niveau de la mer, mais elles s'abaissent au-delà de la ville, et sur la frontière de la Bolivie elles dominent le niveau marin de 60 à 75 mètres seulement. Ainsi la poussée des roches se fait sentir surtout dans les régions du littoral qui se trouvent sous la même latitude que les sommets les plus élevés des Andes chiliennes, l'Aconcagua, le Maypu, le Tupungato. On peut en induire que ces hautes cimes indiquent le point central de la fraction d'écorce soulevée, et ne cessent de grandir elles-mêmes plus rapidement encore que les plateaux et les rivages situés au-dessous. En effet, au Chili comme en Norvége, les terrasses qui dominent d'anciennes baies ou des embouchures de vallées ne sont point horizontales comme elles le paraissent; elles se redressent peu à peu vers les montagnes, et sont d'autant plus élevées qu'elles s'éloignent davantage des côtes actuelles. La force soulevante agit donc avec plus d'énergie sous les Andes chiliennes que sous les roches du littoral voisin. Les blanches cimes montent graduellement dans le ciel.

Des mesures trigonométriques poursuivies pendant une longue série d'années permettront plus tard de reconnaître cette croissance des colosses du Chili dans la région des neiges éternelles; mais jusqu'à ce jour les seuls calculs établis au sujet de la rapidité du soulèvement des Andes reposent sur l'étude des rivages marins étendus à leur base. Par la comparaison de l'état actuel des choses avec les témoignages historiques, M. Darwin prouve que dans l'espace de

dix-sept années, compris entre 1817 et 1834, le sol de Valparaiso s'est élevé de 3m 20, soit environ de 19 centimètres par an. Ce mouvement très rapide avait été précédé d'un repos relatif, car de 1614 à 1817, pendant plus de deux siècles, l'élévation de la plage, telle qu'elle est démontrée par l'examen des lieux, n'a certainement pas dépassé 1m 80. A Coquimbo, à la Concepcion, dans l'île de Chiloe, l'émergement des rivages s'est opéré plus lentement encore; mais, si imperceptible que soit le phénomène, il ne s'en produit pas moins pendant le cours des âges, et finit par changer d'une manière complète l'aspect des côtes américaines. Plusieurs anciens ports jadis fréquentés sont inaccessibles aujourd'hui; d'autres se sont formés grâce à l'asséchement de pointes protectrices; des îles nombreuses, toujours désignées par le nom indien de *huapi*, sont devenues des promontoires.

Les témoignages d'un soulèvement graduel sont également visibles sur les côtes de la Bolivie et du Pérou. Dans la zone occidentale du désert d'Atacama, le sol, couvert de coquilles et d'efflorescences salines, semble avoir été abandonné d'hier par l'océan. Au-dessus de Cobija, d'Iquique, de plusieurs autres villes du littoral, se profilent des degrés pareils à ceux de Coquimbo, et qui étaient, comme eux, baignés naguère par le Pacifique. Devant Arica, la mer a reculé de 150 mètres dans l'espace de quarante ans, et les négocians du port ont dû en conséquence faire prolonger d'autant le débarcadère; mais c'est en face de Callao, sur l'une des falaises de l'île San-Lorenzo, que l'on a recueilli la preuve la plus intéressante de l'élévation du littoral pendant la période humaine. A 26 mètres de hauteur au-dessus de la mer, M. Darwin a découvert dans une couche de coquillages modernes déposés sur une terrasse des racines d'algues, des ossemens d'oiseaux, des épis de maïs, des roseaux tressés, enfin une ficelle de coton presque entièrement décomposée. Ces débris de l'industrie humaine ressemblent d'une manière parfaite à ceux qui se trouvent dans les *huacas* ou nécropoles des anciens Péruviens. Il n'est pas douteux que l'île de San-Lorenzo et probablement tout le littoral voisin se sont élevés d'au moins 26 mètres depuis que l'homme rouge habite la contrée. Il paraît néanmoins que de nos jours le sol qui porte Callao s'affaisse de nouveau, car l'emplacement où se trouvait l'ancienne ville est maintenant en grande partie sous les eaux. Cette dépression n'est peut-être qu'un fait local, et n'affecte que pour un temps le mouvement général d'ascension du littoral, car plus au nord, à Colon, à Santa-Marta et sur un grand nombre de points de la côte néo-grenadine, le sol s'est élevé visiblement depuis que les Européens ont débarqué sur le continent. En admettant toutefois que Callao forme en effet la limite septentrionale de l'aire de soulèvement dont le centre

paraît être au Chili, il reste prouvé que la masse soulevée offre du sud au nord une longueur d'au moins 4,000 kilomètres. C'est presque la distance de Paris à Tobolsk.

Les mouvemens actuels de la côte orientale de l'Amérique du Sud n'ont pas été reconnus d'une manière aussi certaine que ceux des rivages occidentaux, sans doute à cause de leur extrême lenteur. L'examen des faits géologiques prouve que le sol s'est élevé pendant la période post-pliocène, c'est-à-dire pendant l'âge des coquillages encore existans et des grands animaux qui furent les contemporains de nos pères, le mégathérium, le mastodonte, le glyptodon. Les pampas argentines ont conservé l'apparence uniforme de l'océan qui les couvrait jadis; les terrasses parallèles de la Patagonie, se prolongeant à plus de 800 kilomètres de distance, varient à peine de quelques mètres en hauteur sur divers points de leur immense développement, et les bras de mer qui serpentaient à travers la péninsule terminale de l'Amérique et la Terre-de-Feu gardent tous leurs anciens contours. Actuellement cette masse continentale, qui s'élevait avec une majestueuse lenteur, paraît osciller en sens inverse, et d'un mouvement imperceptible redescendre vers le niveau de l'Atlantique. Au pied des hautes falaises de la Patagonie, la mer ne cesse de s'agrandir aux dépens du continent, et quoique les brisans n'aient pas assez de force pour démolir les couches rocheuses à plus de 4 ou 5 mètres au-dessous de la surface, la profondeur des eaux marines n'en augmente pas moins d'une pente égale à mesure qu'on s'éloigne du rivage en voguant sur l'antique emplacement des falaises. Le fond de la mer s'affaisse donc, et en même temps la masse énorme des plateaux qui pendant la période récente des grands mammifères s'étaient élevés avec une si merveilleuse régularité. Sur la côte du Brésil, notamment à Bahia, diverses dépressions récentes semblent indiquer que là aussi la surface du continent s'abaisse régulièrement. Toutefois les faits connus ne sont pas encore assez nombreux pour autoriser une affirmation catégorique. C'est déjà pour la science un résultat des plus importans que d'avoir constaté le mouvement de bascule qui soulève toutes les côtes occidentales de l'Amérique, de l'île Chiloe à Callao, et déprime le versant oriental des Andes argentines et de la Patagonie. Ainsi une grande partie du continent colombien gagne incessamment d'un côté ce qu'elle perd de l'autre, et chemine sur les eaux de l'océan en voyageant vers l'ouest.

Dans l'Amérique du Nord, les oscillations du sol n'ont pas été reconnues sur une longueur aussi considérable que dans le continent du sud; mais les rares observations déjà faites sur quelques points du littoral font considérer comme très probable l'hypothèse d'un soulèvement général auquel l'une des chaînes parallèles des

Montagnes-Rocheuses ou de la Sierra-Nevada servirait d'axe. La zone riveraine du Tamaulipas et du Texas s'accroît assez rapidement en largeur, non-seulement parce que les vents du midi, qui soufflent durant presque toute l'année, apportent de grandes quantités de sables, mais aussi parce que le sol s'élève. En dix-huit années, de 1845 à 1863, les plages de la baie de Matagorda se sont exhaussées de 30 à 60 centimètres, et par suite de cette croissance graduelle de la terre, qu'attestent les amas de coquillages abandonnés loin des rivages, le port d'Indianola a dû être transféré à Powderhorn, à 7 kilomètres plus près de l'entrée. La péninsule de la Floride et l'archipel des Bahamas sont également soulevés par les forces intérieures, ainsi que le prouvent les bancs de coraux redressés au-dessus du niveau de la mer. Ces mystérieux monticules, ces volcans de boue (*mud-lumps*) qui parsèment la côte autour des bouches du Mississipi, et dont un voyageur français, M. Thomassy, a tâché d'expliquer la naissance par la pression des eaux souterraines, paraissent aussi témoigner en faveur d'une élévation générale de la contrée. La direction même que suit le grand fleuve rend très probable que l'axe de soulèvement du continent nord-américain est marqué par les Montagnes-Rocheuses, car au lieu de gagner sur les campagnes de sa rive droite, ainsi qu'il devrait le faire en vertu de la rotation du globe, le Mississipi érode les collines de sa rive gauche, puis, arrivé dans les terres basses de son delta, coule au sud-est, parallèlement aux diverses rivières du Texas et à l'arête des Rocheuses. Il est donc à présumer que la surface immense du continent, se redressant surtout à l'ouest, fait dévier à l'orient toutes les eaux courantes qui la traversent.

Quant à la zone orientale de l'Amérique du Nord, elle ne s'élève pas d'une manière uniforme, car s'il est prouvé que les côtes du Labrador et celles de Terre-Neuve se sont lentement exhaussées, il est certain que d'autres contrées s'affaissent. Dans son second voyage aux États-Unis, sir Charles Lyell a constaté que certaines côtes de la Georgie et de la Caroline du sud subissent un mouvement de dépression. De même toute la partie du littoral dont la baie de New-York forme le centre et que terminent au nord le cap Cod, au sud le cap Hatteras, s'est graduellement abîmée sous les eaux de l'Atlantique, et cet affaissement n'a point encore cessé, du moins pour les côtes du New-Jersey. Une île, indiquée sur une carte de 1649 comme présentant une superficie de 120 hectares, offre de nos jours à peine une vingtaine d'ares à marée basse, et le flux la submerge entièrement. Les arpenteurs chargés du cadastre ont calculé que les rivages de la baie de Delaware perdent en moyenne près de 2 mètres 1/2 tous les ans. Autant qu'il est possible d'en juger par les observations faites depuis la colonisation du pays, la dé-

pression lente de cette partie des côtes américaines peut être évaluée à 60 centimètres par siècle. Dans la grande île du Groënland, qui doit être considérée comme une dépendance de l'Amérique du Nord, le progrès de l'affaissement graduel semble être beaucoup plus rapide encore. Depuis longtemps déjà, les Esquimaux connaissent ce phénomène, et les colons danois de la côte orientale ont pu le constater dès le dernier siècle en voyant sur une longueur de plus de 1,000 kilomètres les écueils, les promontoires avancés et leurs propres demeures disparaître peu à peu sous les eaux envahissantes. Tandis que les terres émergent au nord de l'Europe et de l'Asie, un mouvement inverse se produit dans les régions polaires du Nouveau-Monde.

IV.

L'étude des rivages n'a pas seulement permis de constater les soulèvemens et les dépressions des grandes masses continentales, elle a aussi révélé aux savans les oscillations des espaces océaniques, car les îles nombreuses qui se montrent solitaires ou par groupes dans la Mer du Sud et dans l'Océan-Indien ont servi de témoins pour constater les mouvemens du sol qui les porte. Lignes d'érosion, terrasses parallèles, bancs de coquillages modernes, toutes ces marques du séjour des eaux indiquent pour chacune des îles du Pacifique comme pour les côtes de l'Europe et du Nouveau-Monde les divers exhaussemens qui se sont produits; mais la plupart de ces terres ont en outre de vivantes ceintures de coraux qui mesurent d'une manière précise tous les changemens de niveau, élévation ou dépression, que subissent les plages. La découverte de ce fait, que les oscillations terrestres sont pour ainsi dire rendues visibles par les travaux des polypiers, est sans aucun doute l'une des conquêtes les plus importantes de la géographie moderne, et c'est encore aux patientes recherches, à la sagacité de M. Charles Darwin, que la science en est redevable. Comparant ses propres observations avec celles des explorateurs qui l'avaient précédé, le géologue anglais a pu signaler, comme s'il les avait vus de ses propres yeux, les mouvemens divers qui soulèvent ou dépriment le lit de l'océan sur une étendue aussi considérable que celle des deux continens d'Europe et d'Asie.

Tous les voyageurs qui ont parcouru la Mer du Sud ont été frappés d'étonnement à la vue des récifs élevés par les polypiers au milieu des eaux. Parmi ces récifs, les uns environnent à distance des îles ou même des archipels entiers; les autres, éloignés de toute terre, sont disposés en forme d'anneaux ou de croissans plus ou moins allongés autour de lagunes ou de baies remarquables par

leur eau d'un vert pâle : ce sont les *atolls*. On sait quel est l'étrange aspect de ces bancs de coraux assiégés par la mer. Dans les parties de l'anneau où les constructions des polypiers et des madrépores n'ont pas encore atteint la surface, les flots qui passent au-dessus de la digue sous-marine se soulèvent en brisans d'écume. En d'autres endroits du récif, on voit poindre au-dessus de la vague des écueils d'une blancheur éblouissante ou d'un rose délicat. Vient ensuite une rangée semi-circulaire d'îlots semblables à des pierres druidiques érigées en pleine mer par des géans. Enfin, sur les terres émergées qui occupent la partie de l'*atoll* la plus exposée à la violence des lames et des vents, se balancent des cocotiers, soit en simples groupes, soit en véritables bosquets. Telle est la forme la plus commune des récifs parmi les milliers d'atolls qui parsèment la Mer du Sud. Lorsque les bancs de coraux ne sont pas encore achevés, leur position ne se révèle que par un cercle de brisans; ceux qui sont arrivés au dernier degré de leur développement forment un bois circulaire qui, vu de haut, semblerait une couronne de feuilles flottant sur les eaux bleues.

Comment ces étranges récifs se sont-ils élevés? Les polypiers aimant à bâtir au milieu de l'eau qui déferle, on comprend que, partout où se trouve un banc sous-marin, les récifs de coraux affectent, comme les brisans eux-mêmes, une disposition plus ou moins annulaire; mais là où la sonde ne révèle aucun bas-fond caché aux abords des atolls, comment se fait-il que les polypiers aient pu faire surgir du fond de l'abîme leurs habitations calcaires? Pour expliquer ce phénomène, on avait imaginé les hypothèses les plus bizarres : on prétendait voir dans chaque atoll le pourtour d'un cratère que les forces intérieures du globe auraient soulevé jusqu'à une distance de quelques mètres de la surface, de manière à fournir une base aux travaux des polypiers. Quand même cette explication serait vraie pour un nombre limité d'atolls, il serait incompréhensible que des milliers et des milliers de volcans se fussent élevés uniformément à la même hauteur au-dessous du niveau marin; on ne saisirait pas davantage pourquoi les cratères de ces prétendus volcans affecteraient souvent les formes les plus irrégulières; enfin il serait impossible de concevoir pourquoi, sur ces multitudes de récifs annulaires qui constituent plusieurs archipels, — notamment la double rangée des Maldives, longue de 750 kilomètres et large de 80, — aucun atoll ne s'est jamais signalé par une éruption de laves ou de cendres. La forme de ces récifs ne se rattache donc pas aux phénomènes volcaniques proprement dits : elle ne peut s'expliquer, comme tant d'autres faits de l'histoire terrestre, que par des mouvemens lents de la surface. L'affaissement du lit des mers fait comprendre la formation des atolls et des barrières de ré-

cifs que de profonds canaux séparent des côtes; en revanche, une graduelle élévation du sol explique la position des coraux qui frangent le littoral à une certaine hauteur au-dessus des flots.

Ainsi les récifs des polypiers peuvent servir de mesure aux oscillations que subissent les rivages continentaux, les îles et même les abîmes de la mer. Il est facile de constater le mouvement des terres qui s'exhaussent, puisqu'on voit alors les bancs de coraux s'appuyer sur la rive et parsemer de leurs débris les plages élevées au-dessus du niveau de la mer : souvent aussi on distingue les canaux qui les séparaient anciennement du littoral, et sur les hauteurs de plusieurs îles on aperçoit des bancs calcaires qui doivent évidemment leur origine à des polypiers. Quant aux îles à coraux qui ne sont pas comprises dans une aire de soulèvement, elles sont entourées de récifs annulaires construits au milieu des eaux à une certaine distance du rivage. Lorsque cette distance est faible et que les bancs de coraux offrent une épaisseur peu considérable, rien ne prouve que le niveau des côtes ait changé, car les observations des savans montrent que les polypiers peuvent vivre et bâtir leurs habitations rocheuses à une profondeur de 30 à 45 mètres. Toutefois les murs de corail et de sable calcaire qui forment les parois extérieures du récif descendent généralement beaucoup plus bas; la plupart reposent sur des talus composés de leurs propres débris et plongeant dans la mer avec une pente de 45 degrés jusqu'à des abîmes de plusieurs centaines et même de plusieurs milliers de mètres. Il est évident qu'en pareil cas le fond de l'océan s'est affaissé. Les polypiers ont commencé leurs constructions à quelques mètres au-dessous de la surface, puis, à mesure que s'enfonçait le sol avec leur édifice de corail, ils montaient, montaient sans cesse pour se rapprocher de la lumière. Les îles montagneuses qu'ils entourent à distance de leurs récifs diminuent graduellement en hauteur et laissent entre elles et la barrière de coraux un canal de plus en plus large et profond. Le jour vient où, réduites à l'état d'îlots, elles se divisent en pitons isolés qui, l'un après l'autre, plongent et disparaissent dans la mer. Alors il ne reste plus qu'un atoll, enfermant entre ses parois grandissantes une lagune où les débris calcaires s'amassent lentement : d'étroites plages et des récifs, pareils à des épaves flottant encore au-dessus d'un navire qui sombre, entourent l'espace où l'île s'est engloutie. Parfois cependant le mouvement de dépression est trop rapide pour que les polypiers puissent maintenir leurs demeures à fleur d'eau, ils dépérissent peu à peu, et les atolls, que d'innombrables générations de constructeurs avaient élevés assise par assise, disparaissent pour former des bas-fonds annulaires. Tel est, au sud des Maldives, le grand banc de

Chagos, que les sondages démontrent avoir été jadis l'un des atolls les plus vastes de l'océan des Indes.

Grâce aux témoignages que fournissent les récifs de corail, et que d'autres indices complètent d'ailleurs sur un grand nombre de points, il est possible maintenant de fixer d'une manière assez précise les limites de chacune des aires d'oscillation qui se partagent l'hémisphère compris entre les côtes de l'Amérique du Sud et celles de l'Afrique. Tandis que le groupe des Sandwich se soulève comme s'il obéissait encore aux forces qui font grandir le continent américain, on voit s'enfoncer peu à peu les archipels du bassin central de la Mer du Sud, les Iles Basses et celles de la Société, les rangées de Gilbert et de Marshall, les Carolines; en un mot toute cette « voie lactée » d'îles, d'îlots et de récifs, qui s'étend diagonalement à travers le Pacifique, sur une longueur de plus de 13,000 et une largeur moyenne de 2,000 kilomètres. Ce sont les débris d'un ancien continent qui s'enfonce avec les populations qu'il portait autrefois. Depuis que les premiers navigateurs européens ont visité ces parages, plusieurs îles ont déjà disparu, et d'autres, telles que le Whitsunday, ont considérablement diminué d'étendue.

Parallèlement à cette grande aire de dépression, deux fois et demie plus vaste que l'Europe, se renfle une énorme vague de soulèvement qui coïncide avec le demi-cercle de volcans entourant à l'ouest le bassin de la Mer du Sud. La Nouvelle-Zélande, située à l'extrémité méridionale de ce renflement qui repose sur un long sillon de feu, s'exhausse d'une manière assez considérable pour que les colons anglais, arrivés depuis quelques années à peine, aient pu voir les promontoires grandir et les bancs de rochers obstruer graduellement l'entrée des ports. Au commencement de l'époque actuelle, les montagnes de la Nouvelle-Zélande étaient plus basses de 1,500 mètres au moins, et les *icebergs* d'un continent disparu venaient avec leur chargement de blocs erratiques échouer sur les îlots naissans; mais depuis lors les alpes néo-zélandaises se sont élevées à dix reprises successives, ainsi que le prouvent les dix terrasses étagées sur leurs flancs. De nos jours, elles grandissent encore. Depuis dix ans, les plages de Lytleton se sont élevées d'un mètre. Les Nouvelles-Hébrides, les îles Salomon, les côtes septentrionales et occidentales de la Nouvelle-Guinée, les terres nombreuses qui forment le grand archipel de la Sonde et que leur faune tout asiatique prouve avoir fait naguère partie du continent voisin, croissent aussi après s'être affaissées, et des bancs de coraux émergés s'ajoutent sans cesse aux rivages.

A l'angle du continent d'Asie, la vague d'élévation se bifurque pour entourer la mer de Chine, que bordent les côtes graduellement

déprimées de la Cochinchine et du Tonquin. Au nord, la région soulevée se continue vers l'Amérique par les Philippines, Formose, les îles Liou-Kieou, le Japon, la grande île Sakhaline, les régions de l'Amour, le Kamtchatka, c'est-à-dire toutes les terres que traverse la fissure d'éruption des volcans du Pacifique. A l'ouest, Sumatra, frangée sur sa rive orientale de péninsules qui furent naguère des îles et qui en portent encore le nom (*poulo*), est le point de départ d'un autre mouvement d'élévation comprenant toutes les côtes situées autour du golfe du Bengale. Les archipels de Nicobar et d'Andaman s'élèvent peu à peu; l'île de Ceylan s'exhausse également, du moins en partie, et peut-être la chaîne d'écueils qui la réunit à l'Indoustan, et qui d'après la légende servit autrefois de pont à la triomphante armée du singe Hanouman, finira tôt ou tard par constituer un isthme véritable. Il paraîtrait que le cours inférieur du Gange est aussi compris dans l'aire de soulèvement du golfe du Bengale, et que le pays tout entier subit un mouvement de bascule du sud au nord, car les affluens inférieurs du Gange, le Coosy, le Mahanady, le Soane, ne cessent de déplacer leurs embouchures vers l'amont. Ce dernier cours d'eau a déjà reculé de 7 kilomètres depuis quatre-vingts ans. D'après M. Ferguson, c'est vers le confluent du Gange et du Gogra que se trouverait la limite occidentale de la vague d'élévation qui commence aux îles de la Nouvelle-Zélande, à 13,000 kilomètres de distance vers le sud-est.

Quant à l'espace occupé par l'Australie et l'océan des Indes proprement dit, il se trouve presque en entier, comme le bassin central du Pacifique, situé dans une aire de dépression graduelle. Tandis que de la Nouvelle-Guinée à Sumatra et aux Philippines un nouveau continent émerge des eaux, le vieux continent australien, si remarquable par sa faune et sa flore, qui semblent appartenir à une époque géologique antérieure, s'enfonce peu à peu avec les îles environnantes, la Louisiade, la Nouvelle-Calédonie et les récifs de la Mer de Corail. Jusqu'à présent, on ne connaît encore qu'une seule partie de l'Australie qui subisse un mouvement continu d'élévation : c'est le district de Hobson's-bay, près de Melbourne, qui, d'après M. Becker, s'élèverait d'environ 10 centimètres par an. Quoi qu'il en soit, la grande masse du continent s'affaisse insensiblement, et les polypiers qui entourent les côtes sont obligés d'élever de plus en plus leurs récifs. A l'ouest de l'Australie, l'Océan-Indien est presque entièrement dépourvu d'îles; mais toutes celles qui sortent des profondeurs marines sur un espace de plus de 6,000 kilomètres en largeur sont des atolls qui s'engouffreraient lentement, si les polypiers n'en exhaussaient incessamment les bords. Parmi ces îles se trouvent le célèbre atoll de Keeling, que M. Darwin a

étudié avec tant de profit pour la science, et l'archipel des Maldives, cette double chaîne de montagnes sous-marines dont chaque cime est couronnée par une tiare de corail se dressant au-dessus des eaux.

Ainsi l'espace qui s'étend sur les deux tiers de la rondeur du globe, des côtes orientales de l'Amérique aux rivages occidentaux de l'Océan-Indien, offre deux aires de soulèvement et deux aires de dépression se succédant régulièrement de l'est à l'ouest. Après le continent américain, qui s'exhausse avec lenteur, viennent les innombrables îles basses de l'Océanie, dont la plupart auraient déjà disparu depuis longtemps, si les travaux des polypiers ne les maintenaient au niveau des flots; puis se développe en un vaste demi-cercle, signalé de loin par ses volcans, une large zone d'îles et de plages qui s'élèvent graduellement, comme pour remplacer dans l'avenir le vieux continent d'Australie. Enfin les mêmes causes qui dépriment le lit du Pacifique central font également baisser celui de l'Océan-Indien avec ses bas-fonds et ses récifs. Au-delà se trouve la masse énorme de l'Afrique, dont les côtes n'ont encore été explorées par les savans que çà et là et sur de faibles étendues. Cependant assez d'observations ont été faites pour qu'il soit permis de considérer l'Afrique orientale et les terres qui en dépendent comme une troisième vague de soulèvement correspondant à celles de l'Amérique et des îles de la Sonde. Les bancs de coraux qui entourent Maurice, La Réunion, Madagascar, ceux qui bordent la côte africaine de Mozambique à Mombaze témoignent de l'élévation du sol; de même les rivages méridionaux de la Mer-Rouge montrent encore, à diverses hauteurs, des traces évidentes du séjour récent des eaux marines. La plupart des voyageurs qui ont visité ces contrées ont été frappés des récifs émergés, des plages blanches de sel, des baies abandonnées dans l'intérieur des terres et transformées en marécages (1). Du côté du nord, c'est non loin de l'isthme de Suez que la lente élévation du sol est remplacée par un mouvement inverse; mais on ne sait pas encore où se montrent, du côté de l'ouest, les premiers indices d'un affaissement graduel. Toujours est-il qu'au-delà du continent africain Madère, Sainte-Hélène et probablement aussi les Canaries, seuls restes de l'ancienne At-

(1) Voyez Ferret et Gallinier, *Voyage en Abyssinie*, p. 187 et suivantes. Les savans qui les avaient précédés, Rüppel, Salt, Valencia, avaient constaté les mêmes phénomènes. M. Lejean, dans un récent voyage, a reconnu que la croissance du sol a complétement séparé de la mer et changé en une simple mare l'ancien port de Djeddah, qui, du temps de Niebuhr, était encore accessible aux navires d'un faible tonnage. D'ailleurs Niebuhr dit lui-même que l'examen des lieux prouve d'une manière incontestable la retraite des eaux. Les populations riveraines affirment que le fond et les bords de la Mer-Rouge changent tous les vingt ans.

lantide (1), s'abîment peu à peu dans l'océan. Tous les faits militent ainsi en faveur de l'hypothèse d'après laquelle le pourtour du globe offrirait dans sa partie équatoriale trois vagues de soulèvement séparées les unes des autres par trois dépressions intermédiaires. Les centres de chaque dépression tombent au milieu d'un océan; les trois régions exhaussées sont précisément le grand archipel de la Sonde, espèce de continent en formation, et les masses énormes de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. On le comprend, ces oscillations régulières de la surface terrestre ne peuvent s'accomplir qu'en vertu d'une loi générale encore inconnue, mais certaine. On ne saurait y voir de simples phénomènes locaux produits par des tremblemens volcaniques, des tassemens ou des ruptures de l'écorce terrestre, et d'ailleurs ces faits eux-mêmes, partout où ils se produisent, sont déterminés par des causes qui affectent la masse entière de la planète.

Un jour, lorsque les savans auront observé du pôle nord au pôle sud toutes les lignes de niveau, tous les débris que la mer a laissés comme autant de mesures de précision sur le littoral des terres et sur les flancs des montagnes, on pourra dire exactement quelles sont les dimensions de chaque vague de soulèvement et quelle force d'impulsion les anime. On saura si les régions exhaussées égalent toujours en étendue les régions qui s'affaissent, si la surface de la terre, semblable à celle de tous les corps vibrans, offre certaines « lignes nodales » autour desquelles les parties agitées se disposent en figures rhythmiques, si les continens et les mers, soulevés et déprimés tour à tour comme par une marée séculaire, se déplacent lentement autour de la planète. Quoi qu'il en soit, il demeure incontestable qu'un mouvement incessant fait onduler l'écorce dite rigide de notre globe. Les masses continentales s'élèvent pendant une longue série de siècles, puis elles s'abaissent de nouveau pour s'exhausser encore. Et toutes ces oscillations, comparables au va-et-vient d'un balancier, s'accomplissent avec lenteur et majesté. La Scandinavie, qui s'élève actuellement, s'abaissait pendant la période glaciaire, et les populations qui, dès cette époque, y faisaient leur demeure, étaient forcées d'abandonner pas à pas les vallées transformées en *fjords*. De même les Andes chiliennes et les montagnes de la Nouvelle-Zélande, aujourd'hui grandissantes, se sont abaissées par degrés, les premières de 2,500, les secondes de 1,500 mètres, avant de s'exhausser comme elles le font aujourd'hui. Sur un grand nombre d'autres points, au Pérou, en Égypte,

(1) Les recherches de Heer sur la flore des îles de l'Atlantique ont donné un caractère de grande probabilité à l'existence d'un ancien continent placé entre l'Europe et les Antilles.

dans l'Amérique du Nord, des changemens de même nature ont eu lieu pendant l'ère actuelle de l'histoire géologique et sans qu'aucune révolution violente ait bouleversé la terre. Les continens s'élèvent et s'abaissent comme par une respiration lente.

Tout change, tout est mobile dans l'univers, car le mouvement est la condition même de la vie. Jadis les hommes, que l'isolement, la haine et la peur laissaient dans leur ignorance native et remplissaient du sentiment de leur propre faiblesse, ne voyaient autour d'eux que l'immuable et l'éternel. Pour eux, le ciel était une voûte solide, un *firmament* sur lequel étaient clouées les étoiles, la terre était l'inébranlable fondement des cieux, et rien, si ce n'est un miracle, ne pouvait en faire osciller la surface; mais depuis que la civilisation a rattaché les peuples aux peuples dans une même humanité, depuis que l'histoire a renoué les siècles aux siècles, que l'astronomie, la géologie, ont fait plonger le regard jusqu'à des milliards d'années en arrière, l'homme a cessé d'être isolé et pour ainsi dire d'être mortel. Ne rapportant plus la vie des astres ni celle de la terre à sa propre existence, si rapide, si fugitive, mais la comparant à la durée de sa race entière et à celle de tous les êtres qui ont vécu avant lui, il a vu la voûte céleste se résoudre en un espace infini et la terre se transformer en un petit globe tournoyant au milieu de la voie lactée. Le sol ferme qu'il foule aux pieds, et qu'il croyait immuable, s'anime et s'agite; les montagnes se redressent ou s'affaissent; non-seulement les vents et les courans océaniques circulent autour de la planète, mais les continens eux-mêmes, se déplaçant avec leurs sommets et leurs vallées, se mettent à cheminer sur la rondeur du globe. Les couches rocheuses oscillent comme la mer; elles aussi sont soumises à l'attraction des astres, puisque les tremblemens de terre sont plus fréquens à l'époque des pleines et des nouvelles lunes; elles aussi ont leurs marées diurnes, invisibles à nos regards, mais démontrées par le calcul. Peut-être même prouvera-t-on un jour que, dans le sein de la terre, s'accomplit un échange des molécules solides pareil à la circulation des molécules aériennes et liquides de l'atmosphère et de l'océan. Sans insister sur cette hypothèse, que l'état de la science ne justifie peut-être pas encore, qu'il nous suffise de reproduire en terminant ces paroles de Darwin : « Le temps viendra où les géologues considéreront le repos de l'écorce terrestre pendant toute une période de son histoire comme aussi improbable que le serait le calme absolu de l'atmosphère pendant toute une saison de l'année. »

ÉLISÉE RECLUS.

DEUX NÉGOCIATIONS

DE

LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

POLOGNE ET DANEMARK. — 1863-64.

Correspondence respecting the insurrection in Poland, presented to both Houses of Parliament (mai 1863). — *Correspondence relating to the negociations of the years 1814 and 1815 respecting Poland, presented to the House of Commons* (mai 1863). — *Exposé de la situation de l'empire* et *Documens diplomatiques*, etc. (novembre et mars 1863). — *Denmark and Germany: correspondence respecting the affairs of the duchies Holstein, Lauenburg and Schlesvig, presented to both Houses of Parliament* (mars-juin 1864). — *Protocols of conferences held in London relative to the affairs of Denmark, presented to both Houses of Parliament* (juillet 1864). — Papiers d'état communiqués au *rigsraad* de Copenhague (1864). — Pièces inédites, etc.

III.

M. DE BISMARK ET L'ALLIANCE DU NORD.

I.

La double campagne de la diplomatie européenne qui est l'objet de cette étude entrait, dès l'automne de 1863, dans une phase nouvelle. Les notes des puissances, à l'encontre des feuilles de la sibylle, avaient augmenté de volume et perdu de leur prix à mesure que s'étaient prolongées les négociations avec la Russie au sujet de la Pologne (1). Si la France avait espéré d'abord que l'insuccès même de ces négociations démontrerait et imposerait aux alliés la nécessité des mesures coercitives, elle ne tarda pas à se convaincre de l'inanité d'un pareil calcul, et de son côté lord Russell put bientôt constater l'effet inattendu et véritablement calamiteux

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et du 1er octobre 1864.

de la *grande remonstrance* qu'il avait mis tant d'ardeur à organiser au mois de mars 1863. C'est sur la force morale, sur la manifestation unanime de l'Europe et la « pression » qu'elle ne manquerait pas d'exercer sur le cabinet de Saint-Pétersbourg, qu'avait compté le principal secrétaire d'état dans ses démarches pour la Pologne. Il ne réussit pas à rendre cette opinion publique de l'Occident ni bien chaleureuse, ni surtout bien formidable; mais il parvint, par malheur, à éveiller une autre opinion publique à laquelle il n'avait guère songé, et qui se montra, elle, aussi tenace qu'implacable : il irrita la Russie dans son orgueil national, et y provoqua une épouvantable explosion des haines populaires contre la nation « rebelle. » Dès le début de la fatale campagne, lord Napier attirait du reste l'attention du ministre britannique sur les conséquences immédiates de la démarche des puissances. « Le premier signal d'une agitation patriotique vient d'être donné, lit-on dans la dépêche de cet ambassadeur du 5 avril 1863. L'assemblée de la noblesse de Saint-Pétersbourg a par acclamation adopté une adresse au tsar qui exprime sa détermination de défendre l'intégrité de l'empire. Les recrues des provinces russes arrivent avec une célérité peu habituelle, et sous l'impression d'une *guerre sainte* imminente... » Quelques jours plus tard (15 avril), lord Napier revenait sur l'effervescence toujours croissante contre « *l'agression polonaise* (comme ils la nomment) et l'ingérence de l'étranger. » C'est que l'expédient s'était tout naturellement offert au gouvernement du tsar d'opposer une démonstration à une autre, d'évoquer le sentiment moscovite contre le sentiment européen, et on reconnut bientôt que le moyen était d'une efficacité terrible. Inertes par elles-mêmes, mais éminemment malléables, pour le bien comme pour le mal, dans les mains de l'autorité, les masses du vaste empire s'ébranlèrent à l'injonction qui leur vint des régions officielles. Indifférent d'abord aux événemens de Pologne, le peuple russe ne tarda pas à faire cause commune avec le gouvernement devant une intervention des puissances qui ne faisait qu'irriter ses susceptibilités nationales, tout en le rassurant sur les suites politiques, et il poussa désormais avec frénésie à l'œuvre d'extermination : il proclama Mouraviev son « archange Michel, » et entra avec toutes ses passions sauvages dans une guerre qu'on lui disait « sainte, » et qu'il rendit *inexpiable*. Vers la fin de l'été de 1863 (30 août), le prince Czartoryski put déjà retracer avec force et vérité, dans une lettre au comte Russell, l'immense aggravation des malheurs de sa patrie à la suite d'une action diplomatique qui n'avait eu d'autre résultat que de « déchaîner la Moscovie tout entière contre une insurrection qui, à l'origine, s'était trouvée seulement en face du tsar et de son armée, » et il importe d'ajouter que cette aggravation devait survivre à la

cause même qui l'avait produite. Qu'on le sache bien, dans le travail obscur, sanglant, à certains égards surhumain, que la Pologne est condamnée à poursuivre désormais pour la conservation de son église, de sa nationalité et de sa vie sociale, ce n'est plus uniquement, comme autrefois, avec un gouvernement oppresseur qu'elle devra se mesurer à chaque pas, mais avec toute une race alarmée, haineuse et farouche, avec le « peuple-tsar, » qui persécutera par patriotisme, expropriera par vertu civique, bouleversera pour remplir une « mission, » et c'est des négociations diplomatiques de 1863 que datera pour la Pologne cette nouvelle et inénarrable ère de son long martyre! Jamais sollicitude européenne pour une nation malheureuse ne tourna ainsi au détriment de ceux même qu'elle prétendit protéger; jamais pitié ne se montra à ce point meurtrière dans ses effets, — *crudelis misericordia*, pour parler le langage du grand scolastique.

Il serait peut-être permis de se demander si, après avoir accumulé tant de désastres et rendu la lutte éternellement implacable, les cabinets de l'Occident étaient encore en droit de se retirer de la lice, et si, pour se disculper d'avoir créé à la Pologne, par leur ingérence, un véritable enfer, il suffisait de montrer les bonnes intentions dont ils l'avaient pavé. Il y a une responsabilité morale même pour les bonnes intentions, quand elles produisent de si épouvantables malheurs, alors surtout qu'il s'agit des deux puissances les plus grandes et les plus civilisées du monde, dont l'une avait déclaré « ne parler jamais en vain, » et dont l'autre avait non moins solennellement affirmé que « ce qui s'était passé après 1831 en Pologne ne saurait plus se renouveler. » Dans tous les cas, les puissances n'étaient-elles pas tenues au moins de répondre par un acte significatif et digne à l'attitude que venait de prendre définitivement le cabinet de Saint-Pétersbourg, et la démarche qu'avait recommandée depuis longtemps lord Malmesbury ne se présentait-elle pas dès lors comme la conséquence forcée d'une négociation si inutilement prolongée, si brusquement interrompue? S'élevant avec vigueur, dans la séance de la chambre des lords du 24 juillet 1863, contre la conduite adoptée par le comte Russell, l'ancien chef du *foreign office* du cabinet tory avait indiqué la manière dont l'Angleterre aurait pu et dû, selon lui, intervenir sans provoquer des malheurs et en sauvegardant sa dignité (*interfer innocently and with dignity*). « Nous aurions pu, disait-il, simplement faire savoir à la Russie l'opinion que nous avions de son régime en Pologne, de son mépris des traités et de la cruauté avec laquelle elle poursuivait cette guerre. *Vous auriez pu faire ce que vous avez fait à l'égard du roi de Naples, vous auriez pu rappeler votre ambassa-*

deur et montrer de la sorte que vous ne vouliez plus continuer de relations avec une puissance si peu civilisée, si peu intègre dans sa foi (*so uncivilized, so uncertain in its faith*), et dont les procédés révoltaient les sentimens de notre nation. Vous auriez pu faire tout cela sans vous placer dans la position compromettante (*derogatory*) pour votre honneur à laquelle vous risquez d'aboutir maintenant... » Tel était l'avis de lord Malmesbury dès le mois de juillet 1863, et depuis lors la situation n'a cessé de s'aggraver. A vrai dire, et pendant tout le cours des négociations, la Russie n'a fait que braver les puissances et redoubler d'atrocité envers la Pologne à mesure qu'elles redoublaient d'instances en sa faveur. Ainsi que le disait si bien le prince Czartoryski dans sa lettre au comte Russell, « aux notes demandant pour la Pologne une administration régulière, le gouvernement russe avait répondu par la nomination de Mouraviev, à la proposition d'une amnistie générale par des proscriptions et des confiscations en masse. Auparavant il soumettait les insurgés à la loi martiale, il en vint à mettre hors la loi la nation tout entière. » Et de même le langage de la diplomatie russe, qui pouvait d'abord sembler conciliant, n'avait pas tardé à se dépouiller de tous les ménagemens : déjà la seconde note du prince Gortchakov avait paru à l'ambassadeur de France, en cela d'accord avec son collègue de la Grande-Bretagne, « insultante et tendant à une *rupture positive* et immédiate. » Cette rupture ne devenait-elle pas d'une nécessité absolue après la troisième et dernière note du vice-chancelier russe, qui congédiait les intervenans d'une façon si hautaine, et n'était-ce pas là la seule conclusion tant soit peu convenable que les puissances pouvaient donner, de leur côté, à un débat si fatal ? La résolution suggérée par lord Malmesbury se recommandait, en de telles circonstances, avec d'autant plus de force qu'elle répondait assez bien au niveau moral de notre époque, à la dévotion facile que nous aimons à suivre dans le culte des grands principes; en un mot, elle était honorable sans être héroïque.

En effet, sans imposer à l'Occident des sacrifices pénibles, sans compromettre en rien cette paix matérielle que semble de nos jours apprécier avant toute autre chose la philanthropie passablement hypocrite des heureux de la terre, une rupture positive avec la Russie, une suspension des relations diplomatiques avec le cabinet de Saint-Pétersbourg donnaient une satisfaction immédiate à la dignité, sinon à la conscience des gouvernemens, et cette mesure ménageait de plus à la Pologne la seule chance de salut que lui laissaient encore les dispositions décidément paisibles de ses tièdes champions. Assurément le rappel des ambassadeurs de France et d'Angleterre près la cour de Russie n'aurait pas empêché les Polonais d'être

écrasés; mais, l'insurrection une fois domptée, on peut hardiment affirmer que le cabinet de Saint-Pétersbourg aurait été le premier à faire des propositions aux puissances, à leur soumettre son nouveau plan de régime dans ce malheureux pays, à s'efforcer de se réconcilier l'Occident en usant avec modération de son triomphe. Rassuré dans la possession matérielle de ses provinces, pleinement satisfait dans son orgueil de n'avoir rien accordé au moment du péril, le gouvernement d'Alexandre II aurait eu hâte de rentrer dans le concert européen au moyen de quelques concessions, et telles des « largesses » impériales qui semblent maintenant reléguées dans le domaine du fabuleux et de l'impossible, — une amnistie sérieuse, le rappel du grand-duc Constantin à la lieutenance du royaume, le retour au système du marquis Wielopolski, une loi régulière sur le recrutement, — n'auraient paru alors ni trop larges ni trop onéreuses aux Russes; elles auraient été proclamées, on doit en être convaincu, sans hésitation, avec empressement même. Dans tous les cas, la Pologne aurait été préservée de ce bouleversement social sans exemple, que voit se poursuivre l'Europe avec une morne indifférence; elle n'aurait pas du moins connu dans toutes ses ineffables horreurs ce lendemain de la victoire moscovite, plus meurtrier pour elle à l'heure qu'il est que la lutte même qu'elle vient de traverser. Une rupture avec l'Occident affectait trop profondément les intérêts les plus vitaux de l'empire russe, pour que son gouvernement eût voulu la prolonger témérairement; elle créait d'un autre côté un état de malaise si général et si inquiétant, dérangeait ou arrêtait à un tel point les évolutions ordinaires du monde politique, que l'Europe entière s'en fût bientôt ressentie, et que les puissances restées neutres n'eussent pas tardé à peser sur le tsar dans le sens de la conciliation. La « pression morale » que lord Russell avait vainement espérée de ses bruyantes remontrances du mois d'avril 1863, cette pression se serait, en pareille éventualité, tout naturellement et très sincèrement exercée sur le cabinet de Saint-Pétersbourg de la part des divers états, justement alarmés des suites incalculables de la crise, et qui auraient alors plaidé la cause de l'humanité avec bien plus de conviction qu'au printemps, avec la pénétrante éloquence de la peur. Il est probable que l'Autriche n'aurait pas suivi l'Angleterre et la France dans leur rupture avec la Russie; mais il est également certain qu'elle aurait profité de sa position pour prendre le rôle d'intermédiaire, et ce rôle, elle l'aurait joué avec une loyauté suffisante. Il n'est pas même jusqu'à M. de Bismark qui, dans de telles conjonctures, n'eût employé tous ses efforts pour amener son intime allié du Nord à composition, et n'eût prêché en ce moment à Saint-Pé-

tersbourg la nécessité de transiger avec une insistance égale à celle qu'il avait mise jusqu'alors à y conseiller les coups de vigueur. Et puisque le nom de M. de Bismark vient d'être prononcé, on est presque involontairement amené à se poser ici une question assez importante, à se demander si le superbe ministre eût consommé bientôt avec tant de facilité la ruine du Danemark, eût même osé en concevoir le projet, dans le cas où la France et l'Angleterre eussent dénoncé leurs relations diplomatiques avec la Russie au commencement de l'automne de 1863. La Prusse aurait-elle pris sur elle de donner le signal d'une guerre dans une situation aussi tendue et devant l'accord maintenu entre les deux grandes puissances de l'Occident? Aurait-elle surtout réussi à entraîner, sous de tels auspices, l'Autriche dans l'étrange équipée des bords de l'Eider? Il nous sera bien permis de ne pas étendre jusqu'à des limites aussi fantastiques la part faite à l'audace et à l'habileté de M. de Bismark.

Envisagée donc à tous les points de vue, la mesure recommandée par lord Malmesbury se présentait, au mois de septembre 1863, comme la seule conclusion logique et digne que les puissances pouvaient donner aux longues et lamentables négociations avec la Russie. C'était là une politique nullement hasardeuse, éminemment préservatrice même, une politique aussi avantageuse pour l'Occident que secourable à la Pologne, et qui serait devenue le salut du Danemark, qu'elle aurait mis ainsi dès l'origine à l'abri de toute agression et de toute entreprise. Malheureusement une telle politique était à la fois et trop modeste et trop nette pour tenter les esprits et s'imposer aux consciences. Rompre les relations avec la Russie, c'eût été protester uniquement au nom du droit outragé, accomplir un devoir, prendre une résolution loyale, mais qui n'ajoutait rien au prestige et ne parlait pas aux imaginations. Et d'un autre côté c'eût été accepter une situation franche et précise vis-à-vis du tsar, s'interdire tout retour et détour, renoncer à ce jeu du hasard et de l'adresse qui apporte parfois des gains si inespérés. Or, si les velléités des grandes choses ne manquent pas absolument à notre époque, elle n'a pas la simplicité d'ambitionner des choses simplement honnêtes: en gros, elle professe le règne de la justice; en détail, elle croit au gouvernement de l'imprévu et de la ruse; elle a, selon la fine remarque de Tocqueville, plutôt des aspirations que des principes, et ses instincts valent toujours mieux que sa morale.

Dans les premiers momens toutefois, il y eut lieu de croire que le cabinet de Saint-James méditait une démarche assez sérieuse en réponse au refus péremptoire de la Russie, qu'il préparait un acte empreint d'une certaine énergie, et qui, sans prendre les

formes d'une rupture diplomatique, la dépassait encore à certains égards en portée, et pouvait avoir une haute signification morale. La doctrine du prince Gortchakov sur la liberté d'interprétation des traités européens ne laissait pas de blesser profondément les sentimens de l'Angleterre, et lord Russell se montrait dès lors assez disposé à adopter un plan de conduite que lui suggérait depuis longtemps un homme remarquable, un émigré polonais auquel son nom, son caractère, sa profonde connaissance de la société anglaise, enfin ses prédilections et jusqu'à ses idiosyncrasies toutes britanniques avaient valu, dans les hautes sphères de Londres, une considération qui n'y est que très rarement accordée aux étrangers de mérite. Le général Zamoyski (car c'est bien de lui que nous voulons parler) avait jugé dès le début et sainement l'impuissance absolue et radicale de la campagne inaugurée par l'Angleterre. « Pourquoi, ne cessait-il de dire au principal secrétaire d'état, pourquoi vous obstinez-vous à courir au-devant d'une insulte ou d'un mensonge, — d'une insulte, si la Russie rejetait vos représentations, et d'un mensonge, si elle faisait semblant de les accepter, quitte à violer ses engagemens comme par le passé? » Et l'éminent patriote s'épuisait à démontrer qu'au lieu de toute intervention, soit par des remontrances, soit même par les armes, l'Angleterre et la France n'avaient qu'une seule chose à faire : c'était de déclarer le tsar déchu des droits que les traités de Vienne lui avaient conférés sur la Pologne, attendu qu'il n'avait jamais rempli les conditions auxquelles cette reconnaissance de sa souveraineté en Pologne avait été liée. Une déclaration de déchéance, le retrait de la sanction donnée en 1815 par l'Europe à la domination russe sur les pays de la Vistule et du Dniéper, c'était là, argumentait le général Zamoyski, le seul acte que la Pologne avait le droit de réclamer des puissances, et que celles-ci avaient le devoir de lui accorder... Il est vrai que, dans l'esprit de son ardent promoteur, ce simple acte devenait la pierre angulaire de tout un merveilleux édifice, le prologue d'un drame grandiose, — d'une *historico-pastorale*, eût dit ici le bon Polonius, — où le gouvernement de Vienne, rassuré et stimulé à la fois par ce *verdict* de la France et de l'Angleterre, se décidait de son côté à un grand acte de réparation, renonçait à la Galicie, lui *rendait* même les cent mille soldats polonais qu'il tirait de cette province. A la tête de ces troupes *nationales*, un prince de la maison d'Autriche, acclamé roi de Pologne, marchait alors au secours des insurgés de Varsovie et de Wilna et arrachait l'antique patrimoine des Jagellons, son état légitime, à « l'envahisseur » moscovite. La restauration de la Pologne se faisait ainsi de par elle-même, d'une manière complétement normale, et comme « par un

enfantement naturel, » dans une lutte régulière entre le souverain légitime et un « usurpateur; » elle se faisait sans intervention, sans aucun secours de l'étranger, et tout au plus sous les seuls auspices d'un traité purement *défensif* entre les puissances de l'Occident et l'Autriche pour *garantir* cette dernière contre une attaque peu probable de la Russie... Au XVIe siècle, le grand-connétable Jean Zamoyski avait, dans la sanglante bataille de Byczyna, fait prisonnier un prétendant à la couronne de Pologne qui ne fut autre que l'archiduc Maximilien d'Autriche; il emmena alors le Habsbourg captif dans son château seigneurial de Krasny-Staw et l'y traita avec l'exquise chevalerie d'un « gentilhomme-roi. » Eh bien! n'était-il pas pour le moins piquant de voir maintenant un descendant du grand-connétable faire ainsi, en imagination, les honneurs de sa patrie restaurée à un autre archiduc d'Autriche salué roi de Pologne et comptant le prisonnier de Krasny-Staw parmi ses ancêtres?...

Sans discuter ici le mérite de la combinaison que développait le général Zamoyski avec la fougue persistante qui l'a toujours caractérisé, — conception bizarre à coup sûr et qu'on serait bien tenté de qualifier de *songe d'une nuit d'exil*, — reconnaissons toutefois avec lord Russell la réelle et grande valeur de la pensée première qui formait le point de départ et comme la base de cette thèse. Rien assurément de plus légitime et de plus logique que le retrait de la sanction donnée autrefois à la domination russe en Pologne à la suite du refus persistant de la Russie de remplir les clauses qui avaient accompagné cette sanction, et un tel arrêt de l'Europe ne serait pas resté pour le coup sans des conséquences graves et sérieuses. C'est l'un des plus douloureux signes de l'affaissement moral de notre époque que le peu d'importance qu'elle attache d'ordinaire à une simple protestation : elle reconnaît par cela et en principe la souveraineté absolue de la force sur le droit. Et toutefois une protestation telle que la projetait lord John Russell, un verdict aussi solennel prononcé par la France et l'Angleterre dans une cause que M. de Talleyrand, dès 1815, avait appelée « la première, la plus grande et la plus éminemment européenne de toutes les questions, » aurait eu son enseignement profond et salutaire, aurait porté ses fruits, même dans un temps comme le nôtre, si indifférent qu'on le suppose au droit abstrait, si peu soucieux d'un jugement qui n'aurait pas l'appui immédiat de la force. Pour ne regarder du reste qu'un côté, le plus étroit et le plus humblement utilitaire, d'une pareille mesure, il est clair qu'elle présentait, dans tous les cas, le même caractère préservateur déjà signalé plus haut dans la discussion de l'hypothèse d'une rupture diplomatique.

Parmi toutes les calamités causées à la Pologne par l'ingérence de l'Occident, il y en avait alors une dernière à prévoir, sans contredit la plus lamentable, et qui depuis ne s'est malheureusement que trop réalisée. En effet, les remontrances de l'Europe n'ayant abouti à rien, à aucune déclaration *positive*, à aucun *acte*, ne fût-il que moral, mais saisissable et *obligatoire*, il y avait à craindre que la Russie, une fois maîtresse de l'insurrection, ne s'affranchît complétement de tous ses engagemens antérieurs et même de ces promesses récentes « d'oubli et de réparation après la soumission » qu'elle n'avait cessé de prodiguer pendant les négociations, que les puissances, de leur côté, ne se crussent déliées de tout devoir envers leur protégée, et ne songeassent pas même à garantir du moins à la Pologne le *statu quo ante*, l'état bien précaire cependant dont elle avait « joui » avant leur intervention, si pleine de sollicitude et de désastres. En un mot, il y avait à craindre qu'après avoir tour à tour excité et abandonné la victime, on n'en vînt à étouffer jusqu'à son souvenir inopportun. Or une telle calamité n'était plus possible après une déclaration formelle comme la méditait au mois de septembre 1863 le cabinet de Saint-James. A toute conférence, à toute entrevue, à chaque transaction diplomatique, le tsar aurait nécessairement commencé par demander que le verdict fût rapporté, aurait insisté sur la restitution des titres déniés, et les puissances avaient dès lors l'occasion, se trouvaient même *dans la nécessité* d'exiger des garanties, de stipuler des conditions nouvelles, très modestes, si l'on veut, et conformes à la nouvelle fortune de la Pologne, mais qui lui eussent assuré en dernier lieu un *minimum* de sécurité et de vie, mis fin dans tous les cas au terrible régime des Mouraviev. Il est vrai que lord Palmerston croyait d'abord ou bien feignait de croire qu'une pareille déclaration serait plutôt nuisible qu'utile à la Pologne, attendu, disait-il, « que ce serait *dégager* la Russie de ses obligations. » Bien plus tard encore, dans la séance du parlement du 13 février 1864, le noble lord de la trésorerie reproduisait ces mêmes objections et soumettait ainsi assez étrangement à une critique rétrospective la conduite tenue par son propre collègue du *foreign-office* au mois de septembre de l'année précédente. « Il est parfaitement exact, disait-il, que les Polonais avec qui j'ai été en rapport ont toujours soutenu que ce serait ce qu'il y aurait de plus important à faire dans leur propre intérêt; mais je n'ai cessé de croire que *relever* le gouvernement russe de tous les engagemens, de toutes les stipulations contenus dans le traité de Vienne, ce ne serait pas un avantage pour les Polonais, que ce serait au contraire les abandonner pieds et poings liés à la merci de ceux dont ils demandent à être délivrés. » Ce raison-

nement de lord Palmerston était plus spécieux que sincère, et le comte Russell n'eut pas beaucoup de peine à en démêler l'équivoque. Autre chose est en effet de déclarer que les traités de 1815 ont cessé d'exister et de relever ainsi le tsar de ses obligations, autre chose est de constater que le tsar, n'ayant pas satisfait aux stipulations de ce traité, en a perdu les *bénéfices*. Dans un contrat international comme dans un contrat entre particuliers, quand l'une des parties n'a point rempli ses obligations, elle perd son droit aux avantages qu'elle pouvait prétendre; mais la partie lésée, en lui signifiant cette déchéance, ne la dispense point pour cela de ses obligations : elle entend, à son heure et à sa convenance, faire valoir les droits qu'elle tire de cet acte, et jamais le contrat n'a plus de force qu'au moment où il est ainsi dénoncé à ceux qui l'ont violé. Au fond, et pour quiconque connaît l'humeur et le langage du noble vicomte, il est prouvé que ce n'est pas la perte de son *droit* d'intervenir en faveur de la Pologne qu'il redoutait dans l'acte proposé par son collègue du *foreign-office*, mais bien l'*obligation* d'intervenir qu'un tel acte lui aurait imposée désormais d'une manière à ne plus pouvoir être éludée.

Ces résistances de son chef, du premier ministre, lord Russell parvint cependant à les vaincre, momentanément du moins, sous le coup de l'irritation causée par la dernière réponse du prince Gortchakov. Une déclaration des droits et des devoirs telle que la suggérait le général Zamoyski allait assez bien à l'esprit méthodique et légiste du principal secrétaire d'état; il embrassa même cette idée avec une certaine ferveur, et s'empressa de la développer au long et *inter pocula* au fameux banquet de Blairgowrie (26 septembre 1863). Dans ce discours, demeuré célèbre, lord John commençait par affirmer que « ni les obligations, ni l'honneur, ni l'intérêt, n'exigeaient de la Grande-Bretagne de faire la guerre pour la Pologne; » mais, après avoir payé ce tribut indispensable aux sentimens chevaleresques de la noble Angleterre, le ministre continuait de la sorte : — Le partage de la Pologne a été le scandale de l'Europe pendant le dernier siècle et la honte des trois puissances qui l'ont accompli. Jusqu'au traité de Vienne, cet acte n'était point admis dans le droit européen. Ce traité, sous la pression des circonstances, donna au partage une sanction rétrospective, « et les puissances de l'Europe sont devenues, pour me servir d'une expression légale, complices après le fait (*accessories after the fact*). » En reconnaissant toutefois la domination russe en Pologne, poursuivait l'orateur, les puissances de l'Europe ont stipulé certaines conditions pour ce pays; mais la Russie ne les a pas tenues. Avertie aujourd'hui par les remontrances de l'Europe, elle persévère dans la vio-

lation de ses engagemens. Et le comte Russell concluait par ces paroles : « Les conditions en vertu desquelles la Russie a obtenu la Pologne n'ayant pas été remplies, le titre même peut difficilement être maintenu. » Pendant que le monde, attentif et quelque peu surpris, recueillait de la bouche du ministre britannique cette déclaration solennelle, le cabinet de Saint-James se mettait en devoir de donner à sa pensée la forme d'un acte international, et invitait la France et l'Autriche à se joindre à sa note. Le gouvernement français adhéra *pleinement et immédiatement* à la proposition de lord Russell, et l'engagea seulement à s'entendre à ce sujet avec l'Autriche; or rien de plus caractéristique et de plus instructif que le langage que tint le cabinet de Vienne dans cette grave occasion.

Avant de le résumer, il importe néanmoins de savoir qu'ayant à faire sa réponse au ministre britannique, le comte Rechberg était déjà parfaitement instruit de la manière dont la cour de Russie envisageait le projet qui s'agitait. En effet, trois ou quatre jours après le discours de Blairgowrie (au commencement d'octobre), le prince Gortchakov eut à ce sujet un long entretien avec M. de Thun, ambassadeur de sa majesté apostolique à Saint-Pétersbourg. « Sans examiner encore jusqu'à quel point une démarche de la nature de celle que venait d'annoncer lord Russell pourrait influer sur l'attitude future du gouvernement russe vis-à-vis des puissances intervenantes, » le vice-chancelier commençait d'abord par affirmer que la première conséquence en serait infailliblement l'incorporation complète du royaume dans l'empire. Cette menace (que les organes russes annonçaient vers ce même temps comme un vœu exprimé par le sénat impérial) n'avait au fond aucune importance réelle, et ne dut pas émouvoir beaucoup le comte de Thun; mais le prince Gortchakov ajoutait qu'il était évident qu'un pareil acte des puissances ne pourrait rester isolé, qu'il aurait pour complément logique la reconnaissance des Polonais comme belligérans (1), et il est su-

(1) Chose curieuse, dans cet acte si important d'une déclaration de déchéance, le cabinet de Saint-Pétersbourg ne s'occupait et ne s'inquiétait que du *côté pratique*, de la conséquence qu'il pourrait avoir : le côté moral du projet de lord Russell, la grande question de *droit* qu'il renfermait, échappait complétement au prince Gortchakov, ou lui paraissait de peu de gravité. Il est vrai que le gouvernement français, de son côté, n'envisageait pas d'une manière très différente la proposition du cabinet de Saint-James : lui aussi semblait n'y voir autre chose que le résultat pratique, la possibilité d'un secours matériel pour la Pologne, et paraissait se préoccuper assez peu de la portée morale d'un verdict aussi solennel, de la question de droit, ou plutôt d'un droit (il faut bien l'ajouter pour expliquer une telle indifférence) qui prenait son point de départ dans les *traités de Vienne*... Du reste, dès le 20 septembre, c'est-à-dire immédiatement après la rupture des négociations de la Russie avec les puissances, le prince Czartoryski avait adressé aux gouvernemens de France et d'Angleterre la demande formelle de la recon-

perflu de faire observer qu'une semblable mesure serait regardée par le gouvernement d'Alexandre II *comme une déclaration de guerre à la Russie*. Le vice-chancelier terminait ses remarques en exprimant l'espoir que le gouvernement d'Autriche ne s'associerait pas à une politique de cette nature. — Ainsi dûment averti, le comte Rechberg ne repoussait cependant nullement, dans sa réponse, les ouvertures que le cabinet de Saint-James venait de lui faire; il reconnaissait le fondement légal de la proposition et partageait complétement l'opinion du gouvernement de sa majesté britannique, — que la Russie n'avait pas rempli les conditions auxquelles la Pologne lui avait été remise en 1815; mais en même temps M. de Rechberg demandait quel devait être, au jugement du ministre anglais, le *résultat pratique* de la déclaration projetée, et il invitait le comte Russell à bien peser les conséquences probables ou possibles d'un pareil acte et à en assumer sa part de responsabilité. La France et l'Angleterre pouvaient bien, — argumentait-on à Vienne, et assurément non sans raison, — déclarer le tsar déchu de ses droits sur la Pologne sans la moindre crainte de représailles; mais tout autre était dans une semblable occurrence la position de l'Autriche comme puissance limitrophe de la Russie et détentrice elle-même d'une partie de la Pologne. Quelle attitude prendrait l'Angleterre, quelles obligations accepterait-elle dans une certaine éventualité qu'il fallait cependant prévoir, — pour le cas notamment où l'Autriche s'attirerait une guerre par suite de l'adhésion qu'elle aurait donnée à la note proposée? En un mot, avant d'apposer sa signature à un document d'une si grave portée, la cour de Vienne demandait qu'on s'expliquât sur les garanties... Les garanties! c'est là, depuis la guerre d'Italie, la pensée immuable, le *cæterum censeo* de l'Autriche à chaque transaction. Elle les demandait en juillet à la France et à l'Angleterre, en août aux princes d'Allemagne réunis à Francfort, en novembre à M. de Bismark; dans ce mois d'octobre, elle les redemandait encore une fois aux grandes puissances de l'Occident en vue d'une action possible en Pologne, — et ce fut là le moment le plus décisif pour ce malheureux pays. En effet, la France ayant dès l'origine déclaré vouloir accorder au cabinet de Vienne toutes les garanties et toutes les concessions désirables au prix

naissance des Polonais comme belligérans. Cette demande était accompagnée d'un curieux mémorandum sur les précédens diplomatiques de cette question de la reconnaissance d'un peuple insurgé comme belligérant; on y citait notamment l'exemple donné par la Russie elle-même dans l'insurrection grecque, alors qu'elle signait un protocole de Londres déclarant « qu'une intervention est justifiée, non-seulement dans le cas où la sûreté et les intérêts essentiels d'un état sont affectés par les événemens intérieurs d'un état voisin, mais aussi *dans le cas où les droits de l'humanité sont violés par les excès d'un gouvernement cruel et barbare...* »

d'une coopération sérieuse dans la question polonaise, il suffisait maintenant d'un mot de lord Russell, d'une assurance en cas d'attaque de la part de la Russie, pour obtenir l'adhésion de l'Autriche à l'acte de déchéance, — et alors qui oserait douter des chances de salut qui surgissaient pour les Polonais dans leur suprême détresse? Mais ce mot, le cabinet de Saint-James ne voulut jamais le prononcer. L'Angleterre n'entendait prendre aucune obligation, n'entendait répondre en rien des suites des mesures qu'elle était cependant la plus ardente à recommander. Lord Russell se montra même assez surpris des appréhensions et des exigences de M. de Rechberg; il pensait ingénument que la cour de Vienne devait se contenter de la satisfaction *morale* que lui procurerait « une attitude digne vis-à-vis de l'orgueil provoquant du gouvernement russe; » il croyait de plus que la déclaration de déchéance ne saurait en aucun cas avoir *d'autre résultat* que de faire *peut-être* adopter à la Russie une ligne de conduite « plus satisfaisante, » — et avant de prendre des engagemens d'une nature quelconque il aima mieux, en dernier lieu, se passer du concours de l'Autriche.

Est-il besoin de dire qu'après cette retraite forcée du gouvernement de Vienne, la mesure tant prônée par lord John perdait, aux yeux de la France, presque tout son prix? Ce n'est que l'assentiment de l'Autriche qui, dans l'opinion du cabinet des Tuileries, pouvait donner à cet acte une valeur pratique, le faire aboutir à une œuvre de délivrance et de restauration; réduit aux seules signatures de la France et de l'Angleterre, il ne conservait plus que le caractère d'un jugement abstrait, et avait de plus, au gré de Paris, l'inconvénient d'en appeler aux fâcheux traités de 1815... Toutefois M. Drouyn de Lhuys donna au principal secrétaire d'état l'assurance formelle qu'aussitôt que lord Napier aurait remis au prince Gortchakov une note dans le sens du discours de Blairgowrie, le duc de Montebello s'empresserait de faire de son côté une déclaration analogue à la cour de Saint-Pétersbourg, — si grand était le désir du cabinet des Tuileries de voir l'Angleterre faire un pas en avant, si faible aussi sa confiance dans la fermeté des hommes d'état britanniques, alors même qu'il s'agissait d'un acte d'une portée puremen morale et dû à leur propre initiative. Lord Russell écrivit donc sa dépêche; elle fut lue au conseil, obtint l'approbation de lord Palmerston, et copie en fut donnée au ministre des affaires étrangères de France. Déjà lord Napier avait été avisé d'informer le prince Gortchakov d'une « communication importante » qu'il aurait bientôt l'honneur de lui transmettre, et le duc de Montebello était également instruit par son gouvernement d'avoir à appuyer son collègue de la Grande-Bretagne dans sa solennelle déclaration; déjà

même le document tant débattu était parti pour sa destination et s'acheminait vers Saint-Pétersbourg... quand soudain, et à l'ébahissement indicible des initiés, un coup de télégraphe arrêtait brusquement en Allemagne le courrier porteur de la dépêche; un autre coup de télégraphe informait lord Napier qu'il ne serait plus donné suite à « l'importante communication : » lord Russell opérait une retraite précipitée et assurément peu honorable. M. de Bismark avait prononcé son *quos ego !...*

Depuis le scandale de la convention militaire du 8 février, le nom du ministre de Guillaume Ier n'avait plus reparu dans les négociations officielles qui se poursuivaient au sujet de la Pologne, et le cabinet de Berlin semblait s'être tout à fait retiré de la lice. Cela n'empêcha pas cependant M. de Bismark de veiller aux intérêts de la Russie avec une sollicitude sans égale, d'être en communication constante et des plus intimes avec le prince Gortchakov, et d'user de toutes les ressources de son esprit pour désunir les trois puissances intervenantes ou affaiblir leur action. Il sera parlé plus loin des diverses tentatives faites sur la cour de Vienne à cet effet; toutefois, et avec sa sagacité ordinaire, M. de Bismark reconnut dès l'origine que le véritable nœud des affaires était à Londres, et c'est surtout vers ce point qu'il dirigea ses efforts. Les « affinités électives, » comme disait Goethe, entre l'Angleterre protestante et la Prusse luthérienne, les liens de famille qui unissaient les maisons royales des deux pays, les penchans très tudesques de la cour de Windsor, les scrupules et les timidités des hommes d'état britanniques, toutes les circonstances enfin qui plus tard devaient si puissamment favoriser le coup hardi du ministre prussien contre le Danemark, lui servirent également dans l'infatigable besogne qu'il se donnait pour le bien de son intime allié du Nord pendant tout le cours de la négociation polonaise. Les mouvemens stratégiques de M. de Bismark dans cette campagne auxiliaire étaient du reste invariablement les mêmes et presque invariablement aussi couronnés de succès (1). A chaque nouvelle représentation que lord Russell se proposait d'envoyer à la Russie, le ministre prussien ne manquait pas de venir en dissuader le cabinet de Saint-James, « dans l'intérêt bien entendu des Polonais eux-mêmes » et pour ne pas nuire aux intentions clémentes de l'empereur Alexandre II, dont il se portait garant : il parvenait ainsi à faire du moins sensiblement émousser

(1) C'est notamment une de ces interventions pressantes de M. de Bismark auprès de lord Russell qui avait surtout contribué à faire rejeter par l'Angleterre l'idée d'une note identique et solidaire à adresser à la Russie, idée que recommandait au mois de juillet M. Drouyn de Lhuys, appuyé en cela fortement par le comte Rechberg. (Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, 3 août 1863.)

les traits que forgeait avec peine l'officine de *Downing-street.* Lorsque ensuite le prince Gortchakov était sur le point d'expédier sa réponse aux puissances, M. de Bismark avait hâte d'informer quelques jours d'avance le principal secrétaire d'état du contenu de la missive russe et d'en atténuer au possible la mortifiante impression. La réponse étant arrivée et l'amertume en devenant grande, M. de Bernstorff demandait la permission de lire au comte Russell une dépêche confidentielle de son gouvernement, et cette dépêche attirait « sérieusement » l'attention de l'Angleterre sur les dangers qui résulteraient pour la paix générale d'une pression plus forte exercée sur la Russie, vu que, dans le cas d'une intervention armée en Pologne, la Prusse serait forcée de se joindre à la Russie « pour sauvegarder son intégrité et celle de l'Allemagne. » Le chef du *foreign-office* avait beau se récrier à cet endroit, avait beau protester de ses intentions inébranlablement pacifiques et exprimer à la fin « son profond étonnement et chagrin » de voir le gouvernement du roi Guillaume Ier « s'obstiner dans une solidarité peu honorable avec l'atroce conduite de la Russie : » M. de Bismark tenait ferme, et, pour achever de porter le trouble dans l'esprit de lord John, il ne négligeait pas non plus de lancer un petit mot « plein d'appréhensions » au sujet du Slesvig-Holstein. Cette affaire du Slesvig-Holstein n'avait pas encore, à l'époque dont nous parlons ici (au printemps et dans l'été de 1863), l'aspect grave qu'elle devait prendre plus tard par un concours de circonstances vraiment fatales; elle n'était pas encore du tout alors une question brûlante, elle continuait seulement d'être une question « ennuyeuse, » — *a tedious question,* comme l'appelait sir A. Buchanan dans sa dépêche du 11 avril, — et l'Europe ne s'attendait nullement à un arrêt si prochain et si définitif dans ce procès interminable dont elle s'était habituée depuis longtemps à entendre sans émotion aucune les plaidoiries monotones. Telle qu'elle était cependant alors, cette affaire du Slesvig-Holstein rendait déjà des services signalés à M. de Bismark dans son action sur lord Russell au sujet de la Pologne, car c'est comme modérateur de « l'inquiétante » effervescence de l'Allemagne contre le Danemark que se posait pendant tout ce temps le ministre prussien devant la diplomatie britannique. Dix jours encore avant le fameux vote du *Bund* (dépêche de sir A. Buchanan du 19 septembre), il « affirmait » à l'ambassadeur anglais près la cour de Berlin « avoir fait tout son possible (*every thing in his power* pour recommander la *modération* à Vienne et à Francfort » et pou empêcher l'exécution fédérale!...

C'est donc d'après les mêmes règles d'une stratégie qui avait déjà fait tant de merveilles auprès de lord John Russell que procéda

aussi M. de Bismark à la suite du discours de Blairgowrie; il agit seulement cette fois avec un peu plus de vigueur que de coutume et selon les exigences impérieuses d'un moment aussi critique. Il chargea son ambassadeur M. de Bernstorff de provoquer une explication *catégorique* avec le principal secrétaire d'état et de lui dire que le cabinet de Saint-James, s'il désirait le maintien de la paix européenne, ferait bien de ne pas hasarder, *même isolément*, une déclaration que le gouvernement du roi Guillaume Ier ne pourrait regarder que comme « attentatoire aux intérêts de la Prusse. » Trois jours plus tard, et sans attendre le résultat des explications demandées au chef du *foreign-office*, M. de Bismark s'empressait de faire parvenir à Londres l'avis télégraphique que, d'après une communication confidentielle instantanément reçue de Saint-Pétersbourg, la cour de Russie regarderait une pareille déclaration, « devant avoir pour conséquence nécessaire la reconnaissance aux Polonais des droits de belligérans, » comme un *casus belli*... La Russie et la Prusse faisant un *casus belli* à l'Angleterre, que secondait la France et que pouvait au besoin rejoindre l'Autriche, — la menace était-elle bien sérieuse? L'Angleterre, même isolée, privée de toute alliance, n'avait-elle pas ample raison de dédaigner une pareille bravade? Étaient-ce par hasard les flottes réunies de Kronstadt et de Stralsund que pouvait redouter la Grande-Bretagne « derrière ses remparts de granit et d'airain? » Et qu'aurait répondu dans une circonstance analogue un Chatham, un Pitt ou un Canning? Néanmoins le visage de lord Russell s'assombrit singulièrement à cette communication du comte Bernstorff; il s'assombrit beaucoup plus encore à la lecture d'une autre dépêche prussienne où M. de Bismark invitait le principal secrétaire d'état à prendre garde à sa démarche, — car si le tsar était déclaré déchu de ses droits sur la Pologne pour sa violation du traité de Vienne, les puissances allemandes pourraient bien aussi déclarer de leur côté le roi de Danemark déchu de sa souveraineté sur les pays de l'Eider pour n'avoir pas rempli tous les engagemens du traité de Londres... Le *recitativo* était donc au complet, et la note finale du Slesvig-Holstein ne manqua pas d'avoir, à ce moment surtout, quelque chose de singulièrement agaçant.

En effet, le différend dano-allemand était entré, vers ce même temps, dans une phase nouvelle et plus inquiétante que d'ordinaire. Déjà, au début de ces complications, dans sa dépêche du 9 mai, le très sagace agent anglais près la diète de Francfort, sir A. Malet, avait indiqué l'hiver comme l'époque où la valeureuse Allemagne s'enhardirait probablement à quelques mesures coercitives contre le Danemark, « la saison rigoureuse devant à ce moment rendre im-

possibles des opérations maritimes qui ne sauraient qu'être défavorables à l'Allemagne. » Chose curieuse, l'hiver était un auxiliaire non moins précieux pour le prince Gortchakov dans sa campagne polonaise que pour M. de Bismark dans son équipée danoise, et le 1er octobre la diète de Francfort votait effectivement l'exécution fédérale dans le Slesvig-Holstein. Entre un vote du *Bund* pourtant et une action véritable de la part de ses divers gouvernemens, la distance est habituellement assez grande encore dans la Germanie une et divisible. Et qu'auraient pu du reste tous les votes de Francfort contre une volonté fermement exprimée par les deux grandes puissances de l'Occident? Il est vrai qu'ayant invité, quinze jours avant cette décision de Francfort, le gouvernement français à faire en commun des représentations aux cours allemandes au sujet du Danemark, lord Russell n'avait reçu qu'une réponse peu accueillante. « M. Drouyn de Lhuys me dit, — mandait au principal secrétaire d'état son chargé d'affaires à Paris, M. Grey, sous la date du 18 septembre, — que le mode de procédé suggéré par votre seigneurie serait analogue à la marche suivie par la Grande-Bretagne et la France dans la question polonaise. Il n'avait aucune inclination (et il avoua franchement qu'il parlerait dans ce sens à l'empereur) à placer la France vis-à-vis de l'Allemagne dans la position où elle avait été placée vis-à-vis de la Russie. Les notes formelles des trois puissances à la Russie n'avaient eu aucun résultat, et la situation de ces trois puissances n'était rien moins que digne. Si l'Angleterre et la France adressaient à l'Autriche, à la Prusse et à la confédération germanique le mémorandum proposé par votre seigneurie, il fallait qu'elles fussent prêtes à aller plus loin et à adopter une ligne de conduite plus conforme à la dignité des deux grandes puissances que celle qu'elles tenaient en ce moment dans la question polonaise. A moins que le gouvernement de sa majesté ne fût décidé à faire quelque chose de plus, si c'était nécessaire, que de présenter une simple note et de se contenter d'une réponse évasive, il était sûr que l'empereur ne consentirait point à adopter la suggestion de votre seigneurie... » Certes ce langage du ministre français se ressentait des amertumes causées par l'Angleterre dans les négociations au sujet de la Pologne. Remarquons toutefois qu'il ne repoussait nullement la pensée d'une action commune en faveur du Danemark. La France n'avait pas encore à ce moment les singuliers scrupules que devait lui suggérer plus tard le dépit produit par l'avortement de sa proposition de congrès; elle ne s'était pas encore avisée d'une « lutte du droit ancien et du droit nouveau » dans la cause du Slesvig-Holstein. Au milieu de ce mois de septembre 1863, la France se refusait seulement, et avec raison

sans contredit, à une négociation vaine : elle était prête à toute action sérieuse. — Du reste, depuis cette réponse de M. Drouyn de Lhuys, l'Angleterre avait pris une attitude plus digne dans la cause polonaise : elle avait conçu le projet d'une déclaration de déchéance, projet auquel le cabinet des Tuileries s'était empressé d'adhérer, et que celui de Vienne n'aurait point repoussé, si on lui avait accordé des garanties contre la Russie. Et c'est dans un pareil moment que lord Russell renonçait au concours possible de l'Autriche pour ne pas prendre d'obligations; il renonçait à un concours qui serait peut-être devenu le salut de la Pologne, qui aurait certainement préservé le Danemark de toute atteinte! Une politique large et généreuse aurait saisi l'occasion unique d'intéresser le gouvernement autrichien à la fortune de la Pologne et de le détacher de celle du Slesvig-Holstein; une politique beaucoup plus étroite, mais encore sensée et clairvoyante, aurait du moins maintenu à tout prix l'accord avec la France et laissé se démener M. de Bismark, que l'Autriche se serait bien gardée alors de suivre. Malheureusement l'ineptie des ministres britanniques à ce moment ne fut égalée que par leur extrême pusillanimité, et ils crurent simplifier la situation en faisant abandon complet d'une des deux questions. Ils ne se doutaient pas qu'une pareille faiblesse ne ferait qu'enhardir M. de Bismark dans ses vues sur le Danemark et l'amener bientôt à déchirer précisément ce traité de Londres qu'ils s'imaginaient pouvoir sauver en sacrifiant la Pologne; ils ne prévoyaient pas qu'une défection si inexcusable achèverait d'aigrir la France et de la rendre inaccessible à toute sollicitation d'une nouvelle campagne diplomatique à faire de concert avec la Grande-Bretagne. Ils plièrent devant les menaces du cabinet de Berlin, et donnèrent au monde un spectacle comme il n'en avait plus vu depuis le fameux coup de télégraphe par lequel M. de Manteuffel annonça jadis, en 1850, au prince Schwarzenberg son départ effaré pour Olmutz. Lord Russell retira sa note déclarant le tsar déchu de sa souveraineté en Pologne, et la remplaça, le 20 octobre, par une courte dépêche à l'adresse du prince Gortchakov, qui disait textuellement : « Le gouvernement de sa majesté n'a pas le désir de prolonger la correspondance au sujet de la Pologne pour le simple plaisir de la controverse. Le gouvernement de sa majesté reçoit *avec satisfaction* l'assurance que l'empereur de Russie *continue* à être animé d'intentions pleines de *bienveillance* vis-à-vis de la Pologne et de *conciliation* vis-à-vis des puissances étrangères (1). »

(1) Toutes ces vicissitudes du projet annoncé à Blairgowrie et de la dépêche d'abord expédiée pour Saint-Pétersbourg, puis précipitamment retirée, ont été le sujet d'une fort curieuse conversation entre M. Hennessy et lord Palmerston dans la séance de la chambre des communes du 13 février 1864. L'interpellation de l'honorable membre

Telle fut la conclusion que le cabinet de Saint-James trouva juste et digne de donner, pour sa part, à cette intervention européenne pour un malheureux peuple qu'il avait le premier rendue aussi retentissante et générale que possible, dans laquelle il avait presque violemment entraîné la France, d'abord très récalcitrante, et qui ne devait laisser d'autres traces après elle que de vastes et profondes mares de sang sur les bords désolés de la Vistule et de la Wilia! On ne saurait trop le répéter : dans les malheurs indicibles qu'amena pour la nation polonaise l'ingérence de l'Occident en 1863, la première part de responsabilité, sinon la plus grande, en revient aux hommes d'état britanniques, et ce serait à coup sûr pour tout esprit honnête une bien frivole tentative que de vouloir se consoler de ce spectacle en pensant aux perplexités et aux déboires de ces mêmes hommes dans la catastrophe danoise, qui ne tarda pas d'arriver, car cette expiation même, si tel est le nom

était conçue, ainsi que la réponse du ministre, en termes d'une obscurité calculée, et l'incident n'a pas eu de suite, M. Hennessy n'ayant pas voulu ou pu produire la dépêche supprimée, bien qu'au dire des initiés il en eût la copie exacte dans sa poche. Voici cependant, d'après *le Moniteur,* les principaux passages de ce débat très caractéristique :

M. Hennessy. — « J'ai demandé hier au gouvernement si les papiers sur la Pologne promis par le ministre des affaires étrangères contiennent une certaine dépêche à laquelle une grande importance est attachée à Berlin. Cette dépêche est relative à la question danoise (*sic*); elle a été envoyée dans l'automne par le comte Russell au prince Gortchakov, redemandée par le télégraphe, puis changée et renvoyée. Lorsque cette dépêche est arrivée, il paraît que M. de Bismark et M. de Rechberg avaient appelé l'attention sur la déclaration faite par lord Russell dans son discours à Blairgowrie, où il a dit que la Russie n'avait plus droit sur la Pologne, parce qu'elle ne s'était pas conformée au traité de Vienne, et que les puissances allemandes déclarent aujourd'hui qu'elles appliquent la même doctrine pour le Danemark, que le traité de Londres n'a pas été exécuté par le Danemark, et que par conséquent le traité de Londres est nul. Le gouvernement veut-il produire la dépêche originale envoyée du *foreign-office* avec la sanction de la reine, signée par le secrétaire d'état, et qui ensuite a été changée et retirée?

« Lord Palmerston. — L'honorable gentleman désire savoir si une certaine dépêche, envoyée à l'un de nos ministres à l'étranger, avait été modifiée par ordre du secrétaire d'état avant d'être remise au gouvernement étranger à qui elle était destinée. Il y a eu, à ma connaissance, bien des cas où, après avoir étudié de nouveau la question, l'on a jugé convenable de faire quelque changement à une dépêche adressée à l'un de nos ministres et destinée à être communiquée à un gouvernement étranger. Il serait, ainsi que le verra l'honorable gentleman, excessivement inconvenant de communiquer au parlement *ce qui n'a pas été un acte bien réfléchi* du gouvernement britannique. L'honorable gentleman pourrait tout aussi bien demander la production des dépêches avant qu'elles eussent été dûment préparées par le secrétaire d'état. La chambre a le droit de réclamer la communication qui a été réellement faite au gouvernement intéressé; pour moi, je dois refuser toute espèce d'explications au sujet des changemens qui, à quelque époque que ce soit, peuvent avoir été faits aux dépêches qui ont été retirées, mais qu'on destinait à d'autres gouvernemens... »

qu'on voudrait donner à la défaite de la diplomatie anglaise dans l'année qui suivit, a eu, elle aussi, pour résultat l'injuste immolation d'un autre peuple également brave et confiant. Comment toutefois se défendre d'admirer au moins l'ironie vraiment shakspearienne de la Providence, qui fit si bien de lord Russell, et à un si court intervalle, d'abord le complaisant et ensuite la dupe de M. de Bismark? Dès la fin d'octobre, et dans une dépêche confidentielle adressée à un de ses principaux agens à l'étranger, le grand homme du moment embrassait déjà la situation générale d'un regard triomphant et poussait un véritable cri de joie. Le ministre du roi Guillaume I[er] n'y doute plus de l'attitude future de l'Angleterre; il se réjouit également de la tournure que prenaient les affaires en Allemagne, où les efforts de l'Autriche venaient d'échouer définitivement dans la dernière tentative des conférences de Nuremberg, et après avoir parlé au long et avec animation de la perspective qu'offraient les complications danoises, il conclut par la remarque que *l'entente des trois puissances a cessé d'exister*, et que le gouvernement du roi ne peut que se féliciter de la politique qu'il avait adoptée dès le commencement de la rébellion polonaise... Et cependant, pour que cette politique pût porter tous les fruits qu'en attendait M. de Bismark, il fallait encore le concours vraiment étonnant d'événemens étranges et tout à fait imprévus; il fallait aussi et surtout que la situation de la France vis-à-vis du cabinet de Vienne en fût arrivée à ce degré de lassitude et d'irritation où elle se trouvait déjà vis-à-vis du cabinet de Saint-James. Ce sont donc les vicissitudes des rapports entre la France et l'Autriche qu'il importe maintenant d'exposer avec brièveté, et en reprenant d'un peu plus haut le récit.

II.

Dans une intime réunion politique qui se tenait un soir, au milieu de l'automne de 1863, à Londres, un très spirituel membre du parlement rappelait le bizarre procédé des anciens prêtres de l'Égypte, qui, pour guérir une blessure, se hâtaient de faire une ligature à l'instrument contondant qui l'avait occasionnée, et l'honorable *gentleman* ajoutait que les puissances de l'Occident avaient quelque peu procédé d'après cette thérapeutique sacrée dans leurs efforts pour la Pologne : pour chaque blessure mortelle faite à la malheureuse victime, elles n'avaient pas manqué d'appliquer un nouvel emplâtre... au gouvernement de la Russie. Sans contester la profonde vérité que cachait cette plaisante boutade, il est juste toutefois de remarquer que la France du moins ne s'est jamais aveuglée sur le

mérite de cette méthode curative, et qu'elle n'a cessé de rechercher des moyens de guérison beaucoup moins hiératiques et bien plus rationnels. Depuis la lettre autographe adressée dans les premiers jours du mois de mars à l'empereur Alexandre, le gouvernement français ne se faisait plus la moindre illusion sur la possibilité d'influencer la Russie par des sollicitations ou remontrances, et s'il consentait à suivre lord John Russell dans son système de « pression morale, » c'était seulement dans le dessein de mener jusqu'au bout la *demonstratio ad absurdum* et de laisser la situation « mûrir, » selon le mot attribué au prince Richard de Metternich après son retour du voyage de Vienne. En effet, la pensée qui avait inspiré alors la mission de ce diplomate distingué subsistait toujours dans l'esprit du cabinet des Tuileries; il continuait d'avoir en vue une action sérieuse pour la délivrance de la Pologne, et ne désespérait pas d'obtenir un jour à cet effet le concours indispensable de l'Autriche. Sans doute le gouvernement de Vienne était très lent dans ses décisions, très hésitant et fugitif dans ses paroles, et M. de Rechberg avait déclaré dès le début « se réserver le droit de *changer d'attitude*, s'il lui devenait plus tard avantageux de le faire (1); » mais, pour quiconque connaissait les traditions et à certains égards les nécessités de la diplomatie aulique, un pareil avertissement était presque superflu. Ainsi que le disait alors spirituellement un homme politique éminent, « l'Autriche se réservera toujours le droit à la défection, la Providence l'ayant douée d'une *souplesse de cœur* appropriée à sa situation géographique. » L'important, c'est qu'un pareil revirement ne se faisait encore nullement pressentir, que « l'avantage » pour le gouvernement autrichien semblait être du côté de la bonne cause, et que ses visées en Allemagne, sa rivalité croissante avec la Prusse, paraissaient élargir chaque jour la distance qui séparait le comte Rechberg du prince Gortchakov et de M. de Bismark. En somme, et jusqu'au milieu du mois d'octobre 1863, la cour de Vienne n'a cessé de garder dans les affaires de Pologne l'attitude qu'elle avait prise au début même de ces complications, attitude qu'on avait certes le droit de qualifier d'équivoque, mais qu'on avait aussi plus d'une raison de taxer seulement d'*expectante*, et dont il était permis d'attendre peu ou beaucoup, selon la faveur des circonstances et la tournure des événemens.

Ce qui pouvait à certains égards contribuer à entretenir dans le cabinet des Tuileries l'espoir d'une coopération éventuelle de l'Autriche, c'était d'abord et surtout la simple circonstance que les Po-

(1) Dépêche de lord Bloomfield du 26 février 1863.

lonais poursuivaient leur lutte armée, car on était à Paris assez au fait de la situation pour savoir qu'il suffisait d'un seul ordre venu de Vienne, de quelques mesures prises à Cracovie et à Léopol, pour couper aux Polonais leur unique base d'opération et étouffer l'insurrection dans un très court espace de temps. Or dans l'été de 1863 comme au printemps et dans les derniers mois d'hiver, avec plus ou moins de facilités ou d'obstacles, les détachemens insurgés continuaient à s'armer et à se ravitailler en Galicie, à s'y procurer des munitions et à y trouver refuge. Un mot piquant était prononcé tout récemment dans une des séances du *reichsrath*. Interpellés au sein de cette assemblée sur le régime pratiqué maintenant en Galicie, sur les condamnations innombrables que ne cessent d'y prononcer les tribunaux militaires, les ministres ont répondu, comme de raison, que ces mesures étaient de toute nécessité, attendu qu'une portion notable des habitans de cette province s'est gravement compromise dans la rébellion polonaise de 1863. « S'il y a eu quelqu'un de compromis en Galicie en 1863, — riposta un député, M. Grocholski, — cela ne peut être que le gouvernement lui-même. » Eh bien! le gouvernement autrichien ne cessait de *se compromettre* pendant l'été de 1863, de faire preuve de cette *connivence* avec le mouvement polonais dont l'avait accusé dès l'hiver le directeur de la chancellerie diplomatique du grand-duc Constantin, — et il était impossible de n'y pas voir un symptôme assez grave de ses dispositions ou velléités. — Qu'après cela, et pour ce qui regardait les demandes de concessions et de réformes que les puissances formulaient collectivement en faveur de la Pologne, M. de Rechberg eût été très modeste et parcimonieux, qu'il se fût même appliqué à rogner autant que possible le programme de ses alliés et à réduire les six points presque à l'insignifiance, une telle réserve n'avait de quoi étonner ni dérouter outre mesure le cabinet des Tuileries. Au fond, la France elle-même n'attachait qu'un médiocre prix à des demandes qu'elle savait devoir être refusées, et elle trouvait, après réflexion, assez naturel que, pendant que tout se bornait encore aux remontrances amicales et pouvait finir par de vaines paroles, l'Autriche ne s'empressât pas d'exiger pour les sujets polonais de la Russie un meilleur sort que celui de ses propres sujets en Galicie. Tout cela ne préjugeait en rien sa conduite ultérieure dans le cas d'une entreprise sérieuse, tandis que, d'un autre côté, on constatait avec une certaine satisfaction que l'Autriche non-seulement repoussait les avances que lui faisait la Russie, mais qu'elle secondait le cabinet des Tuileries dans tous ses projets, invariablement, hélas! déclinés par l'Angleterre, et qui tendaient à resserrer les liens entre les trois puissances interve-

nantes en donnant à leur action un caractère d'engagement réciproque et de solidarité. C'est ainsi que le cabinet de Vienne a eu hâte de rejeter le 19 juillet, spontanément et « catégoriquement, » et même « avant de s'être entendu avec les gouvernemens d'Angleterre et de France (1), » la proposition insidieuse du prince Gortchakov d'une *négociation séparée* entre les trois puissances copartageantes, proposition où le désir de détacher l'Autriche était assez manifeste, et où il est impossible de ne pas reconnaître la main de M. de Bismark. Le comte Rechberg à cette occasion procéda, on s'en souvient, avec un empressement qui étonna l'Europe, qu'il expliqua lui-même diversement selon ses divers interlocuteurs, mais qu'à Paris on trouva de bon augure. C'est ainsi que, quelques jours plus tard, le ministre autrichien appuya fortement la proposition que faisait M. Drouyn de Lhuys à l'Angleterre d'adresser à la Russie une note identique, une espèce d'*ultimatum* « qui devait rehausser l'autorité des démarches des puissances et garantir à l'Autriche qu'on entendait rester solidaire des conséquences d'une politique commune. » Ce fut l'Angleterre qui mit alors ce projet à néant, et le ministre des affaires étrangères de France put écrire au sujet de cette transaction, dans un document bientôt rendu public, ces paroles significatives : « Nos raisons, je le constate avec plaisir, ont été très bien comprises à Vienne, et je me fais un devoir de reconnaître *qu'il n'a pas dépendu du gouvernement autrichien que notre proposition ne fût adoptée* (2)... »

Du reste, et vers ce même temps (fin juillet et premiers jours d'août), l'empereur François-Joseph devint personnellement l'objet de deux sollicitations en sens contraire, toutes les deux cependant imposantes, et dont le résultat, connu sur-le-champ à Paris, ajoutait aux espérances qu'on y nourrissait. D'ailleurs la France n'était pas tout à fait étrangère à la première des démarches dont nous parlons, et qui vint du souverain pontife. Appréciant avec justesse l'influence du Vatican sur l'entourage et l'esprit de l'empereur François-Joseph, le cabinet des Tuileries s'était de bonne heure adressé à la cour de Rome en la priant d'intercéder à Vienne pour la nation polonaise, et Pie IX se prêta généreusement au concours qu'on lui demandait. Un prélat tenu en très haute estime à Vienne, et que son origine allemande recommandait particulièrement aussi bien au choix du pape qu'aux égards de sa majesté apostolique, le cardinal de Reisach, vint, vers le milieu de juillet, dans la capitale des Habsbourg en mission confidentielle et porteur d'une lettre autographe.

(1) Dépêche du comte Rechberg au prince de Metternich, 19 juillet 1863.
(2) Dépêche à M. le duc de Gramont, 3 août 1863.

Pie IX y félicitait l'empereur d'Autriche sur l'attitude qu'il avait adoptée dans la question polonaise; mais sa sainteté ne se dissimulait pas l'inefficacité des démarches diplomatiques auprès de la Russie, cette dernière puissance n'ayant qu'un seul but, « l'extermination du peuple polonais et de l'église catholique. » Le saint-père ne méconnaissait pas la situation difficile du gouvernement de François-Joseph, il était même persuadé que « les gens pervers et les spoliateurs » voudraient profiter de la première complication venue pour attaquer l'Autriche en Italie et « réaliser leurs projets funestes contre le saint-siége; » mais il était néanmoins convaincu que Dieu ne permettrait pas à ces hommes d'accomplir cette œuvre néfaste, et le chef de la chrétienté exprimait en conséquence l'espoir que le pieux fils des Habsbourg « prendrait hautement la défense d'un peuple héroïque et martyrisé et de l'église catholique menacée en Pologne. » Certes, pour peu qu'on veuille se placer au point de vue de la cour de Rome, de ses préoccupations et de ses craintes, on sera forcé d'avouer qu'un tel langage était empreint d'une véritable grandeur, qu'il était dicté par un esprit de charité et de désintéressement comme n'en avaient guère en 1863 les plus chaleureux même des amis de la Pologne. L'empereur François-Joseph parut touché de ces paroles : il remercia sa sainteté de l'approbation qu'elle venait de donner à sa politique; il l'assura de ses vives sympathies pour ce malheureux pays, et que, tout en étant obligé de tenir compte des intérêts de l'Autriche, il ne cesserait pas d'agir en faveur de la Pologne. Il désirait que les affaires de Pologne reçussent une solution pacifique, mais une solution qui donnât satisfaction à sa nationalité et à son église.

D'un caractère tout différent, on le conçoit aisément, furent les considérations que venait faire valoir auprès du souverain de l'Autriche, vers ce même temps (à la fin de juillet), le roi Guillaume I[er] en se rendant aux eaux de Gastein dans le Tyrol, où M. de Bismark ne tarda pas à le rejoindre. On se doute bien que ce ministre, tout en dirigeant principalement ses efforts vers Londres, n'avait pas négligé non plus d'agir directement sur le cabinet de Vienne. Dès le mois de mars, au moment même où le prince de Metternich s'acquittait à Vienne de sa grave mission, le président du conseil de Berlin avait rappelé, dans une dépêche adressée à son agent à Vienne, M. le baron de Werther, que pendant l'entrevue de Varsovie (en 1860) les trois souverains du Nord s'étaient engagés à s'opposer *de concert* à toute intervention armée en Pologne, et que la Prusse se reconnaissait lié par cet engagement : il demandait en conséquence au comte Rechberg de déclarer « sans réserve » si les dispositions du cabinet impérial n'avaient

pas changé à cet égard. M. de Rechberg se montra bien étonné de l'interprétation que donnait M. de Bismark aux paroles échangées pendant l'entrevue de Varsovie : certaines éventualités y avaient été discutées en effet, mais aucun engagement n'y avait été pris, et à plus forte raison un engagement tel que celui dont parlait le ministre prussien, et qui eût été *contraire aux véritables intérêts de l'Autriche.* « Il était à prévoir, — écrivait un homme d'état autrichien qui se trouvait à Gastein au moment de l'entrevue des deux souverains allemands (2-3 août), — il était à prévoir que M. de Bismark userait de toutes les ressources de son esprit pour convaincre l'empereur de la solidarité de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie dans la question polonaise; mais les efforts faits dans ce sens personnellement par sa majesté prussienne ont dépassé toutes les prévisions. » Le roi Guillaume Ier fit entrevoir à l'empereur tous les dangers créés à la paix générale par l'attitude de son gouvernement dans la question polonaise, et se dit de plus autorisé par le tsar à donner à François-Joseph *l'assurance positive* du désir sincère de la Russie de rétablir l'ancienne entente cordiale avec la cour de Vienne. L'empereur se montra très ferme; il déclara que les intérêts de l'Autriche ne lui permettaient pas de changer la politique qu'il poursuivait, et que c'était à la Russie de rendre la solution pacifique possible en adoptant un système conciliant envers les Polonais. Ce n'est pas là du reste le seul mécompte qui attendît le roi de Prusse à Gastein, et il ne tarda pas à y être surpris par l'initiative hardie et tout à fait imprévue de l'Autriche dans la question allemande.

Bien averti sur ces diverses démarches et en connaissant l'issue assez satisfaisante, le gouvernement français crut le moment favorable pour faire de nouvelles ouvertures à la cour de Vienne, et le duc de Gramont reçut (dans les commencemens du mois d'août) des instructions en ce sens. Le cabinet des Tuileries demandait à l'Autriche de s'expliquer franchement sur la conduite qu'elle comptait suivre, il se déclarait prêt à s'entendre avec elle *sur toutes les questions* qui avaient rapport aux intérêts et à l'intégrité de l'empire des Habsbourg. En même temps que M. Drouyn de Lhuys accentuait avec une force inusitée les devoirs de la France dans la cause polonaise, les obligations particulières, morales et traditionnelles d'un Napoléon envers cette nation opprimée à l'excès, fidèle à toute épreuve, il faisait encore ressortir les avantages précieux qui s'offriraient à l'Autriche, si elle s'associait sans arrière-pensée à la politique française dans cette question. Dans les cercles bien informés de Vienne, on prétendit même qu'à côté de ces paroles engageantes du cabinet des Tuileries, il y avait aussi un mot qui touchait

discrètement aux *inconvéniens* et *dangers* de certaines éventualités, de celle notamment où la France se verrait forcée de chercher ses alliés parmi les états hostiles à l'Autriche... La communication, dans tous les cas, ne manquait pas de sérieux, et les termes en étaient pressans; mais M. le duc de Gramont n'avait pas encore eu le temps d'en calculer l'effet et d'en poursuivre les développemens, lorsque surgit subitement une complication tout à fait inattendue, qui prit d'abord toutes les allures d'un événement, qui ne tarda pas à perdre son caractère de gravité, mais qui suffit pour rejeter sur l'arrière-plan, pendant plusieurs semaines, la question brûlante du moment, et porter le premier trouble dans l'harmonie, jusqu'alors assez bien maintenue, des relations entre la France et l'Autriche.

Dans cette entrevue de Gastein dont on vient de parler, la question polonaise ne fut pas la seule débattue entre les deux souverains : la réforme des institutions fédérales de l'Allemagne y devint également le sujet d'une discussion où l'entente ne put s'établir. L'empereur d'Autriche ayant fait connaître son dessein de convoquer les princes d'Allemagne à Francfort pour y délibérer sur les modifications à apporter à la constitution du *Bund*, le roi de Prusse fit des objections à un pareil projet et n'hésita même pas à le déclarer impraticable pour le moment. Néanmoins, et le soir même du départ de l'empereur (3 août), un aide-de-camp remettait au roi Guillaume Ier une lettre contenant l'invitation officielle de se rendre le 16 du mois à Francfort : c'est sous cette forme, quelque peu inusitée et médiocrement déférente, que François-Joseph signifiait au souverain de Prusse sa résolution bien arrêtée et déjà en voie d'exécution. — Avec une fermeté et une promptitude qui ne sont guère dans ses traditions, la cour de Vienne poussa l'œuvre si brusquement improvisée. — Adressée à tous les souverains et aux villes libres de la confédération germanique, la lettre de l'empereur causa partout la même surprise qu'à Gastein, mais produisit d'abord un effet entraînant, et, à l'exception du roi de Prusse, aucun des princes de l'Allemagne ne crut pouvoir manquer à l'appel parti de Vienne. L'Autriche déployait donc le drapeau de la grande patrie allemande. Cette œuvre ardue de la constitution de l'unité germanique, qui jusqu'ici avait semblé être la vocation spéciale de la Prusse, constituer son principal mérite, sa destinée providentielle et sa *mission piémontaise* (1) aux yeux des patriotes *littérateurs* et zélés partisans du *National Verein*, le fils des Habsbourg l'entreprenait pour

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er décembre 1862 et du 15 janvier 1863, *l'Agitation unitaire en Allemagne et le Régime constitutionnel en Prusse.*

son propre compte, avec l'assentiment de tous les rois, princes, grands-ducs et petits landgraves du *Bund*, et avec tous les souvenirs merveilleux du saint empire romain! L'Autriche croyait donc sa rivale séculaire assez annulée déjà par le régime « cavalier » (*junker*) de M. de Bismark, elle se croyait elle-même assez relevée dans l'opinion des peuples de la Germanie par le parlement de M. de Schmerling et sa conduite « libérale » dans la question polonaise, pour tenter un essai qui, il y a quelques mois à peine, aurait paru impossible!... Et en effet le 14 août l'empereur François-Joseph entrait dans la ville libre de Francfort au son des cloches et aux applaudissemens du peuple. L'enthousiasme fut vif et sincère, car on parlait de la grandeur de l'Allemagne, de sa force et de son prestige futur devant l'étranger. Le réformateur impérial avait son projet tout prêt : il devait rendre la patrie commune aussi unie qu'invincible; il instituait un pouvoir exécutif sous le nom de directoire, ainsi qu'un conseil fédéral, destinés tous les deux à remédier aux vices organiques du *Bund*. Le paragraphe 5 de l'article 8 du projet, pour être un des plus courts, n'en avait pas moins une importance capitale; il donnait le mot de ce qui ne fut du reste une énigme pour personne. « Si une guerre, y est-il dit, menace d'éclater entre un état de la confédération qui a *des possessions en dehors du territoire fédéral* et une puissance étrangère, le directoire doit provoquer une résolution du conseil fédéral sur la participation de la confédération à cette guerre. La décision se prend *à la simple majorité des voix.* » L'Autriche enfin demandait des *garanties!...*

Assurément cette démarche de l'empereur François-Joseph avait de quoi étonner et choquer les esprits, et le mystère profond dont elle avait été entourée jusqu'au moment où elle se produisit d'une manière si éclatante ne pouvait qu'ajouter à la surprise générale. Ce qui accrut aussi le sentiment de malaise qu'éprouva le cabinet des Tuileries de cette improvisation de Francfort, ce fut la part cordiale et étrangement enthousiaste que semblait y prendre l'Angleterre. Le voyage que faisait en Allemagne à ce moment même la reine Victoria pouvait bien n'être inspiré que par le désir de visiter les lieux où se passa la jeunesse d'un époux adoré et récemment perdu, et planer ainsi au-dessus des préoccupations politiques, dans la région des souvenirs douloureux et inoffensifs; mais sa gracieuse majesté était accompagnée d'un ministre, de lord Granville, qu'on avait toute raison de croire beaucoup moins détaché des choses de ce monde, et dans le fond s'agitait de plus un autre grand personnage dont le rôle ne cesse pas d'être important, même en cessant d'être officiel, ce lord Clarendon, qui ne quitte

jamais sa somptueuse demeure de Grosvenor-Crescent ou sa *mansion* de Grove-Park-near-Watford pour le continent sans avoir quelque grave mission à remplir. L'Angleterre oubliait donc tout à coup ses vieilles prédilections pour la Prusse protestante, les tendres liens qui existaient entre la cour de Windsor et celle de Potsdam, pour applaudir à une tentative qui causait un si vif déplaisir au roi Guillaume Ier! Elle, qui ne cessait de détourner l'empereur François-Joseph de toute entreprise pour la restauration d'une Pologne indépendante, l'encourageait maintenant soudain dans l'œuvre, pour le coup bien plus « aventureuse » encore, de l'unification de l'Allemagne! Et on citait dans les hautes sphères de Paris les paroles par lesquelles lord Clarendon aurait salué l'empereur d'Autriche à une entrevue à Francfort : sa seigneurie aurait félicité sa majesté apostolique d'une initiative qui, « en rendant l'Allemagne plus forte, procurerait au monde la plus sûre des garanties contre l'*ambition française...* » Qu'est-ce à dire? se demandait-on devant cette agitation à Paris. L'Autriche n'aurait-elle annoncé si haut son entente avec la France dans la question polonaise que pour retenir cette dernière puissance? N'aurait-elle voulu qu'exploiter à son profit les souffrances des Polonais pour supplanter la Prusse dans l'opinion libérale de l'Allemagne? Il était impossible d'admettre que c'était pour la conservation de la Galicie que le gouvernement de Vienne demandait aux princes germaniques d'adopter le paragraphe 5 de l'article 8 de son projet : c'était donc de Venise qu'il s'agissait, et certaine communication confidentielle de M. le duc de Gramont n'aurait donc eu d'autre effet que de faire rechercher avidement des forces auxiliaires contre la France!...

Si naturel que fût le sentiment de surprise dans une telle occurrence, si justifiées même à certains égards que fussent les appréhensions, y avait-il cependant de quoi s'alarmer outre mesure, de quoi faire perdre de vue tout à coup la question principale? Quelque abrupte et imprévue que pût paraître l'initiative de Francfort, la pensée qui l'avait inspirée n'était pourtant pas depuis longtemps un mystère pour la France : l'hégémonie de l'Autriche dans la confédération germanique a été un des points du programme que le comte Rechberg avait présenté dès le mois de mars au cabinet des Tuileries, une des conditions essentielles d'un concours actif dans une certaine éventualité. Cette prétention avait été alors pleinement admise par le gouvernement français, et n'avait pas en effet de quoi l'effaroucher. Certes la niaiserie seule en matière politique peut prétendre que la France devrait favoriser avec joie ou même simplement tolérer avec une humeur béate la constitution de l'Allemagne en un état centralisé et uni comme

le rêvent les hommes de Gotha et du *National Verein.* Le jour où une pareille transformation serait sur le point de s'accomplir, la France, à moins de déchoir, devra tirer l'épée et demander des compensations matérielles et morales du côté du Rhin et de la Vistule. N'oublions pas cependant que l'unité allemande ainsi entendue ne saurait se réaliser autrement que toutes les unités nationales fortement établies que connaît jusqu'ici l'histoire; en un mot, elle ne saurait être que l'œuvre de la guerre et de la conquête, avoir d'autre marraine que la révolution ou bien une monarchie aussi révolutionnaire (au point de vue de l'agrandissement territorial) que la Prusse. Quand ce n'est que le vieil empire des Habsbourg qui prétend organiser cette unité allemande, elle perd beaucoup de son aspect dangereux par cette simple raison qu'elle devient alors irréalisable. Dans ce monde politique comme dans cet autre moins laid sans contredit, il n'est guère donné, hélas! qu'à la jeunesse de faire des conquêtes : la sénilité n'a plus que le souci de la conservation, et ce n'est pas certes l'Autriche qui pourra devenir un jour le Piémont attendu ou redouté de l'Allemagne (1). A défaut de tout autre obstacle, celui que soulèvera immanquablement, fatalement, la rivalité de la Prusse suffirait à lui seul pour faire avorter toute tentative de ce genre. Et en effet l'opposition décidée, violente, implacable, que faisait en ce moment même M. de Bismark à l'œuvre de Francfort n'était-elle pas de nature à apaiser toutes les inquiétudes et à complétement rassurer sur les suites? Il était permis à M. de Rechberg d'entreprendre quelque peu à l'étourdie une chose impossible, et de s'aveugler sur la situation dans le désir fiévreux d'éclipser M. de Schmerling par un coup splendide. La diplomatie étrangère, qui n'était point mêlée à ces passions, à ces entraînemens, aurait dû conserver plus de calme, aurait dû deviner dès le début que cette « journée des princes » (*Fürstentag*), ainsi qu'on appelait en Allemagne la réunion de Francfort, finirait par être une véritable journée des dupes (2). Une politique habile aurait même profité de la situation pour rendre les rapports entre les deux cabinets de Vienne et de Berlin encore plus délicats, et pour attirer

(1) Nous croyons néanmoins que l'Autriche a une grande mission à remplir, mission qu'elle s'obstine malheureusement à ne pas reconnaître ou à traiter avec beaucoup trop d'insouciance. Il s'agit de sa tâche vis-à-vis des peuples slaves, magyares et roumains, de la nécessité pour l'empire des Habsbourg de devenir de fait ce qu'il n'a été jusqu'ici que de nom, un *Ost-reich,* un empire d'Orient. — Voyez la *Revue* du 15 janvier 1863.

(2) Du reste le seul point qui pouvait choquer le cabinet des Tuileries dans le projet de l'empereur d'Autriche, le paragraphe 5 de l'article 8, ne tarda pas à être amendé à Francfort de manière à perdre tout caractère inquiétant. D'après ces amendemens, ce n'était plus à la simple majorité, mais aux trois quarts des voix du *Bund* que devait être votée toute décision qui associerait l'Allemagne à des conflits extérieurs.

l'Autriche par quelques marques de sympathie qui au fond n'engageaient à rien. Le prince Gortchakov du moins se garda bien de négliger une si bonne chance, et, malgré toute l'amitié que lui portait M. de Bismark, il s'empressa d'assurer M. de Thun que la Russie n'avait pas l'intention de créer des difficultés à l'empereur François-Joseph dans sa politique allemande, et qu'elle emploierait toute son influence auprès de la cour de Prusse pour l'amener à un compromis. Il n'est même pas jusqu'aux journaux russes qui n'eurent à ce moment l'esprit de faire taire leurs rancunes au sujet de la « connivence » en Galicie, et de déclarer effrontément que la Moscovie faisait des vœux sincères pour l'unité allemande!...

Déconcertée au premier abord par l'incident de Francfort, la diplomatie française fut sur le point d'oublier complétement la question qui l'avait préoccupée pendant tant de mois et de revenir subitement à la politique d'avant 1863. La dernière et si chaleureuse note de M. Drouyn de Lhuys pour la Pologne était encore sur la table du vice-chancelier russe et y attendait une réponse, qu'à Paris déjà on parlait, vers la fin du mois d'août, du rétablissement des anciens bons rapports avec les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin, et qu'on se souvenait des sentimens d'amitié personnelle qui unissaient naguère deux empereurs. M. de Bismark saisit l'occasion avec empressement pour représenter l'attitude de l'Autriche comme un danger pour l'Europe et une menace à l'adresse de la France. Quant à la Pologne, M. de Goltz en parlait à M. Drouyn de Lhuys dans les termes qu'employait depuis longtemps son collègue à Londres, M. de Bernstorff, avec lord John Russell : la France n'aura nullement besoin de sacrifier ses sympathies traditionnelles, « le tsar étant fermement décidé à accorder aux Polonais tout ce qui a été demandé pour eux. » Le ministre du roi Guillaume Ier semblait, lui aussi, congédier sa pensée immuable, cette alliance du Nord qu'il n'avait cessé de poursuivre depuis la convention du 8 février, et pour le besoin du moment il fit sonner bien haut la reconstitution de l'*entente franco-russo-prussienne!*... Certes le cabinet des Tuileries ne s'était jamais avancé jusqu'à ce point, pas plus dans ses appréhensions que dans ses velléités : le tout s'était borné à « un échange d'idées et d'impressions, » et on revint même assez vite de part et d'autre aux positions respectives d'auparavant. La diversion n'en produisit pas moins un effet très fâcheux; le langage tenu dans cette crise par certains organes officieux fut surtout remarqué à Vienne, et il ne pouvait plus y être oublié. Croyant refléter la pensée du gouvernement, et, comme tout miroir grossier, la reflétant avec des traits exagérés, monstrueux même, une presse obséquieuse se mit à démontrer que la France, après tout, avait le choix

des alliances, que la Prusse et la Russie lui tendaient les bras. Un organe sénatorial fondé tout récemment, et auquel en Autriche on avait le tort d'attribuer les attaches les plus hautes, s'essayait à cette occasion pour la première fois à cette politique d'équivoque qu'il présentait comme une politique d'équilibre, et qu'il n'a cessé de prêcher depuis dans mainte question grave et tranchée. On lui annonça *de Berlin* que le tsar allait proclamer une *constitution libérale* pour tout son empire, et sa joie ne connut plus de bornes! Est-ce M. de Bismark, par hasard, qui se portait garant de cette nouvelle, « puisée aux meilleures sources? » On n'a pas oublié peut-être la demande ingénue qu'adressait en avril 1863 lord Russell au baron Brunnow : « pourquoi des institutions représentatives ne seraient-elles pas accordées en même temps au royaume de Pologne et à l'empire de Russie? » Eh bien! la presse officieuse de Paris, avec beaucoup moins de candeur, se posait cette même question au mois d'août, et elle y répondait sur un ton d'affirmation béate. Une constitution libérale étant préparée à Saint-Pétersbourg, il était naturel que la Pologne en eût sa part; la France n'avait plus rien à demander, et les Polonais devaient tout espérer de l'esprit éclairé et magnanime de l'empereur Alexandre II. Et tout cela, on le disait au plus fort des persécutions, à l'apogée des atrocités de Mouraviev, au moment même où le prince Gortchakov méditait le passage suivant de la dernière note de M. Drouyn de Lhuys (3 août) : « dans le soulèvement dont nous avons le spectacle, la Pologne a fait appel à ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur de l'homme, aux idées de justice, de patrie et de religion... » Quoi d'étonnant alors que le vice-chancelier russe crût pouvoir répondre (7 septembre) par un haussement d'épaules et une dépêche dédaigneuse? Quoi d'étonnant encore si à Vienne également on croyait ne pas devoir prendre trop au sérieux la récente communication de M. le duc de Gramont? Il faut bien le redire, la courte perturbation du mois d'août et les expédiens préconisés à ce moment par certains organes parisiens eurent une influence des plus déprimantes sur la marche ultérieure des événemens. Pour un esprit spéculatif et désintéressé, c'était même un sujet de graves et tristes méditations que ce manque absolu de sens moral que révélait à cette occasion une presse jadis plus digne et plus libre (1).

(1) La *Revue* n'a cessé de réagir à cette époque contre les alarmes excessives causées par le congrès de Francfort et contre le langage tenu alors par une presse beaucoup trop complaisante. Voici comment s'exprimait la *Chronique* du 15 septembre 1863 : « On a pu juger par là à quel point l'esprit public a été abâtardi chez nous par l'absence de la liberté de la presse. Les amis officieux du régime actuel ont trouvé tout naturel que le gouvernement français pût avoir la politique la plus décousue et la plus inconsistante,

Bientôt cependant tout ce trouble finit par s'apaiser; la tentative de Francfort avortait décidément, et le monde eut le réjouissant spectacle d'une Germanie qui, à force de vouloir s'unir, se divisait de plus belle. Grande-Allemagne, Petite-Allemagne, assemblées générales du *National Verein*, entrevues ministérielles pour la formatien d'une *triade*, conférences ministérielles de Nuremberg pour le développement du programme de Francfort, toutes s'emettaient à l'envi des plans de concorde qui provoquaient des protestations unanimes; chaque borne devint un *mons sacer*, et M. de Bismark ne fut pas l'acteur le moins gai de la troupe. Ce qui offusquait surtout le ministre prussien dans le programme de Francfort, c'est qu'il n'était pas assez libéral, assez « avancé; » — ainsi le déclarait-il dans le rapport solennel qu'il adressa au roi Guillaume Ier (15 septembre). Au lieu d'une assemblée de délégués des diverses chambres allemandes que l'empereur François-Joseph parlait d'instituer à Francfort, M. de Bismark y voulait voir « une représentation véritable, élue directement par le suffrage universel. » Étrange contradiction du cœur humain! M. de Bismark avait chez lui, à Berlin, un parlement dont il ne pouvait guère s'accommoder, qu'il ne faisait qu'insulter, renvoyer ou dissoudre; mais cette représentation nationale, il l'imposait à la pointe de ses baïonnettes au souverain de Hesse-Cassel, et il la demandait à grands cris à Francfort! L'agitation se prolongea encore pendant un certain temps, et les conférences de Nuremberg notamment, où l'Autriche fit un dernier effort pour ressaisir l'hégémonie, un moment entrevue au mois d'août dans la ville libre des bords du Mein, ne devaient cesser qu'à la grande crise de novembre 1863, lors de la proposition du congrès européen.

Tous ces débats ne servirent du reste qu'à augmenter l'extrême tension entre l'Autriche et la Prusse; ils eurent de même pour effet naturel de rapprocher de nouveau le gouvernement de Vienne du cabinet des Tuileries et de la question polonaise. Dans les commencemens du mois de septembre, le comte Rechberg parlait de la nécessité de prendre une attitude « énergique » vis-à-vis de la Russie et d'en arriver à quelque chose de « décisif. » Il se fit adresser un rapport détaillé sur les forces de l'insurrection, et s'empressa de le communiquer à Paris. D'après ce rapport, le mouvement, loin de

et personne ne les a contredits. Ils ont trouvé tout simple que notre gouvernement ne cherchât qu'un prétexte pour enterrer la question polonaise; ils ont trouvé parfaitement logique que notre gouvernement se fît un jeu de ses alliances, quittât sans façon ses amis d'hier et offrît le bras à ses adversaires de la veille. Pour mettre le dernier trait à cette triste imbécillité de l'esprit public en France, il fallait encore, et c'est ce qui est arrivé, qu'en soufflant dédaigneusement sur cette illusion, la presse russe donnât à nos journaux officieux une leçon d'esprit et de dignité... »

s'être affaibli, s'était plutôt propagé dans les derniers temps, et les Polonais devaient facilement tenir tête aux Russes pendant l'hiver, pour peu que la frontière galicienne ne fût pas strictement fermée. En conséquence, M. Merkel, le directeur de la police à Cracovie, reçut avis « d'avoir à s'abstenir désormais » de relations plus intimes avec la police russe, relations qu'on lui avait recommandées quelques semaines auparavant, au moment de l'éclipse des rapports avec la France à la suite de l'entreprise de Francfort. Les autorités de la Galicie en général furent aussi invitées à ne plus signaler directement aux Russes les mouvemens des insurgés; elles devaient « centraliser leurs rapports » à Vienne... La réponse du prince Gortchakov était arrivée sur ces entrefaites, et en même temps passait par Vienne le grand-duc Constantin, qui avait cédé la place au général Berg à Varsovie et voyageait depuis quelques semaines *pour raison de santé*. Peu favorable au système de répression qui, après avoir obtenu « d'heureux résultats » en Lithuanie, allait être maintenant inauguré dans le royaume, et devenu déjà très suspect aux patriotes moscovites pour son manque de dévotion envers Mouraviev, le grand-duc n'en était pas moins un prince russe, et il avait accepté de son frère le tsar une mission personnelle auprès de l'empereur François-Joseph. Il devait renouveler les représentations déjà faites à Gastein par le roi Guillaume Ier, insister sur le sincère désir de la Russie de renouer l'entente cordiale avec l'Autriche et sur les desseins, dangereux pour tous, que nourrissait évidemment la France. Il devait surtout demander à l'Autriche de prêter *son concours moral* au gouvernement russe en faisant surveiller d'une manière efficace la frontière de la Galicie, et en se déclarant *satisfaite* de la dernière réponse du cabinet de Saint-Pétersbourg... La grande préoccupation du moment, c'était d'en finir avec l'insurrection pendant l'hiver, de ne pas la laisser arriver jusqu'au printemps. « Si le grand-duc réussit dans cette négociation, la question polonaise est résolue, » écrivait à cette époque M. de Bismark à l'un de ses agens à l'étranger. La négociation ne réussit point. François-Joseph répondit seulement qu'il ne cesserait pas de remplir ses devoirs internationaux envers la Russie, et qu'il continuerait, *comme par le passé*, à employer toute son influence pour l'*arrangement* des affaires de Pologne. M. de Rechberg fut beaucoup plus explicite; il déclara au grand-duc qu'il était *radicalement impossible* que le gouvernement impérial se déclarât « satisfait » de la dernière réponse russe, qui n'était en définitive qu'un refus complet, et le ministre ajoutait que le gouvernement impérial s'était engagé d'une manière *trop sérieuse* avec les cabinets de Londres et de Paris dans cette question, pour faire une démarche qui ne pourrait que le compromettre et

rendre sa politique *suspecte...* Chose triste à noter, la déclaration que ne put obtenir du comte Rechberg le frère du tsar vers le milieu de septembre, lord John Russell devait la concéder, un mois plus tard, à M. de Bismark dans sa piteuse dépêche du 20 octobre! Le mot de *satisfaction* s'y trouve en toutes lettres.

Lorsqu'on regarde de plus près à ce mélange bizarre et assurément peu édifiant de connivences et de réticences, d'adhésions et de refus, de volontés et de *nolontés* (1), que présentait en 1863 la politique de l'Autriche, on est forcé de s'avouer que la Pologne a été à la fois l'épouvante et la tentation du cabinet de Vienne pendant tout ce temps. Les idées traditionnelles, l'horreur de la révolution, les méfiances contre le cabinet des Tuileries, le désir de conserver la Galicie, la crainte des « aventures, » faisaient d'ordinaire pencher la balance du côté du système de la « stabilité; » mais parfois aussi des prévisions plus saines de l'avenir et les amertumes du moment causées par les échecs dans la question allemande, enfin, chez quelques-uns du moins des membres de la famille impériale, certaines considérations religieuses, faisaient regarder la restauration de la Pologne comme une chose désirable, heureuse et glorieuse, — et la France se reprenait alors à espérer et à traiter. Par malheur, dans ces momens aussi, l'Angleterre était toujours là pour dissuader, pour prêcher la « prudence » et comprimer les velléités. On se racontait dans les cercles bien informés de Vienne une curieuse conversation qui avait eu lieu entre l'empereur d'Autriche et lord Clarendon pendant la *journée des princes* à Francfort. Sa seigneurie avait recommandé la plus grande circonspection dans les affaires de Pologne; malgré ses « vives sympathies » pour ce malheureux pays, l'Angleterre se voyait forcée de garder une réserve absolue, parce qu'elle n'était nullement rassurée sur les intentions du cabinet des Tuileries, et lord Clarendon n'hésitait pas à déclarer que le gouvernement de sa majesté britannique ne se déciderait jamais à des mesures extrêmes contre la Russie tant que la cour de Berlin maintiendrait son attitude, vu que la guerre entreprise en de telles éventualités amènerait infailliblement la ruine de la monarchie prussienne. François-Joseph aurait répondu au noble lord que, sans s'associer tout à fait à cette méfiance contre la politique française, méfiance peut-être excessive, il se tiendrait également sur la réserve; les intérêts de l'Autriche le lui commandaient d'une manière impérieuse. L'aversion de l'Angleterre pour tout système coercitif envers la Russie, ce fut là en effet la grande inquiétude des hommes politiques de l'Autriche, car il ne s'en trouva pas un seul parmi

(1) Expression de Mirabeau dans sa correspondance avec La Marck (27 janvier 1790).

eux qui eût osé, dans un tel état de choses, conseiller l'action. Ne serait-ce pas là, se demandait-on dans la *Burg*, se mettre complétement à la merci de la France et aller vers l'inconnu? Était-on du reste bien sûr des intentions du gouvernement français, et l'intermède bizarre du mois d'août, le langage tenu à cette époque par la presse officieuse, ne devaient-ils pas servir d'avertissement à cet égard? Sans le dire aussi crûment ou aussi franchement que M. de Rechberg, le cabinet des Tuileries, par toute sa conduite, n'indiquait-il pas assez clairement que lui aussi se réservait le droit de *changer d'attitude*, s'il lui devenait « avantageux » de le faire? Et on se plaisait à démontrer que, malgré toutes ses éloquentes plaidoiries pour la Pologne, le gouvernement français s'était bien gardé de toute démarche qui l'aurait irrévocablement compromis envers la Russie, qui aurait rendu la rupture décisive et un retour impossible. « Après tout, disait alors un homme d'état autrichien, il n'y a jusqu'ici encore que nous qui ayons donné des gages aux Polonais contre la Russie, et quant à les reconnaître comme belligérans, nous l'avons déjà fait depuis longtemps... en Galicie! »

Les inquiétudes augmentèrent dans la *Burg* sous l'impression du silence qu'on gardait à Paris après la dernière et très blessante réponse du prince Gortchakov; on ne comprenait rien à cet excès de réserve et de modération. Il est vrai que *le Moniteur* du 22 septembre insérait à l'improviste, dans sa partie non officielle, une pièce assurément curieuse, une longue *dépêche-mémorandum* que le 15 août le gouvernement insurrectionnel de Varsovie avait adressée au prince Czartoryski, et qui soumettait à une critique sévère les argumentations de la chancellerie de Saint-Pétersbourg, ainsi que la conduite du gouvernement moscovite; mais dans leur détresse les Polonais seuls pouvaient voir dans cette publication l'indice de graves mesures, et on citait à ce sujet à Vienne le mot d'un diplomate russe qui, interrogé sur cet incident, aurait répondu qu'il ne lisait jamais dans *le Moniteur* les *faits divers*. Par contre, et à cette même date du 22 septembre, M. Drouyn de Lhuys envoyait à ses agens à l'étranger une circulaire où le cabinet des Tuileries semblait se désister de toute initiative dans la conduite ultérieure de la question. La France, maintenant son point de vue, déclarait la cause polonaise un intérêt européen; elle déplorait « qu'un concert préalable et formel en vue d'une situation hypothétique » n'eût pu être « établi d'avance » entre les trois cours intervenantes, et annonçait « ne pouvoir désormais qu'*attendre les communications* que les alliés croiraient utile de lui faire. » La communication vint de l'Angleterre, et elle avait cette fois un caractère assez sérieux : elle était de nature à faire faire un pas décisif à la ques-

tion en donnant un *gage* certain à l'Autriche : ce fut ce projet de déclaration de déchéance dont on a raconté plus haut les phases aussi piquantes qu'instructives. On a vu les velléités du cabinet de Vienne à ce moment, les demandes très légitimes qu'il faisait au sujet de l'adhésion qu'on sollicitait de lui; on a vu aussi le refus péremptoire de lord Russell d'assumer sa part de responsabilité dans les conséquences de la démarche qu'il proposait, et de donner l'assurance que réclamait impérieusement la situation de l'empire des Habsbourg. Dès lors tout fut dit pour l'Autriche, et elle ne tarda pas à prendre ses mesures en conséquence.

En effet, et sans même attendre l'issue finale du projet de lord John Russell, le coup de télégraphe qui devait l'arrêter d'une manière si déplorable, le comte Rechberg s'empressa (vers le milieu d'octobre) d'envoyer à Saint-Pétersbourg les déclarations les plus rassurantes. M. de Thun fut informé que le gouvernement de l'empereur n'avait jamais voulu participer et ne participerait jamais à une politique « qui pourrait être regardée comme hostile à la Russie. » Le représentant de sa majesté apostolique devait assurer le prince Gortchakov qu'il n'avait jamais été dans l'intention du cabinet impérial, soit de regarder les traités de 1815 comme annulés, soit de déclarer belligérans les insurgés des provinces polonaises de la Russie. Le gouvernement de sa majesté impériale n'avait pas cessé, il ne cesserait pas d'employer toute son influence pour maintenir la paix européenne et de travailler *dans l'intérêt des deux pays*. Vers la fin de sa dépêche, M. de Rechberg félicitait sincèrement l'armée du tsar des succès qu'elle avait déjà remportés et qui faisaient prévoir son prochain et complet triomphe de la révolte; il annonçait même avoir donné les ordres *les plus précis* aux autorités de la frontière pour fermer tout passage à l'insurrection. En même temps que le cabinet de Vienne tenait à la chancellerie russe ce langage significatif, il y conformait sa conduite à l'intérieur. M. de Mensdorff-Pouilly, alors gouverneur de la Galicie, et dont les instincts administratifs, peut-être aussi les sentimens de loyauté militaire, avaient toujours répugné au jeu cruel pratiqué dans cette province (il demanda même à une certaine époque un congé temporaire), reçut alors des instructions selon son cœur. Le moment était suprême, la France allait perdre tout le fruit d'une entente si péniblement formée, si laborieusement maintenue; M. le duc de Gramont fut avisé de faire une nouvelle et pressante communication au cabinet de Vienne. M. Drouyn de Lhuys se plaignait des mesures rigoureuses que le gouvernement autrichien avait jugé nécessaire de prendre en Galicie, et que les circonstances ne semblaient nullement justifier. Cette sévérité non motivée ne pouvait

être interprétée que de la manière la plus défavorable pour la politique de l'Autriche; il était difficile de la concilier avec les déclarations antérieures du cabinet de Vienne. Le ministre français parlait ensuite de la vitalité de l'insurrection polonaise, de la certitude qu'elle pourrait se maintenir pendant l'hiver, et de la nécessité d'adopter une conduite décisive envers elle. Le cabinet des Tuileries avait fait tous ses efforts pour amener une solution pacifique, pour marcher d'accord avec l'Angleterre et l'Autriche; mais maintenant que toutes les tentatives auprès de la Russie avaient échoué, et que les vues du cabinet de Saint-James étaient suffisamment connues, le gouvernement de l'empereur Napoléon se devait à lui-même et à la France de s'assurer des véritables intentions de la cour d'Autriche dans la question polonaise. Le duc de Gramont était chargé en conséquence de renouveler à M. de Rechberg de la manière la plus solennelle et la plus positive les garanties énoncées dans la dépêche du mois d'août, si le cabinet de Vienne se décidait à tenter, de concert avec celui des Tuileries, une action énergique en faveur de la Pologne. L'ambassadeur devait demander une réponse explicite. — Une pareille mise en demeure aurait-elle abouti, même si elle n'ait pas été traversée par l'incident du 5 novembre 1863? Certes on n'oserait l'affirmer, bien que le cabinet des Tuileries n'ait pas jugé inutile de répéter la démarche plus tard encore, à plusieurs reprises, et jusque dans les premiers mois de l'année suivante; mais il était dit que toute ouverture sérieuse de M. Drouyn de Lhuys à M. de Rechberg devait être interceptée par une catastrophe imprévue, et, chose curieuse, cette catastrophe devait toujours prendre le nom d'un congrès quelconque. C'était le *congrès des princes allemands*, la subite initiative de l'Autriche à Francfort, qui avait englouti la communication faite par M. le duc de Gramont dans les commencemens du mois d'août. Dans ces derniers jours du mois d'octobre auxquels nous sommes arrivés, le même mot, le mot de congrès, d'un *congrès européen*, vint également couper court à la nouvelle communication dont était chargé M. de Gramont, et c'était la France qui maintenant prononçait ce mot.

L'importante dépêche de M. Drouyn de Lhuys venait à peine d'arriver dans la capitale de l'Autriche, que s'ouvrait en France la session législative (5 novembre 1863), et qu'un discours du trône changeait subitement la situation en annonçant un programme tout à fait nouveau. Dans ce discours demeuré célèbre, l'empereur constatait que lorsqu'éclata l'insurrection de Pologne, les gouvernemens de Russie et de France étaient dans les meilleures relations. Depuis la paix de 1856, les grandes questions européennes les avaient trouvés d'accord, et pendant la guerre d'Italie comme lors de

l'annexion de la Savoie l'empereur Alexandre avait prêté au gouvernement français l'appui le plus sincère et le plus cordial. « Ce bon accord exigeait des ménagemens, ajoutait l'empereur, et il m'a fallu croire la cause polonaise bien populaire en France pour ne pas hésiter à *compromettre une des premières alliances du continent* et à élever la voix en faveur d'une nation rebelle aux yeux de la Russie, mais aux nôtres héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités... Malheureusement ces conseils désintéressés ont été interprétés comme une intimidation, et les démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, au lieu d'arrêter la lutte, n'ont fait que l'envenimer. Que reste-t-il donc à faire? Sommes-nous réduits à la seule alternative de la guerre ou du silence? Non. Sans courir aux armes, comme sans nous taire, un moyen nous reste, c'est de soumettre la cause polonaise à un tribunal européen. *La Russie l'a déjà déclaré : des conférences où toutes les autres questions qui agitent l'Europe seraient débattues ne blesseraient en rien sa dignité. Prenons acte de cette déclaration.* Qu'elle nous serve à éteindre, une fois pour toutes, les fermens de discorde prêts à éclater de tous côtés, et que du malaise même de l'Europe, travaillée par tant d'élémens de dissolution, naisse une ère nouvelle d'ordre et d'apaisement. » L'empereur demandait ensuite si le moment n'était pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases l'édifice miné par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions. *Les traités de* 1815 *ont cessé d'exister*, disait-il, et il proposait un arbitrage suprême. Il demandait encore si la rivalité des grandes puissances empêcherait sans cesse les progrès de la civilisation, si l'on entretiendrait toujours de mutuelles défiances par des armemens exagérés, si l'on donnerait une importance factice à l'esprit subversif des partis extrêmes en s'opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples.

Si généraux que fussent ces aperçus, si élevé que fût le point de vue d'où on les embrassait, peu d'esprits réfléchis et sensés se méprirent sur la portée positive et immédiate du discours impérial : il signifiait l'abandon de l'entente avec l'Angleterre et l'Autriche, la volonté de revenir à la politique d'avant 1863. L'Angleterre ne pouvait qu'être profondément irritée de cet arrêt de mort prononcé contre les traités de 1815, son œuvre de prédilection; l'Autriche ne pouvait que tressaillir d'angoisse devant l'évocation de principes aussi nouveaux, aussi dangereux pour son existence, et l'étonnement dut naturellement redoubler chez tous ceux qui étaient au fait des propositions soumises encore tout récemment par la diplomatie française au cabinet de Vienne. Que s'était-il donc passé entre les derniers jours d'octobre et les premiers jours de novembre, et quel fut le mo-

bile d'une démarche si imprévue, si solennelle? Était-ce seulement la désolante conviction de l'inutilité du dernier effort tenté auprès de l'Autriche? Était-ce le désir de s'affranchir d'une situation sans issue par un coup d'éclat, par une de ces paroles grandes et magiques qui consolent parfois la France de plus d'un mécompte? Ou bien faut-il chercher le mot de l'énigme dans une interprétation qui s'était bientôt fortement accréditée à Berlin? D'après ce que l'on racontait dans certains cercles de la capitale prussienne, la proposition d'un congrès européen aurait eu une origine aussi compliquée que curieuse. Un diplomate italien fort goûté à la cour de Saint-Pétersbourg, et dont on connaissait les rapports intimes avec le souverain d'un autre pays, le marquis Pepoli, puisqu'il faut l'appeler par son nom, aurait été abordé par le prince Gortchakov dans un entretien plein de franchise et d'épanchement vers le milieu du mois d'octobre. Le vice-chancelier russe lui aurait exprimé tous ses regrets du trouble intervenu dans les rapports, naguère encore si cordiaux, entre la France et la Russie; mais il aurait insisté en même temps sur l'impossibilité où se trouvait l'empereur Alexandre de céder aux remontrances de l'étranger dans la question polonaise : la dignité, l'honneur de la nation russe lui défendaient de rien accorder à une intervention de cette nature. — Il en serait autrement, aurait ajouté le prince Gortchakov, si cette question pouvait être traitée dans un congrès européen, à côté des questions en suspens qui agitent le monde; son honneur étant sauf, la Russie se montrerait alors magnanime, et son exemple ne resterait pas sans une influence salutaire sur la conduite de telle autre puissance dans tel autre débat où la cause des nationalités se trouverait engagée. La Russie n'avait-elle pas rendu un service signalé à la France et à l'Italie par la proposition d'un congrès en 1859? et n'était-ce pas maintenant le tour de la France d'ouvrir par une proposition analogue une issue honorable pour tous? Le marquis Pepoli aurait saisi avec empressement la pensée qu'on venait de lui suggérer, et s'en serait fait le messager et le chaleureux interprète auprès de l'empereur des Français...

Quelque étrange que puisse paraître la version qu'on vient de rapporter, il faut avouer que les indices ne manquent pas pour l'appuyer. La coïncidence de l'arrivée du marquis Pepoli de Saint-Pétersbourg avec le discours prononcé le 5 novembre, et jusqu'à la part d'influence que ce diplomate aurait eue dans la résolution qui a dicté ce discours, furent signalées dès lors à Paris même. Si ensuite l'accueil, d'abord assez favorable en apparence, que rencontra la proposition du 5 novembre auprès de la Russie et de la Prusse peut s'expliquer par le désir naturel de faire pièce à l'Angleterre

et à l'Autriche, il est néanmoins positif que le cabinet des Tuileries avait compté jusqu'au dernier moment sur l'adhésion expresse de la cour de Saint-Pétersbourg, et qu'il fut profondément blessé de son refus final. D'ailleurs, lorsqu'on parcourt le recueil des pièces diplomatiques de cette année si agitée de 1863, on est tout frappé d'entendre ce mot de *congrès européen* prononcé pour la première fois par M. de Bismark, et cela dès l'été. « Le meilleur moyen peut-être de résoudre la question du Slesvig-Holstein (une question qui, à ce moment, n'avait encore aucune gravité), ce serait de la soumettre à un congrès européen, » disait alors le ministre prussien à sir A. Buchanan, que ces paroles ne laissèrent pas de surprendre (1). Serait-ce donc jusqu'au ministre du roi Guillaume I[er] qu'il faudrait remonter dans la recherche des origines de la proposition du 5 novembre? Et M. de Bismark aurait-il eu non-seulement le mérite incontestable d'avoir si bien profité de la situation créée par le projet de congrès, mais encore celui de l'avoir préparée, d'avoir inventé la machine de guerre et de l'avoir fait éclater entre les mains de la France? C'est ce qu'effectivement on prétendait dans quelques cercles de Berlin, épris d'une admiration excessive peut-être pour le génie de ce ministre. L'esprit demeure confondu, dans tous les cas, devant un problème si obscur, devant ce qu'un Milton aurait peut-être appelé *des ténèbres visibles;* il lui reste néanmoins une grande consolation, c'est que, quelque trouble que puisse être la source d'une pensée, cette pensée devient belle et resplendissante lorsque c'est la France qui lui sert d'interprète.

Il fut beau en effet et non sans grandeur, cet appel suprême à la justice, à la concorde; s'il ne fut point entendu, peut-être ne faudrait-il s'en prendre qu'à l'absence d'élévation qui caractérise si malheureusement notre époque. Quant à la Pologne, ce fut un de ses plus grands malheurs en 1863 que la seule puissance qui ait sincèrement voulu son bien l'ait toujours poursuivi sur des hauteurs inaccessibles à la diplomatie ordinaire ou dans une direction qui l'effarouchait. Le gouvernement français avait d'abord attaqué la question polonaise par son côté le plus délicat, le plus dangereux, — le côté de la Prusse. Ensuite, et afin d'éviter les souvenirs de 1815, il avait imaginé de la traiter *à un point de vue élevé* qui la maintint dans un vague dont le prince Gortchakov seul eut à se féliciter. Enfin le discours du 5 novembre la transplanta décidément dans des sphères idéales, dans des régions où elle ne pouvait que s'évaporer. Au fond, la France prononçait ce jour-là

(1) « His excellency replied that *the best way* to settle the question might be *to submit it to a congress.* » (Dépêche de sir A. Buchanan du 30 mars 1863.)

l'oraison funèbre de la question polonaise, oraison pompeuse, il est vrai, comme tout chef-d'œuvre de ce genre; mais ces splendeurs d'éloquence n'en étaient pas moins déployées devant un cercueil. Ce n'est pas que le gouvernement français ait cru dès ce moment ne devoir plus rien tenter pour cette cause; il espéra encore longtemps, il fit des tentatives diverses pendant tout l'hiver, il ne se lassa pas d'attendre un incident favorable, et les Polonais le savaient pour leur malheur. Plût à Dieu que l'arrêt eût été prononcé dès ce temps d'une manière formelle! Plût à Dieu que l'état de siége eût été proclamé en Galicie dès le mois d'octobre! La Pologne n'aurait pas saigné dans l'attente du printemps, pendant tout cet hiver de 1863 à 1864, cet hiver terrible qui a consommé sa ruine sociale.

L'Europe méditait encore les graves paroles qu'elle venait d'entendre, les cabinets se concertaient sur la réponse qu'ils devaient faire, quand le roi Frédéric VII de Danemark mourait subitement dans son château de Glücksbourg (15 novembre 1863). Le hasard servait singulièrement M. de Bismark. En même temps que la proposition de congrès rendait facile, presque inévitable, le rétablissement de cette alliance du Nord qu'il avait rêvée depuis si longtemps, la mort du roi Frédéric ouvrait les perspectives d'une guerre de succession; l'ère *de fer et de sang* était donc arrivée! Reconstituer l'alliance du Nord, amener l'Autriche à proclamer l'état de siége en Galicie, obtenir pour ce prix le consentement tacite de la Russie à tout ce qui serait entrepris sur l'Eider, et, sûr du profond désaccord entre la France et l'Angleterre, procéder résolûment à la spoliation du Danemark, tel fut le plan simple et hardi que conçut à l'instant le ministre du roi Guillaume Ier. Il l'exécuta avec une audace sans exemple et un bonheur qui jusqu'ici ne s'est point encore démenti.

JULIAN KLACZKO.

(*La quatrième partie au prochain n°.*)

LE PRIEURÉ

PREMIÈRE PARTIE.

I.

M. Fleuriel de La Pervenchère revenait de sa promenade matinale sur son cheval blanc. Ils s'étaient fait connaître au loin, l'un portant l'autre : dans un rayon de six lieues, on ne nommait ce cheval blanc que le *Bidet*, bidet tout court, comme on dirait l'hippogriffe en parlant de Pégase. Les bottes fortes à revers du cavalier, ses culottes de tricot gris et sa casquette de velours en forme de melon, tout ce noble ajustement s'était aussi rendu fameux dans deux cantons. On admirait le costume, on aimait celui qui le portait, car en politesse comme en équitation M. Fleuriel avait de grands principes : il saluait une paysanne comme une reine. Quand il ne trouvait personne à saluer, il trottait d'un air mécontent, long, menu, droit sur la selle, les yeux braqués sur l'horizon. Jamais ce regard inflexible n'avait daigné s'abaisser sur la poussière ou la boue du chemin; c'était l'affaire du bidet d'éviter le fossé quand la route faisait un coude trop brusque, et il ne l'évitait pas toujours.

Ce matin-là, M. Fleuriel, étant allé visiter une de ses métairies dans la commune de Saint-Pern, retournait à sa maison du Prieuré, sise en la commune de Fourières. Tout en cheminant, il poussait de grands bâillemens à l'idée de ce jour d'été qui commençait, qui promettait d'être si long, si vide, si parfaitement semblable à a veille, et dont le lendemain ne différerait pas. Rentré chez lui, qu'allait-il faire? D'abord réviser un compte de fermage, et puis, après déjeuner, s'arranger pour la méridienne. C'était le moment

où M[me] Fleuriel intervenait comme Cassandre, prédisant la mort subite à ceux qui dorment après les repas. D'ordinaire elle ajoutait que son mari devait plus que personne y prendre garde, s'il interrogeait sa conscience. Il l'interrogeait et s'endormait. Pendant son sommeil, un bourdonnement aigre et menaçant ne cessait d'arriver à lui comme un mauvais rêve : c'étaient les gronderies de M[me] Fleuriel qui remplissaient la maison. Il lui semblait parfois qu'il s'était endormi près d'une ruche d'abeilles, et il en sentait partout les piqûres. Souvent aussi les chansons de sa fille Hyacinthe le réveillaient en sursaut; alors il ne se plaignait point.

Mais Hyacinthe depuis quelque temps ne chantait plus. Et pourquoi? Qui lui avait pris sa belle gaîté? Qui pourrait bien la lui rendre? Qui pourrait redonner une âme au logis? — M. Fleuriel en était là de ses tristes pensées, et la bouche encore ouverte par une contraction dernière, lorsque ses yeux, qui, comme on sait, ne couraient jamais qu'en ligne droite et le précédaient toujours pour le moins de mille pas, aperçurent soudain, au sommet d'une côte, un point noir.

Or vous ne savez pas ce que peut mettre de curiosité diabolique dans le cœur d'un bourgeois de campagne qui s'ennuie un point noir qui marche, qui est un homme. Si c'était un voyageur? Si c'était un nouveau visage? M. Fleuriel, du pied et de la voix, poussa le bidet, qui résista. Le cavalier fit mine de tirer son fouet, — il le portait ordinairement dans sa poche; — le bidet sentit quelque chose de terrible passer dans l'air, et céda. Cinq minutes de trot allongé suffirent pour atteindre le point noir. C'était bien un voyageur, c'était bien un inconnu. M. Fleuriel le salua, et, voulant le considérer à son aise, mit effrontément son cheval au pas.

Tout jeune encore, l'inconnu paraissait avoir vingt ans, vingt-cinq ans au plus. A ce bruit de fers et de sabots qui se faisait derrière lui, il ne s'était pas retourné. Pourtant, quand il vit ce cheval blanc, qui le dépassait d'une longueur de tête, et ce cavalier, droit comme un I, qui l'examinait du haut de son cheval, il se décida à lever les yeux, mais avec quelle indifférence! Il ne rendit même pas le salut qu'il venait de recevoir. Il faut avouer que le brillant habit de chasse de M. Fleuriel ne produisait pas un grand effet sur lui. La jeunesse, qui nous regarde ainsi de côté, comme par grâce, nous fait mieux sentir le poids des ans. Ce magnifique dédain nous dit assez qu'elle se croit la reine du monde, et qu'elle y juge notre présence inutile. M. Fleuriel sentit bien ce que ce regard voulait lui dire, et ne put s'empêcher de soupirer un peu en songeant au printemps de sa vie, qui était si loin; mais il se consola fièrement aussitôt en remarquant que, si l'inconnu n'était pas de son âge, il n'é-

tait pas non plus de son espèce, et qu'on voyait d'autres hommes en son temps!

Le voyageur était petit, fort petit. S'il avait été moins bien proportionné, on aurait pu dire même qu'il était court. Il avait passablement d'embonpoint. Vêtu de noir, il donnait vaguement l'idée de ces jolis abbés poupins du temps jadis; mais, au lieu du rabat brodé, il portait une cravate blanche, et il affectait visiblement un air très sérieux, ce qui faisait penser aux avocats d'à présent, qui ne sont pas des gens pour rire. Sa figure était charmante. De longs cheveux bruns encadraient heureusement son front; ses yeux étaient de l'eau la plus pure, étincelans comme deux diamans noirs. Il ne portait pas de barbe, peut-être n'en avait-il pas, et on ne le regrettait point : un peu de barbe aurait jeté sans doute quelques ombres favorablement discrètes sur les contours trop bien nourris de ses joues et de son menton; mais elle aurait aussi caché sa bouche, plus fraîche que celle d'une jeune fille. Ce n'est pas tout : le regard curieux de M. Fleuriel étant venu à tomber sur le pied et la main du jeune homme, qui étaient d'une petitesse extraordinaire, comme le reste de sa personne, le maître du Prieuré ne put retenir un geste de surprise. Ce pied de femme, cette main d'évêque, cette rondeur de formes, ces yeux brillans, et cet air gourmé avec tout cela, lui rappelèrent soudain bien des choses. Il crut d'abord être le jouet d'une vision.

Cependant il ne pouvait continuer plus longtemps un si étrange examen sans risquer de se faire taxer d'impertinence; il le comprit à la fin. — Hue! dit-il... Quand il était de mauvaise humeur, il s'oubliait quelquefois jusqu'à traiter le bidet comme un cheval de charrue. Le bidet se rassembla pour reprendre le trot, non sans peine. Ce fut à ce moment que l'inconnu se ravisa. Il interpella le cavalier d'une voix lente et grave... Quelle voix!

Il raconta qu'il avait quitté la diligence à Saint-Pern, voulant faire ce bout de route à pied, qu'un homme le suivait de loin, portant sa valise, et qu'il se rendait à Fourières; puis il demanda à M. Fleuriel s'il ne serait pas en son pouvoir de lui en indiquer le chemin. Ah! le maître du Prieuré n'avait garde de se faire prier deux fois; l'occasion de poursuivre une si singulière découverte était trop belle. Avant que le jeune homme eût achevé, il avait sauté à bas de son cheval, il était par terre bride en main, il criait au voyageur qu'il allait lui servir de guide. Dieu! le beau salut rectiligne qu'il reçut cette fois en récompense de son zèle! L'inconnu tout de suite y ajouta un : vous êtes trop obligeant, monsieur, qui le fit frissonner de la tête aux pieds. Ces grandes façons à la glace furent pour lui comme un nouveau trait de lumière;

cette manière d'accueillir les bons offices de son prochain lui parut si caractéristique qu'elle lui enleva d'un coup tous les doutes qui lui restaient. — Hum! grommela-t-il, on ne me trompe point. Je connais cette race-là. — Pourtant il voulut tenter une dernière épreuve.

— Eh! monsieur, reprit-il d'un ton dégagé et en souriant (lorsqu'il souriait, une lueur confuse semblait s'échapper de sa longue figure, cave, osseuse, jaune comme du vieil ivoire; on aurait dit une de ces têtes de mort où les mauvais plaisans mettent une bougie pour s'en servir comme d'un falot)... eh! monsieur, Fourières n'est point Paris, il s'en faut bien; mais Fourières est une des plus grosses paroisses de la Champagne, comme vous l'allez voir... En quel endroit du bourg désirez-vous que je vous conduise?

— Au presbytère, s'il vous plaît.

Cela était bien un peu bref encore et un peu froid, mais M. Fleuriel s'en contenta. Il trouvait tant de bonne grâce à cette réponse qu'il venait d'entendre : « au presbytère, s'il vous plaît! » Comme il avait touché juste, et comme Mme Fleuriel, après cela, serait bien venue à lui reprocher de n'être point perspicace, ce qu'elle lui reprochait toujours! Regardant de nouveau son compagnon et s'admirant en lui : — Ce n'est pas Mme Fleuriel, se disait-il, qui l'aurait reconnu si vite, ce n'est pas non plus Hyacinthe, bien qu'elle ait joué dix ans avec lui...

Et pourtant comment le méconnaître? Ce jeune homme avait tout des gens de son sang, l'encolure et la tournure, le visage et la voix, oh! la voix surtout... La paroisse de Fourières avait entendu pendant plus d'un quart de siècle cette voix rouler et tonner en chaire. — Comme ce gaillard-là, reprenait tout bas M. Fleuriel, est bien le neveu de son oncle et le fils de sa mère!... Eh! son père y est pour bien peu.

— Mais, reprit-il d'un air malicieux, vous ne savez point qu'il y a dans le bourg deux maisons qu'on désigne sous ce nom-là : le presbytère. L'une appartient à la commune, qui en fait jouir M. le curé d'aujourd'hui, le pauvre homme!... L'autre jadis était la demeure de l'ancien curé, et c'était aussi son bien...

— Peu m'importe, dit le jeune homme.

— Et, continua le maître du Prieuré, non sans s'être mordu la lèvre, c'est à présent l'héritage de son neveu. Il n'en est pas encore venu prendre possession malgré son droit.

Le voyageur ne répondit point.

— Donc, reprit M. Fleuriel, qui commençait à se trouver bien embarrassé de ses finesses, je ne sais à laquelle des deux maisons il faut vous conduire.

— Qu'irais-je faire chez l'ancien curé, s'il est mort? répliqua sèchement le jeune homme. C'est aux vivans que je veux avoir affaire.

De sa vie, M. Fleuriel n'avait reçu un coup si rude. Ainsi donc ce jeune homme, qui ne voulait point avoir affaire aux morts, n'était pas celui qu'il avait cru! Ainsi il s'abusait depuis une heure! Mais non!... Le hasard et la nature, si grands moqueurs qu'ils soient, n'ont point de ces rencontres. Si ce maudit petit homme n'était pas Philippe Montgivrault venant chercher son héritage, pourquoi le hasard l'aurait-il mis sur cette route? Si ce n'était point lui, pourquoi la nature l'avait-elle fait si semblable à ceux qui n'étaient plus? Pourquoi lui avait-elle donné la mine pédante de feu M. le doyen Verdelot, qui n'était point son oncle, l'air guindé, compassé d'Ursule Montgivrault, qui n'était point sa mère? Et ces yeux, et cette main, et cette voix? M. Fleuriel voulut encore l'entendre.

— Voilà, dit-il en désignant un champ de blé vert qui s'étendait à droite de la route, voilà une belle moisson.

— Elle sera belle, dit le jeune homme.

Si le son de cette voix fit de nouveau tressaillir M. Fleuriel, ce laconisme opiniâtre acheva de le mettre hors de lui. Ce fut sur le bidet que sa colère se passa. La pauvre bête n'en pouvait mais : elle humait complaisamment l'odeur du blé vert, ce n'est pas un crime; mais le maître l'en punit en donnant une violente secousse à la bride et se remit à cheminer, la tête basse, rongeant son dépit. Au diable! se disait-il... Si c'est ce petit Philippe Montgivrault qui prétend voyager incognito comme les princes dont il s'imagine être sorti, en dormirai-je moins bien tout à l'heure? Et si ce n'est pas lui, en dormirai-je plus mal? Que me font tous ces Verdelot, race arrogante? Que me fait ce Montgivrault, qui les dépasse tous? — Mais il avait beau se raisonner, il ne pouvait vaincre ni sa curiosité trompée ni son ressentiment. On marcha ainsi quelques minutes sans se rien dire; le jeune homme ne semblait pas même s'apercevoir qu'on ne parlait point. Tout à coup, comme on arrivait au sommet de la dernière côte, M. Fleuriel s'arrêta. Il venait de concevoir un dessein vraiment perfide; il avait résolu de rendre à son compagnon la monnaie dont celui-ci l'avait payé, et de lui montrer à tout risque qu'on ne le jouait point. D'un geste, il lui indiqua successivement dans la combe un pâté de maisons agglomérées autour d'un clocher et une avenue de noyers à droite de la route. — C'est là Fourières, dit-il, c'est ici mon chemin.

— Monsieur, dit le jeune homme, laissez-moi vous remercier encore...

Mais sans l'écouter le cavalier venait de sauter en selle, se pré-

parant à lui lancer pour adieu le trait du Parthe. — Hue! dit-il. Il était déjà sous les noyers. Ce fut alors qu'il se retourna : — Je vous salue! cria-t-il, je vous salue, monsieur Philippe Montgivrault.

Philippe Mongivrault, c'était bien lui, s'entendant nommer, demeura d'abord muet de surprise. Il regarda s'éloigner cet étranger indiscret qui trottait sous les arbres de l'avenue. Qui donc était-il? Un éclair s'alluma sur ce charmant visage qu'on aurait pu croire impassible. Il entrait dans les desseins de Philippe, sinon de vivre longtemps à Fourières, au moins d'y arriver sans être reconnu. Il avait compté sans cette maudite ressemblance avec feu le doyen, son oncle : on lui avait toujours dit qu'elle était parfaite, il venait d'en avoir la preuve; mais après tout il n'y avait point dans cet accident de quoi troubler un jeune sage. Sur cette réflexion, Philippe Montgivrault leva les épaules, et paisiblement reprit sa route.

Fourières s'étendait à ses pieds. Il vit des toits rouges entremêlés de chaumes, de vieux visages de pierre encadrés de pampre en guise de chevelure, des jardins qui s'élevaient en gradins sur le flanc de la colline tout étincelante des jeux de ce clair soleil de juin sur la verdure encore nouvelle, une antique église surmontée d'un clocher neuf. Au plus haut du bourg et la dominant, comme une demeure seigneuriale, était une maison. On y montait par un beau perron que le juge de paix de Fourières comparait volontiers à l'escalier de Versailles. Il s'en fallait de peu que le jardin qui l'entourait ne passât pour un parc. Un grand cèdre étendait par-dessus les tilleuls en fleur sa noire ramure horizontale, pareille aux cent bras du géant de la fable. Arbre mystérieux où coulait à flots épais une séve parfumée, il avait été l'un des orgueils du maître de ces lieux, qui avait bien des genres d'orgueil. Feu M. le doyen, en le contemplant, disait avec un certain sourire : — Il fut planté par mon trisaïeul. — Combien y a-t-il de prêtres qui puissent se vanter de connaître leur trisaïeul? Ils ne sont pas ordinairement de si vieille lignée. Mais la maison...

Elle était close, close par les mêmes mains qui avaient fermé les yeux du maître. Personne n'y était entré depuis cinq ans; personne n'avait troublé l'ombre du mort : cette ombre esseulée attendait depuis cinq ans la venue du seul être au monde qui pût la faire tressaillir. — O souvenir de ceux qui ne sont plus, tu n'éveilles rien aujourd'hui dans les jeunes âmes instruites à dédaigner ces sensibleries d'un autre âge, et, comme le disait Philippe, à *n'avoir affaire qu'aux vivans*. La vue de cette maison où il était né, où celui qui l'avait tant aimé était mort, ne fit point battre le cœur du jeune homme. Il demeura pourtant quelques minutes à la considérer de loin : on a toujours plaisir à revoir son héritage; ce n'est jamais

sans rêver un peu qu'on reconnaît son berceau. Ces surprises sont, il est vrai, passagères chez un philosophe de vingt ans qui les tient pour ce qu'elles valent. Philippe Montgivrault descendit d'un pas assuré vers le bourg. Il s'adressa au premier passant qu'il rencontra, le priant de lui indiquer le nouveau presbytère. On lui fit voir une maisonnette blottie sous les murs mêmes de l'église, entre deux arcs-boutans. Ce fut de ce côté qu'il se dirigea.

Mais il faut maintenant raconter l'histoire de M. le doyen Verdelot. Ce sera un peu raconter aussi l'histoire de son neveu Philippe jusqu'au jour où commence ce récit.

II.

Feu M. le doyen Verdelot, curé de Fourières, où de son vivant il était vraiment prêtre et roi, n'avait jamais eu qu'une sœur; il avait vingt ans de plus qu'elle, et, leurs parens étant morts, il en était demeuré chargé quand elle était encore tout enfant. Mlle Verdelot, qui se nommait Ursule, ressemblait à son frère : petite taille, manières hautaines, embonpoint marqué, charmant visage. Le doyen, l'ayant gardée fille assez longtemps, se détermina un jour à la marier au capitaine Montgivrault. Il eut pour agir ainsi trois raisons : la première et la plus faible, raison de complaisance pure, c'est qu'Ursule daignait aimer le capitaine; la seconde, un peu plus forte et la raison de sentiment, c'est que l'officier possédait du bien dans le canton; la troisième raison était de beaucoup la plus solide et la seule philosophique, elle était fondée sur les secrètes sympathies que la soutane et l'épée ont toujours eues l'une pour l'autre : elles se souviennent sans doute d'avoir été naguère les deux colonnes de l'état, qu'elles soutenaient ou renversaient ensemble. C'est de ce mariage que Philippe Montgivrault était né, et l'on va bien voir que ç'avait été par surprise, un beau matin du mois de mai, par un de ces temps doux et clairs où il y a vraiment du plaisir à venir au monde.

Le capitaine Montgivrault, au moment de partir pour l'Afrique, avait confié la garde de sa chère femme Ursule à son beau-frère le curé. Ursule était grosse; mais qui se serait jamais douté?... On était au dix-septième jour du mois de mai, et il avait fait de l'orage pendant la nuit. Au matin, le doyen, qui venait de dire sa messe et sortait de l'église, aperçut dans les rues du bourg Bernardine, sa servante, se démenant, courant hors d'haleine. Aussitôt il la héla de loin pour savoir où elle allait. Sans s'étonner, sans s'arrêter, Bernardine, sur le même ton, répondit qu'elle allait chercher la sage-femme. M. le doyen, à ces mots, sentit ses jambes flageoler sous

lui en dépit de sa dignité ordinaire et son front se mouiller d'une sueur froide. — La sage-femme! répéta-t-il. Et pourquoi faire?

Ce n'était point qu'il n'eût pas la mémoire confuse du mariage d'Ursule et de l'état où la veille encore il l'avait vue, et qui présageait une catastrophe; mais le rapport qu'il y avait entre ceci et cela, il n'était pas capable en ce moment de le saisir. Il n'avait plus d'yeux, plus de pensée que pour cette vision cornue : une sage-femme dans son presbytère! Enfin il recouvra le sens. Il avait toujours espéré que le capitaine reviendrait à temps pour emmener sa femme du logis et lui faire faire ses couches où il lui plairait. Au diable cet enragé qui n'avait pas voulu consentir à tuer quelques infidèles de moins pour ne pas lui laisser à lui l'embarras d'un chrétien de plus! — M. le doyen, tout chancelant encore, s'appuya contre l'un des quatre tilleuls qui ombrageaient la place de l'église; ce fut de là qu'il vit Bernardine revenir avec la sage-femme. Voilà, se dit-il avec un rire amer, un événement qui réjouira bien les sots! Il n'eut plus alors d'autre pensée que d'éviter le reste de l'aventure, et deux minutes après il prenait d'un pas pesant la route de Saint-Pern. Ses pieds n'auraient pas été fâchés d'enfoncer et de déchirer cette terre, qui sert de théâtre à tant d'accidens ridicules causés par les passions imbéciles des humains. Saint-Pern, comme on sait, touche à Fourières. M. Verdelot s'en alla rendre visite au desservant son voisin; il s'était juré de ne point rentrer chez lui avant le soleil couché. L'abbé Joye fut touché dans l'âme par l'honneur inattendu qui lui arrivait. Il ne recevait de son voisin que de rares visites. M. Verdelot, par principe, ne gâtait point les jeunes gens. Il en exigeait beaucoup, ne leur rendait rien, et soutenait encore qu'ils lui devaient tout. Aussi l'émotion de l'abbé, en voyant entrer son ancien, fut-elle mêlée justement d'autant de surprise qu'en avait éprouvé le doyen lui-même, une demi-heure auparavant, en voyant courir sa servante. — Monsieur le doyen, donnez moi votre bréviaire; ne voulez-vous pas vous débarrasser de votre chapeau, monsieur le doyen?

Après les premiers complimens, l'abbé court à la cuisine, criant qu'il faut égorger un poulet, revient, se ravise, retourne et formule à tue-tête l'arrêt de mort d'un second poulet; il aurait massacré de bon cœur toute sa basse cour, lui qui était le plus doux des hommes.

Cependant M. le doyen, quand on fut à table, ne mangea point. L'abbé le vit qui marmottait entre ses dents des choses décousues, ou bien qui soupirait; il fermait les poings d'un air furieux et d'autres fois il riait aux anges; il ne cessait de se plaindre de la lenteur du service, et s'écriait que l'on n'avançait à rien. Le pauvre abbé

faisait pourtant de son mieux et s'étouffait en mangeant afin d'avancer à quelque chose. Il avait encore passablement d'appétit, il n'en déposa pas moins sa fourchette, se frotta les mains sous la table, et se mit à rire avec une sournoise malice. Il savait bien qu'il possédait un moyen sûr de distraire et d'intéresser M. le doyen malgré lui. Seulement, artificieux comme il était, il avait réservé ce grand moyen pour le dessert. Le voilà donc qui se redresse d'un air vainqueur, annonçant à son convive qu'il a reçu le matin même certaines informations toutes fraîches, et qu'il va lui faire la chronique de l'évêché. La chronique de l'évêché! jamais la mauvaise humeur de M. le doyen n'avait résisté à cette chose friande... Mais M. Verdelot l'interrompt, et, levant les épaules, frappant de son couteau sur son assiette, déclare d'un ton bourru qu'il ne se soucie point de ces misères... Ah! cette fois l'abbé a-t-il bien entendu? Quoi! les décisions, les faveurs, les actes de justice et d'injustice de monseigneur, des misères! Des misères, les visites reçues, les visites rendues, les dîners acceptés, les dîners offerts, les exhortations, le dernier sermon, les conversations et les bons mots de monseigneur!...

— Monsieur le doyen! fit l'abbé, que me dites-vous là? Je ne sais à quoi vous songez.

— Par tous les saints! s'écria M. Verdelot, rouge de colère, je songe que vous avez juré de me faire damner aujourd'hui, monsieur l'abbé. Il y en a bien d'autres qui l'ont juré. Tout le monde s'en mêle. Il n'est point jusqu'au soleil....

— Seigneur! interrompit l'abbé Joye, qui commençait à craindre de n'avoir parlé depuis le matin qu'à un fou, qu'est-ce que le soleil vous a fait?

M. Verdelot le prit par le bras et l'entraîna devant une fenêtre : — Ce qu'il m'a fait! lui cria-t-il. Voyez s'il se couche!

Puis, laissant tomber le bras de l'abbé et lâchant sa proie, M. le doyen demeura un instant devant la croisée, immobile et en butte à une hallucination bien singulière. En vérité, il croyait entendre passer dans l'air les vagissemens lointains d'un petit enfant qui l'appelait; mais au bout d'un moment il retrouva sa raison, et, revenant s'asseoir en face de son hôte, il se prit à le considérer tristement. — Ce jeune prêtre, se disait-il, est plus heureux que son ancien, parce qu'il est moins faible. Il n'a point de sœur qui s'avise de venir dans sa maison mettre au monde... Et si cela lui arrivait, il n'en serait pas si ému. Il s'embarrasse bien d'un enfant! — Tout en se parlant ainsi à lui-même, il ne pouvait retenir qu'avec peine deux larmes au bord de ses yeux.

— Hélas! monsieur le doyen, lui dit l'abbé d'une voix douce, je

vois bien qu'il vous sera survenu quelque grand chagrin. Si vous vouliez prendre un peu de confiance en moi...

— Sachez, repartit le doyen avec hauteur, que la curiosité est un grand péché pour un jeune prêtre. Elle peut le mener bien loin...

— Mais, murmura humblement l'abbé, ce n'était point la curiosité, je vous jure...

Le doyen ne l'écoutait plus. Il s'était levé et parcourait la chambre à grands pas. — Eh! eh! s'écria-t-il d'une voix tonnante, vous allez bien rire tout à l'heure quand vous saurez ce qui me fait pleurer. Vous allez bien rire quand je vous dirai que Mme Montgivrault, ma sœur,... chez moi!... Riez, riez donc tant qu'il vous plaira. Mme Montgivrault est accouchée ce matin chez moi, au presbytère... Eh! riez donc...

Un radieux sourire en effet venait d'illuminer le visage du desservant, un visage qui n'était point beau, qui était long, maigre, tourmenté, que Mme Montgivrault, l'heureuse et malencontreuse accouchée, comparait souvent à un casse-noisette, ce qui par parenthèse semblait extrêmement plaisant à M. le doyen.

— Un enfant! répliqua l'abbé, un petit enfant! Vous ne me dites point si c'est un garçon...

— Qu'est-ce que cela vous fait? s'écria le doyen. Et comment vous le dirais-je, puisque je n'en sais rien moi-même? Croyez-vous que je m'en soucie?

— Hélas! dit le desservant, vous ne vous souciez donc de rien aujourd'hui?

— Mais je peux aller m'en informer, si c'est un point qui vous met en peine. (Ce disant, le doyen prit sa canne.) Oui, oui, je vais satisfaire votre curiosité. (Il glissa son bréviaire dans sa poche, il se jeta sur son chapeau, il se flattait d'être tout prêt à partir.) Je vais aller aux nouvelles...

— Monsieur, dit l'abbé en joignant les mains, n'y allez pas sans moi, je vous en prie...

— Ne pas y aller sans vous!...

— Monsieur le doyen, reprit l'abbé, cela ne serait pas bien. Vous avez toujours eu beaucoup de bonté pour moi; je pouvais penser sans trop de présomption que vous me traitiez en ami. Vous ne voudriez pas me faire voir que je m'étais trompé. Vous n'aurez point la cruauté de me chasser de cette fête qui commence et de m'exiler de vos joies. Monsieur le doyen, ne retournez pas sans moi à Fourières, cela ne serait pas bien.

— Qu'est-ce qui ne serait pas bien, je vous le demande? cria M. Verdelot hors de lui. Pourquoi me retenez-vous par ma soutane? Ne me la déchirez point, s'il vous plaît. Est-ce que vous perdez

l'esprit, monsieur l'abbé? Pourquoi tenez-vous les mains jointes en me regardant? Pourquoi maintenant est-ce vous qui avez les larmes aux yeux? Me laisserez-vous partir à la fin? Que me voulez-vous?

— Monsieur le doyen, dit le jeune prêtre, vous ne m'entendez donc pas? Je veux voir le nouveau-né.

— Quoi! fit le doyen, demeurant court au milieu de sa colère, vous aussi, vous aimez les petits enfans?

Le desservant leva un doigt vers le ciel. — Pourquoi non? dit-il. Est-ce que notre maître ne nous a pas commandé de les aimer?

— Hum! murmura le doyen. A nous qui sommes des prêtres? Êtes-vous bien sûr de ce que vous dites?

— Monsieur le doyen, reprit l'abbé, c'est parce que nous sommes des prêtres que nous devons aimer doublement ce qui est faible, ce qui est petit, ce qui est innocence et espérance, ce qui vient de sortir des mains de Dieu et porte encore toute fraîche l'empreinte céleste. Les âmes toutes neuves sont notre bien, puisque nous représentons ici-bas celui qui les a formées, que nous sommes ses serviteurs, et que nous devons prendre soin de son ouvrage. En unissant à vous par les liens de la chair ce petit enfant qui vient de naître, le ciel vous montre bien que c'est à vous spécialement qu'il le confie, et si vous ne le receviez point avec tout l'amour dont votre cœur est capable, ce n'est pas seulement à vos devoirs de parent, mais surtout à vos devoirs de prêtre que vous manqueriez...

— Oh! oh! interrompit M. Verdelot en se redressant, je crois que vous me faites la leçon; mais pour cette fois je vous pardonne... Venez donc voir le nouveau-né.

— Dieu vous récompense! dit le desservant.

Les voilà tous deux sur la route de Fourières. M. Verdelot était gros et déjà fort entassé, l'abbé Joye était un grand prêtre maigre, et, à les voir si différens, jamais on n'aurait pensé qu'ils pussent cheminer du même pas; mais devant un désir commun tout s'égalise : pour une enjambée du desservant, deux petits bonds du doyen faisaient l'affaire, et ils se tenaient par le bras. Comme ils allaient contre le soleil, Fourières étant située au couchant, leurs deux ombres marchaient derrière eux, l'une longue comme un des peupliers qui bordaient la route, l'autre ronde comme un des pommiers qui s'élevaient en boule dans les prairies. Les paysans qui les croisaient au passage souriaient de les voir si bien ensemble. Ils les saluaient. — Bonjour, vous autres! disait le doyen avec ce grand air qui faisait rentrer sous terre toute la paroisse.—Bonsoir, mes amis! disait l'abbé de sa douce voix. — Et bien vite ils reprenaient leur dialogue interrompu.

— Cependant, monsieur, disait timidement l'abbé Joye, si c'était

une fille, il faudrait bien accepter ce que le bon Dieu vous aurait donné...

— Vous rêvez, s'écriait le doyen, vous rêvez! Une fille! Y songez-vous? Est-ce que Dieu aurait voulu faire un si dangereux présent à l'un de ses ministres? N'avez-vous pas lu cent fois que la femme est un vase fragile?...

— J'ai lu cela, interrompit l'abbé. J'avoue que je ne le comprends guère, ou plutôt voici comme je l'entends. Oui, la femme est un vase fragile, parce que le vase est fait d'une matière plus délicate. Fragile tant que vous voudrez! il en sort aussi des parfums plus doux quand il se brise.

— Et moi, fit le doyen, qui ne suivait que sa propre pensée, je soutiens que c'est un garçon. Vous l'allez voir!

— Si les femmes étaient moins faibles, continua l'abbé, qui n'écoutait aussi que lui-même, elles sentiraient moins le besoin de Dieu, et il n'y aurait plus de piété sur terre. Les femmes seules savent prier.

— Un garçon! répéta M. Verdelot en arrêtant brusquement son compagnon. Qu'aurions-nous fait d'une fille, je vous le demande? Et que pensez-vous que nous ferons de ce garçon-là?

— Mais, dit le desservant, d'abord un chrétien.

— Un prêtre! s'écria le doyen. Écoutez-moi. Il sera prêtre comme son oncle, curé, doyen de Fourières par héritage. Je viens de tout arranger là, — et le doyen se frappa le front. — Je suis déjà vieux, mais vous êtes jeune; c'est vous qui prendrez ma place. J'ai toujours désiré cela. C'est vous qui la lui garderez. Et quand Dieu vous rappellera à votre tour, il vous succédera.

— Je vous entends, dit le desservant avec un sourire, c'est moi qui remplirai l'interrègne.

— Il prêchera dans la chaire où j'aurai prêché, reprit le doyen, qui s'animait; il confessera les enfans de ceux que j'aurai confessés, il habitera ma maison, qui est le plus beau presbytère de France; il verra grandir mon cèdre.

On venait d'entrer dans Fourières, et cet accès de lyrisme ne finissait point. Au loin se dressaient les rameaux du cèdre; on gravit la rampe qui menait par le plus court chemin au plus beau presbytère de France. La servante Bernardine se tenait sur le seuil. Elle agita son mouchoir et cria : — C'est un garçon.

— Gloire à Dieu! dit le doyen, et malgré son embonpoint il se mit à courir; l'abbé Joye le suivit. — J'aurais préféré une fille, se disait-il. Elles savent mieux aimer ceux qui les aiment.

Comme il allait pénétrer dans le jardin du presbytère, il entendit un grand bruit de voix derrière lui, et, se retournant, il reconnut au

bas de la rampe le plus gros propriétaire du pays après M. le doyen, M. Fleuriel de La Pervenchère, au milieu d'une troupe de femmes dont l'une portait un nouveau-né. M. Fleuriel l'interpella; il allait répondre quand M. le doyen sortit de sa maison, l'appelant à son tour et élevant son neveu dans ses bras. M. Fleuriel d'en bas lui criait que sa femme venait d'accoucher d'une fille qui était belle comme un ange et qu'on allait la lui faire voir. M. le doyen le pressait d'accourir pour considérer le fils de sa sœur, qui était beau comme un roi; il ne savait auquel entendre. Quelle aventure! il fallait donc que le bon Dieu se fût plu à répandre ses dons ce jour-là sur la paroisse de Fourières.

L'abbé Joye courut d'abord au petit Montgivrault, puis il revint sur ses pas pour recevoir M. Fleuriel et sa fille. Le maître du Prieuré lui annonça qu'il venait querir M. le doyen pour ondoyer la petite Hyacinthe en attendant qu'on la baptisât. Le doyen arriva, tenant toujours dans ses bras son fardeau précieux. Il regarda de travers M. Fleuriel et l'enfant, car il ne voyait pas sans déplaisir qu'un homme qu'il n'aimait point se trouvât justement aussi heureux que lui, et il déclara nettement qu'il ondoierait son neveu le premier. Cette condition fut acceptée; on se rendit à l'église.

Le doyen, par bienséance, avait remis Philippe aux mains de la sage-femme, n'osant le porter lui-même. Il ouvrait le cortége, l'abbé Joye le fermait; mais il ne pouvait s'empêcher d'aller sans cesse de l'un à l'autre enfant, de soulever doucement les voiles de mousseline qui les couvraient et de contempler les deux petits visages. Il pensait que les volontés de Dieu sont profondes, mais qu'il n'est pas interdit d'en chercher le sens. « Pourquoi Dieu a-t-il voulu faire naître le même jour ces deux mignonnes créatures? se demandait-il. N'est-ce point qu'il les a formées l'une pour l'autre? » Cette pensée le frappait comme un pressentiment.

III.

Le Prieuré était situé sur le versant d'un coteau, à l'est de Fourières. Aussi, quand M. Fleuriel de La Pervenchère avait acheté vingt-cinq ans auparavant ce domaine abandonné, M. le doyen Verdelot avait-il cru voir un second soleil se lever sur le canton. Le doyen jusqu'alors y avait régné sans partage; il était jaloux à l'excès de son éclat solitaire, et il fut malade de dépit. Le nouvel astre heureusement traînait son ombre après soi : cette ombre était Mme Fleuriel de La Pervenchère. Cette jeune mariée apparut aussi chagrine que la demeure qu'elle venait habiter; elle se mit dès le premier jour à l'unisson de ces lieux maussades, et, s'applaudis-

sant d'une si parfaite harmonie, elle s'opposa énergiquement à toute innovation qui aurait pu la détruire. Il fallut bien que M. Fleuriel renonçât à son grand projet d'édifier une maison neuve, et celle de M. Verdelot demeura la plus belle de la contrée.

Le prieuré de Fourières, comme tous les prieurés du monde, n'avait été d'abord qu'un établissement rustique dépendant d'une riche abbaye de prémontrés qui possédait bien le dixième de la province. Il était devenu dans la suite et jusqu'à la révolution ce que l'on nommait un prieuré-cure, desservi par un chanoine de ce même ordre de Saint-Augustin. Apparemment que ces bons prieurs, contens d'y mener obscurément agréable vie, n'y avaient jamais souhaité le luxe des dehors : cette simplicité de leurs désirs n'était partout que trop clairement écrite. La maison avait dû être rebâtie au XVIIe siècle, ainsi que le témoignait le toit à pavillon, avec les matériaux d'un édifice antérieur. On ne les avait point épargnés : jamais on ne dressa si lourde masse sur une terre chrétienne. Trois énormes éperons en soutenaient la terrible poussée, les fenêtres disparaissaient dans l'épaisseur de la muraille; de loin on eût dit qu'elle n'était pas même percée : on n'apercevait rien qu'une maçonnerie noire.

Il y avait pourtant de ce côté une belle terrasse bordée d'une balustrade en fer forgé qui s'élevait au-dessus du jardin, et d'où l'on découvrait la route, le bourg, la vallée, la rivière, qui s'agitait au fond des prairies comme une nappe mobile d'argent sous le sombre couvert des aunes. Une magnifique avenue montait de la route à la maison, en longeant à gauche la clôture du jardin; mais rien ne pouvait égayer ces pierres sans regard, cette muraille aveugle. La façade opposée était encore plus morose; elle donnait sur une vaste cour que des bâtimens encadraient presque de toutes parts. C'était d'abord la chapelle, du même âge, du même style, hélas! que la maison. Il faut que le logis du Seigneur ait quelque beauté. Où trouverait-on pour prier, dans ces oratoires grossiers, la grâce qui descend dans les cœurs de la séduction des yeux? Quelle âme délicate voudrait croire qu'ils sont la porte du ciel? Cette odieuse chapelle avait été transformée en un grenier à foin, et n'eût jamais dû servir à un autre usage. Elle touchait à une construction d'une tournure bien différente, une suite de larges arcades où l'on n'avait point de peine à reconnaître les restes d'un cloître qui semblait remonter à une époque assez éloignée. Trois côtés du carré avaient disparu; une seule galerie demeurait debout, et le fond en avait été muré. C'était ce que Mme Fleuriel appelait ironiquement le promenoir de son mari, qui s'y promenait en effet à grands pas les jours de pluie en maugréant contre le maître des choses. Cette galerie du vieux

cloître, voilà tout ce qui avait été conservé de l'édifice primitif, avec un pan de mur percé d'une porte en ogive, ornée de nervures assez fines et de deux figures gothiques, l'une qui voulait grimacer, l'autre qui voulait sourire : le damné sans doute et l'élu. Mme Fleuriel, qui n'hésitait pas à se reconnaître dans la seconde, conseillait journellement à son mari de méditer sur la première.

On peut dire que si la tristesse habitait l'enceinte du Prieuré, et si l'on n'y respirait que l'ennui de vivre, la gaîté, le charme de la vie et de la nature se retrouvaient à la porte. Le débris gothique que nous venons de dépeindre, et qui était l'entrée principale de l'habitation, s'ouvrait sur un préau qu'ombrageait un hêtre gigantesque, un frais tapis d'épaisse verdure qu'entretenait le voisinage d'une fontaine naturelle alimentée par une source qui descendait du plus haut de la colline. Au bout du préau était un village composé seulement de quelques maisonnettes, sur le flanc du coteau des vignes, un bois au sommet; en face, le bourg, la vallée, la rivière. La fontaine était miraculeuse de par les mérites du grand saint Pern, dont elle portait le nom. Elle était recouverte d'une sorte de grotte faite en cailloux reliés tant bien que mal avec du ciment, et aux parois de laquelle on voyait suspendus des *ex-voto* avec des inscriptions naïves, pour la plupart gravées au couteau. L'eau bouillonnait dans un petit bassin endigué par un barrage de bois qui ne lui laissait pour s'échapper qu'une étroite ouverture. Elle reprenait, au sortir de cette prison, sa course vers la rivière où elle devait se perdre, et traversait d'abord une prairie qui s'étendait à droite du jardin du Prieuré, et qui n'en était séparée que par un treillage et une charmille. Au milieu de la prairie, à force de tournoyer et de ronger la terre, cette source ambitieuse s'était creusé un petit lac en forme de cirque, large d'une dizaine de pieds, et s'y reposait un moment sur un lit de sable. En cet endroit s'élevait un gros bouquet de frênes, arbre charmant, aux allures légères et au feuillage délié.

Dix-huit ou vingt ans après le jour où sa naissance avait mis en émoi le Prieuré et le presbytère, Hyacinthe Fleuriel était assise sous ces frênes, parmi les hautes herbes, au bord de ce lac microscopique. Ses pieds touchaient presque l'eau, qui baisait en passant le bas de sa robe, comme une servante fidèle, émue de sa tristesse. Hyacinthe, immobile, tenait ses coudes sur ses genoux, sa tête dans ses mains, et songeait. — A quoi? — Le savait-elle? — Toute cette mélancolie qu'on lui voyait depuis quelque temps allait justement à ne songer à rien; seulement elle se sentait d'impérieux besoins de solitude. Mme Fleuriel les contrariait au logis; Hyacinthe s'en échappait, se réfugiait à l'orée du bois, n'osant y entrer, ou bien auprès

de cette fontaine. Elle demeurait des heures entières dans ces cachettes. De loin elle entendait la voix de sa mère : — Hyacinthe, où êtes-vous? — La voix de Mme Fleuriel n'était d'abord qu'un gémissement lamentable; on eût dit la bise de décembre dans des roseaux. Cette redoutable voix prenait sous la voûte du cloître le son d'une psalmodie funèbre; elle éclatait comme une fanfare en colère, quand la mère, indignée de ses recherches inutiles, revenait sur la terrasse, et d'un œil enflammé sondait l'horizon. — Hyacinthe! Hyacinthe! — Mais Hyacinthe savait que le treillage et la charmille la protégeaient du côté du jardin, les arbres du côté du village, et ne bougeait pas. On aurait pu voir seulement ses petits doigts roses s'agiter avec impatience sur son visage. Ce jour-là pourtant une idée lui vint, qui lui fit brusquement redresser la tête : elle venait de réfléchir pour la première fois que cet abri des frênes n'était pas si sûr, que du dernier étage de la maison, si l'on pensait à y monter, on pouvait apercevoir au moins les clartés de sa robe rose parmi la verdure, et qu'alors elle serait trahie. Ce mouvement lui montra dans toute sa laideur, à travers les feuilles, cette vieille masse de pierres, enveloppée de ténèbres, où se passait sa jeunesse, et tout à coup elle se prit à pleurer.

Comme elle la haïssait, cette maison noire! Ce n'est pas qu'elle en aimât moins ceux qui l'habitaient avec elle. Les amours nés en même temps que nous, qui coulent avec notre sang dans nos veines, sont des forces latentes que nous ne connaissons pas bien. Jamais ils ne nous ont fait subir ni épreuves ni crises, nous savons seulement que leur destinée est de nous servir de refuge contre les douleurs étrangères, et que dans la bataille de la vie ils sont la réserve du cœur. Hyacinthe, depuis qu'elle souffrait, s'imaginait trouver plus de douceur aux tendresses parfois importunes de son père : l'humeur fâcheuse de sa mère lui causait, il est vrai, bien plus de dépit qu'autrefois; mais elle ne trouvait pas moins de plaisir à recevoir les lettres guindées, embéguinées de sa jeune sœur Colombe, qu'on élevait alors dans un couvent. Tous les siens, en un mot, lui étaient devenus plus chers, sans que les tristes lieux où elle vivait près d'eux lui fussent moins insupportables. Leur présence ne réchauffait pas l'obscurité des longs corridors, ne peuplait point le désert de ces grandes salles : Hyacinthe eût vu son père l'aimer dix fois davantage, que la maison lui aurait semblé tout aussi froide et aussi vide.

Lorsqu'elle y revenait après ces longues fuites des après-dînées, c'était pourtant quelquefois avec une sorte de vague espérance et dans une indéfinissable attente. Qui ne sait quelles folles visions se lèvent parfois devant des yeux troublés par les larmes? En met-

tant le pied sur le seuil de sa prison, il arrivait à Hyacinthe de se dire : — N'est-il rien survenu de nouveau pendant mon absence? N'y aurait-il pas ici quelqu'un que je ne connais pas? — Mais que pouvait-il donc se passer de nouveau dans ce logis, où tout était plus impitoyablement réglé que la marche des nuits et des jours? Qui pouvait venir au Prieuré? Hyacinthe entrait, s'informait et voyait bien qu'il fallait vivre là dans l'abandon du reste du monde. Dès les premiers pas, l'air humide du dedans l'enveloppait comme un linceul, un frisson parcourait sa chair et lui descendait dans l'âme. Ce n'était pas tout : sa mère l'attendait. — Hyacinthe, d'où venez-vous? — Et quel déluge alors d'interrogations, de reproches, d'objurgations et de sarcasmes! Hyacinthe écoutait sans répondre et se retirait toute confuse; mais elle rencontrait son père : c'était un interrogatoire d'un autre genre. — Hyacinthe, ma chérie, pourquoi pleurez-vous encore?

A son père, elle répondait, car elle ne le redoutait point, lui. Elle s'échappait quelquefois jusqu'à lui demander avec colère si l'on prétendait lui enlever la liberté de ses pleurs. En ces momens-là, elle s'en allait le sein gonflé, formant de terribles complots contre ceux qui, depuis un an, lui paraissaient des maîtres si durs, indignée de ces entreprises qui ne cessaient point contre son repos et son indépendance, et jurant d'obtenir à force de résistance et de hardiesse ce bien précieux qu'on lui déniait. Le soir, elle osait braver sa mère en demeurant, après la tombée de la nuit, seule au jardin. Lorsqu'elle retournait au parloir (le salon du Prieuré avait conservé ce triste nom : le parloir!), son père et l'abbé Joye, curé de Fourières depuis la mort de M. Verdelot, jouaient au piquet dans un coin de la chambre. A l'autre bout, devant une autre table, éclairée par une autre lampe, travaillait M[me] Fleuriel : elle jouait aussi, mais de l'aiguille et du ciseau, taillant, coupant, divisant avec une précision géométrique, dans une immense pièce de toile dont elle était tout entière entourée; ces nuages de toile blanche étaient les seuls nuages qu'eût jamais habités M[me] Fleuriel. Elle jouait encore de la prunelle, la terrible femme! Sur un regard qu'elle jetait à sa fille, celle-ci s'approchait, s'asseyait devant la table et prenait sans rien dire un coin de la toile. Sa mère lui présentait une aiguille tout enfilée : Hyacinthe, lui demandait-elle tout bas, et sa voix en s'abaissant ne perdait rien de son aigreur, Hyacinthe, pourriez-vous m'apprendre si la nuit est belle et si les étoiles filent?

— Hyacinthe, disait M. Fleuriel, qui, depuis l'entrée de sa fille, tenait ses cartes à l'envers, n'allez pas vous fatiguer les yeux à travailler le soir, ma chérie!

— Vraiment oui! reprenait la mère. Ne mettez pas tant de zèle à cet ouvrage, Hyacinthe. Si vous n'y veillez, la toile va tout à l'heure vous tomber des doigts.

— Et vaudrait-il mieux qu'elle se les déchirât? répliquait M. Fleuriel.

— J'en serais bien fâchée, monsieur Fleuriel. Hyacinthe, laissez cela, ma pauvre enfant. Il faut contenter votre père. Retournez rêver à la lune!

La guerre était allumée; mais l'abbé Joye se jetait au milieu de l'action, comme il convient à un ministre de Dieu.

— Trois as, disait-il, — quatrième au roi. — Monsieur, je vais avoir le regret de vous battre, si vous ne prenez garde à votre jeu.

Ainsi M. Fleuriel était pour un instant rappelé à lui-même. C'était avec sa fille que Mme Fleuriel continuait sourdement le combat. Elle se faisait un écran de la pièce de toile pour empêcher sa voix d'arriver aux joueurs.

— Allez! lui disait-elle, on sait pourquoi votre père ne se lasse point de prendre parti pour vous. Oh! vous êtes bien sa fille. Les La Pervenchère n'ont jamais eu de cervelle. Vous ressemblez à votre grand'mère Marie-Madeleine; aussi avez-vous eu soin de mettre son portrait dans votre chambre : que vous devez avoir de plaisir à vous reconnaître dans cette vieille évaporée! M. le curé me disait ce matin...

— M. le curé ne vous a point dit de mal de moi, ma mère.

— Mademoiselle, vous me donnez, je crois, un démenti.

— Mais, ma mère...

— Mon Dieu! reprenait Mme Fleuriel, laissant tomber le nuage blanc sur ses genoux et joignant les mains, avais-je mérité que vous me fissiez présent d'une fille pareille? A la vérité vous m'avez envoyé, pour me consoler, notre bonne petite Colombe. Celle-là vient bien de moi. Pieuse et sage!... elle a mon cœur. Je crois que vous confesserez bien, mademoiselle, que l'exemple de votre jeune sœur vous devrait faire rougir. Ce n'est pas elle qui me quitterait sans cesse. Ce n'est pas elle qui, dans ses vacances, se plaît à courir les bois comme une *possédée*...

— Hyacinthe, Hyacinthe! où vas-tu? s'écriait M. Fleuriel.

Hyacinthe venait de se lever; elle traversait le salon sans répliquer. Au moment où elle allait sortir, on entendait un sanglot.

— Hyacinthe! lui criait sa mère exaspérée, vos yeux sont comme la fontaine de Saint-Pern, qui ne doit jamais tarir.

— Il y a pourtant une différence, disait froidement M. Fleuriel en posant les cartes sur la table. Si Hyacinthe a dans les yeux une source de larmes, ce n'est pas une sainte qui la fait couler.

Et Mme Fleuriel à ces mots de bondir sur sa chaise. Elle élevait en l'air la pièce de toile blanche comme un étendard, elle allait de nouveau s'élancer à la bataille; mais l'abbé Joye reprenait la parole.

— Si Hyacinthe pleure, disait-il doucement, c'est qu'elle est en son printemps, madame Fleuriel. Ne savez-vous pas le proverbe? Il faut qu'il pleuve tous les jours pendant le mois de mai.

— C'est cela! s'écriait M. Fleuriel. Mme Fleuriel ne voit jamais rien. Elle est aveugle, monsieur l'abbé.

Et le lendemain l'excellent homme trouvait toujours quelque prétexte pour se rendre le matin au petit hameau dépendant du Prieuré. D'ordinaire il apercevait Hyacinthe errant aux abords de la maison et se disait tout bas : « Voilà ma pauvre âme en peine. » Si d'aventure Hyacinthe n'était pas là, c'est qu'elle était dans sa chambre qui s'ouvrait sur le préau. Elle ne tardait pas à découvrir M. le curé enfoncé jusqu'à mi-corps sous la voûte de la fontaine de Saint-Pern et s'occupant avec un zèle et une minutie extraordinaires à nettoyer et arranger les *ex-voto* dans la grotte : de cette façon elle ne voyait que les plis maigres de sa soutane, qui assombrissait le miroir de l'eau. Elle descendait en toute hâte, accourait vers lui comme vers le doux maître qui allait à la fois la réprimander et la consoler, car elle avait également besoin de ces deux choses : des consolations et du blâme. Elle se serait bien gardée de saluer l'abbé de loin; sa mère, qui était toujours et partout à la fois dans la maison, aurait pu l'entendre. Elle traversait rapidement le préau. — Bonjour, monsieur le curé, — disait-elle quand elle était arrivée près de lui. L'abbé dégageait prestement sa tête du capuchon de pierre qui la couvrait, et, se retournant, répondait : — Bonjour, mon enfant. — Puis il lui disait comment de faux rapports lui avaient fait croire qu'il y avait des malades dans le hameau. Il s'y était donc transporté tout aussitôt pour les soulager, s'il y avait lieu de le faire; mais, comme on l'avait trompé, il passait son temps à parer un peu la fontaine... Hyacinthe, sachant que tout le hameau se portait à ravir et pensant que M. le curé le savait aussi bien que personne, ne doutait point qu'il n'y fût venu pour elle et l'en remerciait d'un regard humide. — Séchez d'abord vos yeux, lui disait-il gravement.

Ils passaient alors derrière le cloître. Hyacinthe le reconduisait le long de l'avenue de noyers jusqu'à la route. Là, l'abbé Joye, touchant tout d'un coup le bras de la jeune fille, l'arrêtait d'un signe. Il lui montrait les champs et les prés dans leur parure, les ondes vertes qui montaient en tournoyant au flanc des collines et les ondes d'argent qui ruisselaient au ciel. Il lui faisait écouter les oiseaux chantant sur les arbres. — Mon enfant, lui disait-il, tout

est gaîté dans l'œuvre de Dieu. Vous le sentiez bien autrefois, vous ne faisiez que chanter comme les oiseaux.

— Hélas! c'est vrai, murmurait Hyacinthe.

Il poursuivait, et d'un ton qu'il voulait rendre sévère lui demandait qui l'avait à ce point changée. — Je n'en sais rien, répondait-elle.

Elle ne niait point ce grand changement, elle n'avait pas la pensée de le nier; ce qu'elle ne pouvait comprendre, c'était pourquoi et comment il lui était arrivé. Elle ne se connaissait point de raisons de souffrir, et elle souffrait; ce qui justement l'effrayait le plus dans son mal, c'est qu'elle ne réussissait pas à le définir : tout en elle n'était que sensation du vague, obscurités et alarmes. Elle tressaillait au moindre bruit qui passait, rougissait de ces frayeurs subites et pleurait parce qu'elle avait rougi : il ne fallait pas chercher de cause plus sérieuse à tant de pleurs. Elle avouait cependant que ses actions lui étaient sans cesse commandées par une autre volonté que la sienne. Il lui semblait souvent qu'elle s'échappait à elle-même, qu'elle n'était plus Hyacinthe Fleuriel, mais un être nouveau, où elle ne se reconnaissait point. C'est ainsi que ce qu'elle avait résolu de faire, elle ne le faisait jamais, et que ce qui lui plaisait autrefois ne lui inspirait plus que du dégoût. Cette force ennemie qui la poursuivait la contraignait même d'agir avec ceux qu'elle aimait, qu'elle devait aimer toujours, comme si elle ne les aimait plus.

L'abbé Joye écoutait ces plaintes; il les connaissait : cent fois il les avait entendues sous une forme moins naïve et sur des lèvres moins pures. « O Dieu! se disait-il dans sa candeur, qui n'était guère moins parfaite que celle de l'innocente pécheresse, ô Dieu! ne faut-il point croire que cette métamorphose encore est ton ouvrage, car je sais bien que dans cette jeune âme il n'y a rien qui ne vienne de toi? » Il n'en sentait pas moins une tristesse amère. Il ressemblait à ces pères affligés, qui, le cœur dévoré d'alarmes, conduisent leurs fils au vaisseau qui va les emporter vers un nouveau monde. Les ingrats! quel désir les entraîne! Ils seraient morts du regret de ne point partir. Et pourtant que vont-ils rencontrer sur les flots sombres? La terre de l'or ou l'abîme?

Il se disait que, puisque ni le père ni la mère d'Hyacinthe ne songeaient à la guider dans ce chemin nouveau, vers ces choses inconnues qu'elle commençait à pressentir, c'était à lui que revenait de droit cette délicate et redoutable tâche; puis, quand il songeait au moyen de la remplir, son esprit s'obscurcissait tout à coup. Mener une âme à Dieu, c'était son affaire, mais la mener à l'amour!...

— Hyacinthe, demandait-il à la jeune fille d'une voix altérée, en

hésitant sur chaque mot, vous savez ce que vous n'aimez plus; mais n'aimez-vous rien de nouveau que vous ne vouliez pas me dire? Quelque goût que vous n'aviez point n'a-t-il pas remplacé ceux que vous n'avez plus? Ne me cachez-vous pas quelque chose?... Oh! sans doute des rêveries d'enfant... que vous déguisez.

— Je ne désire rien, disait Hyacinthe.

Il la regardait presque avidement tandis qu'elle lui répondait ainsi, et, ne voyant pas le plus petit trouble se peindre sur son visage, il se rassurait pour un moment. Le mal n'était pas sérieux encore; il n'était pas besoin pour le combattre d'une hâte indiscrète; ces visions qui assiégeaient la jeune fille n'avaient ni forme ni nom; ce n'étaient même pas des images, mais des ombres à peine, seulement la fumée d'un songe.

L'abbé Joye s'efforçait alors de sourire.

— Mon enfant, disait-il, n'avez-vous pas eu souvent de mauvais rêves qui vous agitaient cruellement durant la nuit, et dont il ne vous restait rien, le matin venu, que la mémoire du mal qu'ils vous avaient fait? L'objet du rêve, vous ne vous en souveniez même plus. On rêve quelquefois tout éveillé, ma chère Hyacinthe. Allez donc en paix. Un jour viendra que ces fâcheuses pensées se dissiperont d'elles-mêmes. A peine vous rappellerez-vous ce qu'elles vous auront fait souffrir quand vous en serez guérie.

— Mais, s'écriait la jeune fille, qui me guérira, monsieur l'abbé?

— Qui? Moi, si Dieu le permet.

Hyacinthe, malgré son respect pour lui, ne pouvait s'empêcher de secouer la tête d'un air incrédule. Bien souvent, dans leurs entretiens sous les noyers, elle renouvela cette question : qui me guérira? Et l'abbé de faire toujours la même réponse en raffermissant sa voix comme il pouvait.

Ce n'était point la passion de guérir la jeune fille qui lui manquait; mais le moyen?... Un jour pourtant il arriva au rendez-vous d'un pas bien plus leste; son long et maigre visage rayonnait d'un contentement surnaturel. Il écouta comme à l'ordinaire les plaintes de la jeune fille, et sans la laisser achever, la prenant par la main, il s'écria : — Oui, Hyacinthe; oui, je vous guérirai. — Et il tenait les yeux levés au ciel; mais son regard s'abaissa presque aussitôt vers cette pauvre terre, tout plein de l'inspiration qu'il avait puisée là-haut. Ce regard singulier prit la direction de Fourières, et s'arrêta sur l'ancien presbytère, la belle maison du doyen Verdelot. — Oui, murmurait toujours le saint homme; oui, Hyacinthe, oui, je vous guérirai.

A quelques jours de là, M. Joye fit part à Hyacinthe d'une grande nouvelle. Il lui apprit qu'il avait écrit à *quelqu'un* une lettre pres-

sante pour le faire venir à Fourières. Et qui était ce *quelqu'un?* Il le lui donnait en mille. — C'était, disait-il, une *personne* qu'elle avait connue jadis, une *personne* que ses affaires auraient dû depuis longtemps appeler dans le pays... Hyacinthe ne devinait pas. L'abbé, si doux qu'il fût, lui témoigna quelque impatience de ce qu'elle eût si peu de mémoire. Elle se mit donc à chercher de nouveau pour lui complaire : elle ne trouvait point. L'abbé enfin nomma Philippe Montgivrault.

Hyacinthe sourit franchement à ce nom. Il lui rappelait les joies de l'enfance, les jeux bruyans et les bonnes parties, les jours heureux où elle pouvait dire, comme à présent, qu'elle ne se souciait de rien; mais ces mots avaient alors un autre sens dans sa bouche. Elle osa féliciter « monsieur le curé » d'avoir fait taire les ressentimens qu'il gardait depuis cinq ans à ce pauvre Philippe, et l'assura que la détermination qu'il avait prise de lui écrire allait étonner bien des gens. L'abbé parut embarrassé, rougit même, et répliqua qu'il n'avait encore parlé de cette lettre qu'à elle, et qu'il avait ses raisons pour n'en point parler à d'autres. Elle en fut extrêmement surprise, mais elle ne discuta pas ces mystérieuses raisons que M. le curé mettait en avant, et même elle eut un mouvement d'orgueil en se voyant la dépositaire d'un si gros secret. Elle jugea que M. Joye n'était point fâché de lui rendre une marque de confiance en retour de toutes celles qu'elle lui donnait. Cet échange lui paraissait assez naturel.

Les jours suivans, elle ne fit que penser à Philippe Montgivrault; elle ressentait un grand contentement de son prochain retour, car elle ne douta point tout d'abord qu'il n'arrivât comme la foudre au reçu de la lettre de son vieil ami l'abbé Joye. Le Prieuré allait donc voir un nouveau visage! Hyacinthe allait donc entendre une voix qui ne serait ni celle de son père, ni celle de sa mère, ni celle de l'abbé, et qui lui prouverait enfin qu'il y avait au monde d'autres êtres humains que ceux-là! Elle commençait à en douter; mais qui lui aurait dit que le visiteur, l'étranger, l'inconnu qu'elle attendait pour peupler son désert serait Philippe? A la vérité, elle se demandait quelquefois s'il ne vaudrait pas mieux que ce fût un autre que lui. Il lui semblait qu'elle éprouverait moins d'embarras à se trouver en présence d'un jeune homme qu'elle verrait pour la première fois qu'en face de ce Philippe qu'elle avait aimé comme un frère.

IV.

Il nous faut encore ici revenir au passé. La dernière fois que Hyacinthe avait vu Philippe, ils avaient l'un et l'autre quatorze

ans. On peut dire que cette époque était gravée dans le cœur d'Hyacinthe. Sa mère venait de lui faire prendre les robes longues; Philippe aussi avait quitté les vestes anglaises pour les habits d'homme. En les voyant tous les deux dans cet accoutrement, Mme Fleuriel s'imagina que, pour être logique, il fallait leur enseigner du même coup à ne plus se traiter en enfans, et le tutoiement fut supprimé tout d'abord. L'abbé Joye trouva cette suppression indiscrète; il ne la jugeait propre qu'à leur suggérer certaines pensées qu'ils étaient bien loin d'avoir : on recourut donc à l'arbitrage de M. le doyen Verdelot et de Mme Ursule. Celle-ci fut de l'avis de son frère, qui fut de celui de Mme Fleuriel, parce que M. Fleuriel en était d'un autre. Le doyen ne pouvait pardonner au maître du Prieuré d'avoir songé autrefois à se faire bâtir une maison aussi belle que le presbytère. Pour ce seul péché d'intention, il lui en voulait à la mort. Il lui sembla d'ailleurs fort convenable qu'un garçon comme Philippe, destiné à entrer dans les saints ordres, ne fût pas tutoyé par une fille. Telle fut sa réponse, et l'impression qu'elle produisit sur Hyacinthe fut inconcevable. La pauvre enfant courut tout d'un trait chez l'abbé Joye, et d'une voix étouffée se plaignit qu'on voulût faire de Philippe un prêtre. L'abbé tressaillit, puis, se faisant violence pour sourire, il lui demanda pourquoi elle en était si fâchée. — Pourquoi? Elle n'aurait pu le dire, elle n'en savait rien. Ce qu'elle savait, c'est que l'auteur de ce beau plan était M. Verdelot. Elle ne l'aimait déjà point auparavant, elle le prit dès lors en aversion.

Peu de temps après, Philippe avait été envoyé à Paris pour un mois près d'un oncle paternel qu'il y avait. Ce voyage s'était fait sur les lettres pressantes et les ordres réitérés de son père le capitaine; mais il avait fallu vaincre une grande résistance chez M. le doyen. Cet oncle Montgivrault déplaisait fort à M. le curé de Fourières, qui ne l'avait jamais vu; seulement tout ce qu'on en disait lui paraissait fort obscur, et il croyait sentir rien qu'à son nom une certaine odeur de soufre brûlé, comme en répandent autour d'eux les esprits forts. Mme Montgivrault, qui adorait son mari, mais qui n'aimait guère moins son frère, tout en le redoutant bien davantage, se trouvait fort empêchée entre ces deux volontés ennemies. Toutefois, comme l'amour l'emporte toujours à la fin sur l'amitié et même sur la crainte, elle avait pris le parti du capitaine, et l'on avait mis Philippe en route. Ce départ avait été pour Hyacinthe un grand événement. Elle avait entendu souvent argumenter sur Paris le petit concile de Fourières, dont aucun membre n'y était jamais allé. Quand il était question de Paris, Mme Montgivrault baissait les yeux et déclarait qu'elle n'en voulait point parler; le doyen ne manquait pas de dire : — C'est la Babylone moderne. — Cependant

on y voit le séminaire Saint-Sulpice, répliquait timidement l'abbé Joye. — Là-dessus, Mme Fleuriel, le regard tout en flammes et l'anathème à la bouche, de s'écrier que Paris c'était l'enfer, et M. Fleuriel, levant les yeux au plafond, branlant doucement la tête et se frottant les mains, de jurer que c'était le ciel. Il songeait à ses jeunes années qu'il aurait pu y passer, comme font tant d'autres, le pauvre homme! De toutes ces opinions contradictoires, il résultait seulement pour Hyacinthe une chose manifeste : c'est que Paris était un lieu fort extraordinaire, et qu'il se pouvait bien faire que Philippe n'en revînt pas du tout le même qu'il était parti.

Au bout d'un mois, elle le revit en effet assez différent. Il avait quelque chose de plus aisé dans la démarche et dans les attitudes, qui lui fit croire qu'il avait un peu grandi. Elle en avait été charmée, car souvent, en le comparant à sa mère et à son oncle, auxquels il ressemblait si fort, elle s'était dit avec inquiétude qu'il n'était pas fait pour jamais grandir. Ce n'est pas tout. On célébra par un dîner le retour du jeune homme : le Prieuré et le presbytère, bien que ne s'aimant point, ne craignaient pas de dîner ensemble. Dans cette première soirée, Hyacinthe remarqua que Philippe prenait souvent un air de respectueuse compassion lorsque son oncle parlait, qu'il levait imperceptiblement les épaules quand c'était le tour de l'abbé Joye, et qu'il ne se contraignait point pour sourire ouvertement, si la parole était à Mme Fleuriel. Elle en éprouva d'abord un grand serrement de cœur. — Que fera-t-il donc quand ce sera moi qui parlerai? se disait-elle. Que lui a-t-on appris là-bas qui lui ait donné plus d'esprit qu'à nous?

Le lendemain, ses doutes avaient été fixés d'une façon qu'elle n'attendait guère. Philippe était venu dès le matin au Prieuré, ce qui avait causé à Hyacinthe un plaisir extraordinaire, car elle ne l'avait point prié d'y venir, désirant le mettre à l'épreuve. Ils passèrent cette matinée sous le grand hêtre du préau, Hyacinthe accablant Philippe de cent questions sur son voyage, sur Paris, sur toutes les belles choses qu'il y avait vues, lui ne se faisant pas prier pour y répondre. Tout en causant, il avait rassemblé de petits cailloux, et il s'amusait à les lancer dans le bassin de la fontaine de Saint-Pern. Hyacinthe lui en fit des reproches et l'avertit que le saint pourrait bien se fâcher et le punir. Philippe se mit à rire et lui répondit qu'il n'avait pas peur des saints.

Hyacinthe à ces mots fut si atterrée, que d'abord elle en resta muette. Philippe prit une mine de docteur et ajouta qu'il avait entendu causer à Paris de bien des choses qui l'avaient fait réfléchir. — Voilà donc le changement qui s'était opéré dans le jeune garçon! Les entretiens de l'oncle de Paris avaient causé là un

étrange ravage. M. le doyen avait bien raison de pressentir un esprit fort dans ce frère Montgivrault! — Quoi! disait Hyacinthe, tu n'as pas peur des ......! Elle n'osait achever, et dans son trouble elle ne se souvenait plus des défenses de sa mère, et tutoyait Philippe. Puis il lui vint tout à coup une idée qui la fit rire à son tour. Elle songea aux beaux plans de M. le doyen, qui s'en allaient ainsi à vau-l'eau. — Sûrement, se disait-elle, un jeune homme qui se moque des saints ne se fera pas prêtre! Tout aussitôt elle se reprocha cette mauvaise pensée qui lui avait causé tant de plaisir, et s'efforça de prouver à Philippe qu'il venait de proférer là une impiété détestable et qu'il ne pensait point ce qu'il avait dit. De fait, il ne le pensait guère, ce qui s'appelle penser; il répétait ce qu'il avait entendu. Il ne laissa pas que d'en avoir du remords et un peu de honte, et il cessa de jeter des cailloux dans la fontaine du saint.

Les deux enfans qui, à l'âge de quatorze ans, se retrouvaient si changés avaient été jusqu'alors vraiment élevés ensemble, comme frère et sœur, sauf qu'ils ne dormaient point sous le même toit. Le doyen Verdelot, dès la naissance de son neveu, avait déclaré qu'il voulait être son seul maître et lui enseigner tout ce qu'il savait. Il en savait long, M. le doyen! Son respectueux voisin de Saint-Pern, l'abbé Joye, disait de lui que c'était la fleur des latinistes, sans parler du droit canon, dont il était le flambeau. Philippe apprit donc à épeler dans Virgile. A dix ans, il écrivait le grec sous la dictée de son oncle; à douze ans, il aurait pu converser en latin comme un moine du moyen âge; son oncle venait de lui mettre les Pères dans les mains. A la vérité, les esprits chagrins auraient pu trouver dans une si parfaite et si brillante éducation de plaisantes lacunes. Philippe, qui ponctuait à merveille les mots grecs, écrivait de travers les mots de sa langue maternelle : on avait oublié de lui apprendre le français. L'abbé Joye s'en aperçut. Il s'était chargé de son côté de l'instruction d'Hyacinthe Fleuriel; il obtint que Philippe assisterait aux humbles leçons de grammaire qu'il donnait à la jeune fille.

On reprit au retour du voyage de Paris les leçons interrompues; mais que le temps était déjà loin où les deux écoliers s'en revenaient de la cure de Saint-Pern, cherchant des fraises sous les haies, se faisant mutuellement la courte échelle pour atteindre aux basses branches des pruniers, ou butinant dans les vignes suivant la saison! Maintenant on cheminait en se racontant les plus sérieuses choses du monde; on parlait de l'avenir, ô jeunesse! Hyacinthe, bien moins décidée que son ami, disait seulement : « Quand je serai grande! » Philippe, ne doutant de rien, disait : « Quand je serai tout à fait homme! » Parfois il arrivait bien qu'on interrompait ces beaux discours pour courir après une nuée de sauterelles

qu'on voyait passer sur la pointe des herbes, ou pour regarder les moutons paître au bord du chemin. On se surprenait alors à imiter leur langage, on se disputait à qui bêlerait le mieux, et on riait aux larmes; mais bien vite on revenait à la dignité et au respect que tout vieillard de quatorze ans doit à ce grand nombre d'hivers et de printemps qui pèsent sur sa tête. Jadis on se tenait par la main: Philippe à présent offrait le bras à sa compagne quand ils étaient bien certains tous les deux de n'être point vus. Il lui apprenait que les femmes n'ont jamais le pas aussi sûr que celui des hommes, ce dont elle était bien loin de se douter, se sentant deux petits pieds si fermes, et il lui recommandait de s'appuyer sur lui. Lorsque la petite Colombe, que naguère ils admettaient volontiers dans leurs jeux, essayait maintenant de se mêler à leurs entretiens, ils la chassaient. « *Les enfans* sont ennuyeux, » disaient-ils, et ils voulaient être seuls. Beaux instans de l'adolescence que l'on peut comparer à ces premiers jours d'avril où tout est à la fois nuages et soleils! Mais les nuages sont si légers! Ce ne sont plus des voiles; le ciel apparaît dans l'intervalle rayonnant de clartés inconnues. Ainsi de jeunes yeux découvrent tout à coup des astres nouveaux dans l'infini de leurs rêves; l'espace s'ouvre devant eux, et ils commencent d'entrevoir les profondeurs de la vie. — C'est pourquoi, dans les années qui suivirent, après que Philippe eut quitté de nouveau Fourières, Hyacinthe s'était toujours plu de préférence à se retracer ces heures encore si joyeuses et pourtant déjà libres et réfléchies. Elle eût pu se reporter à des heures plus lointaines. Les souvenirs d'enfance ont aussi leur attrait; mais quel attrait plus grand dans ces souvenirs qui rappelaient à la jeune fille l'éveil de son âme, jusqu'à ce moment endormie! Et d'ailleurs entre tant de jours heureux elle avait une raison pour choisir ceux-là : ils avaient été les derniers.

Philippe jusqu'alors n'avait donc quitté qu'une fois le presbytère. Souvent il y était demeuré des mois entiers sous la seule direction de son oncle, tandis que Mme Montgivrault courait aux extrémités de la France pour y rejoindre son cher mari le capitaine. Ces amans porteurs d'épée ne sont que des oiseaux de passage. Prude, altière et rien moins qu'alerte et active, Mme Montgivrault se pliait sans se plaindre à cette terrible vie de garnison qui ferait reculer des viragos. Voilà les miracles de l'amour : il montre le paradis dans une chambre d'auberge, même à la sœur d'un curé. Le capitaine et sa femme donnaient depuis quinze ans au régiment, à l'armée française et au monde le spectacle de cette héroïque constance. La satiété qui s'assoit à table entre les époux n'avait pu même glisser son ombre entre ceux-là, qui se levaient toujours avant le dessert.

Mme Montgivrault arrivait, embrassait son mari, raccommodait le linge, et, toujours embrassant et raccommodant, atteignait le bout du trimestre. On la voyait un beau matin, les yeux tout gonflés et la mort dans l'âme, reboucler ses malles; les soldats disaient que la femme du capitaine avait fait son congé : adieu les amours alors, et en route pour Fourières! C'était au tour de Philippe d'être embrassé.

Certes le capitaine aimait son fils de tout son cœur; il ne se lassait point d'entendre parler de lui. Souvent il s'asseyait devant sa femme, lui prenait les mains et lui disait : — Faites-moi le portrait de Philippe; je verrai bien si vous êtes un bon peintre. — Mais si Ursule profitait de ces heureux momens pour lui faire comprendre avec un doux air de reproche qu'il n'avait point vu son fils depuis dix ans et qu'il ne souhaitait pas assez de le voir, le capitaine commençait à tordre furieusement sa moustache. Si elle ajoutait à demi-voix, sans oser le regarder, qu'elle amènerait Philippe avec elle à son prochain voyage, il se levait comme un ouragan en renversant sa chaise, et demandait à sa femme si elle ne songeait pas aussi à se faire accompagner par son frère le curé. Invariablement il ajoutait qu'il fallait avoir perdu l'esprit pour penser qu'un militaire pût s'embarrasser d'un enfant : jamais un enfant n'est assez petit pour tenir dans une giberne.

Cependant ces opinions de père guerrier et philosophe n'étaient point si solides qu'on aurait pu le croire dans l'esprit du capitaine. Il poursuivait tout doucement, sans mot dire, de grands projets qui n'allaient à rien moins qu'à lui donner la liberté de rappeler Philippe auprès de lui et surtout d'y fixer sa chère Ursule. Un jour on apprit au presbytère que le capitaine Montgivrault venait d'être avancé en grade et nommé au commandement d'un fort situé dans une province frontière, sur la crête d'une petite montagne d'où l'on pouvait apercevoir de loin la patrie de Guillaume Tell, ce qui inspirera toujours de belles pensées à un père. Le fait est que le nouveau commandant s'était à la fin laissé mordre au cœur par la frayeur importune de vieillir et de quitter toute garnison dans ce monde avant de s'être fait connaître de son enfant. Ce fort était bien l'établissement définitif qu'il ambitionnait depuis dix ans pour y réunir autour de lui les deux objets de sa tendresse. L'officier qui commandait en ces beaux lieux pouvait être sûr d'y demeurer aussi longtemps qu'il voudrait, car personne ne briguait sa place, et l'armée entière était conjurée pour ne point l'en faire sortir. Le commandant Montgivrault écrivit donc à sa femme pour lui faire part de leur bonheur à tous deux, et, lui ayant dépeint sous les couleurs les plus vives ce séjour de délices, élevé à deux mille pieds en l'air,

où elle était désormais appelée à vivre, il lui enjoignit de venir au plus vite l'y trouver avec son fils...

... Et Mme Montgivrault avait reçu cette lettre, et elle avait dit à son frère qu'elle allait repartir encore et emmener Philippe!... Ce jour-là, M. le doyen perdit tout respect pour la terre, pour le ciel et pour lui-même. On le vit qui courait dans les allées de son jardin, jusque dans les rues du bourg, la tête nue, la soutane ouverte au vent, comme un fou, criant à l'enfant volé. Hyacinthe ne disait rien; mais elle pensait qu'on lui prenait, en emmenant Philippe, bien plus qu'à personne, et ne plaignait pas M. le doyen. O la triste et sombre journée! Adieu donc, cher compagnon des premiers ans! Hyacinthe sentit qu'une nouvelle vie allait commencer pour elle dans l'isolement du lendemain; elle ne dit pas : « Demain, j'aurai *vieilli*, mais j'aurai *grandi* de deux ans. »

Au milieu du tumulte et de la désolation générale, elle s'était réfugiée sous les arceaux du vieux cloître. De là elle entendit Philippe qui l'appelait, et ne répondit point; elle aurait préféré ne pas le revoir, elle ne demandait à Dieu que la grâce d'oublier son ami, afin d'être moins malheureuse. Il l'avait enfin découverte, et s'était jeté à son cou en sanglotant. Elle ne voulait pas lever les yeux sur lui; elle lui avait dit seulement d'une voix étouffée : — Vous partez, Philippe. Je suis bien sûre que nous ne nous reverrons jamais.

— Hyacinthe, avait répondu Philippe avec emportement, vous ne diriez pas cela, si vous m'aimiez.

La taille de ce bel orateur d'amour n'était pas même celle de son âge; mais ses yeux en vérité avaient bien plus de quinze ans.

V.

Que de douleurs dans cette année qui avait suivi le départ de Philippe! L'abbé Joye n'y pouvait encore penser sans qu'une protestation amère ne s'élevât en lui malgré lui-même contre le maître des choses. Tout pieux qu'il fût, il lui arrivait d'interroger le ciel et de lui demander comment il ne s'était point lassé de frapper coup sur coup, si durement, tant d'honnêtes gens qui s'étaient voués à le servir. Le doyen Verdelot, lui aussi, lorsqu'après deux mois de séparation il avait appris la mort presque subite de sa sœur Ursule, ne voulait point d'abord y croire; il disait : — Là-haut on n'aurait point permis cela! Ce n'était pourtant que trop vrai. Ursule, à peine arrivée avec son fils à cet Éden fortifié où le commandant les attendait tous les deux sur la montagne, s'était soudain trouvée malade. Elle n'avait joui qu'un soir de cette réunion si ardemment souhaitée pendant dix ans; elle n'avait foulé qu'un jour,

au bras de son cher mari, tenant son fils par la main, le gazon des demi-lunes. Le jeune homme s'efforçait d'être grave en présence de ce père qu'il ne connaissait pas, et celui-ci au contraire, oubliant toute gravité, le saisissait dans ses bras et l'y faisait sauter comme un petit enfant. Ursule contempla un instant ce doux spectacle d'un œil déjà voilé, et mourut.

— O destin! ô rigueur injuste de Dieu! disait le doyen. Il attendit la confirmation de la sinistre nouvelle; il la reçut : on le vit alors tomber dans un désespoir immense. Les fidèles de Fourières regardèrent longtemps avec une sorte de respect superstitieux les grosses larmes qui ne cessaient de rouler sur son visage, pendant même qu'il disait la messe. Jamais ils n'auraient cru que ce fier curé pût pleurer; mais il songeait bien à sa fierté, le pauvre homme! — Hélas! disait-il à l'abbé Joye, qui le consolait, il faut donc croire qu'Ursule est morte. Elle s'était toujours si bien portée! J'étais sûr avec elle de revoir l'*enfant*. Elle ne craignait point les voyages. Qui me ramènera Philippe à présent?

— Eh bien! disait l'abbé Joye, qui était toujours l'homme de l'espérance, ce sera son père.

A la vérité, le doyen et le commandant n'avaient jamais été brouillés. Seulement ils avaient décidé d'un commun accord depuis dix ans qu'ils ne devaient plus se voir. Le doyen conservait bien de la complaisance pour la profession de son beau-frère, s'il n'avait plus de goût pour sa personne; ils pouvaient encore se rapprocher tous les deux par le souvenir de la morte et par ce tendre lien vivant qui avait nom Philippe. L'abbé Joye berçait doucement son ami dans cette croyance, qui ne lui semblait pas une illusion, lorsque la foudre vint une seconde fois tomber sur le presbytère. Les deux prêtres un soir, parcourant un journal ensemble, y lurent que le commandant Montgivrault était retourné en Afrique et y avait été mortellement blessé..... — Et Philippe? où était Philippe? A Paris sans doute, chez son oncle Montgivrault?

Le commandant n'avait pu se déterminer à demeurer dans le monde après sa chère Ursule envolée. Les soldats sont trop heureux, car ils ont un moyen d'en finir sans éveiller le courroux du ciel et le bavardage des hommes : ils peuvent toujours se faire tuer. C'est ce qu'avait fait le commandant. On l'avait vu au premier combat s'élancer comme un furieux au plus épais de la mêlée. Vingt balles le frappèrent à la fois. Il était mort percé comme un crible. Ses dispositions dernières étaient arrêtées, trop bien arrêtées! — On le sut le jour suivant au presbytère. Il laissait, comme on l'avait craint, à son frère l'avocat la tutelle de son fils.

A ce Montgivrault la tutelle, à lui la proie, au doyen pas même

l'ombre, pas même une prière banale de veiller sur Philippe, comme si ce trésor pouvait avoir trop de gardiens, pas même un souvenir, pas même un adieu, rien que le silence et le mépris! Soldat brutal, il n'avait pu survivre à son bonheur brisé, et voilà comme il se souciait du bonheur des autres! Qui donc avait fait de lui jadis un homme heureux en lui donnant Ursule? Et qui le maudissait à présent? — La malédiction d'un prêtre est sans doute un mauvais passeport pour l'autre monde; aussi vingt fois le jour le doyen Verdelot s'écriait-il avec un cruel plaisir que, pour la détestable action qu'il avait commise au dernier moment de sa vie, son beau-frère serait damné. — L'abbé alors prenait doucement la parole et suppliait son ancien de ne pas aller si vite; il lui représentait qu'on ne doit point confondre les fautes du cœur avec celles de la conscience, et qu'il y a de bien méchantes actions qui ne sont point des péchés, que d'ailleurs le commandant connaissait peut-être son frère mieux que personne, et qu'il avait lu dans le fond de son cœur, — qu'il y a beaucoup de ces impies qui ne le sont que par respect humain, que le secret des âmes est quelquefois bien différent de ce qui se voit au bord des lèvres, et que les plus endurcis, quand il s'agit d'élever un enfant... — Le commandant sera damné! s'écriait le doyen, car il s'est tué.

— Il s'est fait tuer, répliquait l'abbé. Il faut distinguer, monsieur le doyen.

Celui-ci ne répondait plus; il allait chercher un petit portrait de Philippe, il le mettait devant lui et le contemplait des heures entières. — Mon Dieu! disait-il, j'oublierais tout, je te prierais même pour le père, si tu voulais me rendre l'enfant.

Cette étrange proposition faite au Très-Haut ne manquait point d'arracher une exclamation à l'abbé; mais le doyen n'en tenait compte. La contemplation du portrait de Philippe, au lieu de l'apaiser, avait fouetté sa colère, et son imagination courait les champs comme un cheval échappé : il se levait, il s'écriait qu'il allait attaquer, mettre en pièces ce testament abominable. L'abbé alors de lui demander ce qu'il alléguerait, en présence des magistrats, contre le frère du commandant, car enfin il n'y avait guère à douter que cet avocat ne fût un honnête homme...

Il n'y avait pas à douter de cela? Vraiment si... Le doyen, poussé dans ses derniers retranchemens, accordait que l'avocat n'avait ni tué, ni volé, ni prêté de faux sermens, rien de plus; encore n'en aurait-il pas voulu jurer. L'abbé essayait en vain de le rappeler à la charité évangélique.—Est-ce la charité, répliquait le doyen, qui me rendra Philippe?...

Et d'ailleurs l'observation de la charité était bonne dans le temps où les méchans n'étaient point les maîtres; les choses depuis lors

ont bien changé!... Ah! si ce frère tuteur avait pris le doyen Verdelot pour un prêtre sans défense, il s'était trompé! N'aurait-il pas dû savoir à qui il avait affaire? Ce n'était pas à un de ces fils de paysan, comme on en voit trop souvent dans les ordres, que la peur de la misère a appelés, que la routine ensuite a élus. Il était d'une vieille race bourgeoise, et en le choisissant pour descendre sur lui, l'Esprit-Saint avait bien choisi, ma foi! Si M. le doyen avait de la piété, il avait aussi des talens, il se souvenait qu'il avait prêché de beaux sermons, et il porterait lui-même la parole devant les juges; il leur dirait...

— Je ne vois rien à leur dire, observait l'abbé, qui cherchait toujours à le ramener à la réalité des choses, sinon que le commandant a oublié de vous désigner pour le subrogé tuteur de son fils, ainsi que la loi le lui prescrivait, et que cette qualité, vous pouvez la prendre...

— Gardez votre qualité, s'écriait le doyen en fureur, je n'en veux point.

Non, de par tous les saints, il n'en voulait point de cette qualité ridicule. Non, ce n'était point sous le couvert du code, toujours dangereux pour un homme de sa robe, ce n'était pas en implorant ce titre misérable, et comme un mendiant de justice et de pitié, qu'il comptait se présenter devant les juges; c'était comme un ministre de l'église, venant dénoncer un impie qui avait reçu d'un ingrat et d'un insensé le pouvoir de perdre une jeune âme. — Hélas! répliquait l'abbé en soupirant, les juges d'à présent ne se mêlent point des âmes; vous vous trompez de plus de cent ans.

Ce soupir-là montrait bien que, si l'abbé avait plus de clairvoyance et de sagesse que son ancien, il n'était guère moins sensible aux regrets du passé. Le ton plaintif sur lequel cet avertissement était prononcé aurait dû pourtant donner à M. Verdelot bien de la confiance en son ami. Aussi il écoutait, il frémissait, mais ne se rendait point. Heureux si, pour prix de sa sagesse, l'abbé ne s'entendait pas accuser de pactiser avec le parti des philosophes et avec l'ennemi!

Et là-dessus le doyen le quittait, et allait s'asseoir dans son jardin, sous le cèdre, devant la même table jonchée maintenant des débris tombés de l'arbre que la servante n'enlevait plus, et qui naguère était couverte, pendant les matins d'été, des cahiers et des livres de Philippe. C'est là que l'enfant, élevé dans le sanctuaire et pour l'église, dont il devait être une des gloires, recevait de son oncle ces fameuses leçons de latin où jamais on ne mêlait le français. D'autres fois le pauvre oncle abandonné sortait de chez lui tout en désordre. Il errait un jour entier dans la campagne. Ce prêtre altier, qui jadis ne daignait parler aux plus notables de ses

paroissiens qu'en confession ou du haut de la chaire, abordait les paysans à la charrue. Il leur disait avec une mine égarée qu'un loup ravisseur était venu lui enlever son bien. — Mes amis, mes amis, leur criait-il, c'est mon enfant qu'on m'a pris! Ne m'aiderez-vous pas à le reprendre?

Et il arrivait que le soir ces pauvres gens, rencontrant l'abbé Joye, qui s'en retournait à sa cure de Saint-Pern, s'approchaient d'un air confus. Ils ne le craignaient point, lui, et quand ils avaient quelque chose à lui dire, ils n'y mettaient pas ordinairement tant de façons; seulement cette fois l'objet de la confidence était redoutable : ils voulaient lui parler du doyen de Fourières. Ils lui faisaient entendre, à travers bien des détours, que M. le doyen divaguait. Hélas! il ne le savait que trop bien.

Le pauvre doyen, demeuré seul, ne cherchait point le sommeil; il lisait, relisait mille fois jusqu'au matin ces deux lignes sèches, concises comme un défi, par lesquelles l'avocat Montgivrault lui avait appris qu'aux termes du testament de son frère il devenait le tuteur de Philippe. Ce bout de papier rendait des étincelles et lui faisait passer devant les yeux de cruelles visions tout en flammes. Le plus fort de son tourment était de ne point savoir si le cher petit exilé avait eu connaissance de cette lettre impudente, si au chagrin d'être arraché de Fourières Philippe avait dû joindre encore celui de voir son oncle humilié. La nuit s'écoulait; le matin, quand M. Verdelot descendait de sa chambre, que le ciel était pur, qu'une odeur de feuillage mouillé se répandait dans la fraîcheur de l'air et que pourtant la terre était sèche, il saluait d'un sanglot mal étouffé ce beau temps qui eût si bien convenu à Philippe pour une longue promenade, et qui autrefois était le meilleur pour ses jeux quand il était un petit enfant; puis, le cœur déchiré, il se rendait à l'église, et disait une partie de sa messe au moins pour le prisonnier qu'on retenait là-bas, au fond d'une ville noire, sous l'ombre humide des grands murs. A midi, il dînait seul, toujours seul. Souvent il faisait mettre le couvert de Philippe et sa chaise, et il croyait le voir assis à table devant lui. Le soir enfin, quand il reconduisait l'abbé Joye jusqu'au seuil du presbytère, jamais il ne manquait de lui dire : — L'abbé, croyez-vous que l'enfant ait beaucoup pleuré aujourd'hui en songeant à moi?

Ah! l'abbé eût bien voulu le croire. Il se hasardait même à dire qu'il le croyait, mais il le disait sans parler, se contentant d'incliner la tête. On peut bien mentir d'un signe pour fortifier les malheureux; mais il ne pouvait non plus s'empêcher de penser que Philippe, depuis trois mois qu'il était parti, avait eu le temps trois fois d'oublier son oncle, bien que jadis il l'aimât. Il savait que la jeunesse n'est pas faite pour rester fidèle aux absens : ses affections

sont comme un beau livre imprimé en caractères brillans qui ne sauraient durer; elle se plaît aux lieux nouveaux, s'attache aux nouveaux visages; elle a les vivacités du cœur, elle n'en a point la mémoire. Celui qui pleurait chaque jour, qui pleurait sans cesse, dont les larmes s'écoulaient avec la force de son âme et la source de sa vie, ce n'était point l'enfant, c'était le vieillard; ce n'était point l'exilé, mais le délaissé qui demeurait seul au foyer vide.

La santé du doyen s'altérait comme sa raison. L'abbé Joye observait en lui de redoutables signes. Jamais le pauvre doyen n'avait marché d'un pas si menaçant, le front bas, les yeux fichés en terre, comme s'ils avaient été retenus par un pressentiment invincible. La terre l'appelait, il inclinait de tout son poids vers elle. Nous marchons ainsi longtemps, regardant l'abîme qui va s'entr'ouvrir, choisissant et mesurant la place où nous allons tomber. Alors nos regrets, nos espérances, nos colères et nos haines, tout ce qui faisait de nous l'être vivant qui ne sera plus jette au moment de la chute un cri suprême. Jamais les plaintes du doyen n'avaient été si âcres, si bruyantes. — Philippe, Philippe, est-ce que je ne te verrai plus?

Un matin qu'il était plus absorbé encore que de coutume dans l'excès de sa douleur, assis dans son jardin, sous le cèdre, et répétant pour la centième fois depuis la veille le cruel : *je ne te verrai plus,* il aperçut se dessiner devant lui sur le sable une ombre qui ne pouvait être celle de l'abbé Joye, car elle était bien moins longue, et, levant les yeux, il reconnut Hyacinthe Fleuriel. Brusquement il alla vers elle, et, sans trop savoir ce qu'il faisait, il l'embrassa en lui disant : « Vous aussi, vous l'aimiez, ma fille. » Ces mots : « ma fille! » cette étreinte, l'air d'égarement du malheureux prêtre, firent sur Hyacinthe une si grande impression, qu'elle ne put au premier moment retenir ses larmes.

Hyacinthe avait été envoyée à Fourières pour prendre des nouvelles du doyen; elle y était accourue avec empressement, espérant en avoir aussi de Philippe, car à son âge on ne se lasse jamais d'espérer. Son aversion pour le doyen s'était bien effacée depuis quelque temps; elle en était venue plutôt à l'aimer. Elle l'aimait pour son désespoir, elle l'aimait pour sa folie, parce que Philippe en était l'objet. L'instinct de la prudence féminine, qui lui venait avec ses quinze ans, l'avait avertie qu'il fallait cacher les sentimens que lui faisait éprouver l'éloignement du jeune homme. C'est pourquoi elle ne répondit pas d'abord au doyen, de peur de se trahir; puis, la réflexion l'ayant fortifiée, elle osa prendre M. Verdelot par le bras, le força de se rasseoir, s'assit auprès de lui, et le regardant : — Si vous ne revoyez pas Philippe, lui dit-elle, c'est que vous ne faites rien pour le revoir.

— Quoi? s'écria-t-il.

Hyacinthe étendit vers lui sa petite main, qui tremblait. — Monsieur le doyen, reprit-elle, il faudrait écrire au tuteur.

Il fit un bond sur le banc. Hyacinthe n'en fut pas troublée et continua. Il demeura lui-même tout étourdi de tant d'audace. Il écoutait malgré lui; une sorte de lueur confuse se faisait dans son esprit. Il commençait à comprendre ce que l'Évangile a entendu par ces mots, qui lui avaient toujours paru manquer de sens : *la sagesse des enfans*. Elle consiste à céder aux mouvemens de son cœur, sans souci du reste. Peu à peu il devint plus attentif et fixa sur la jeune fille des yeux avides. Elle ne se possédait pas de joie, voyant qu'il ne s'était cabré qu'un moment contre cette terrible proposition : « il faudrait écrire au tuteur. » — Et pourquoi non? pensait-il. — Et pourquoi non? disait-elle. Il n'y a que le commencement de la témérité qui coûte. Et puisque le doyen paraissait accepter l'idée d'écrire, Hyacinthe se mit naïvement à lui exposer ce qu'elle dirait à l'avocat Montgivrault, si, au lieu d'être Hyacinthe Fleuriel, elle était le doyen de Fourières. En vérité, elle lui composait sa lettre.

Avant tout, il importait que cette lettre fût honnête, qu'elle eût un air de franchise et de simplicité, car enfin de quoi s'agissait-il? De prendre l'avocat au piége, et Hyacinthe avait ouï dire que les avocats sont madrés. M. le doyen par exemple pourrait, sans lui témoigner aucun ressentiment, sans le féliciter, il est vrai, de la préférence que lui avait accordée le capitaine, mais aussi sans la lui reprocher, lui demander seulement s'il comptait se montrer jaloux du trésor qui lui avait été confié au point de n'en jamais faire part à personne. Il pouvait ensuite s'étendre longuement, avec une apparente négligence, sur les avantages de la campagne, sur la pureté de l'air qu'on y respire, et terminer enfin en exprimant le vœu bien naturel qu'il fût permis au jeune Philippe de venir du moins passer le temps des vacances au presbytère avec lui.

— Oh! s'écria le doyen, une fois que nous le tiendrons...

— Sûrement, dit Hyacinthe, souriant de voir qu'il avait la même pensée qu'elle; écrivez, monsieur le doyen.

Et, comme elle jugeait qu'elle en avait bien dit assez, elle se disposait à partir. M. Verdelot avait déjà repris le chemin de la maison, la jeune fille était au bout du jardin; ils se retournèrent tous deux en même temps. Hyacinthe accourut. Le doyen avait les deux bras ouverts; il l'embrassa pour la seconde fois.

— Monsieur le doyen, dit-elle tout bas, on peut bien tromper ce vilain homme qui retient Philippe là-bas; cela n'est pas défendu.

— Non certes, ma fille, dit le doyen, cela n'est pas défendu.

— Pourtant, continua-t-elle, il ne faudrait pas faire connaître *nos* intentions à M. le curé de Saint-Pern; il les blâmerait.

Le doyen se prit à rire. Il n'avait pas ri depuis trois mois passés. — Eh! répliqua-t-il, nous ne lui dirons rien.

— A la bonne heure! fit Hyacinthe. Adieu donc, monsieur le doyen.

Et cette fois elle s'éloigna. Pour lui, il entra en chantonnant dans la maison; il monta tout d'un trait, sans s'arrêter une seule fois pour soupirer ou reprendre haleine, les degrés de l'escalier qui menait à sa chambre. Bernardine, témoin de ce spectacle extraordinaire, en devint blême d'épouvante. Elle pensa que le pauvre homme avait achevé de perdre la raison, qu'il allait se passer de terribles choses, et qu'elle ferait bien de sortir. Comme elle arrivait à la porte du jardin, elle rencontra l'abbé Joye qui entrait, et d'une voix entrecoupée elle lui fit part de ce qu'elle venait de voir. L'abbé accourut plein d'angoisses. Au moment où il pénétrait dans la chambre du doyen, celui-ci venait de terminer sa lettre; il la lui tendit. L'abbé lut, non sans s'être frotté deux fois les yeux. — Au nom du ciel! s'écria-t-il, qui vous a suggéré l'idée d'écrire cela?

— Le croiriez-vous? fit le doyen. C'est un enfant. C'est la petite Hyacinthe.

— Hyacinthe! et qui lui avait donné cette hardiesse?... L'abbé demeura un instant sans répondre. Il admirait les desseins de Dieu qui se poursuivaient sur les deux enfans. Il savait bien, lui, qu'Hyacinthe aimait Philippe. Il pria le doyen de lui raconter l'entretien qu'il avait eu avec la jeune fille. En l'écoutant, il souriait, il avait les larmes aux yeux.

Il ne douta pas une seconde du succès de cette lettre, qui était le fruit d'une inspiration de l'innocence. Il pensait aussi que, puisque le doyen, pour l'écrire, avait fait le sacrifice de son orgueil, Dieu lui en devait une bonne récompense. Il embrassa M. Verdelot. Ce n'était ce jour-là qu'embrassades au presbytère. — Les deux prêtres ensuite se mirent à table. L'abbé occupa la place de Philippe; le doyen lui représenta plusieurs fois qu'il faudrait bientôt la rendre. Le dîner du lendemain ne fut pas moins gai. Le moment approchait où l'on allait avoir des nouvelles; on avait calculé que l'avocat Montgivrault prendrait trois jours pour répondre.

On ne se trompait point. Cette réponse arriva le quatrième jour. Bernardine, ayant reçu le pli du facteur de la poste, se fit une fête de la porter à son maître. Aussi bien elle ne l'avait pas vu descendre, et l'heure de sa messe était passée. Elle entra donc dans sa chambre, et trouva le doyen mort dans son lit.

PAUL PERRET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

L'ITALIE

ET LA VIE ITALIENNE

SOUVENIRS DE VOYAGE.

II.

LE MONT-CASSIN. — ROME, LES ANTIQUES. — RAPHAEL.

2 mars 1864, de Naples à San-Germano et à Rome.

Jusqu'à Capoue, la campagne est un jardin (1). Une récolte verte, fraîche comme en mai, couvre la plaine; de quinze en quinze pieds, un orme ébranché soutient une vigne tortueuse qui pousse un sarment jusqu'à l'autre tronc; tout le champ fait ainsi une large treille. Au-dessus de ce treillis brun des vignes, au-dessus des rameaux blanchâtres des ormes, les pins-parasols, comme une race étrangère et supérieure, élèvent tranquillement leur coupole noire.

Le Vulturne est une médiocre rivière jaunâtre, et Capoue une ville moins qu'ordinaire; mais cette campagne est si riche! Le sol végétal a parfois la hauteur d'un homme, et l'air est si doux qu'on laisse ouvertes toutes les fenêtres du wagon. On pense aux anciens Samnites en regardant l'âpre amas de montagnes qui montent derrière la ville. Comment ces loups des gorges et des hauteurs ne seraient-ils pas tombés sur la proie de la plaine? Une pareille ville était une curée. On pense encore aux paroles de Tite-Live, à cette grande scène d'emphase et de sincérité méridionale où les députés, prosternés dans le vestibule de la curie, supplians, les yeux pleins

(1) Voyez, pour la première partie, la *Revue* du 15 décembre 1864.

de larmes, livrent en propriété au peuple romain leurs corps et leurs biens, « la ville de Capoue, le peuple campanien, les champs, les temples des dieux, toutes les choses divines et humaines. » Quel zèle pour l'état, quelles préoccupations politiques chez le moindre artisan, quelle confusion forcée des intérêts privés et des intérêts publics, quand du haut des murs chacun voyait approcher des bandes de pâtres pillards semblables aux brigands d'aujourd'hui, quand toutes les semaines, dans le temple principal, les citoyens délibéraient sur les moyens de n'être pas pillés, tués ou vendus? Nous ne comprendrons jamais la passion d'un ancien pour sa ville.

Ces montagnes sont presque nues, âpres, hérissées de petits rocs qui semblent les ruines d'un écroulement, comme si les cimes et les versans avaient frissonné pendant un tremblement de terre, et que leur écorce fendillée se fût dispersée en lambeaux. La raide arête tranche comme une lame au milieu de l'air. Point d'arbres, quelques buissons maladifs ou tenaces, des mousses, parfois rien. La montagne allonge son triangle ébréché comme un amas de scories; d'autres debout, crevassées comme par la fureur d'un incendie, se dressent, pareilles à une momie pleine de cendres, au milieu de leurs compagnes fauves. Les plus hautes, à l'horizon, ont un panache de neige. De là sortaient les Samnites, les aventuriers des « printemps sacrés, » en peaux de bique, les pieds entortillés de cordes, avec la barbe, avec les yeux noirs et fixes des pâtres que voici devant nous. Il faudrait avoir vécu en Californie ou en Nouvelle-Zélande pour se représenter aujourd'hui la situation d'une cité antique.

Le ciel est aussi beau qu'en juin, chaud et splendide. Les montagnes, des deux côtés, sont d'un bleu simple et grave (*cœruleus*), et s'ordonnent les unes derrière les autres en amphithéâtre, comme pour le plaisir des yeux. L'air, épaissi par la distance, pose un superbe vêtement éclatant et diaphane sur ces grands corps, et au-dessus d'eux des nuages paisibles étagent leurs volutes de neige.

Il a plu violemment la veille, et des travailleurs de toute espèce déblaient la route, défoncée par les torrens. Pour la première fois, voici des femmes vraiment belles : elles sont en guenilles, et on ne les toucherait pas avec des gants; mais à dix pas elles ressemblent à des statues. A force de porter l'eau, le mortier, tous les fardeaux sur leur tête, elles ont pris l'attitude droite, la démarche noble d'une canéphore. Un épais linge blanc leur couvre la tête et, retombant des deux côtés, les protége contre le soleil. Dans cette blancheur, la chaude couleur de la peau, les yeux noirs, sont d'un éclat admirable. Plusieurs ont des traits réguliers; une d'elles, un

peu pâle, est aussi fine qu'une figure de Vinci. La chemise se chiffonne autour du cou au-dessus du corset, et semble faite exprès pour la peinture; la jupe tombe en tuyaux naturellement, parce que le corps se tient droit.

A mesure que le soir approche, les montagnes étagées à l'orient deviennent plus belles. Elles ne sont point trop proches ni trop grandes, accablantes comme les Pyrénées, tristes comme les Cévennes. Entre elles s'étend une large campagne fertile, elles sont toutes décoratives et servent de second plan au tableau. Leur noblesse est parfaite et aussi leur douceur. Insensiblement elles prennent les teintes de la violette, du lilas, de la mauve. Plusieurs semblent une jupe de moire avec ses cassures; les fortes arêtes, les saillies nues ne sont à cette distance que des plis lustrés. Les villes et les bourgs sur les hauteurs forment des groupes blancs, et l'azur du ciel est si pur, si fort, et cependant si suave, que je ne me souviens pas d'avoir vu une plus belle couleur.

Le Mont-Cassin.

Je connaissais un des supérieurs du Mont-Cassin; j'y suis monté en passant. Tu as lu ce nom, c'est celui de la principale et de la plus ancienne abbaye des bénédictins. Elle est du VIe siècle, fondée sur l'emplacement d'un temple d'Apollon; mais les tremblemens de terre l'ont plusieurs fois détruite, et aujourd'hui l'édifice est du XVIIe. De ce centre, la vie monastique s'est propagée à travers l'Europe barbare dans les temps les plus noirs du moyen âge. Ce qui restait de la civilisation antique reposait ainsi dans des coins écartés, sous la croûte monacale, comme une chrysalide dans sa gaîne. Les moines copiaient des manuscrits au bourdonnement des litanies; cependant les sauvages du Nord passaient et repassaient dans les vallées, apercevant sur la cime rocheuse les fortes murailles qui protégeaient le dernier asile. Maintes fois ils les ont forcées; plus tard, convertis, ils baissaient la tête avec une horreur superstitieuse, et venaient toucher les reliques. Un roi dont l'histoire est peinte sur la muraille a laissé ici sa couronne pour prendre la robe de moine.

Pour monter au couvent, on part de San-Germano; c'est une petite ville sur un pan de montagne, pauvre et laide, où des ruelles caillouteuses, grimpantes, s'échelonnent avec des enfans en guenilles et des porcs errans. Les portes des maisons sont ouvertes; le porche noir tranche sur la blancheur crue des murailles, et les ustensiles de ménage, vaguement entrevus à travers l'ombre mouvante, poudroient dans la profondeur, pailletés de clartés qui tremblent. Sur la droite, au-dessus d'un entassement extraordinaire de blocs roussis, la montagne disloquée porte un débris de château féodal. Sur la gauche, pendant une heure et demie, une route en

zigzag monte jusqu'au sommet; des lentisques, des touffes de graminées, luisent entre les quartiers de roche; à chaque pas, les lézards filent entre les pierres. Plus haut apparaissent les chênes-verts, des buis, des genêts, de grands euphorbes, et toute la végétation d'hiver qui a pu subsister entre les blocs croulans, sur les mamelons de pierre stérile.

Du côté vide se déploie l'armée des montagnes; rien que des montagnes, ce sont les seuls habitans, elles occupent tout le paysage; derrière elles, d'autres encore, et ainsi plusieurs files. Une d'elles, la tête déchirée, s'avance comme un promontoire, et son long squelette semble un saurien monstrueux accroupi à l'entrée de la vallée. Un tel spectacle laisse bien loin derrière soi les Colisée, les Saint-Pierre, tous les monumens humains. Chacune a sa physionomie, ainsi qu'un visage animé, mais une physionomie inexprimable, parce qu'aucune forme vivante ne correspond à cette forme minérale; chacune a sa couleur, l'une grise et calcinée comme une cathédrale écroulée dans la flamme, d'autres brunes et rayées par les eaux de longs sillons blancs, les plus lointaines bleues et sereines, les dernières blanchâtres dans la plus glorieuse robe de lumière vaporeuse, toutes tachetées magnifiquement par les ombres de leurs voisins et par les noirceurs mouvantes des nuages, toutes, si diverses qu'elles soient, audacieuses ou rechignées, grandioses ou lugubres, ennoblies par la lumière veloutée qui les couvre et par la grande coupole céleste dont leur énormité les fait dignes. Nulle cariatide ne vaut ces colosses.

A la cime, sur une esplanade, s'étend le grand couvent carré, étageant ses terrasses, assis dans son enceinte de jardins pierreux, et le peuple de sommets nus fait un chœur dont il est le centre. Au bout d'un long porche en pente, on aperçoit une cour entourée de colonnes. De là, un large escalier élève ses gradins jusqu'à une cour plus haute, munie aussi de ses portiques; les statues des abbés, des princes, des bienfaiteurs, font autour des murailles une assemblée silencieuse. Au fond s'ouvre l'église; du portail on suit les rangées de colonnes, la courbe des arcs qui tranchent l'azur, puis au-delà, dans la poussière lumineuse du soir, l'ample architecture des montagnes. Pierre et ciel, il n'y a rien d'autre; cela donne envie d'être moine.

Ma chambre est au bout d'un de ces énormes corridors où l'on se perd; les deux fenêtres donnent chacune sur un horizon distinct de montagnes. Presque point de meubles; au milieu, en guise de foyer, brûle un *brasero* sous des cendres blanches. Aux murs sont pendues de vieilles estampes d'après Luca Signorelli, de superbes corps nus posés comme des lutteurs à la façon de Michel-Ange. Dans l'autre pièce sont de vieux petits tableaux noircis, *Tobie et l'Ange*,

entre des colonnades. Les moindres objets portent l'empreinte de l'ancienne grandeur.

Les savans de Rome viennent souvent ici passer deux ou trois mois dans les chaleurs de l'été, afin de travailler à leur aise, au frais et en silence. La bibliothèque a quarante mille volumes et une quantité de diplômes. L'hospitalité est complète, il n'y a pas de tronc, à peine si l'on peut donner quelque chose au domestique. L'ordre a gardé ses anciennes traditions, son goût pour la science, son esprit libéral. Les moines ne sont point cloîtrés, séparés du monde; ils peuvent sortir et voyager. Un d'entre eux, le père Tosti, est un historien, un penseur, un réformateur respectueux, mais imbu de l'esprit moderne, persuadé qu'il faut désormais concilier l'église et la science. Ils travaillent comme autrefois et ils enseignent. Sur trois cents habitans du monastère, il y a vingt moines et environ cent cinquante élèves qu'on conduit depuis les rudimens jusqu'à la théologie. Le soir, au-dessous de nous, dans un creux plein de genêts et de lentisques, nous entendions les enfans du séminaire crier et courir, et leurs robes noires, leurs chapeaux à larges bords, apparaissaient entre le vert des arbres.

Nous avons dîné seuls dans l'immense réfectoire, à la lumière d'une lampe de cuivre, presque semblable à celles de Pompéi, sans verre; la petite flamme jetait une clarté vacillante sur les dalles, sur la grande voûte de pierre; tous les reflets se noyaient dans l'obscurité envahissante et vague. Sur la droite une fresque énorme du Bassan, *la Multiplication des pains*, tout un pan de muraille couverte de figures entassées, flottait comme une apparition de vieux fantômes, et quand le servant arrivait portant les plats, sa forme noire, solitaire au milieu de la pénombre jaunâtre, semblait aussi celle d'une ombre...

Le matin entre par votre fenêtre sans rideaux et vous éveille. Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de choses aussi belles au monde qu'une pareille heure en pareil lieu. On s'étonne au premier regard de retrouver à la même place que la veille cette assemblée de montagnes. Elles sont plus sombres qu'hier, le soleil ne les a pas encore touchées, elles restent froides et graves; mais dans le grand cirque qui s'évase au pied du couvent, dans les vallées voisines, on voit s'élever et planer des centaines de nuages, les uns blancs comme des cygnes, les autres diaphanes et fondans, quelques-uns accrochés aux rocs comme une gaze, d'autres suspendus, nageant, semblables à la vapeur qui flotte au-dessus d'un cours d'eau. Le soleil monte, et tout d'un coup son rayon oblique peuple les profondeurs. Les nuages illuminés forment un essaim d'êtres aériens, délicats, tous d'une grâce délicieuse; les plus lointains luisent faiblement comme un voile de mariée, et toutes ces blancheurs, toutes

ces splendeurs mouvantes font un chœur angélique entre les noires parois des amphithéâtres; la plaine a disparu, on n'aperçoit que les montagnes et les nuages, les vieux monstres immobiles et sombres, et les jeunes dieux vaporeux, légers, qui volent et se fondent capricieusement les uns dans les autres, et prennent pour eux seuls toute la caresse du soleil.

L'église est du XVII[e] siècle, peinte par Luca Giordano et par le Josépin. Comme la chartreuse de Naples, on l'a revêtue de marbres précieux incrustés les uns dans les autres, en sorte que le pavé ressemble à un beau tapis, et les murs à un riche papier peint. L'ancienne gravité et l'ancienne énergie de la renaissance disparaissaient; on touchait déjà aux mœurs de cour et de salon. Aussi l'architecture est l'œuvre d'un paganisme mondain et montre un dilettantisme de décorateur; coupoles, arcades, colonnes tordues, corinthiennes, de tout genre, figures sculptées, dorures, ils ont entassé là toutes les ressources de leur art. Les stalles du chœur sont travaillées avec un fini étonnant, couvertes de figurines et de feuillages. Les peintures plafonnent dans la coupole, s'étalent dans la nef, regorgent sur les chapelles, s'emparent des coins, se déploient en compositions énormes sur le portail et sur les voûtes. Le coloris flatte l'œil comme une robe de bal. Une charmante Vérité de Luca Giordano n'est presque vêtue que de ses cheveux blonds; une autre figure, la Bonté, est, dit-on, le portrait de sa femme. Les autres Vertus, si gracieuses, sont les riantes et amoureuses dames d'un siècle qui, assis dans la paresse et résigné au despotisme, ne songeait plus qu'à la galanterie et aux sonnets. Le peintre froisse la soie, tortille les étoffes, suspend des perles aux oreilles mignonnes, fait reluire des colliers d'or sur la fraîcheur des épaules satinées, et poursuit tellement le brillant et l'agréable que sa fresque de l'entrée, *la Consécration de l'église*, est une somptueuse et tumultueuse parade d'opéra.

L'autel, dit-on, est de Michel-Ange; deux enfans géans le soutiennent. Une pesante crosse d'or est de Cellini. L'orgue a les jeux les plus compliqués et les plus brillans; deux moines sont Allemands, et étudient dans les archives les trésors enfouis de l'ancienne musique. On a tout ici, les arts, la science, les grands spectacles de la nature. Voilà ce que le vieux monde féodal et religieux avait fait pour les âmes pensives et solitaires, pour les esprits qui, rebutés par l'âpreté de la vie, se réduisaient à la spéculation et à la culture d'eux-mêmes. La race en subsiste encore, seulement ils n'ont plus d'asile, ils vivent à Paris, à Berlin, dans des mansardes; j'en sais plusieurs qui sont morts, d'autres s'attristent et se raidissent; d'autres s'usent et se dégoûtent. La science fera-t-elle un

jour pour ses fidèles ce que la religion a fait pour les siens? Y aura-t-il un Mont-Cassin laïque?

Rome, 10 mars.

Tu demandes si l'on s'amuse à Rome. S'amuser est un mot français et n'a de sens qu'à Paris. Ici, quand on n'est pas du pays, il faut étudier; nulle autre ressource. Je passe trois ou quatre heures par jour devant des tableaux et des statues; j'écris mon impression, telle quelle et sur place, et je n'écris que lorsque j'ai une impression. Ainsi ne cherche pas ici une description complète ni un catalogue; achète plutôt Murray, Forster ou Valery : ils te donneront les renseignemens d'art ou d'archéologie. Encore sont-ils bien secs, et ce n'est pas leur faute; est-ce qu'avec des mots alignés sur le papier on peut faire voir des couleurs et des formes? Ce qu'il y a de meilleur, ce sont les estampes, surtout les vieilles, par exemple les Piranèse. Ouvre tes cartons, regarde ces grandes places carrées, bordées de hautes fabriques et de dômes, poudreuses, traversées d'ornières, où passe un carrosse Louis XIV chargé de laquais, pendant que des vauriens approchent, quêtant une aumône, ou dorment appuyés contre une colonne. Cela parle plus clairement que toutes les descriptions du monde; seulement il en faut rabattre : l'artiste a choisi un beau moment, un effet de lumière intéressant, il n'a pu s'empêcher d'être artiste; de plus une estampe a l'avantage de ne pas sentir mauvais, et les gueux qu'on y voit n'inspirent ni compassion ni dégoût. Tu m'envies d'être à Rome : je suis content d'y être venu, parce que j'y apprends beaucoup de choses; mais pour le vrai plaisir, le plaisir sans mélange et poétique, je le trouvais plus aisément quand avec toi, sous ta lampe, à onze heures du soir, je fouillais tes vieux cartons.

Quant à la vie, elle n'a rien ici d'intéressant. J'ai loué un petit logement chez de braves gens, demi-bourgeois, tout à fait Romains, qui réservent toute leur propreté pour leurs hôtes et toute leur malpropreté pour eux-mêmes. Un des fils est avocat, un autre employé. La famille vit en louant les chambres qu'elle a sur le devant, et se confine dans les pièces du fond. On ne balaie pas l'escalier, la maison n'a ni concierge ni porte; entre qui veut. En revanche, la porte de chaque appartement est massive et capable de résister à une attaque. Pas de lumière; les locataires emportent le soir des allumettes dans leur poche; aucun moyen de s'en passer, sauf les jours de lune. Un de nos amis avait placé à ses frais un quinquet sur son palier; le soir, le quinquet était volé; un second et un troisième quinquet ayant eu le même sort, il est revenu aux allumettes. Le matin, on déjeune au café Greco; c'est une longue pièce, basse, enfumée, point du tout brillante ni coquette, mais commode;

il paraît qu'il en est ainsi partout en Italie. Celui-ci, qui est le meilleur de Rome, semblerait de troisième ordre à Paris. Il est vrai que presque tout y est bon et à bas prix; le café, qui est excellent, coûte trois sous la tasse. Cela fait, je vais dans un musée, dans une galerie, presque toujours seul; sans cela, impossible d'avoir des impressions à soi et surtout de les suivre; la conversation et la discussion font sur les rêves et les images intérieures l'effet d'un coup de balai sur une volée de papillons. Tout en vaguant dans les rues, j'entre dans les églises, mon guide imprimé m'en dit l'architecte et le siècle; cela les remet pour moi dans leur entourage historique et me fait raisonner involontairement sur les mœurs d'où elles sont nées. Rentré chez moi, je trouve sur ma table des livres du temps, surtout des mémoires et des poèmes; je lis une heure ou deux, et j'achève de griffonner mes notes. A mon sens, Rome n'est qu'une grande boutique de bric-à-brac; qu'y faire, à moins d'y suivre des études d'art, d'archéologie et d'histoire? Je sais très bien pour mon compte que si je n'y travaillais pas, le désordre et la saleté du bric-à-brac, les toiles d'araignées, l'odeur de moisi, la vue de tant de choses précieuses, autrefois vivantes et complètes, maintenant dédorées, mutilées, dépareillées, me jetteraient dans les idées funèbres. Le soir venu, on appelle un fiacre et l'on fait des visites. On m'a muni de lettres d'introduction, je vois des personnes de toute opinion et de toutes conditions, et j'ai rencontré beaucoup de politesse et de bienveillance. Mon hôte me parle du temps présent, de religion, de politique; j'essaie de ramasser quelques idées sur l'Italie d'aujourd'hui, elle est le complément de l'Italie d'hier, et comme une dernière pièce dans une série de médailles; toutes ces médailles se commentent et s'expliquent les unes les autres; je fais sur elles mon métier ordinaire; après avoir touché à bien des choses, je trouve qu'il n'y en a qu'une de bonne ou du moins de supportable, qui est de faire son métier.

Rome, l'arrivée.

Cette Rome hier au soir toute noire, sans boutiques, avec quelques becs de gaz éloignés les uns des autres, quel spectacle mortuaire! La place Barberini, où je loge, est un catafalque de pierre où brûlent quelques flambeaux oubliés; les pauvres petites lumières semblent s'engloutir dans le lugubre suaire d'ombre, et la fontaine indistincte chuchote dans le silence avec un bruissement de spectre. On ne peut rendre cet aspect de Rome le soir; le jour, « cela sent le mort » (1); mais la nuit, c'est toute l'horreur et la grandeur du sépulcre.

(1) Mot d'un voyageur moderne.

Premier dimanche, messe à la Sixtine.

On fait queue à l'entrée, les femmes sans chapeau, en voile noir, les hommes en habit noir officiel : c'est l'uniforme; mais on met son plus vieil habit, quelques hommes ont un pantalon brun et un chapeau gris à larges bords : l'assemblée semble composée de clercs d'huissier et d'entrepreneurs de pompes funèbres. On est là par curiosité, comme à une pièce de théâtre; les ecclésiastiques eux-mêmes causent librement et avec entrain de choses indifférentes.

Il s'établit autour de moi une conversation sur les chapelets. A Paris, ils coûtent trente-six francs la douzaine; ici les meilleurs, au meilleur marché, se trouvent derrière l'église Santa-Maria sopra Minerva. « Je retiendrai ce nom; par où faut-il passer? — Vous savez que nous n'aurons pas le pape aujourd'hui, il est souffrant. — Moi, je suis logé via del Babuino à cinq francs par jour, le déjeuner compris; mais le vin est faible. — Les singuliers Suisses coloriés et bigarrés! On dirait des figurans d'opéra. — Celui qui vient d'arriver, c'est le cardinal Panebianco, un moine tout gris; à la première vacance, il sera *papabile*. — Moi, je n'aime pas l'agneau, on ne peut pas avoir ici de vrai gigot. — Vous allez entendre Mustapha le soprano, un homme admirable. — Est-ce qu'il est Turc? — Ni Turc ni homme. — Monsignor Landriani, une belle tête, mais un âne de première qualité! — Les Suisses sont du XVI[e] siècle, regardez leur fraise, leur plumet blanc, leur hallebarde, les raies rouges, jaunes et noires de leur justaucorps; on dit que le costume a été dessiné par Michel-Ange. — Michel-Ange a donc tout fait ici? — Tout ce qu'il y a de meilleur. — Alors il aurait bien dû améliorer le gigot. — Vous vous y habituerez. — Pas plus qu'au vin, et les jambes commencent à me rentrer dans le corps. »

L'office est une belle cérémonie; les chapes damasquinées luisent à chaque mouvement; l'évêque et ses acolytes sont de haute taille, noblement drapés; ils font et défont leurs files avec les attitudes les plus graves et les mieux choisies. Cependant un à un les cardinaux se sont avancés la calotte rouge sur la tête; deux caudataires portent leur queue violette; ils s'asseyent, et chacun d'eux a ses caudataires à ses pieds. Beaucoup de têtes sont creusées et profondément expressives, surtout parmi les moines; mais nulle ne l'est plus que celle du prélat officiant : maigre, noir, les deux yeux enfoncés, le front saillant et superbe, il s'assied comme un dieu égyptien, immobile sous sa haute mitre blanche, dans les plis chatoyans de son étole. — Un général des théatins, en robe brune et casaque blanche, a prononcé un sermon latin, bien accentué, accompagné d'excellens gestes, sans cris ni monotonie. — Ç'aurait été un sujet d'estampe pour Sébastien Leclerc.

Musique vocale : ce sont d'affreux braillemens; il semble que les intervalles étranges, inouis, aient été accumulés à plaisir. On démêle bien des modulations tristes et originales, mais l'harmonie est brutale, et il y a des coups de gosier de chantre ivre. Ou je n'ai plus d'oreille, ou les notes fausses abondent; les voix hautes ne sont qu'un glapissement; le gros chantre du milieu beugle; on le voit dans sa cage qui sue et se travaille. Il y a eu après le sermon un beau chant d'un style élevé et sévère; mais quelles désagréables voix, celles du haut aigres, celles du bas aboyantes!

La sortie est curieuse : on voit, au bout de la colonnade, chaque cardinal monter en carrosse; trois laquais sont empilés derrière; le parapluie rouge posé sur la caisse indique aux Suisses qu'ils doivent présenter les armes. La procession des personnages lointains sous les arcades, les Suisses bariolés, les femmes en noir et voilées, les groupes qui se font et se défont sur les escaliers, les fontaines jaillissantes qu'on aperçoit entre les colonnes, forment un tableau, chose inconnue à Paris; la scène a une ordonnance, un cadre, un effet. On reconnaît les vieilles gravures.

A force d'errer dans les rues, à pied ou en voiture, on finit par trouver ceci qui surnage au milieu de tant d'impressions : Rome est sale et triste, mais non commune. La grandeur et la beauté y sont rares comme partout; mais presque tous les objets sont dignes d'être peints et vous tirent de la petite vie régulière et bourgeoise. D'abord elle est sur des collines, ce qui donne aux rues une diversité, un caractère. Selon la pente, le ciel est coupé diversement par les files des maisons. Ensuite quantité de choses indiquent la force, même aux dépens du goût; églises, couvens, obélisques, colonnades, fontaines, statues, tout cela révèle soit un grand parti-pris dans la vie, soit la grandeur des richesses accumulées par la conquête matérielle ou spirituelle. Un moine est un animal étrange, d'une race perdue. Une statue ne correspond pas aux besoins d'un bourgeois. Une église, même jésuitique, si emphatique qu'en soit la décoration, témoigne d'une corporation redoutable. Ceux qui ont fait le moine, la statue ou l'église, ont marqué visiblement sur la trame vulgaire de l'histoire, soit par le renoncement, soit par la puissance. Un couvent comme la *Trinità-del-Monte*, avec son air de forteresse fermée, une fontaine comme celle de Trevi, un palais massif, monumental, comme ceux du Corso et de la place de Venise, annoncent des vies et des goûts qui ne sont pas ordinaires.

D'autre part les contrastes abondent; au sortir d'une rue bruyante et vivante, vous longez pendant un quart de lieue un mur énorme, suintant, incrusté de mousses; pas un passant, pas une charrette; de loin en loin une porte à boulons de fer s'arrondit sous une arcade basse : c'est la sortie secrète d'un grand jardin. — Vous tournez à

gauche, et vous voilà dans une rue d'échoppes et de fritures, où pullule une canaille débraillée, où les chiens quêtent parmi les tas d'ordures. — Elle aboutit au portail sculpté, enjolivé d'une église trop ornée, sorte de bijou ecclésiastique tombé sur un fumier. Au-delà, les rues noirâtres et désertes recommencent à développer leurs files. Tout d'un coup, par une porte entre-bâillée, vous voyez un bois de lauriers, de grands buis taillés, un peuple de statues parmi des jets d'eau vive. Un marché de choux s'étale autour d'une colonne antique. Des baraques recouvertes d'un parapluie rouge se nichent contre la façade d'un temple ruiné, puis subitement, au sortir d'un monceau d'églises et de taudis, vous apercevez des tapis de verdure, des potagers, et au-delà tout un pan de campagne.

Enfin les trois quarts des maisons ont une tournure originale; chacune intéresse par elle-même. Elles ne sont pas un simple massif de maçonnerie, une chose commode où on loge, et qui ne dit rien. Plusieurs portent une seconde maison plus petite, et au-dessus une terrasse couverte, un petit promenoir aérien. Les plus laides, avec leurs barreaux rouillés, leurs corridors noirs, leurs escaliers encrassés, sont rebutantes, mais on les regarde.

Je compare Rome encore une fois à l'atelier d'un artiste, non pas d'un artiste élégant, qui, comme les nôtres, songe au succès et fait montre de son état, mais d'un vieil artiste mal peigné, qui en son temps avait du génie, et qui aujourd'hui se dispute avec ses fournisseurs. Il a fait faillite, et les créanciers ont plus d'une fois démeublé son logis; mais ils n'ont pu emporter les murailles, et ils ont oublié beaucoup de beaux objets. En ce moment, il vit de ses débris, sert de cicerone, empoche le pourboire, et méprise un peu les richards dont il reçoit les écus. Il dîne mal, mais il se console en pensant aux glorieuses expositions où il a figuré, et il se promet tout bas, parfois même tout haut, que l'an prochain il prendra sa revanche. Il faut avouer que son atelier sent mauvais, les planchers n'ont pas été balayés depuis six mois, le sopha a été brûlé par les cendres de la pipe, des savates éculées traînent dans un coin, on aperçoit sur un buffet des pelures de saucisson et un morceau de fromage; mais ce buffet est de la renaissance, cette tapisserie râpée, qui cache un mauvais matelas, vient du grand siècle, le long du mur où monte l'ignoble tuyau de poêle pendent des armures, de précieuses arquebuses damasquinées. Il faut y venir et n'y pas rester.

Nous avons traversé de longues rues en pente, enfermées entre des murailles énormes, toutes borgnes ou grillées, sur un interminable pavé solitaire qui luit, et nous sommes allés, en passant devant le palais de Lucrèce Borgia, jusqu'à Saint-Pierre-aux-Liens, pour voir le Moïse de Michel-Ange. Au premier aspect, il surprend moins qu'on ne l'aurait cru. On l'a vu gravé ou réduit; là-dessus

l'imagination, comme toujours, a exagéré; de plus il est poli, fini avec une perfection extrême. Il est dans une église parée et brillante; on l'a encadré joliment dans une jolie chapelle. Toutefois, à mesure qu'on le regarde, la masse colossale fait son effet; on sent la volonté impérieuse, l'ascendant, l'énergie tragique du législateur et de l'exterminateur. Par ses muscles héroïques, par sa barbe virile, c'est un barbare primitif, un dompteur d'hommes; par sa tête allongée, par les saillies des tempes, c'est un ascète. S'il se levait, quel geste et quelle voix de lion!

Ce qu'il y a de plus charmant ici, c'est ce qu'on rencontre en chemin sans s'y attendre : tantôt le palais du Quirinal au sommet d'une colline, tout entier détaché dans l'air grisâtre, en face les chevaux et les colosses de bronze, un peu plus loin les verdures pâles d'un jardin et un horizon immense où fondent les nuages; tantôt un couvent arménien avec ses eaux d'arrosement qui courent dans des rigoles de pierre, avec ses palmiers jetés au hasard, avec son énorme vigne, qui à elle seule fait un berceau, avec ses beaux orangers si nobles et si tranquilles sous leurs pommes d'or. Des figuiers d'Afrique viennent chauffer leurs plaques épineuses le long des roches; les branches fines des arbres commencent à verdir; on n'entend que le bruit presque insensible d'une petite pluie tiède. Qu'on serait bien ici pour être oisif, regarder ses sensations intimes! Mais il faudrait avoir l'âme toujours gaie ou du moins toujours saine.

Les statues.

Bien m'en a pris d'emporter dans ma malle quelques livres grecs; rien n'est plus utile, et d'ailleurs les phrases classiques reviennent sans cesse à l'esprit dans ces galeries; telle statue rend sensible un vers d'Homère ou un début de dialogue dans Platon. Je t'assure qu'ici un Homère et un Platon sont de meilleurs guides que tous les archéologues, tous les artistes, tous les catalogues du monde. Du moins ils sont plus amusans, et pour moi plus clairs. Quand Ménélas est blessé par une flèche, Homère compare son corps blanc taché par le sang rouge à l'ivoire qu'une femme carienne a trempé dans la pourpre pour en faire un morceau de frein. « Beaucoup de cavaliers l'ont demandé; mais c'est une pièce précieuse réservée pour la maison du roi, et qui sera un ornement pour le cheval en même temps qu'un sujet de gloire pour le cocher. Telles étaient, Ménélas, tes cuisses bien formées, tes jambes tachées par le sang qui descendait jusqu'à tes beaux talons. » Cela est *vu*, vu comme par un peintre et par un sculpteur; Homère oublie la douleur, le danger, l'effet dramatique, tant il est frappé par la couleur et la forme; au contraire, qu'y a-t-il de plus indifférent pour le lecteur

vulgaire que la tache rouge coulante et la belle ligne de la jambe, surtout en pareil moment? Il manque aux anciens d'être commentés par des artistes; jusqu'à présent, ils ne l'ont été que par des érudits de cabinet. Ceux qui connaissent leurs vases n'en voient que le dessin, la belle composition régulière, le mérite classique; il reste à retrouver le coloris, l'émotion, la vie; tout cela surabondait : il n'y a qu'à voir la pétulance, les bouffonneries, l'incroyable imagination d'Aristophane, sa profusion d'inventions imprévues et saugrenues, sa fantaisie, sa polissonnerie, l'incomparable fraîcheur, les sublimités soudaines de la poésie qu'il jette au milieu de ses grotesques; on mettrait ensemble tout l'esprit et toute la verve des ateliers de Paris depuis vingt ans qu'on n'en approcherait pas. La tête humaine était alors bâtie et meublée d'une façon particulière; les sensations y entraient avec un autre choc, les images avec un autre relief, les idées avec une autre suite. Par certains traits, ils ressemblaient aux Napolitains d'aujourd'hui, par quelques-uns aux Français sociables du XVIIe siècle, par d'autres aux jeunes lettrés des républiques du XVIe siècle, par d'autres enfin aux Anglais armés qui s'établissent en ce moment dans la Nouvelle-Zélande; mais il faudrait une vie d'homme et le génie d'un Goethe pour reconstruire de pareilles âmes. J'entrevois, je ne vois pas.

Il y a ici, outre les collections particulières, deux grands musées de sculptures antiques, celui du Capitole et celui du Vatican. Ils sont fort bien disposés, surtout le second; les statues les plus précieuses sont dans des cabinets distincts, peints en rouge sombre, en sorte que les yeux ne sont point distraits, et que la statue a tout son jour. L'ornementation est grave et d'une sobriété antique; les traditions se sont conservées ou renouvelées ici mieux qu'ailleurs; les papes et leurs architectes ont eu de la grandeur dans le goût, même au XVIIe et au XVIIIe siècle.

Pour les deux édifices, je te renvoie encore à tes estampes; les vieilles sont les meilleures, d'abord parce qu'elles partent d'un sentiment plus vrai, ensuite parce qu'elles sont tristes, ou du moins sévères. Dès qu'un dessin est propre, soigné, surtout dès qu'il se rapproche des élégantes illustrations contemporaines, il représente Rome à contre-sens. Il faut compter qu'un monument, même moderne, est négligé et sale, l'hiver l'a gercé; la pluie l'a encroûté de taches blafardes; les dalles de la cour ne joignent plus, plusieurs sont enfoncées ou rayées de cassures; les statues antiques qui le bordent ont la moitié du pied amputé et des cicatrices sur le corps; les pauvres dieux de marbre ont été grattés par le couteau d'un gamin, ou se sentent de leur long séjour dans la terre humide. Surtout l'imagination prévenue a amplifié; il faut deux ou trois visites pour la ramener jusqu'à l'impression juste. Qui ne s'est pas émerveillé

tout bas en pensant au Capitole? Ce grand nom trouble par avance, et l'on est désappointé de trouver une place de grandeur médiocre entre trois palais qui ne sont point grands. Elle est belle cependant; un grand escalier de pierre lui fait une entrée monumentale. Deux lionnes de basalte gardent le pied de sa rampe; deux statues colossales en gardent le sommet. Des balustrades raient l'air de leurs rangées solides. Cependant, sur la gauche, un second escalier d'une longueur et d'une largeur énormes échelonne ses gradins jusqu'à la façade rougeâtre de l'église d'Ara-Cœli. Sur les degrés trônent par centaines des mendians aussi déguenillés que ceux de Callot, et qui se chauffent au soleil majestueusement sous leurs chapeaux bossués, dans leurs souquenilles brunes. Tout ce spectacle se montre d'un regard, couvent et palais, colosses et canaille; la colline, chargée d'architecture, lève tout d'un coup au bout d'une rue sa masse de pierre tachée d'insectes humains qui grouillent. Cela est propre à Rome.

Le Capitole.

Au centre de la place est une statue équestre de Marc-Aurèle en bronze. L'attitude est d'un naturel achevé; il fait un signe de la main droite : c'est une petite action qui le laisse calme, mais qui donne de la vie à toute sa personne. Il va parler à ses soldats, et certainement parce qu'il a quelque chose d'important à leur dire. Il ne parade pas; ce n'est pas un écuyer, comme la plupart de nos statues modernes, ni un prince en représentation qui fait son métier; l'antique est toujours simple. Il n'a pas d'étriers; c'est là une vilaine invention moderne, un attirail qui nuit à la liberté des membres, une œuvre de ce même esprit industriel qui a produit les gilets de flanelle et les socques articulés. Son cheval est d'une forte et solide espèce, encore parente des chevaux du Parthénon. Aujourd'hui, après dix-huit cents ans de culture, les deux races, l'homme et le cheval, se sont affinées; ils arrivent à l'air *distingué*. A droite, dans le palais des conservateurs, est un superbe César de marbre, en cuirasse; la pose n'est pas moins virile et naturelle. Les anciens ne faisaient point cas de cette délicatesse à demi féminine, de cette sensibilité nerveuse que nous appelons la *distinction* et qui nous plaît tant. Aujourd'hui, à un homme distingué il faut un salon; il est dilettante, il parle bien aux femmes; quoique capable d'enthousiasme, il est enclin au scepticisme; sa politesse est exquise, il n'aime pas les mains sales et les mauvaises odeurs; il ne veut pas qu'on le confonde avec le vulgaire. Alcibiade ne craignait pas d'être confondu avec le vulgaire.

Un colosse énorme écroulé a laissé là ses pieds, ses doigts, sa tête de marbre; les fragmens gisent dans la cour entre les colonnes.

Ce qui frappe le plus, ce sont des rois barbares de marbre noirâtre, énergiques et tristes dans leur grande draperie. Ce sont les captifs de Rome, les vaincus du Nord, tels qu'ils paraissaient derrière le char de triomphe pour finir par la hache au sortir du Capitole.

On ne fait point un pas sans apercevoir un trait nouveau de la vie antique. En face, dans la cour du musée, s'étale une large statue de fleuve au-dessus d'une fontaine, un puissant torse païen qui sommeille à demi nu sous sa chevelure épaisse, dans sa grande barbe de dieu viril, et qui jouit de la vie naturelle. Au-dessus, le restaurateur du musée, Clément XII, a placé son charmant petit buste, une fine tête creusée, méditative, de politique et de lettré de cabinet. C'est la seconde Rome à côté de la première.

Comment décrire une galerie? Il faut tomber dans l'énumération. Laisse-moi seulement nommer quelques statues, comme points de repère, pour donner un corps et un soutien aux idées qu'elles suggèrent : par exemple, le Gladiateur mourant, et autour de lui un admirable Antinoüs, une grande Junon drapée, le Faune de Praxitèle, une Amazone qui lève son arc. On voit tout de suite que les Grecs se représentaient naturellement l'homme comme nu, et naturellement nous nous représentons l'homme comme habillé. Ils trouvaient dans leur expérience personnelle et propre l'idée d'un torse, d'une ample poitrine étalée comme celle d'Antinoüs, de l'enflure des muscles costaux dans un flanc qui se penche, de la continuité aisée de la hanche et de la cuisse dans un jeune corps, comme ce Faune incliné. Bref, ils avaient deux cents idées sur chaque forme et mouvement du nu; nous n'en avons que sur la coupe d'une redingote et sur l'expression d'un visage. Il faut à l'art l'expérience courante, l'observation journalière; de là sort le goût public, j'entends la préférence décidée pour telle sorte de type. Ce type dégagé et compris, il se trouve toujours quelques hommes supérieurs qui l'expriment. C'est pourquoi, les objets ordinaires étant changés, l'art change. L'esprit est comme ces insectes qui prennent la couleur de la plante sur laquelle ils vivent. Rien de plus vrai que ce mot : l'art est le résumé de la vie.

On en trouve la preuve dans un autre Faune de marbre rouge qui tient dans chaque main une grappe de raisin, et la montre avec un air de bonne humeur charmante et point vulgaire. La joie physique n'est point avilie dans l'antiquité, ni reléguée, comme chez nous, parmi les ouvriers, les bourgeois et les ivrognes. Chez Aristophane, Bacchus est en goguette; poltron, paillard, glouton, comme un buveur de Rubens, il est pourtant dieu, et quelle folie d'imagination rieuse! Par suite, le moindre changement de l'animal musculeux excite l'attention: par exemple, dans cet Hercule de

bronze doré, magnifique lutteur, tout l'intérêt de l'attitude est dans le petit rejet du corps en arrière; cela donne une autre position au ventre et aux pectoraux. Pour comprendre cela, il ne nous reste que les écoles de natation de la Seine. Et qui n'est désagréablement choqué dans nos grenouillères de corps déshabillés qui barbotent?

Un grand sarcophage représente l'histoire d'Achille, et là encore il faut remarquer qu'il n'y a aucun intérêt dramatique, mais seulement cinq ou six jeunes hommes nus, deux femmes vêtues au centre, et deux vieillards aux coins. Chaque corps, étant beau et vivant, est assez intéressant par soi; l'action est secondaire, le groupe n'est pas là pour la représenter, l'action n'est là que pour lier le groupe. On passe d'une belle jeune femme vêtue à un beau jeune homme nu, puis à un beau vieillard assis : voilà toute l'intention de l'artiste. On a eu du plaisir à voir un corps penché, puis un bras levé, puis un tronc fermement assis sur les deux cuisses.

Il est certain que cela est à une distance immense de nos habitudes. Si nous sommes préparés aujourd'hui pour un art, ce n'est pas pour la statuaire, ni même pour la grande peinture, mais tout au plus pour la peinture de paysage ou de mœurs, et bien plus encore pour le roman, la poésie et la musique.

Puisque j'ose parler sans marchander et dire les choses comme je les sens, mon avis décidé est que le plus grand changement de l'histoire est l'avénement du pantalon : tous les barbares du Nord le portent déjà dans les statues; il marque le passage de la civilisation grecque et romaine à la moderne. — Ceci n'est point une boutade ni un paradoxe; rien de plus difficile à changer qu'une habitude universelle et journalière. Pour déshabiller et rhabiller l'homme, il faut le démolir et le refondre. Le trait propre de la renaissance, c'est l'abandon de la grande épée à deux mains et de l'armure complète; le pourpoint à crevés, la toque, la culotte collante, montrent alors le passage de la vie féodale à la vie de cour. Il a fallu la révolution française pour nous faire quitter l'épée et la culotte à mollets; c'est que le plébéien, homme d'affaires et crotté, avec ses bottes, son pantalon, sa redingote, remplace alors le courtisan à talons rouges, le beau parleur brodé d'antichambre. — De même le nu est une invention propre des Grecs. Les Lacédémoniens l'ont trouvé en même temps que leur régime et leur tactique; les autres Grecs l'ont adopté vers la quatorzième olympiade. Ils ont dû aux exercices qu'il comporte leur supériorité militaire. A Platée, dit Hérodote, si les braves Mèdes ont été vaincus, c'est qu'ils étaient embarrassés dans leurs longues robes. Chaque Grec pris à part se trouvait ainsi plus agile, plus adroit de ses membres, plus robuste, mieux préparé pour l'ancien genre de combat, qui s'engageait

d'homme à homme et corps à corps. A ce titre la nudité était une portion dans un ensemble d'institutions et de mœurs, et le signe visible auquel la nation se reconnaissait...

Me voici dans la salle des bustes : il serait bien mieux d'en parler en phrases graves et avec des points d'exclamation; mais le caractère vous saute aux yeux; impossible de le noter autrement que par un mot peu respectueux. Après tout, ces Grecs et ces Romains étaient des hommes; pourquoi ne pas les traiter comme des contemporains?

Scipion l'Africain, une large tête sans cheveux, point belle; les tempes aplaties comme celles des carnassiers, mais le solide menton, les lèvres énergiquement serrées des dominateurs.

Pompée le Grand, ici, comme dans l'histoire, il est du second ordre.

Caton d'Utique, un grimaud aigre, à grandes oreilles, tout tendu et raidi, les joues tirées d'un côté, grognon et d'esprit étroit.

Corbulon, un cou tors qui a la colique, grimé et patelin.

Aristote, une tête ample et complète comme celle de Cuvier, un peu déformée à la joue droite.

Théophraste, un visage labouré et plein d'angoisses; c'est lui qui a dit sur le bonheur le mot désespéré que commente Leopardi.

Marc-Aurèle, son buste est un de ceux que l'on rencontre le plus souvent, et on reconnaît tout de suite ses yeux à fleur de tête. Il est triste et noble, et sa tête est celle d'un homme tout entier dominé par son cerveau : un rêveur idéaliste.

Démosthène, toute l'énergie et tout l'élan d'un homme d'action; le front est un peu fuyant, le regard est comme une épée; c'est le parfait combattant, toujours lancé.

Térence, un méditatif incertain, le front bas, peu de crâne, l'air étriqué et triste. Il était client des Scipions, pauvre protégé, ancien esclave, puriste délicat, poète sentimental, et on préférait à ses comédies des danses sur la corde.

Commode, figure fine et étrange, dangereusement volontaire; les yeux à fleur de tête, un jeune beau, un élégant qui pourra faire de singulières choses.

Tibère, il n'est pas noble; mais pour le caractère et la capacité, il peut porter dans sa tête les affaires d'un empire et l'administration de cent millions d'hommes.

Caracalla, tête violente, vulgaire et carrée, inquiétante comme celle d'une bête fauve qui va se lancer.

Néron, un beau crâne plein, mais une vilaine gaîté. Il ressemble à un acteur, à un *primo huomo*, fat et vicieux, malsain d'imagination et de cervelle. Le trait principal est le menton en galoche.

Messaline, elle n'est point belle et s'est attifée savamment d'une double rangée de papillotes recherchées. Elle a un vague sourire fade qui fait mal au cœur. C'est le siècle des grandes lorettes; celle-ci avait la déraison, l'emportement, la sensibilité, la férocité de l'espèce. C'est elle qui, attendrie un jour par l'éloquence d'un accusé, se retire pour essuyer ses larmes, et auparavant recommande à son mari de ne pas le laisser échapper.

Vespasien, un homme fort, bien assis sur des facultés complètes, prêt à tout accident, avisé, digne d'être pape à la renaissance.

Voyez encore dans l'autre salle un buste de Trajan, impérialement grandiose et redoutable; l'emphase et la fierté espagnole y éclatent. Il faudrait lire ici l'*Histoire Auguste;* ces bustes sont plus parlans que les mauvais chroniqueurs qui nous restent. Chacun d'eux est l'abrégé d'un caractère, et grâce au talent du sculpteur qui efface les accidens, qui supprime les particularités indifférentes, on voit à l'instant ce caractère.

A partir des Antonins, l'art se gâte visiblement. Beaucoup de statues et de bustes sont comiques sans le vouloir, d'un comique déplaisant ou même odieux, comme si l'on avait copié la grimace d'une vieille femme étique, le tressaillement d'un homme usé, les expressions basses et douloureuses d'une machine nerveuse détraquée. La sculpture ressemble à la photo-sculpture; elle approche de la caricature dans telle grande statue de femme au torse nu, la tête rechignée, coiffée de bouffantes postiches...

Pendant qu'on suit son rêve et que l'on converse intérieurement avec tous ces vivans de pierre, on entend autour de soi bruire et chanter l'eau qui sort par la gueule des lions, et à chaque tournant des galeries on aperçoit un morceau de paysage, tantôt un grand pan de mur noirâtre au-dessus duquel brille un oranger, tantôt un vaste escalier où pendent des herbes grimpantes, tantôt le pêle-mêle des toits, des tours, des terrasses, et l'énorme Colisée à l'horizon...

Je ne veux plus rien voir aujourd'hui; pourtant est-ce qu'il est possible de ne pas entrer dans la galerie, sachant qu'elle renferme *l'Enlèvement d'Europe* de Véronèse? Il y en a un autre à Venise; mais celui-ci, tel que le voilà, met la joie au cœur. Les gravures n'en donnent pas l'idée; il faut voir l'ample et florissante servante dans sa robe d'un glauque foncé qui se penche pour attacher le bracelet de sa maîtresse, la noble taille, le geste calme de la jeune fille qui tend le bras vers la couronne apportée par les Amours, la joie et la volupté délicieuse qui s'exhalent de ces yeux rians, de ces belles formes épanouies, de cet éclat et de cet accord des couleurs fondues. Europe est assise sur la plus magnifique étoffe de soie jaune et dorée, rayée de noir; sa jupe, d'un pâle violet rosé, laisse

sortir son pied de neige; la chemise froncée encadre la molle rondeur de la gorge; ses yeux noyés regardent vaguement les enfans qui jouent dans l'air; aux bras, au cou, aux oreilles, chatoient des perles blanches.

Le Forum est à deux pas; on y descend et on s'y repose. Le ciel était d'une pureté parfaite; les lignes nettes des murs, les vieilles arcades en ruine, posées les unes sur les autres, se détachaient sur l'azur comme si elles eussent été marquées avec le plus fin crayon; on prenait plaisir à les suivre, à revenir, à les suivre encore. La forme dans cet air limpide a sa beauté par elle-même, indépendamment de l'expression et de la couleur, comme un cercle, un ovale, une courbe réussie sur un fond clair. Peu à peu l'azur est devenu presque vert; ce vert imperceptible est semblable à celui des pierres précieuses et des eaux de source, mais plus fin encore. Il n'y avait dans cette longue avenue rien que de curieux ou de beau : des arcs de triomphe à demi enterrés, posés en travers les uns des autres, des restes de colonnes dressées près d'autres colonnes tombées, des fûts énormes, des chapiteaux sur le bord de la route; sur la gauche, les voûtes colossales de la basilique de Constantin parsemées de plantes vertes pendantes; de l'autre côté, les ruines des palais des césars, vaste entassement de briques roussies que des arbres couronnent, Saint-Côme avec un portail de colonnes dégradées, Santa-Francesca avec son élégant campanile; au haut de l'horizon, une rangée noirâtre de fins cyprès; plus loin encore, pareilles à un môle en débris, les arcades croulantes du temple de Vénus, et à l'extrémité, pour fermer la voie, le gigantesque Colisée doré d'une lumière riante.

Sur toutes ces grandes choses, la vie moderne s'est nichée comme un champignon sur un chêne mort. Des balustrades de perches à demi dégrossies comme celles d'une fête de village entourent la fosse d'où s'élèvent les colonnes déterrées de Jupiter Stator. L'herbe pousse sur les pentes éboulées. Des polissons déguenillés jouent au palet avec des pierres. De vieilles femmes avec des enfans crasseux se chauffent au soleil parmi les ordures. Des moines blancs ou bruns passent, puis des écoliers en chapeau noir conduits par un ecclésiastique rogue. Une fabrique de lits en fer tinte et résonne auprès de la basilique. Vous lisez à l'entrée du Colisée une oraison à la Vierge qui procure cent jours d'indulgence; cette oraison la traite comme une déesse indépendante. Cependant vous découvrez encore de grands traits de l'ancienne race et de l'ancien génie. Plusieurs de ces vieilles femmes ressemblent aux sibylles de la renaissance. Tel paysan en guêtres de cuir, avec son manteau taché de terre, a la plus admirable figure, le nez busqué, le menton grec, des yeux noirs qui parlent, tout pétillans et luisans de génie natu-

rel. Sous les voûtes de Constantin, j'entendais depuis une demi-heure une voix qui semblait psalmodier des litanies. J'approche, et je trouve un jeune homme assis par terre, qui lisait tout haut, d'un ton de récitatif, devant cinq ou six drôles couchés, l'*Orlando furioso*, le combat de Roland et de Marsile. — Vous retournez souper dans la première auberge venue, chez Lepri : un pleutre sale, un coiffeur pommadé avec un vieux toupet gras qui lui tombe jusqu'aux joues s'installe dans la salle voisine muni d'une mandoline et d'un petit piano portatif à pédales; avec ses deux bras et ses pieds, il fait le chant, la basse, et vous joue des airs de Verdi, un finale de *la Sonnambula;* la délicatesse, l'élégance, la variété, l'expression de son jeu, sont admirables. Ce pauvre diable a une âme, l'âme d'un artiste, et l'on oublie de manger en l'écoutant.

Le Vatican.

C'est ici probablement le plus grand trésor de sculpture antique qu'il y ait au monde. Voici une page de grec qu'il faut avoir dans l'esprit en le parcourant.

« Je les questionnai, dit Socrate, au sujet des jeunes gens, pour savoir s'il y en avait quelques-uns parmi eux éminens en sagesse ou en beauté, ou des deux façons à la fois. —Alors Critias, ayant regardé vers la porte, vit quelques jeunes gens qui entraient et se disputaient entre eux, et par derrière une foule qui suivait. Il me dit : « Puisque tu parles de beauté, Socrate, tu vas bientôt avoir à juger toi-même, car ceux-là qui entrent sont les avant-coureurs et les amoureux du plus beau jeune homme qu'il y ait aujourd'hui; je crois qu'il est lui-même tout près d'ici et qu'il va venir. — Qui est-ce donc, dis-je, et de qui est-il fils? — Tu le connais, répondit-il, mais il n'était pas encore d'âge avant ton départ : c'est Charmide, fils de Glaucus, notre oncle, et mon cousin. — Par Jupiter! dis-je, oui, je le connais; il n'était pas médiocrement beau quand il était enfant, et il doit l'être tout à fait à présent qu'il est jeune homme. — Tu vas voir tout de suite, me dit-il, comme il est devenu beau et grand. » Et en même temps qu'il disait cela, Charmide entra.

« Il me parut admirable pour la taille et la beauté, et tous les autres qui étaient là me semblèrent amoureux de lui, tant ils furent troublés et frappés lorsqu'il entra; beaucoup d'autres, amoureux de lui, étaient encore par derrière avec ceux qui suivaient. Qu'il fît cette impression sur nous autres hommes, cela est moins étonnant; mais je remarquai que parmi les enfans aussi personne ne regardait autre part, pas même les plus petits, et que tous le contemplaient comme une statue.

« Alors Chéréphon, m'appelant : « Que te semble du jeune homme, Socrate? me dit-il. N'est-il pas beau de visage? — Merveilleusement beau, répondis-je. — S'il voulait se dépouiller, dit-il, son visage ne te semblerait plus rien, tant il est parfaitement beau par toute sa forme. » Les autres qui étaient là dirent la même chose que Chéréphon.

« Charmide, dis-je, il est naturel que tu l'emportes sur tous les autres, car

personne ici, je pense, ne pourrait montrer dans Athènes deux autres maisons dont l'alliance puisse produire quelqu'un de plus beau et de meilleur que celles dont tu es sorti. En effet, votre famille paternelle, celle de Critias, fils de Dropide, a été célébrée par Anacréon, Solon, et par beaucoup d'autres poètes, comme excellente en beauté, en vertu, et dans tous les biens où l'on met le bonheur. Et de même celle de ta mère, car personne ne parut plus beau ni plus grand que ton oncle Pyrilampe toutes les fois qu'on l'envoyait en ambassade auprès du grand roi, ou auprès de quelque autre sur le continent. Cette autre maison ne le cède en rien à la première. Étant né de tels parens, il est naturel que tu sois en tout le premier. »

Avec cette scène dans l'esprit, on peut errer dans les grandes salles, et voir agir et penser les statues, le Discobole par exemple, et le jeune Athlète, copié, dit-on, d'après Lysippe. Celui-ci vient de courir, il a dans la main un numéro par lequel on voit qu'il est arrivé le cinquième, et il se frotte avec le strigile. La tête est petite, l'intelligence ne va pas au-delà de l'exercice corporel qu'il vient de faire; cette gloire et cette occupation lui suffisent. En effet, dans les plus beaux temps de la Grèce, les triomphes gymnastiques paraissaient si importans que beaucoup de jeunes gens s'y préparaient pendant des années, chez des maîtres et avec un régime particulier, comme aujourd'hui les chevaux de course chez les entraîneurs. Il a l'air un peu las, et racle avec son strigile la sueur et la poussière collée sur sa peau. Qu'on me pardonne ce mot, il s'étrille; le mot est choquant en français; il ne l'est pas pour des Grecs qui ne séparent point comme nous la vie humaine de la vie animale. Homère, énumérant les guerriers qui sont devant Troie, met sans y penser sur le même rang les chevaux et les hommes. « Ce sont là, dit-il, les chefs et les rois des Grecs. Dis-moi, muse, quels étaient les meilleurs parmi les hommes et les meilleurs parmi les chevaux? »

Mais d'autre part, considérez quelles chairs une pareille vie devait faire, quelle solidité de tissu et de ton l'huile, la poussière, le soleil, le mouvement, la sueur, le strigile, devaient donner aux muscles! Dans *les Rivaux* de Platon, le jeune homme adonné à la gymnastique raille amèrement son adversaire, qui s'est fait lettré et liseur. « Il n'y a que l'exercice qui entretienne le corps. Vois Socrate, ce pauvre homme qui ne dort pas, qui ne mange pas, qui a le cou raide et grêle à force de se tracasser l'esprit. » Et tout le monde se met à rire.

Le corps de celui-ci est parfaitement beau, presque réel, car ce n'est pas un dieu ni un héros. A cause de cela, le petit doigt du pied est gâté, l'arrière-bras est assez maigre, la chute des reins est très marquée; mais les jambes, surtout la droite vue par derrière, auront la détente et l'élan d'un lévrier. C'est devant une pareille statue qu'on sent nettement la différence qui sépare la civilisation an-

tique de la nôtre. Une cité entière choisissait pour la lutte et la course les meilleurs jeunes gens dans les meilleures familles; elle assistait aux jeux, hommes et femmes étaient là; on comparait les dos, les jambes, les poitrines, tous les muscles en mouvement dans les cent mille aspects de l'effort. Un spectateur ordinaire était connaisseur, comme aujourd'hui un cavalier juge les chevaux dans un *derby* ou dans un carrousel. — Au retour, la cité accueillait le vainqueur par une cérémonie publique; parfois on le choisissait pour général; son nom était parmi les fastes de la ville, sa statue prenait rang parmi celles des héros protecteurs; le vainqueur de la course donnait son nom à l'olympiade. — Quand les dix mille arrivent en vue de la Mer-Noire et se sentent sauvés, leur première idée est de célébrer des jeux; ils ont échappé aux barbares, voilà enfin la vraie vie grecque qui recommence. « Cette colline, dit Dracontios, est un terrain excellent pour courir où l'on voudra. — Mais comment pourra-t-on lutter sur un sol si dur et si boisé? — Tant pis pour qui tombera! — Pour la course du grand stade, il y eut plus de soixante Crétois; les autres se présentèrent pour la lutte, le pugilat et le pancrace. Et le spectacle fut beau, car il y eut beaucoup d'athlètes, et comme leurs compagnons regardaient, ils firent de grands efforts. »

Un siècle plus tard, au temps d'Aristote, de Ménandre et de Démosthène, quand la culture d'esprit est complète, quand la philosophie et la comédie touchent à leur achèvement et presque à leur décadence, Alexandre débarquant dans la Troade se met nu avec ses compagnons pour honorer par des courses le tombeau d'Achille. Imaginez Napoléon faisant la même chose à sa première campagne d'Italie. L'action correspondante fut pour lui, je suppose, de boutonner son uniforme et d'assister grave et raide au *Te Deum* à Milan.

On peut voir la perfection de cette éducation corporelle dans le jeune athlète qui lance le disque, dans la courbure de son corps tout penché d'un côté, dans le calcul de tous ses membres qui se tendent ou se ploient pour rassembler le plus de force possible sur un même point. Un mot de Platon est bien frappant à ce sujet; il divise l'éducation en deux branches égales, la gymnastique et la musique. Par gymnastique, il entend tout ce qui touche à la formation et à l'exercice du corps nu. Par musique, il entend tout ce qui est compris dans le chant, c'est-à-dire, outre la musique, les paroles et les idées, des hymnes et des poèmes qui enseignent la religion, la justice et l'histoire des héros. Quelle percée et quelle ouverture sur la jeunesse antique! Quel contraste si l'on met en regard notre éducation de *savantasses* et de culs-de-jatte!

De temps en temps, on déterre des inscriptions qui mettent en

lumière ces habitudes et ces sentimens si éloignés des nôtres. En voici une publiée cette année même sur un jeune athlète de Théra, et trouvée sur le piédestal de son effigie. Les quatre vers ont la beauté, la simplicité, la force d'une statue : « La victoire pour le pugile est au prix du sang; mais cet enfant, le souffle encore chaud de la rude bataille du pugilat, demeure ferme pour le lourd labeur du pancrace, et la même aurore a vu Dorocleides deux fois couronné. »

Mais il faut songer au mal en même temps qu'au bien. L'amour que suggérait la vie des gymnases est une perversion de la nature humaine; à cet égard, les récits de Platon sont exorbitans. De même encore ces mœurs antiques qui dans l'homme respectent l'animal développent par contre-coup l'animal dans l'homme : là-dessus Aristophane est scandaleux. Nous nous croyons gâtés parce que nous avons des romans crus; que dirions-nous si l'on jouait sa *Lysistrata* sur un de nos théâtres? Heureusement ce que la sculpture montre de ce monde singulier, c'est la beauté toute seule. Une canéphore debout, à l'entrée du Braccio-Nuovo, est semblable à celles du Parthénon, quoique d'un travail secondaire. Quand une fille des premières familles n'avait pour vêtement, comme celle-ci, qu'une chemise et par-dessus une demi-chemise, quand elle avait l'habitude de porter des vases sur sa tête, et par suite de se tenir droite; quand pour toute toilette elle retroussait ses cheveux ou les laissait tomber en boucles, quand le visage n'était pas plissé par les mille petites grâces et les mille petites préoccupations bourgeoises, une femme pouvait avoir la tranquille attitude de cette statue. — Aujourd'hui il en reste un débris dans les paysannes des environs qui portent leurs corbeilles sur la tête, mais elles sont gâtées par le travail et les haillons. — Le sein paraît sous la chemise; la tunique colle et visiblement n'est qu'un linge; on voit la forme de la jambe qui casse l'étoffe au genou; les pieds apparaissent nus dans les sandales. Rien ne peut rendre ce sérieux naturel du visage. Certainement, si on pouvait revoir la personne réelle avec ses bras blancs, ses cheveux noirs, sous la lumière du soleil, les genoux plieraient, comme devant une déesse, de respect et de plaisir.

Qu'on regarde une statue toute voilée, par exemple celle de la Pudicité : il est évident que le vêtement antique ne modifie pas la forme du corps, que les plis collans ou mouvans reçoivent du corps leurs formes et leurs changemens, qu'on suit à travers ces plis sans peine l'équilibre de toute la charpente, la rondeur de l'épaule ou de la hanche, le creux du dos. L'idée de l'homme n'est pas alors, comme chez nous, celle d'un esprit pur ou impur, plus un paletot ou une robe des bons faiseurs; c'est celle d'une poitrine, d'un dos, d'un emmanchement de muscles, d'une échine avec ses vertèbres

saillantes, des tendons du cou, d'une jambe raidie depuis le talon jusqu'aux reins. On a dit qu'Homère savait l'anatomie, parce qu'il décrit exactement les blessures, la clavicule, l'os iliaque; il savait simplement de l'homme, de son ventre, de son thorax, ce que tout le monde en savait alors. Le peu que j'ai appris à l'école pratique m'éclaircit les trois quarts des choses; impossible aujourd'hui de comprendre la pensée de ces artistes, si l'on n'a pas touché soi-même l'articulation du cou et des membres, si l'on n'a pas acquis au préalable l'idée des deux parties maîtresses du corps, le buste mobile sur le bassin, si l'on ne connaît pas le mécanisme qui lie tous les muscles, de la plante du pied au mollet, à la cuisse, au creux des lombes, pour dresser un homme et le tenir debout.

Rien de tout cela n'est possible sans le costume antique. Voyez *Diane regardant Endymion*. La robe tombe jusqu'aux pieds; elle a, outre cela, l'espèce de seconde robe ordinaire; mais le pied est nu. Dès que le pied est chaussé, comme celui des jolies demoiselles qui se promènent ici un livre à la main, vous ne voyez plus le corps naturel, mais une machine artificielle. Ce qui vous apparaît, ce n'est plus l'être humain, mais une cuirasse articulée, excellente contre les intempéries, et agréablement lustrée pour briller dans une chambre. La femme, par la culture et le vêtement moderne, est devenue une sorte de scarabée sanglé à la taille, raide dans son corselet luisant, monté sur des pattes sèches et vernissées, chargé d'appendices et d'enveloppes brillantes; les rubans, les chapeaux, la crinoline, ont l'agitation, le chatoiement des antennes et de la double paire d'ailes. Très souvent, comme chez un insecte, la figure se réduit aux yeux, à l'expression, le corps entier a l'activité remuante d'un bourdon; la meilleure partie de la beauté consiste dans la vivacité nerveuse, surtout dans l'arrangement coquet de l'enveloppe lustrée, dans l'appareil compliqué et diamanté qui bruit à l'entour. Au contraire, ici le pied nu montre tout de suite que la longue tunique n'est qu'un voile sans importance. La ceinture est une simple corde nouée par le premier nœud venu au-dessous du sein; les deux seins soulèvent l'étoffe; la tunique, agrafée sur l'épaule, n'est pas large à cet endroit de plus de deux doigts, en sorte qu'on sent l'épaule se continuer dans le bras, qui est ample, fort, et ne ressemble pas à ces pattes filamenteuses qui pendent aujourd'hui des deux côtés d'un corset. Dès qu'il y a corset, il n'y a plus de corps naturel; au contraire, tout ce vêtement peut se mettre et se défaire en un instant; ce n'est qu'un linge qu'on a pris et dont on s'enveloppe.

Tout cela est dans le Braccio-Nuovo, et en outre quantité d'autres statues, celles d'Auguste, de Tibère; à côté de chaque grand morceau est un buste d'empereur. On ne peut tout noter; je re-

marque seulement une Julie, fille de Titus. Le corps est encore beau, mais la tête porte les ridicules bouffantes modernes. Ce seul ornement suffit pour détruire l'effet de la sculpture et toute l'idée antique.

De là on suit un long corridor peuplé aussi de débris grecs et romains, et l'on arrive au musée Pio-Clementino, où les œuvres d'art sont séparées et groupées chacune autour de quelque pièce capitale, dans des chambres de moyenne grandeur. Je ne dis rien des objets simplement curieux, de ce tombeau des Scipions si précieux pour les antiquaires, si simple de forme, et dont la pierre semble de la cendre cuite. Les hommes ensevelis là appartiennent à la génération des grands Romains qui, par la conquête du Samnium et par l'organisation des colonies, ont établi la puissance de Rome sur l'Italie, et par suite sur le monde. Ils sont les fondateurs, ils sont les vainqueurs de Carthage, de la Macédoine, et du reste n'ont fait que continuer leur monument. Ce bloc de peperin est une des premières pierres de l'édifice dans lequel nous vivons encore aujourd'hui, et l'inscription semble la voix grave du mort qui s'y est couché il y a vingt et un siècles :

Cornelius Lucius Scipio le Barbu,
Né de son père Gnævus, homme sage et brave,
Dont la beauté fut égale à la vertu.
Il fut censeur, consul, édile dans votre cité,
Prit Taurasai, Cisanna dans le Samnium,
Soumit toute la Lucanie, et emmena des ôtages.

C'est ici que sont les chefs-d'œuvre, — d'abord le Torse, tant loué par Michel-Ange. En effet, par la vie, l'effort grandiose, la puissante attache des cuisses, la fierté du mouvement, le mélange de passion humaine et de noblesse idéale, il est conforme au style de Michel-Ange. — Un peu plus loin est le Méléagre, dont la copie est aux Tuileries. Ce n'est qu'un corps, mais un des plus beaux que j'aie jamais vus. La tête, presque carrée, taillée à pans solides, comme celle de Napoléon, n'a qu'un front médiocre, et l'expression semble d'un homme un peu obstiné; en tout cas, rien n'y indique la grande capacité et la grande flexibilité d'esprit que nous ne manquons guère de donner à nos statues, et qui suggère tout de suite au spectateur l'idée d'offrir au pauvre grand homme si peu habillé un pantalon et un paletot. La beauté de celui-ci est dans le col puissant, dans le torse si bien continué par la cuisse; c'est un chasseur et un guerrier, rien de plus : il l'est par les muscles du jarret aussi bien que par la tête. Ces gens-là avaient inventé pour l'espèce humaine le système des haras; de là leur rang dans l'histoire. Les Spartiates, qui, dans les temps anciens de la Grèce, ont donné le branle aux autres cités, se prêtaient entre eux leurs

femmes pour avoir des rejetons d'élite. Là-dessus Platon, leur admirateur, conseille aux magistrats d'arranger les mariages annuels de telle façon que les meilleurs hommes aient les meilleures femmes. Xénophon, de son côté, blâme Athènes, qui n'a rien de semblable, loue l'éducation des femmes spartiates tout entière arrangée pour qu'elles enfantent à l'âge qu'il faut et qu'elles aient de beaux enfans. Leurs jeunes filles, dit-il, s'exercent à la course et à la lutte, et cela est sagement ordonné, car comment des femmes élevées, comme on le veut d'ordinaire, à faire des ouvrages de laine et à demeurer tranquilles « enfanteraient-elles quelque chose de grand? » Il remarque que dans leurs mariages tout est réglé dans cette vue; un vieillard ne peut garder sa jeune femme pour soi : il doit choisir « entre les jeunes gens dont il admire le plus le corps et l'âme un homme qu'il amènera dans sa maison, et qui lui donnera des enfans. » On voit que chez ce peuple, qui a poussé le plus loin l'esprit tout gymnastique et militaire de l'institution nationale, il s'agit avant tout de faire la race.

Une petite rotonde à côté de là renferme les chefs-d'œuvre de Canova, tant loué, je ne sais pourquoi, par Stendhal, un *Persée* qui est un élégant efféminé, deux *Lutteurs* qui sont des boxeurs rancuniers, des charretiers déshabillés occupés à échanger des gourmades. Nul intermédiaire entre la fadeur et la grossièreté, entre le joli jeune homme de salon et les déchargeurs de la halle. Cette impuissance montre à l'instant la différence de l'antique et du moderne.

En continuant, on trouve le Mercure du Belvédère; c'est un homme jeune et debout comme le Méléagre, mais encore plus beau, le torse est plus fort et la tête plus fine; sur son visage voltige une légère expression souriante, une grâce et une pudeur de jeune homme bien né, qui sait parler, car il est de race intelligente et choisie, mais qui hésite à parler, parce que son âme est encore neuve. L'éphèbe grec, devant qui Aristophane fait plaider le Juste et l'Injuste, avait assez couru, lutté et nagé, pour avoir cette superbe poitrine et ces muscles souples; il était demeuré assez voisin de la simplicité primitive, assez exempt des curiosités, des disputes et des raffinemens qui commençaient à s'introduire, pour avoir ce visage calme. Ce calme est si grand, qu'au premier regard on le prendrait pour un air boudeur et un peu triste. Si l'on ôte la Vénus de Milo et les statues du Parthénon, je ne lui sais pas d'égal.

L'Apollon du Belvédère est d'un âge plus récent et moins simple. Si beau qu'il soit, il a le défaut d'être un peu élégant, il devait plaire à Winckelmann, aux critiques du XVIII[e] siècle. Ses cheveux crêpés tombent derrière l'oreille avec une distinction charmante, et se relèvent sur le front en une sorte de petit diadème, comme

pour une femme; son attitude donne vaguement l'idée d'un beau jeune lord qui renvoie un importun. Certainement cet Apollon a du savoir-vivre et en outre la conscience de son rang; je suis sûr qu'il a des domestiques.

Le Laocoon non plus n'est pas d'un âge très ancien; je crois que si ces deux statues ont été d'abord admirées plus que les autres, c'est qu'elles sont plus que les autres voisines du goût moderne. Celle-ci est un compromis entre deux styles et deux époques, pareille à une tragédie d'Euripide. La gravité et l'élévation du premier style subsistent encore dans la pose symétrique des enfans, dans la noble tête du père qui a perdu force et courage, et qui fronce le front sans crier; mais l'art nouveau, sentimental et expressif, se montre dans le caractère terrible et touchant du sujet, dans la réalité atroce du corps ondoyant des serpens, dans la faiblesse attendrissante du pauvre petit qui meurt tout de suite, dans le fini des muscles, du torse et du pied, dans l'enflure douloureuse des veines, dans la minutieuse anatomie de la souffrance. Aristophane eût dit de ce groupe, comme de l'Hippolyte ou de l'Iphigénie d'Euripide, qu'il fait pleurer, qu'il ne fortifie pas, qu'au lieu de changer les femmes en hommes, il change les hommes en femmes.

Si les pas des visiteurs ne troublaient la paix des salles, on passerait ici la journée sans s'en apercevoir. Chaque dieu, chaque héros repose dans son oratoire, entouré de statues moindres; ces quatre oratoires font les coins d'une cour à huit pans, autour de laquelle règne un portique. Des cuves de basalte et de granit, des sarcophages chargés de figurines, sont posés çà et là sur le pavé de marbre; seule une fontaine s'agite et murmure dans ce sanctuaire de pierres immobiles et de formes idéales. Un grand balcon s'ouvre sur la ville et la campagne; de cette hauteur, on voit s'étaler l'espace immense, les jardins, les villas, les dômes, de beaux pins-parasols posés un à un dans l'air limpide, des rangées de cyprès noirs sur les blancheurs et les clartés de l'architecture, et à l'horizon une longue chaîne de montagnes crénelées, dont les pics neigeux montent dans l'azur.

Je suis revenu à pied derrière le château Saint-Ange, puis le long du Tibre, sur la rive droite; on ne peut se figurer un pareil contraste. La rive est une longue bande de sable croulant, bordée de haies épineuses abandonnées. En face, sur l'autre bord, s'allonge une file de vieilles maisons sales, lamentables baraques bossuées et jaunies, toutes tachées par l'infiltration des eaux et le contact de la vermine humaine, quelques-unes plongeant dans le fleuve leur assise rongée, d'autres laissant entre elles et lui une petite cour infectée d'immondices; on n'imagine pas ce que peut devenir un mur qui a subi, cent ans durant, les intempéries de l'air et les

vilenies du ménage. Toute cette bordure ressemble à la jupe fripée d'une sorcière, à je ne sais quel reste de torchon infect et troué. Le Tibre roule jaune, fangeux, entre ce désert et cette pourriture. Pourtant l'intérêt et le pittoresque ne font jamais défaut. Çà et là, un reste de vieille tour plonge à pic dans le fleuve; une place au-dessous d'une église étage ses escaliers jusque dans l'eau, et des bateaux y abordent. On dirait de ces vieilles estampes que l'on trouve sur nos quais, à demi effacées par la pluie, déchirées, crasseuses, mais où l'on aperçoit un morceau grandiose de fabrique ou de paysage à côté d'un trou entre deux pâtés de boue.

Le Panthéon, les Thermes de Caracalla.

On resterait ici trois ou quatre ans qu'on y pourrait toujours apprendre. C'est le plus grand musée du monde; tous les siècles y ont laissé quelque chose; qu'est-ce que j'en puis voir en un mois? Un homme qui aurait le temps d'étudier et saurait regarder trouverait ici dans une colonne, un tombeau, un arc de triomphe, un aqueduc, surtout dans ce palais des césars que l'on déterre, les moyens de recomposer et de redresser devant ses yeux la Rome impériale. J'en visite trois ou quatre restes, et je tâche de deviner sur ces fragmens.

Le Panthéon d'Agrippa est sur une place sale et baroque, où de misérables fiacres stationnent, épiant les étrangers; des échoppes de légumes jettent leurs épluchures sur le pavé noirâtre, et des troupes de paysans en grandes guêtres, une peau de mouton sur les épaules, attendent et regardent, immobiles, les yeux brillans. Le pauvre temple lui-même a souffert tout ce que peut souffrir un édifice; des bâtimens modernes se sont collés contre son dos et contre ses côtés; on l'a flanqué de deux clochers ridicules; on lui a volé ses poutres et ses clous de bronze pour en faire les colonnes du baldaquin de Saint-Pierre; longtemps des masures incrustées entre les colonnes ont obstrué son portique; la terre l'avait tellement encombré que, pour arriver dans l'intérieur, au lieu de monter on descendait. Encore aujourd'hui, tout réparé qu'il est, sous ses teintes noirâtres, avec ses fentes, ses mutilations et l'inscription demi-effacée de son architrave, il a l'air d'un estropié et d'un malade. En dépit de tout cela, l'entrée est grandiosement pompeuse; les huit énormes colonnes corinthiennes du portique, les pilastres massifs, imposans, les poutres de l'entablement, les portes de bronze, annoncent une magnificence de conquérans et de dominateurs. Notre Panthéon, mis en regard, semble étriqué, et quand au bout d'un quart d'heure on est parvenu à faire abstraction des dégradations et des moisissures, quand on a séparé le temple de ses alentours modernes et vieillots, quand on imagine l'édifice blanc, éclatant, avec la nou-

veauté de ses marbres, avec le scintillement fauve de ses tuiles de bronze, de ses poutres de bronze, du bas-relief de bronze qui ornait son fronton, tel enfin qu'il était lorsqu'Agrippa, après l'établissement de la paix universelle, le dédia à tous les dieux, on se figure avec admiration le triomphe d'Auguste qui s'achevait par cette fête, la réconciliation de l'univers soumis, la splendeur de l'empire achevé, et l'on entend la mélopée solennelle des vers où Virgile célèbre la gloire de ce grand jour. « Porté par un triple triomphe dans les murs de Rome, Auguste consacrait aux dieux italiens un vœu immortel, trois cents grands temples par toute la ville. Les rues frémissaient de la joie, des jeux, des applaudissemens de tout un peuple. Dans les temples des chœurs de femmes, dans tous des autels; devant les autels, des taureaux immolés jonchaient la terre. Lui-même, assis sur le seuil de marbre de l'éclatant Phœbus, passe en revue les dons des peuples et les attache aux colonnes superbes; les nations vaincues s'avancent en long ordre, aussi diverses d'armes et d'esprit que de langage : Nomades, Africains aux robes pendantes, Léléges, Cares, les Gélons armés de flèches, les Morins, les plus lointains des hommes, les Daces indomptés. L'Euphrate coule docile, et l'Araxe frémit sous le pont qui l'a vaincu. »

On entre dans le temple, sous la haute coupole qui s'évase en tous sens comme un ciel intérieur; la lumière tombe magnifiquement, d'une grande chute, par l'unique ouverture de la cime, et, près de cette vive clarté, des ombres froides, des poussières transparentes, rampent lentement le long des courbures. Tout alentour, les chapelles des anciens dieux, chacune entre ses colonnes, se rangent en cercle en suivant la muraille; l'énormité de la rotonde les rapetisse encore; ils vivent ainsi réunis et amoindris sous l'hospitalité et la majesté du peuple romain, seule divinité qui subsiste dans l'univers conquis. Telle est l'impression que laisse cette architecture : elle n'est pas simple comme un temple grec, elle ne correspond pas à un sentiment primitif comme la religion grecque; elle indique une civilisation avancée, un art calculé, une réflexion savante. Elle aspire au grandiose, elle veut exciter l'étonnement et l'admiration; elle fait partie d'un gouvernement, elle complète un spectacle; elle est une décoration dans une fête, mais cette fête est celle de l'empire romain.

On longe le Forum, ses trois arcs de triomphe, les grandes voûtes de ses basiliques ruinées, l'énorme Colisée. Il y en avait trois ou quatre autres : l'un d'eux, le *Circus maximus*, contenait quatre cent mille spectateurs. Dans un combat naval sous Claude, dix-neuf mille gladiateurs combattirent; un triton d'argent sorti du lac avait donné le signal avec son clairon. Tel théâtre contenait vingt mille personnes. C'est parmi ces idées qu'on arrive aux Thermes de Ca-

racalla, la plus grande chose après le Colisée qu'on puisse voir à Rome.

Au fond, tous ces colosses sont des signes du temps. La Rome impériale exploitait tout le bassin de la Méditerranée, l'Espagne, la Gaule et les deux tiers de l'Angleterre au profit de cent mille oisifs. On les amusait au Colisée avec des massacres de bêtes et d'hommes, au grand Cirque avec des luttes d'athlètes et des courses de chars, au théâtre de Marcellus avec des pantomimes, des décorations, des défilés d'armes et de costumes. Ici on les baignait, ils venaient causer, regarder des statues, écouter un déclamateur, passer au frais les heures chaudes. Tout ce qu'on avait inventé jusque-là de commode, d'agréable ou de beau, tout ce qu'on pouvait ramasser au monde de curieux ou de magnifique était pour eux; les césars les nourrissaient, les divertissaient, cherchaient à leur complaire, tâchaient d'obtenir leurs applaudissemens. Un Romain de la classe moyenne pouvait à la rigueur considérer les empereurs comme des intendans (*procurator*) tenus d'administrer son bien, de lui éviter l'embarras des affaires, de lui fournir à bon compte ou gratis son blé, son vin, son huile, de lui donner de somptueux repas, des fêtes bien entendues, de le fournir de tableaux, de statues, de mimes, de gladiateurs et de lions, de réveiller tous les matins son goût blasé par quelque nouveauté surprenante, même quelquefois de se faire histrions, cochers, chanteurs et gladiateurs pour son plaisir. Afin de loger ce peuple d'amateurs d'une façon digne de sa condition royale, l'architecture inventa des formes grandioses et nouvelles. Les vastes bâtimens indiquent toujours quelque excès semblable, une concentration et une accumulation démesurées du labeur humain. Voyez les cathédrales gothiques et les pyramides d'Égypte, Paris contemporain et les docks de Londres.

Au bout d'une longue file de ruelles, de murailles blanches, de jardins déserts, apparaît la grande ruine. Sa forme ne peut se comparer à rien, et la ligne qu'elle découpe dans le ciel est unique. Ni les montagnes, ni les collines, ni les édifices, ni les œuvres naturelles, ni les œuvres humaines n'en donnent l'idée; elle ressemble à tout cela : c'est une œuvre humaine que le temps et les accidens ont déformée et transformée jusqu'à la rendre naturelle. Au milieu de l'air, sa cime de bosselures émoussées, sa crête labourée de larges vides, sa masse rougeâtre morne et morte tournent silencieusement sur un linceul de grands nuages.

On entre, et il semble qu'on n'a rien vu au monde d'aussi grand; le Colisée lui-même n'en approche pas, tant la multiplicité et l'irrégularité des débris ajoutent encore à l'énormité de l'énorme enceinte. Devant ces monceaux de briques roussies et rongées, devant ces voûtes rondes élancées comme les arches d'un grand pont, de-

vant ces môles croulans, on se demande s'il n'y a point eu là une ville entière. Souvent une voûte est tombée, et le massif monstrueux qui la soutenait se dresse encore dans l'air, avec un reste d'escalier, avec un fragment d'arcade épais comme une maison, ventru et difforme. Parfois il est fendu par le milieu, et il semble qu'un pan va se détacher, rouler comme une roche. Des parois de mur, des morceaux de voûtes fléchissantes s'y sont collés, et les saillies menacent, extravasées dans l'air vide. Les cours sont pleines de débris, et les morceaux de briques, sous l'effort du temps, se sont incrustés ensemble aussi âprement que les blocs de cailloux tassés par la mer. Ailleurs les arcades intactes s'étagent les unes au-dessus des autres; le ciel, tranché par leur courbe, luit derrière elles, et tout en haut, sur le rouge terne des briques, les chevelures verdoyantes des plantes chatoient et ondulent au milieu de l'azur.

Il y a des profondeurs suspectes où l'ombre humide traîne parmi des noirceurs étranges. Les lierres y descendent; les fenouils, les anémones, les mauves foisonnent sur les bords; à demi ensevelis sous des monceaux de pierres écroulées, les fûts de colonnes s'enfoncent sous un pêle-mêle d'herbes grimpantes; le trèfle aux feuilles grasses tapisse les pentes. De petits chênes-liéges arrondis, des arbrisseaux verts, des milliers de giroflées perchent sur les saillies, s'accrochent dans les cieux, panachent les crêtes de leurs fleurs jaunes. Tout cela bruit au vent, et les oiseaux chantent dans le grand silence.

On distingue encore les arcades de la Pinacothèque, haute comme un dôme d'église, la grande salle ronde destinée aux bains de vapeur, les énormes hémicycles où se donnaient les spectacles. Supposez un club comme l'Athenæum à Londres, c'est-à-dire un palais à l'usage de tout le monde, celui-ci à l'usage d'un monde qui, outre les besoins de l'esprit, avait ceux du corps, qui venait non-seulement pour voir des livres, des journaux, des œuvres d'art, pour écouter des poètes et des philosophes, pour converser et disputer, mais encore pour nager, se frotter, transpirer, même lutter et courir, en tout cas pour regarder des lutteurs et des coureurs, car Rome à cet égard n'est qu'une Athènes agrandie : le même genre de vie, les mêmes instincts, les mêmes habitudes, les mêmes plaisirs s'y perpétuent; la seule différence est dans la proportion et dans le moment. La cité s'est enflée jusqu'à renfermer des maîtres par centaines de mille et des esclaves par millions; mais de Xénophon à Marc-Aurèle l'éducation gymnastique et oratoire n'a point changé : ils ont toujours des goûts d'athlètes et de parleurs; c'est dans ce sens qu'il faut travailler pour leur plaire; c'est à des corps nus, à des dilettantes de style, à des amateurs de décoration et de conversation qu'on s'adresse. Nous n'avons plus l'idée de cette vie cor-

porelle et païenne, oisive et spéculative; le climat est demeuré le même, mais l'homme s'est transformé en se vêtant et en devenant chrétien.

On monte je ne sais combien d'étages, et au sommet on trouve le pavé des chambres supérieures, un marquetage de petits dés de marbre; les genêts, les arbrisseaux s'y sont implantés et les disjoignent; parfois au-dessous de la croûte de terre on voit reparaître un morceau intact, presque frais de la mosaïque. On comptait ici seize cents siéges de marbre poli. Dans les thermes de Dioclétien, il y avait place pour trois mille deux cents baigneurs. Quand de cette hauteur on jette les yeux autour de soi, on voit la plaine rayée à perte de vue par les vieux aqueducs, et du côté du mont Albano, trois autres vastes ruines, des amas d'arcades noircies ou rougeâtres, crevassées, déchiquetées, émiettées par les siècles et brique à brique.

On descend et l'on regarde encore : la salle de la piscine a cent vingt pas de long; celle où l'on se déshabillait a quatre-vingts pieds de haut; tout cela était revêtu de marbre, et ce marbre est si beau que de ses débris on fabrique des bijoux de cheminée; on en a tiré au XVI[e] siècle l'Hercule Farnèse, le Torse, la Vénus Callipyge, et je ne sais combien de chefs-d'œuvre, au XVII[e] des centaines de statues. Il est probable que nul peuple ne retrouvera les aises, les divertissemens et surtout les beautés que les Romains trouvaient à Rome. Il faut venir ici pour comprendre ce mot : une civilisation autre que la nôtre, autre et différente, mais dans son genre aussi complète et aussi fine. C'est un autre animal, mais également parfait, comme tel mastodonte avant l'éléphant moderne.

Dans un coin, à l'abri, fleurissait le plus charmant amandier, tout rose comme une jeune fille parée pour le bal, tout en fleur, riant et traversé par une pluie de rayons de soleil, tombé par hasard entre ces murs colossaux, dans le squelette vermoulu du monstre fossile.

La Peinture. Raphaël.

Parlons de ton Raphaël; puisque tu aimes les impressions franches, je te donnerai l'ordre des miennes. Combien de fois n'avons-nous pas raisonné de lui ensemble devant les dessins originaux et les estampes! Ses plus grandes œuvres sont ici. Quand du milieu des sensations l'idée commence à poindre, on prend la liste des endroits où il y a quelque peinture de lui. On va d'une fresque à un tableau, d'une galerie à une église; on revient, on lit sa vie, celle de ses contemporains et de ses maîtres. C'est un travail; il en faut bien un pour Pétrarque et Sophocle : toutes les grandes choses un peu lointaines correspondent à des sentimens que nous n'avons plus.

Le premier aspect est singulier; on vient d'entrer dans la cour du Vatican, on a vu un entassement de bâtimens, et au-dessus de sa tête une allée de vitrages qui donnent à l'édifice l'apparence d'une grande serre. Muni de cette belle idée, on a monté une infinité d'escaliers; sur le palier, un suisse doucereux et prudent a empoché vos deux pauls avec un sourire de reconnaissance. Vous êtes dans une vaste salle encombrée de peintures. Laquelle regarder? Voici la *Bataille de Constantin*, dessinée par Raphaël et peinte par Jules Romain, avec de la brique pilée, je suppose; probablement aussi il a plu dessus, et la couleur détrempée s'en est allée par places. Vous suivez un long portique vitré où doivent être les arabesques de Raphaël : elles n'y sont plus; seulement à leurs traces vagues on devine qu'elles ont été là; certainement des polissons avec leur couteau ont gratté assidûment sur la muraille. Vous vous renversez en arrière, et vous apercevez au plafond les cinquante-deux scènes bibliques qu'on appelle les *loges* de Raphaël; il en reste cinq ou six entières; pour les autres, on a emmanché un balai au bout d'une perche et on a frotté vigoureusement. D'ailleurs était-ce la peine de faire des chefs-d'œuvre pour les faire si petits, les placer si haut, les réduire à l'état de caissons sous une voûte? Certainement ils ne sont qu'un accessoire dans la pensée de l'architecte, un bout de décoration dans un promenoir; quand le pape, après son dîner, venait ici prendre le frais, il apercevait de loin en loin un groupe, un torse, si par hasard il levait la tête. — Vous revenez et vous faites une première tournée dans les quatre célèbres chambres de Raphaël : ce sont les appartemens de Jules II. Le pape y remplissait les offices de sa place. Dans l'une, il signait les brefs : le peintre ici est secondaire; la salle n'était pas faite pour lui, il a travaillé pour la salle. Les jours sont médiocres, une moitié des fresques reste dans l'ombre. Le plafond est surchargé, les sujets s'y étouffent. Le coloris s'est terni; des gerçures coupent par la moitié les corps et les têtes. L'humidité a marbré de teintes blafardes les visages, les vêtemens et les architectures; les ciels n'ont plus d'éclat, la moisissure y met ses plaques de lèpre; les déesses de la voûte s'écaillent. — Cependant les étrangers, un livret à la main, font leurs observations tout haut; les copistes remuent leurs échelles. Figure-toi au milieu de tout cela le malheureux visiteur obligé de se tordre le cou pour manœuvrer sa lunette!

Assurément dix-neuf visiteurs sur vingt sont déçus dans leur attente et demeurent bouche béante en murmurant : « N'est-ce que cela? » Il en est de ces fresques comme des textes mutilés de Sophocle ou d'Homère. Donnez le manuscrit du XIII[e] siècle à un lecteur ordinaire, et supposez qu'il puisse le déchiffrer. S'il est de

bonne foi, il ne comprendra rien à votre admiration, et demandera en échange un roman de Dickens ou un *lied* de Heine. Moi aussi, je comprends que je ne comprends pas. Il me faudra deux ou trois visites pour faire les abstractions et les restaurations nécessaires. En attendant, je vais dire ce qui me choque : c'est que tous ces personnages *posent*.

Je viens de monter à l'étage supérieur et de voir cette célèbre *Transfiguration* qu'on appelle le plus grand chef-d'œuvre de l'art. Y a-t-il au monde un sujet de tableau plus mystique? Le ciel ouvert, les personnages bienheureux qui apparaissent, les corps pesans, qui, dégagés des grossières lois terrestres, montent dans la gloire et dans la lumière, tout le délire et la sublimité de l'extase, un vrai miracle, une vision comme celle de Dante lorsqu'il s'élève au paradis les yeux fixés sur les yeux rayonnans de Béatrix! Je pensais à l'apparition des anges dans Rembrandt, à cette rose de figures mystérieuses qui tout d'un coup flamboie dans la nuit noire, épouvantant les troupeaux, annonçant aux bergers qu'un sauveur vient de naître. Le Hollandais dans ses boues et dans sa brume a senti les terreurs et les ravissemens évangéliques; il a *vu*, il a été secoué jusqu'aux moelles par le poignant sentiment de la vie et la vérité, et en effet les choses se sont passées telles qu'il nous les montre; devant son tableau, on y croit parce qu'on y assiste. Raphaël croit-il à quelque chose dans son miracle? Il croit avant tout qu'il faut choisir et ordonner des attitudes. Cette belle jeune femme à genoux songe à bien placer ses deux bras; les trois saillies de muscles sur son bras gauche font une suite agréable; la chute des reins, la tension de toute la machine depuis le dos jusqu'à l'orteil sont justement la pose qu'on arrangerait dans un atelier. L'homme au livre pense à montrer son pied si bien dessiné. Celui qui lève un bras, le voisin qui tient l'enfant possédé, font des gestes d'acteur. Qu'est-ce que ces apôtres qui se laissent tomber symétriquement de façon à faire un groupe? Moïse et Élie dans la gloire aux deux côtés du Christ sont des nageurs qui déploient leurs jambes. Ce Christ lui-même avec ses pieds si nettement marqués, ses orteils séparés, n'est qu'un beau corps; Raphaël, avant de l'habiller, l'a fait nu dans son esquisse; ses cous-de-pied l'ont préoccupé autant que sa divinité.

Ceci n'est pas impuissance, mais système, ou plutôt instinct, car alors il n'y avait pas de système. J'ai encore devant les yeux une estampe célèbre, son *Massacre des Innocens*. Je réponds que pas un des innocens ne court de danger. Le grand gaillard de gauche qui montre ses pectoraux, l'autre du centre qui fait voir le creux de son échine, ne tueront jamais les bambins qu'ils empoignent. Mes amis, vous êtes bien portans, et vous savez tendre vos muscles;

mais vous ne savez pas votre métier. Pour un roi Hérode, les tristes bourreaux que vous faites! Quant aux mères, elles n'aiment pas leurs enfans, elles se sauvent avec tranquillité; si elles crient, c'est modérément; elles auraient trop peur de déranger l'harmonie de leurs attitudes. Mères et bourreaux, c'est une assemblée de figurans calmes qui s'encadrent devant un pont entre des fabriques. — J'ai retrouvé la même chose à Hampton-Court dans les fameux cartons; les apôtres qui foudroient Ananias s'avancent jusqu'au rebord de l'estrade comme un chœur d'opéra au cinquième acte.

On redescend, et de nouveau on va se planter devant les fresques des chambres, par exemple devant l'*Incendie du Borgo*, pauvre incendie et bien peu terrible! Il y a quatorze personnes à genoux sur l'escalier, voilà une foule; ces gens-là ne s'écraseront pas, d'ailleurs ils se remuent sans se presser. En effet, ce feu ne brûle pas; comment brûlerait-il, n'ayant pas de bois à dévorer, étouffé comme il est par des architectures de pierre? Il n'y a pas d'incendie ici, mais seulement deux rangées de colonnes, un large escalier, un palais dans le fond, et des groupes répandus çà et là, à peu près comme les paysans qui en ce moment s'asseyent et se couchent sur les marches de Saint-Pierre. Le personnage principal est un jeune homme bien nourri, suspendu par les deux bras, et qui trouve le temps de faire de la gymnastique. Un père sur la pointe des pieds reçoit son enfant que la mère lui tend du haut d'une muraille; ils seraient à peu près aussi inquiets s'il s'agissait d'un panier de légumes. Un homme porte son père sur ses épaules, son fils nu est à côté de lui, et sa femme suit : sculpture antique, c'est Énée avec Anchise, Ascagne et Créuse. Deux femmes apportent des vases et crient; des cariatides de temple grec auraient le même mouvement. Je ne vois là que des bas-reliefs peints, un complément de l'architecture.

On s'en va sur cette idée, et on la médite, ou plutôt elle se développe toute seule dans la tête et porte des fruits. Pourquoi en effet des fresques ne seraient-elles pas un complément de l'architecture? N'est-ce pas un tort que de les considérer en elles-mêmes? Il faut se mettre au point de vue du peintre pour entrer dans les idées du peintre. Et certainement ce point de vue-ci était celui de Raphaël. L'*Incendie du Borgo* est compris dans un arc ornementé qu'il a pour emploi de remplir. *Le Parnasse* et la *Délivrance de saint Pierre* sont des dessus de porte ou de fenêtre, et leur place leur impose leur forme. Ces peintures ne sont pas plaquées sur l'édifice, elles en font partie, elles le revêtent comme la peau revêt le corps. Pourquoi, appartenant à l'architecture, ne seraient-elles point architecturales? Il y a une logique intérieure dans ces grandes œuvres; c'est à moi d'oublier mon éducation moderne pour la chercher.

Aujourd'hui nous voyons les tableaux à l'exposition, et chacun

d'eux existe pour lui-même : dans la pensée de l'artiste, il est complet par soi ; on l'accrochera n'importe à quel panneau, ce n'est pas son affaire. Le peintre a découpé dans la nature ou dans l'histoire un paysage ou une scène ; que le morceau soit intéressant, voilà son premier objet : il agit ici comme un romancier ou un écrivain de théâtre ; c'est un dialogue qu'il a seul à seul avec nous. Il est tenu d'être véridique et dramatique : s'il nous montre une bataille, que ce soit la barricade de Delacroix ; s'il nous montre un Christ consolant les malades, que ce soit ce pauvre et divin Christ des misérables, celui de Rembrandt, dans son auréole de lumière jaune, au milieu des clartés qui meurent douloureusement dans l'ombre humide ; mais, dans la peinture décorative, l'objet est autre, et le tableau change en même temps que son objet. Voici l'arc d'une fenêtre qui se courbe gravement et simplement ; la ligne est noble, et une bordure d'ornemens accompagne sa belle rondeur, mais les deux côtés et le dessus restent vides ; ils ont besoin d'être remplis, et ils ne peuvent l'être que par des figures aussi sérieuses et aussi amples que l'architecture ; des personnages abandonnés à l'emportement de la passion feraient disparate, on ne peut pas imiter ici le désordre des groupes naturels. Il faut que les personnages s'étagent selon la hauteur du panneau, les uns courbés ou enfantins au sommet de l'arc, les autres debout et adultes sur les côtés. La composition n'est pas isolée, elle est le complément de la fenêtre, elle dérive comme tout le palais d'une idée unique. Un vaste édifice royal est par nature grandiose et calme, et il impose à ses revêtemens, c'est-à-dire à la peinture, son calme et sa grandeur.

Mais surtout il faut se dire et se redire qu'alors l'âme du spectateur n'était pas la même qu'aujourd'hui. Depuis trois cents ans, nous nous sommes rempli la tête de raisonnemens et de distinctions morales ; nous nous sommes faits critiques, observateurs des choses intérieures ; enfermés dans nos chambres, serrés dans notre habit noir, bien protégés par les gendarmes, nous avons négligé la vie corporelle, l'exercice des membres ; nous nous sommes adonnés aux mœurs de salons, nous avons cherché notre plaisir dans la conversation et la culture d'esprit ; nous avons remarqué les nuances des bonnes façons, les particularités des caractères ; nous avons lu et commenté des historiens et des romanciers par centaines, nous nous sommes chargés de littérature. L'esprit humain s'est vidé d'images et comblé d'idées ; ce qu'il comprend et ce qui le touche dans la peinture, c'est la tragédie humaine ou la vie naturelle dont il aperçoit un lambeau, telle scène de mœurs, tel aspect de la campagne, *le Larmoyeur*, d'Ary Scheffer, *une Mare au soleil*, de Decamps, le *Meurtre de l'évêque de Liège*, de Delacroix. Nous trouvons là comme dans un poème la confidence d'une âme passionnée,

une sorte de jugement sur la vie; ce que nous venons chercher dans les couleurs et les formes, ce sont des sentimens. En ce temps-là, on n'y cherchait rien de semblable. L'ensemble des mœurs qui nous intéresse à la pensée intérieure, à la forme expressive, intéressait au personnage nu, au corps animal en mouvement. On n'a qu'à lire Cellini, les lettres de l'Arétin, les historiens du temps, pour voir combien la vie était alors corporelle et périlleuse, comment un homme se faisait justice à lui-même, comment il était assailli à la promenade, en voyage, comment il était forcé d'avoir sous la main son épée et son arquebuse, de ne sortir qu'avec un *giacco* et un poignard. Les grands personnages s'assassinent sans difficulté, et jusque dans leurs palais ils ont les rudes manières des gens du peuple. Le pape Jules, irrité contre Michel-Ange, tombe un jour à coups de bâton sur un prélat qui voulait s'interposer. Aujourd'hui, qui est-ce qui comprend l'effet d'un muscle, sauf un chirurgien ou un peintre? Alors c'était tout le monde, charretiers et seigneurs, le grand personnage aussi bien que le premier rustre venu. L'habitude de donner des coups de poing et d'épée, de sauter, de lancer la paume, de jouter en lice, la nécessité d'être fort et agile remplissait l'imagination de formes et d'attitudes. Tel petit amour nu, aperçu par la plante des pieds et lancé en l'air avec son caducée, tel grand jeune homme qui se renverse sur ses hanches, éveillent des idées familières comme aujourd'hui tel intrigant, telle femme du monde, tel financier de Balzac. En les voyant, le spectateur copiait sympathiquement leur geste, car c'est la sympathie, la demi-imitation involontaire, qui rend possible une œuvre d'art; sans cela, elle n'est pas comprise, elle ne naît pas. Il faut que le public imagine l'objet sans effort, qu'il s'en figure à l'instant les précédens, les accompagnemens, les suites. Toujours, lorsqu'un art règne, l'esprit des contemporains en contient les élémens propres, tantôt des idées et des sentimens, si cet art est la poésie ou la musique, tantôt des formes et des couleurs, si cet art est la sculpture ou la peinture. Partout l'art et l'esprit se rencontrent, c'est pour cela que le premier exprime le second et que le second produit le premier. Aussi bien, si l'on voit alors en Italie une renaissance des arts païens, c'est qu'on y trouve une renaissance des mœurs païennes. César Borgia, ayant pris je ne sais plus quelle ville du royaume de Naples, se réserva quarante des plus belles femmes. Les priapées que décrit Burchard, le camérier du pape, sont des fêtes à peu près semblables à celles qu'on voyait du temps de Caton sur les théâtres de Rome. Avec le sentiment du nu, avec l'exercice des muscles, avec le déploiement de la vie corporelle, le sentiment et le culte de la forme humaine apparaissent une seconde fois.

Toute la peinture italienne roule sur cette idée : elle a retrouvé le

corps nu; le reste n'est que préparation, développement, variété, altération ou décadence. Les uns, comme les Vénitiens, y mettent le grand mouvement libre, la magnificence et la volupté; d'autres, comme Corrège, y sentent la grâce délicieuse et riante; d'autres, comme les Bolonais, l'intérêt dramatique; d'autres encore, comme le Caravage, la vérité crue et saisissante : en somme, il ne s'agit jamais pour eux que de la vérité, de la grâce, du mouvement, de la volupté, de la magnificence du beau corps, nu ou drapé, qui lève une jambe ou un bras. S'il y a des groupes, c'est pour compléter la même idée, opposer un corps à un corps, équilibrer une sensation par une sensation semblable. Quand viendront les paysages, ce ne seront que des fonds et des accompagnemens; ils sont subordonnés, comme aussi l'expression morale du visage ou la vérité historique du tableau. Vous intéressez-vous au gonflement des muscles qui soulèvent une épaule, et par contre-coup arc-boutent le tronc sur la cuisse opposée? C'est dans cette enceinte fermée et limitée que les grands artistes de ce temps-là ont pensé, et Raphaël se trouve au centre.

Cela devient encore bien plus visible quand on lit leurs vies dans Vasari. Ce sont des ouvriers qui ont des apprentis et fabriquent. L'élève ne passe pas par le collége; il ne se remplit pas de littérature et d'idées générales : il va tout d'abord à l'atelier et travaille. Le personnage habillé ou nu, telle est la forme dans laquelle se moulent tous ses sentimens. Raphaël a la même éducation que les autres. Ce que Vasari cite de lui pendant toute sa jeunesse, ce sont des madones, et puis encore des madones. Pérugin, son maître, est un simple fabricant de saints; il aurait pu mettre ce titre sur son enseigne; encore les siens sont-ils des saints d'autel, mal affranchis de la pose consacrée : ils ne se remuent guère; quand il en met quatre ou cinq dans un tableau, chacun d'eux agit comme s'il était seul. Ils sont un objet de dévotion autant qu'une œuvre d'art; on s'agenouillera devant eux en leur demandant des grâces : ils ne sont pas encore peints uniquement pour faire plaisir aux yeux. Raphaël passera des années dans cette école, étudiant l'emmanchement d'un bras, le pli d'une étoffe d'or, la forme d'une figure pacifique et recueillie, après quoi il ira à Florence regarder des corps plus amples et des mouvemens plus libres. Cette culture si concentrée rassemblera toutes ses facultés sur un seul point; toutes les aspirations vagues, toutes les rêveries touchantes ou sublimes qui occupent les heures vides d'un homme de génie aboutiront à des contours, à des gestes; il pensera par des formes comme nous pensons par des phrases.

Il fut très heureux, noblement heureux, et ce genre de bonheur si rare perce dans toutes ses œuvres. Il n'a point connu les tourmens ordinaires des artistes, leurs longues attentes, les souffrances

de l'orgueil blessé. Il n'a point subi la pauvreté, ni l'humiliation, ni l'indifférence. A vingt-cinq ans, sans effort, il s'est trouvé le premier parmi les peintres de son temps; son oncle Bramante lui a épargné les sollicitations et l'intrigue. A la vue de sa première fresque, le pape fit effacer les autres et voulut que toute la décoration de ses chambres fût de sa main. On ne lui opposait qu'un rival, Michel-Ange, et, bien loin de lui porter envie, Raphaël s'inclinait devant lui avec autant d'admiration que de respect. Ses lettres indiquent la modestie et le calme de l'âme. Il était extrêmement aimable et fut extrêmement aimé; les plus grands le protégeaient et l'accueillaient; ses élèves lui faisaient un cortége d'admirateurs et de camarades. Il n'a eu à lutter ni contre les hommes, ni contre son propre cœur. Il ne semble pas que l'amour ait troublé sa vie, il s'y est complu sans déchirement et sans angoisses. Il n'a pas été obligé comme tant de peintres d'enfanter douloureusement ses conceptions; il les a produites comme un bel arbre produit ses fruits. La séve était abondante, et la culture avait été parfaite; l'esprit enfantait naturellement, et la main exécutait sans peine. Enfin les images qui l'occupaient semblaient exprès choisies pour entretenir la sérénité dans son âme. Il avait passé sa première jeunesse parmi les madones du Pérugin, pieuses et paisibles jeunes filles, d'une quiétude virginale, d'une douceur enfantine, mais saines, et que la fièvre mystique du moyen âge n'avait point touchées. Il avait ensuite contemplé les nobles corps antiques et compris la fière nudité, le bonheur simple de ce monde détruit dont on venait de déterrer les fragmens. Entre les deux modèles, il avait trouvé sa forme idéale, et il errait dans un monde tout florissant de force, de joie et de jeunesse comme la cité antique, mais où la pureté, la candeur, la bonté d'une inspiration nouvelle répandaient un charme inconnu, sorte de jardin dont les plantes avaient la vigueur et la séve païenne, mais où les fleurs demi-chrétiennes s'ouvraient avec un sourire plus timide et plus doux.

A présent je puis aller regarder ses œuvres, en premier lieu la Madone de Foligno au Vatican. Ce qui frappe d'abord, c'est la douceur et la pudeur de la Vierge, c'est le geste timide avec lequel elle touche la ceinture bleue de son enfant, c'est l'effet charmant de la bordure dorée de sa robe rouge. Dans toutes ses premières œuvres et dans presque toutes ses madones, il a gardé le souvenir de ce qu'il a senti à Pérouse, auprès d'Assise, au centre des traditions de la piété heureuse et du pur amour. Les jeunes filles qu'il peint sont des communiantes, leur âme n'est pas épanouie; la religion, en les couvant, a retardé leur éclosion; avec un corps de femme, elles ont une pensée d'enfant. Pour trouver aujourd'hui des expressions pareilles, il faut voir le visage immobile, innocent, des religieuses

qui, élevées dès l'enfance au couvent, n'ont jamais senti le contact du monde. Évidemment il étudie avec amour, avec recherche, avec la délicatesse d'un cœur jeune, la fine courbe du nez, la petitesse de la bouche et de l'oreille, un reflet de lumière sur de doux cheveux blonds. Le sourire épanoui d'un enfant le charme; cette cuisse enfantine qui vient toucher le ventre se replie si mollement! Une mère seule peut dire la complaisance tendre avec laquelle les yeux s'attardent sur un pareil plaisir. Le peintre est un autre Pétrarque, un contemplatif qui suit son rêve, et ne se lasse pas de l'exprimer. Sonnet sur sonnet, il en fera cinquante à propos du même visage, et passera des semaines à épurer les vers où il dépose son bonheur silencieux. Il n'a pas besoin de mouvement ni de tapage, il ne cherche pas l'effet, il ne sent pas le contre-coup des événemens environnans. Ce n'est point un combattant comme Michel-Ange, un voluptueux comme ses contemporains; c'est un rêveur charmant, qui a rencontré le moment où l'on savait faire des corps.

Nulle part cette délicatesse n'est plus visible que dans la *Déposition de la croix* du palais Borghèse. Il n'avait que vingt-trois ans lorsqu'il la fit, et approchait sans y toucher encore du moment où il peignit ses fresques. Il a déjà laissé derrière lui les ordonnances froides du Pérugin, et remue ses personnages, quoique avec une sorte de timidité et un reste de raideur. Des deux côtés du corps sont des groupes qui se font équilibre, trois hommes à gauche, à droite quatre femmes, et les attitudes sont déjà variées et parfaitement belles. Toute la jeunesse de l'invention y luit comme une aurore : non que le tableau soit touchant, comme le veut Vasari; c'est dans Delacroix qu'il faut voir une mère désespérée près d'un cadavre, un vrai linceul, le grand deuil de la nature, les teintes lugubres des fonds violacés, où tranche tragiquement le rouge d'un manteau froissé. Ce qui éclate ici, c'est la riante ou superbe adolescence; rien n'est plus beau que le beau jeune homme qui se tend en arrière pour soutenir le corps, sorte d'éphèbe grec avec des cnémides rouges relevées par une bordure d'or; rien de plus délicieux que la jeune femme aux cheveux tressés, qui, demi-accroupie, lève ses bras vers la pauvre mère, afin de la soutenir. Ces corps sont vierges, parés comme pour une fête, et la bonté la plus aimable reluit dans leurs regards. Des fleurs suaves dressent çà et là leurs calices; l'horizon est rayé d'arbres grêles et rares. L'âme, noble et gracieuse comme celle de Mozart, est encore en bouton et perce son enveloppe.

De là il faut passer à ses œuvres païennes, et on y entre de plain-pied sitôt qu'on regarde ses esquisses. Je les ai vues à Paris, à Oxford et à Londres; le sentiment intérieur du peintre s'y imprime au vol; on y touche la pensée prime-sautière, intacte, telle qu'elle était dans son âme avant d'être arrangée pour le public. Cette pen-

sée est toute païenne, il sent le corps animal comme faisaient les anciens; ce n'est pas seulement une anatomie qu'il a apprise, une forme morte dont il s'est pénétré, un dessous de draperie qu'il est obligé de connaître pour figurer des mouvemens justes. Il aime la nudité elle-même, l'attache vigoureuse d'une cuisse, la superbe vitalité d'un dos plein de muscles, tout ce qui constitue en l'homme le coureur et l'athlète. Je ne sais rien du monde d'aussi beau que son esquisse des noces d'Alexandre et de Roxane; j'en ai la photographie sous les yeux, je la préfère à la fresque elle-même que je viens de voir au palais Borghèse. Les personnages sont nus, et on se croirait devant une fête grecque, tant cette nudité est naturelle, à mille lieues de toute idée d'indécence ou même de volupté, tant la joie simple, la gaîté rieuse de la jeunesse, la santé, la beauté des corps nourris dans la palestre, y éclatent comme aux plus heureux jours de la plus florissante antiquité. Un petit amour rampe dans la grande cuirasse, trop pesante pour ses membres enfantins; deux autres emportent la lance; d'autres ont mis sur le bouclier un de leurs camarades qui boude un peu, et le portent en dansant avec un fol entrain et des cris d'allégresse. Le héros s'avance, aussi noble que l'Apollon du Belvédere, mais plus viril, et rien ne peut exprimer l'élan, le rayonnant sourire des deux jeunes gens, ses compagnons, qui lui montrent la douce Roxane assise pour le recevoir. Un souffle de bonté gracieuse et de bonheur charmant court parmi toutes ces têtes; les corps se meuvent et se déploient comme s'ils étaient heureux de vivre. La belle jeune fille est une fiancée des premiers jours; elle n'a pas besoin de vêtement, les autres non plus; c'est à tort qu'on leur en donnera dans la fresque; ils peuvent demeurer ainsi sans impudeur; comme les dieux et les héros des anciens sculpteurs, ils sont purs, et le libre épanouissement de la vie corporelle est aussi conforme à l'ordre chez eux que chez les fleurs. Les déesses du monde adolescent, l'immortelle Hébé, les dieux sereins assis sur les sommets lumineux que n'atteignent jamais les brutalités des saisons ni les angoisses de la condition humaine, se reconnaîtraient ici une seconde fois. Ils sont présens aussi dans le *Jugement de Pâris*, tel que l'a gravé Marc-Antoine. On passe des heures à contempler le torse tranquille de ce fleuve couché dans les roseaux, les sérieuses déesses debout autour du pâtre, les grandes nymphes si fièrement étendues au pied de la roche, la superbe épaule de la naïade penchée, les cavaliers héroïques qui au plus haut de l'air retiennent l'élan de leurs chevaux. Il semble que dix-huit siècles aient été tout d'un coup effacés de l'histoire, que le moyen âge n'a été qu'un mauvais rêve, et qu'après tant d'années de légendes mesquines ou douloureuses, l'homme, s'éveillant en sursaut, se retrouve au lendemain de Sophocle et de Phidias.

Je suis allé à Santa-Maria-della-Pace : vilaine façade ronde qui fait ventre; mais on entre par un joli petit cloître du Bramante, où deux étages d'arcades élégantes se développent en promenoirs. L'église est trop parée, comme toutes les églises de Rome; sur la gauche, un cardinal du XVIe siècle est couché sur sa tombe, la tête appuyée sur la main, maigre, avec toute la grandeur tragique de la mort : tombeaux et dorures, les deux extrêmes qui peuvent le mieux ébranler l'imagination, ce sont là ici les traits dominans du culte. Le contraste est frappant lorsqu'à la dernière chapelle de gauche, au-dessus d'un arc, on aperçoit les quatre Sibylles de Raphaël. Elles sont debout, penchées ou assises, pour s'accommoder à la courbure de la voûte, et de petits anges, leur présentant le parchemin pour écrire, achèvent de former le groupe. Silencieuses, pacifiques, ce sont bien là des créatures surhumaines, situées, comme les déesses antiques, au-dessus de l'action; un geste calme leur suffit pour apparaître tout entières; leur être n'est pas dispersé ni transitoire, elles subsistent immuables dans un *présent* éternel. Il ne faut point chercher ici l'illusion, le relief; une pareille apparition est un rêve, et c'est les yeux fermés, dans les grands momens d'émotion muette, qu'on peut les retrouver. Un homme comme celui-ci a mis toute la noblesse de son cœur, toutes ses conceptions solitaires de bonheur charmant et sublime dans ces formes et dans ces attitudes, dans l'enlacement fraternel des beaux bras paisiblement étendus qui, se cherchant, font une guirlande. Si un jour, effaçant de notre esprit tous les souvenirs tristes et laids de la vie, nous pouvions entrevoir un tel groupe d'adolescens, d'enfans et de femmes, nous serions heureux, nous ne concevrions rien au-delà. Une surtout, debout, penchée en arrière, et qui lentement retourne la tête, a le regard fier et sauvage, l'étrange grandeur demi-animale et demi-divine des êtres primitifs. Derrière elle, une vieille, ridée, encapuchonnée, est transfigurée jusqu'à paraître belle, comme les vieillards des Champs-Élysées dans Virgile. De l'autre côté, une douce jeune femme, dans la fleur de l'âge, s'assied, et le contour arrondi de son visage exprime la plus parfaite bonté tranquille.

Me voici enfin revenu au Vatican, et toutes mes impressions changent : je me suis mis au point de vue; ce qui paraissait froideur ou recherche est justement ce qui fait plaisir. Il y a un germe dont le reste n'est que le développement, c'est le beau corps bien portant, solidement et simplement peint dans une attitude qui manifeste la force et la perfection de sa structure; c'est cela seul qu'il faut chercher; les autres parties de l'art sont subordonnées. Le tableau est comme une phrase musicale bien rhythmée où chaque son est pur, et que la passion dramatique n'altère jamais au point d'y introduire une dissonance ou un vrai cri. A ce titre, tel geste

qui semble apprêté est beau comme un accord ample et juste; je n'ai qu'à le prendre en lui-même, abstraction faite du sujet et de la vraisemblance, et mes yeux en jouiront comme mon oreille jouit d'un chant plein et doux.

Tout ce peuple de figures parle maintenant, et ne parle que trop haut. Il y en a trop, on ne peut plus décrire. Je te dirai seulement ce qui m'est resté le plus vif dans le souvenir : d'abord les loges du Vatican, et dans les loges ce grand lutteur qu'il appelle Dieu le père, et qui d'un bond, étalant ses membres, franchit les ténèbres; ce dos cambré d'Ève cueillant la pomme, sa tête charmante, les vigoureux muscles de ce jeune corps tordu sur ses hanches, tous ces personnages d'une structure si forte et d'un mouvement si libre; ensuite les cariatides blanches de la salle d'Héliodore, simples figures en grisaille pâle, véritables déesses d'une grandeur et d'une simplicité sublimes, parentes des antiques, avec une expression de douceur et de bonté que n'ont point les Junons et les Minerves, exemptes de pensée comme leurs sœurs grecques, occupées dans leur sérénité inaltérable à tourner la tête ou à lever un bras. C'est dans ces sortes de personnages idéaux et allégoriques qu'il triomphe. Sur le plafond, la Philosophie, si forte et si sérieuse, la Jurisprudence, vierge austère qui, les yeux baissés, lève une épée, surtout la Poésie, surtout les trois déesses assises en face du Parnasse, et qui, se tournant à demi, forment avec trois enfans un groupe digne du vieil olympe, sont des figures incomparables et au-dessus de l'homme. Comme les anciens, il supprime l'accident, l'expression fugitive de la physionomie humaine, toutes les particularités qui annoncent un être ballotté et froissé par les hasards et le combat de la vie. Ses personnages sont affranchis des lois de la nature; ils n'ont jamais souffert, ils ne peuvent pas être troublés; leurs attitudes si calmes sont celles des statues. On n'oserait leur parler, on est pénétré de respect, et cependant ce respect est mêlé de tendresse, car on aperçoit sous leur gravité un fonds de bonté et de sensibilité féminines. Raphaël leur donne son âme; même parfois, par exemple dans les Muses du *Parnasse*, plusieurs jeunes femmes, entre autres celle dont on voit l'épaule nue, ont une suavité pénétrante, une douceur presque moderne. Il les a aimées.

Tout cela éclate plus visiblement encore dans *l'École d'Athènes*. Ces groupes sur cet escalier, au-dessous et autour des deux philosophes, n'ont jamais existé ni pu exister, et c'est justement pour cela qu'ils sont si beaux. La scène est dans un monde supérieur, que les yeux des hommes n'ont jamais vu, tout entier sorti de l'esprit de l'artiste. Tous ces personnages sont de la même famille que les déesses du plafond. Il faut rester devant eux une après-midi; une fois qu'on les sent marcher, on éprouve qu'une pareille scène

est au-dessus de tout. Le jeune homme, vêtu de longs vêtemens blancs, au visage d'ange, monte comme une apparition méditative. L'autre, aux cheveux bouclés, qui se penche sur la figure de géométrie, et ses trois compagnons à côté de lui, sont des êtres divins. C'est un rêve dans l'azur. Ils peuvent, comme les figures entrevues dans l'extase ou dans le rêve, persister indéfiniment dans la même attitude. Le temps ne s'écoule pas pour eux. Le vieillard debout en manteau rouge, son voisin qui regarde, le jeune homme qui écrit, pourront demeurer ainsi toujours. Ils sont bien, leur être est accompli; ils sont dans une de ces minutes dont parle le *Faust* de Goethe, où l'on dit au moment : « Arrête-toi, tu es parfait. » Leur repos, c'est le bonheur fixe; quand on a atteint un certain état d'accomplissement, il n'en faut plus bouger.

La vie humaine, celle du corps ou de l'âme, est infinie et énormément multiple; mais il n'y a que certaines portions, certains instans qui, comme une rose entre cent mille roses, méritent de subsister, et telles sont ces attitudes. La plénitude de la force et l'harmonie de toute la structure humaine s'y manifestent sans disparate ni effort. Cela suffit; on ne souhaite rien d'autre. Deux hommes adultes penchés au-dessous d'un calme adolescent debout font une belle forme, et il est doux de s'oublier devant elle. L'expression des têtes n'y contredit pas; trop pensives, trop semblables au réel, trop brillamment peintes, elles appelleraient la passion ou l'élan; dans cette sérénité, sous cette teinte sombre, elles s'accordent avec la paisible architecture des poses.

De tous les artistes que je connaisse, il n'y en a aucun qui lui ressemble plus que Spenser. A la première lecture, beaucoup de gens le trouvent compassé ou terne; rien chez lui ne semble réel; puis on monte avec lui dans la lumière, et ses personnages, qui ne peuvent pas exister, sont divins.

La Farnésine.

On traverse en fiacre une quantité de rues tortueuses et tristes; on passe sur le pont San-Sisto, et l'on voit des deux côtés du fleuve un pêle-mêle de bicoques, et je ne sais quel long cloaque d'arcades suintantes, au-delà un amas de bouges; tout cela garde encore l'aspect du moyen âge. Au bout d'un instant, vous voilà dans un palais de la renaissance, devant les Psychés de Raphaël.

Elles font la décoration d'une grande salle à manger lambrissée de marbres, dont le plafond se courbe encadré dans une guirlande de fleurs et de fruits. Au-dessus de chaque fenêtre, la guirlande s'évase pour recevoir les vigoureux corps de Jupiter, de Vénus ou de Psyché, et l'assemblée des dieux couvre la voûte. En levant les yeux, au-dessus de la table chargée de vaisselle d'or et de poissons

monstrueux, les convives apercevaient ces grands nus dans le bleu foncé de l'olympe, parmi les guirlandes voluptueuses, où des courges femelles et des radis mâles font penser à la large joie d'Aristophane. La courtisane Imperia pouvait y venir; les hôtes, des parasites comme Tamisius, des artistes licencieux comme Jules Romain et l'Arétin, des seigneurs et des prélats nourris dans les dangers et dans la franche sensualité du siècle, devaient contempler avec sympathie cette peinture gaie, grande et forte, ces figures rudement faites, indiquées plutôt qu'achevées, ces tons de brique. Souvent un paquet de blanc avec une tache noire fait les yeux; les trois Grâces nues dans le banquet sont musclées comme des lutteurs; plusieurs dieux, Hercule, Pan, Pluton, le Fleuve, ne sont que de robustes forgerons tracés à grands traits et par grosses plaques de couleur comme pour une tapisserie; les Amours qui rapportent Psyché ont la solide chair empâtée d'enfans surnourris. Il y a dans toute la peinture une exubérance de vigueur et je dirai presque de lourde séve païenne; à Rome, le type est plutôt fort qu'élégant; les femmes, ne remuant guère, deviennent pesantes et grasses; on trouve les traces de cette impression dans beaucoup de femmes de Raphaël, dans ses Grâces charnues, dans son Ève massive, dans la largeur du torse de sa Vénus. Le paganisme vers lequel il inclinait n'était point attique, et ses élèves qui ont exécuté les peintures de cette salle ont outré ou négligé à demi ses indications, comme un graveur qui reproduit un tableau en oubliant les délicatesses. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à mettre en regard dans la fresque et dans le dessin original *Vénus recevant le vase.* La figure dessinée est une vierge des temps primitifs, d'une innocence et d'une douceur inexprimables, et sa tête d'enfant qui n'a pas encore pensé, posée sur un tronc herculéen, produit une émotion telle que l'esprit se reporte involontairement jusqu'à l'origine de la famille humaine, dans ces temps où la fille s'appelait *la laitière,* où des races athlétiques et naïves, avec l'épée courte et des dogues qui terrassaient les lions, descendaient de leurs montagnes pour coloniser l'univers. Même à travers la traduction des élèves, la figure peinte ici, comme dans toute la fresque, est encore unique; il y a là un type nouveau, non pas copié sur le grec, mais sorti tout entier du cerveau du peintre et de l'observation du modèle nu, d'une énergie et d'une plénitude étranges, où le muscle est accusé non par imitation obligée de la nature, mais parce qu'il est vivant, et que par sympathie l'artiste jouit de sa tension. *Psyché lancée à travers l'air et soutenue par des amours, Vénus suppliant Jupiter,* sont d'une fraîcheur et d'une jeunesse charmantes. Et que dire des deux bouquetières aux ailes de papillon, de l'aimable Grâce dansante qui dans le banquet arrive effleurant le sol? Tout cela rit et cueille à pleines mains

les plus riches fleurs de la vie. Dans l'espace, à côté des grandes déesses, volent des enfans, un Amour qui soumet au joug un lion et un cheval marin, un autre précipité comme un nageur dans une eau molle où il va s'ébattre, puis des colombes blanches, de petits oiseaux, des hippogriffes, un sphinx à corps de dragon, toutes les gaîtés de l'imagination idéale. Parmi ces fantaisies serpente la guirlande touffue entremêlant les magnificences du printemps et de l'été, les grenades et les feuilles de chêne, les pâquerettes épanouies et l'or pâle des limons, les calices satinés du narcisse blanc avec les rondeurs opulentes des courges. Comme il est loin de ses premières timidités chrétiennes! Entre *la Déposition de la croix* et *la Farnésine*, le souffle de la renaissance païenne a passé sur sa tête et développé tout son génie du côté de la joie et de la vigueur.

Sa pauvre *Galathée*, qui est dans la salle voisine, a bien souffert du temps. Elle a l'air détrempé, une partie du modelé a disparu, la mer et le ciel sont ternes et salis par plaques; mais elle est de la main de Raphaël : on s'en aperçoit à la grâce et à la douceur de Galathée, au geste du petit amour qui déploie si harmonieusement ses membres, à l'invention si originale des dieux et des déesses marines. La nymphe nue enlacée à mi-corps se laisse faire avec une expression de coquetterie charmante; le triton barbu au nez busqué qui l'enserre dans ses bras nerveux a toute l'allégresse et l'élan d'un dieu animal qui respire à pleine poitrine dans l'air salé de la mer le contentement et la force. Derrière, une femme aux blonds cheveux flottans s'assied sur la croupe du dieu qui l'emmène, et son dos cambré se creuse avec la plus savante élégance. — Le peintre ne s'abandonne pas à son sujet, il demeure sobre et modéré, il évite d'aller jusqu'au bout du mouvement et de l'expression, il épure des types et arrange des poses. Ce goût naturel de la mesure, ces instincts affectueux qui le portent, comme Mozart, à peindre la bonté native, cette délicatesse d'âme et d'organes qui lui fait rechercher partout les êtres nobles et doux, tout ce qui est heureux, généreux et digne de tendresse, cette fortune singulière d'avoir rencontré l'art sur la cime extrême qui sépare l'achèvement de la préparation et de la décadence, ce bonheur unique d'une éducation double, qui, après lui avoir montré l'innocence et la pureté chrétiennes, lui a fait sentir la force et la joie païennes, il a fallu tous ces dons et toutes ces circonstances pour le porter au faîte. Vasari dit très justement : « Si l'on veut voir clairement combien parfois le ciel peut se montrer libéral et large en accumulant sur une seule personne les infinies richesses de ses trésors, et toutes ces grâces et dons particulièrement rares qu'en un long espace de temps il disperse entre beaucoup d'individus, il faut contempler Raphaël Sanzio d'Urbin. »

H. TAINE.

LES

CRISES COMMERCIALES

ET MONÉTAIRES

I.

LE *MONEY-MARKET* EN ANGLETERRE DEPUIS CINQUANTE ANS.

I. *Geschichte der Handelskrisen,* von Max Wirth, Frankfurt-am-Main. — II. *Les Crises commerciales,* par le Dr Clément Juglar. — III. *The Economist.* — IV. *Die Geschichte der Preise,* von Th. Tooke und W. Newmarch, deutsch und mit Zusätzen versehen von Dr C. W. Asher, Dresden.

Depuis la fin du siècle dernier, il se produit de temps en temps dans l'ordre économique un phénomène nouveau et redoutable, qui a donné lieu en Angleterre à des débats approfondis dès l'origine, mais qui, jusqu'à ces dernières années, n'avait pas provoqué d'études spéciales de la part des théoriciens du continent, sans doute parce que de ce côté-ci du détroit on avait eu beaucoup moins à souffrir du fléau. Je veux parler des crises monétaires et commerciales. Ces crises sont les tempêtes du monde des affaires. Elles font penser à ces ouragans terribles, à ces cyclones qui, dans les régions tropicales, se déchaînent à l'improviste, arrachant les arbres, brisant les navires, abattant les maisons, et semant de débris la terre et les eaux. Semblables à ces terribles convulsions des élémens, les crises exercent leurs ravages dans la sphère des échanges; elles renversent les maisons de commerce les mieux assises, elles jettent à bas les banques les plus solides, elles appau-

vrissent les riches, tuent les pauvres, et couvrent le sol de ruines. Les tempêtes du monde financier et celles du monde physique naissent et se propagent à peu près de la même manière. A la suite d'une série de beaux jours, la terre s'échauffe, l'atmosphère se charge d'électricité, les forces de la nature se tendent comme pour la lutte; bientôt le ciel se couvre, l'orage se prépare, approche et se déchaîne enfin, ravageant des contrées entières dans son vol destructeur. Ainsi dans le domaine économique vient d'abord une période où tout favorise les entreprises les plus diverses; la confiance est illimitée, l'or coule à flots; les fonds publics, les valeurs haussent de prix; l'intérêt baisse; l'aisance, la prospérité pénètrent partout. Soudain un point noir paraît dans le ciel serein, la nuée sombre grandit, s'étend et menace; la défiance se propage, le crédit se resserre, les bourses se ferment, l'argent disparaît, enfin la crise éclate, et passe d'un pays à l'autre, laissant partout des traces désastreuses de son passage.

L'étude purement théorique de ces grands bouleversemens économiques offrirait déjà un très vif intérêt; mais ils commandent l'attention à un titre plus pressant, car ils atteignent et frappent plus ou moins toutes les classes de la société : les industries, pour qui les débouchés se ferment; l'agriculture, qui vend mal ses produits; les grandes compagnies, dont le chiffre d'affaires se restreint; les spéculateurs, qui voient avec effroi s'affaisser les meilleures valeurs; les artistes, que la commande délaisse; les plus puissans états même, dont les impôts rendent moins, et jusqu'à l'humble ouvrière, qui s'aperçoit que l'argent devient rare sans qu'elle puisse deviner la raison de cette gêne dont chacun se plaint. Jadis les crises locales demeuraient circonscrites dans un cercle étroit; aujourd'hui celles même qui sont produites par des causes locales ne tardent point à se généraliser. Les relations des peuples entre eux sont devenues si fréquentes, si intimes, que si, dans la circulation des valeurs qui enserre le globe entier de ses mille réseaux, il se produit quelque engorgement, quelque embarras, aussitôt le coup se répercute, et dans certaines circonstances donne naissance à une crise universelle. Il devient donc de plus en plus urgent d'étudier de près les lois qui président au développement de ces terribles phénomènes, afin d'arriver à connaître les causes qui les occasionnent et les symptômes qui les annoncent. Par l'examen persévérant des faits, les sciences naturelles ont réussi à découvrir la marche des grands courans qui sillonnent la profondeur des océans et la direction habituelle des vents qui soufflent à leur surface. Le baromètre et le télégraphe électrique leur permettent d'annoncer quelque temps à l'avance l'approche des ouragans, et le naviga-

teur prudent, dûment averti, cargue ses voiles, reste au port, s'affermit sur ses ancres, et échappe ainsi au naufrage. Il serait désirable que la science économique pût rendre le même service à tous ceux qui s'occupent de la production ou de l'échange. Si elle parvenait à déterminer aussi les signes précurseurs des tourmentes financières, ceux qui sont engagés dans des transactions commerciales ou industrielles prendraient leurs précautions, et éviteraient souvent bien des pertes, bien des désastres.

Sans négliger les faits que nous offrent la France, les États-Unis et l'Allemagne, nous étudierons les crises monétaires principalement en Angleterre, parce que c'est là qu'elles se manifestent avec le plus d'intensité et de régularité. Grâce aux documens officiels, aux enquêtes parlementaire et aux recherches des hommes spéciaux, c'est là encore qu'on peut le mieux en saisir les caractères distinctifs. Nous tracerons d'abord l'historique des crises principales; nous essaierons plus tard de découvrir la loi qui préside à la naissance et au développement du phénomène, en cherchant à tirer de cette étude les enseignemens qu'elle peut offrir pour la pratique aussi bien que pour la théorie.

I.

Quand on aborde l'examen des crises commerciales en Angleterre, il est un fait qui frappe aussitôt, c'est le retour régulier et presque périodique de ces désastreuses perturbations. Les crises sérieuses ont éclaté en 1810, 1815, 1818, 1825, 1837, 1847, 1857, revenant ainsi au moins une fois tous les dix ans. Nous ne dirons que quelques mots des trois premières crises, celles de 1810, 1815 et 1818, parce qu'elles se produisirent sous l'empire de circonstances très particulières, et notamment sous le régime d'un papier-monnaie à cours forcé. Nous y reconnaîtrons néanmoins sans peine les caractères essentiels du phénomène que nous avons à étudier. Dès le début de cette lutte gigantesque que l'Angleterre soutint pendant vingt-deux ans contre la France, en 1797 déjà, le parlement avait autorisé la Banque à suspendre le remboursement de ses billets. Comme cet établissement eut la sagesse de limiter ses émissions, — jusqu'en 1810 elles flottèrent entre 15 et 17 millions de livres sterling, — la valeur de ses *banknotes* se soutint et se releva souvent au niveau de l'or après une dépréciation momentanée. On ne peut point dire que cette circulation toute fiduciaire ait arrêté les progrès de la richesse publique, car celle-ci prit un si prodigieux essor, grâce à l'emploi de la vapeur et des machines nouvelles, que l'Angleterre put faire face à des dépenses de guerre, couvertes par

l'impôt et l'emprunt, qu'on estime à 45 milliards de francs. Ce n'est point non plus le billet de banque à cours forcé qui produisit la crise de 1810; elle fut amenée par certaines causes que nous retrouverons dans toutes celles qui suivirent.

L'affranchissement des colonies espagnoles et portugaises à la suite de l'invasion de l'Espagne par les armées françaises semblait devoir ouvrir un marché illimité au commerce anglais. Celui-ci aussitôt inonda l'Amérique du Sud de produits de tout genre avec un empressement désordonné qui a fait époque dans les annales des exportations britanniques. En quelques semaines, on importa plus de marchandises à Rio-Janeiro et à Buenos-Ayres qu'on n'en avait demandé dans l'espace de vingt ans. On alla jusqu'à envoyer une cargaison de patins à des pays qui ignoraient ce que c'est que la neige et la glace, et la colonie de Sydney reçut assez de sel d'Epsom pour faire purger tous les habitans pendant cinquante ans une fois par semaine. En même temps que le commerce se livrait à ces spéculations peu réfléchies, un grand nombre de sociétés par actions se fondaient. — Une liste insérée dans le *Monthly Magazine* du 12 janvier 1808 en indique quarante-deux, — chiffre considérable pour l'époque, — et de 1808 à 1810 le nombre des *country-banks* s'éleva de six cents à sept cent vingt. Tandis que d'un côté ce développement rapide du commerce et de l'industrie absorbait les capitaux, de l'autre les subventions aux puissances continentales et les importations extraordinaires de blé, de coton, de laine, de soie, etc. (1), qu'il fallait payer aussitôt, enlevèrent l'or qui restait dans la circulation, et ainsi l'intermédiaire des échanges devenait plus rare au moment même où on en avait le plus grand besoin. La réserve métallique de la Banque tomba de 6 millions de livres sterling à 3 millions; mais comme elle n'était pas tenue au remboursement, elle porta sa circulation en billets de 17 à 24 millions. Néanmoins le crédit se contracta, la défiance entrava le cours régulier des affaires, et les banqueroutes éclatèrent. Les négocians qui avaient fait des expéditions mal entendues vers l'Amérique furent les premiers frappés. Bientôt un grand nombre de maisons très solides furent entraînées. Un journal financier de l'époque assure que la moitié des commerçans suspendirent leurs paiemens, et beaucoup de *country-banks* en firent autant. Le 11 avril 1811, le parlement décida qu'on ferait une avance de 6 millions sterling,

(1) Les importations de céréales et les subventions aux puissances du continent absorbèrent seules en 1810 plus d'un demi-milliard de francs. Le froment avait atteint le prix de famine de 118 shillings le *quarter*. Les importations comparées de 1808 et de 1810 s'élevèrent pour le coton de 43 millions de livres à 136 millions, pour la laine de 2 à 10 millions, pour la soie de 637,102 à 1,342,475.

en bons de l'Échiquier, aux négocians qui en seraient dignes; mais déjà le fort de la crise était passé, et le succès des armées anglaises en Espagne comme l'ouverture du marché russe amenèrent une nouvelle période de prospérité.

Les crises de 1815 et 1818 furent moins graves. Celle de 1815 fut produite surtout par un excès de spéculation, auquel avaient donné lieu les espérances exagérées basées sur le retour de la paix. Cette fois les banques locales furent les principales victimes; deux cent quarante d'entre elles succombèrent. 1816 fut encore une année difficile, mais l'année 1817 s'ouvrit sous les plus favorables auspices. Les affaires reprirent leur essor, la confiance reparut; l'or était abondant, et la réserve métallique de la Banque s'éleva à 11,668,260 liv. sterl., chiffre énorme qui n'avait jamais été atteint, et qui permit même de reprendre momentanément les paiemens en espèces. Malheureusement cette situation favorable ne dura pas longtemps. L'abondance de l'argent en Angleterre y avait naturellement fait baisser le taux de l'intérêt. Les emprunts émis par la France, l'Autriche et la Russie offraient au contraire des placemens très avantageux, qui séduisirent les capitalistes anglais. Pendant l'automne de 1817 et durant toute l'année 1818, il se fit de grandes importations de céréales et d'autres marchandises à des prix élevés (1). Il en résulta la nécessité de faire à l'étranger de fortes remises. Le change devint défavorable, et comme conséquence inévitable l'or s'écoula rapidement. La réserve métallique de la Banque, qui dépassait 11 millions de livres sterling au 31 août 1817, tomba à 8 millions en mai, à 6 en avril et à 5 en novembre. Les suites ordinaires d'une diminution dans la quantité des instrumens de l'échange ne tardèrent point à se déclarer : contraction du crédit, avilissement de toutes les valeurs, pertes sur les marchandises importées, faillites, crise. La Banque avait dû suspendre ses remboursemens en argent, tout volontaires du reste. Quand la situation se fut de nouveau détendue en 1819, le parlement, sous l'inspiration de Robert Peel, vota le bill pour la reprise des paiemens en espèces, qui eut lieu effectivement en mai 1821, quand la réserve métallique atteignit le chiffre, inoui jusqu'alors, de 11,900,000 livres sterling.

Après ce coup d'œil rapide jeté sur les crises relativement peu graves de 1810, 1815 et 1818, nous allons maintenant étudier de plus près celle de 1825, qui nous offrira des caractères presque semblables, mais sur une plus large échelle. Le souvenir de cette grande convulsion économique s'est conservé en Angleterre comme

(1) Le chiffre des importations pour la consommation intérieure monta de 11,306,934 livres sterling en 1816 à 23,019,773 en 1818.

celui du tremblement de terre de Lisbonne en Portugal ou des éruptions du Vésuve à Naples, et ceux qui y ont assisté n'en parlent encore qu'en frémissant. Les romans mêmes font intervenir les catastrophes de la terrible année dans la trame de leurs fictions (1). Le grand incendie de Londres ne laissa pas après lui une plus profonde impression. A partir de 1822 s'ouvrit une ère de prospérité sans exemple. Le commerce et l'industrie prirent un prodigieux essor. La consommation des filatures de coton s'éleva en peu d'années de 250,000 à 1 million de balles. L'argent était si abondant que la réserve métallique de la Banque se maintint presque constamment, en 1823 et 1824, aux environs de 12 millions de livres sterling. Le gouvernement profita de cette situation favorable du marché monétaire pour convertir successivement les anciens emprunts 5 pour 100 en 4 1/2 et le 4 pour 100 en 3 1/2. Les consolidés 3 pour 100 suivaient une marche ascendante continue. En avril 1823, ils étaient à 73, en octobre à 83, en janvier 1824 à 86, et en novembre ils avaient atteint le taux inoui de 96. Il y avait surabondance, pléthore du capital, qui avait cessé de trouver dans le pays un placement rémunérateur. C'est alors qu'on commença de jeter les yeux au dehors pour chercher un emploi plus avantageux. Les emprunts des états européens contractés dans les années précédentes avaient donné de beaux revenus et des bénéfices considérables par suite de la hausse de toutes les valeurs. Séduits par ces résultats brillans, les capitalistes se montrèrent disposés à prêter leur argent à tous les états besoigneux des deux mondes. Les jeunes républiques de l'Amérique du Sud, nouvellement reconnues, se jetèrent avec avidité sur ces trésors inépuisables qui leur arrivaient des sombres pays du fer et du charbon. De 1821 à 1824, l'Angleterre souscrivit à des emprunts étrangers pour un capital de 48,480,000 livres sterling, soit 1 milliard 200 millions de francs. Sur la liste, nous voyons figurer le Mexique pour 6,400,000 livres sterling, la Colombie pour 6,700,000, le Chili pour 1,000,000, Buenos-Ayres pour 1,000,000, Guatemala pour 1,400,000, le Pérou pour 1,300,000, Guadalaxara pour 600,000. Nul état, si inconnu, si dépourvu fût-il, ne frappait en vain à la porte du grand banquier de l'univers.

Ces larges écoulemens ne semblaient toutefois pas suffire à absorber le flot montant de la richesse nationale. De toutes parts surgirent

(1) Dans un roman intitulé *A Gentleman*, qui a obtenu naguère un légitime succès en Angleterre, la physionomie de la crise de 1825 est admirablement décrite. La détresse des industriels, la misère des ouvriers, les *riots*, les émeutes, les *runs* sur les banques, tout cela est peint sur le vif. Le héros, John Halifax, sauve la banque locale en y apportant un sac rempli d'or au moment où la foule réclame le remboursement.

des sociétés par actions. Vinrent d'abord les compagnies pour l'exploitation des mines de métaux précieux en Amérique. Les récits des voyageurs les plus compétens, ceux de Humboldt entre autres, touchant la merveilleuse richesse des gites argentifères du Mexique et du Pérou, enflammaient les imaginations. Par suite des luttes de l'indépendance, les mines avaient été assez délaissées; mais si les filons fameux de la Valenciana et de la Veta-Grande avaient donné de si fabuleux produits avec le travail primitif des Indiens, que de trésors ne livreraient-ils pas à l'industrie britannique, munie de ses machines perfectionnées et des forces illimitées de la vapeur! Les noms sonores de ces districts lointains exerçaient une fascination irrésistible. On croyait que les merveilles du Potosi seraient dépassées, et on s'attendait à voir couler des hauteurs de Zacatecas et de Guanaxato des fleuves ininterrompus de métaux précieux. Les actions des compagnies minières étaient disputées avec fureur, et par suite montaient avec un élan vertigineux. Celles de l'*Anglo-Mexican*, du *Brasilian* et du *Columbian*, sur lesquelles 10 livres étaient versées, se cotaient en décembre 1824 au-delà de 100 livres, et en janvier 1825 elles atteignaient respectivement 158, 166 et 182. Le *Real del Monte*, avec 70 livres versées, en valait 1,350. En même temps se fondaient d'innombrables sociétés industrielles. Parmi les principales, on comptait 20 sociétés pour établir des chemins de fer, 22 banques et maisons d'assurances, 11 compagnies pour le gaz, 9 pour des canaux, 27 pour des manufactures, beaucoup d'autres enfin pour fonder des brasseries, construire des bateaux à vapeur, bâtir des docks, etc. En tout, les souscriptions connues dépassèrent 100 millions de livres ou 2 milliards 1/2 de francs. Dans la session de 1825, le parlement reçut 438 demandes de concession et en accorda 286. Les entreprises les plus inconsidérées trouvaient des actionnaires confians. On vit s'établir ainsi une société pour percer l'isthme de Panama, dont on ne connaissait pas encore la configuration, une autre pour pêcher des perles sur les côtes de la Colombie, une autre enfin pour convertir en beurre le lait des vaches des *pampas* de Buenos-Ayres et pour y multiplier les poulets, afin d'en envoyer les œufs au marché de Londres. La confiance était sans bornes, parce que tout le monde gagnait et que toutes les valeurs faisaient prime. Il suffisait de souscrire à n'importe quoi et de posséder le moindre titre mobilier pour réaliser des bénéfices. La fable du roi Midas se réalisait, et nul ne songeait à s'en plaindre : tout ce qu'on touchait se changeait en or. Toutes les classes se lancèrent dans l'arène de la spéculation; chacun prenait part à ce *steeple-chase* universel, qui avait pour but la fortune acquise sans effort. Comme il ne fallait verser d'abord que 5 ou 10 pour 100 des sommes souscrites, il semblait facile de gagner beaucoup en exposant très peu. C'était

un entraînement de plus auquel bien peu résistèrent. « On vit alors, dit l'*Annual Register* de 1824, des hommes de tout rang et de tout caractère, les prudens et les audacieux, les novices et les roués, les gens les plus simples comme les plus habiles, les plus méfians comme les plus confians, des ducs, des lords, des avocats, des médecins, des théologiens, des philosophes, des poètes, des ouvriers et de petits employés, des femmes, des veuves, des jeunes filles, exposer une partie de leur avoir en des entreprises dont ils connaissaient à peine le nom, et dont ils ignoraient certainement le but. »

L'argent facilement acquis se dépense facilement aussi, dit-on. Tant de fortunes si rapidement accrues, tant de bénéfices, sans perte aucune, répartis entre tant de mains, amenèrent un accroissement correspondant dans la demande de toutes les marchandises, et comme l'offre ne pouvait immédiatement y faire face, le prix de toutes choses s'éleva. Le coton monta de 8 *pence* la livre en 1824 à 17 *pence* en 1825. Le tabac, le sucre, le café, les épices, la soie, se vendirent de 30 à 100 pour 100 plus cher d'une année à l'autre. Il en résulta des bénéfices énormes pour tous les détenteurs, et la fièvre de la spéculation se tourna bientôt aussi de ce côté. Les négocians ne se contentèrent pas de spéculer sur les produits existans dans le pays; déterminés par les hauts prix, ils envoyèrent des ordres considérables à l'étranger. Par suite, en 1825, les importations des principales marchandises furent à peu près doublées. Elles s'élevèrent, pour le coton, de 149 millions de livres en 1824 à 228 millions en 1825, pour la laine de 22 millions à 43, pour le lin de 742,000 livres à 1,055,233.

L'Angleterre offrit alors un prodigieux spectacle. Cette petite île, à peine sortie d'une longue guerre, où elle avait dépensé plus de 45 milliards, malgré sa dette de 23 milliards, malgré les impôts énormes qui semblaient devoir l'accabler, se croyait assez riche pour contracter en moins de deux ans jusqu'à 4 milliards d'engagemens. Relativement à un si gigantesque mouvement d'affaires, il semble que l'instrument des échanges, numéraire et billets, devait être très insuffisant. La Banque n'avait pas augmenté sa circulation fiduciaire; le montant de ses *notes* n'avait guère dépassé la moyenne, ordinaire alors, de 20 millions de livres. Les banques provinciales, jouissant depuis 1822 de l'autorisation d'émettre des billets au-dessous de 5 livres, avaient, il est vrai, porté leurs émissions de 4 millions à 11 millions. Ce papier, lancé dans la circulation, put contribuer à la hausse des prix; il ne détermina pas cependant la crise, comme on l'a prétendu, car la plupart des opérations se faisaient à terme et à crédit, et n'entraînaient pas de paiemens immédiats. Les spéculateurs achetaient au moyen de la puissance d'acquisition que représentait leur avoir tout entier; c'était donc comme si toutes les

fortunes, monnayées par le crédit, étaient venues se faire concurrence sur le marché, ce qui avait amené cette hausse extraordinaire de toutes les valeurs et de toutes les marchandises. La hausse se soutint aussi longtemps que l'argent fut abondant, et que par suite la confiance générale se maintint : elle atteignit son apogée dans les premiers mois de 1825; mais déjà le numéraire commençait à s'écouler. Les emprunts et les compagnies minières de l'Amérique emportèrent à l'étranger des quantités énormes d'or et d'argent. Les exportations anglaises ne suffisaient pas à couvrir les importations extraordinaires faites par la spéculation. Le change devint défavorable : il fallut sans cesse, pour couvrir la différence, faire des remises en métaux précieux, et à partir du mois de mars la réserve de la Banque diminua rapidement. Au 31 août 1824, elle était de 11,700,000 liv. sterl.; au mois d'avril, elle n'est plus que de 6 millions et demi; en juillet, elle tombe à 4 millions, en octobre à 3; en décembre, il ne restait plus qu'un million. On était à la veille de la suspension des paiemens en espèces. La Banque n'en était pas encore arrivée alors à suivre la marche qu'elle adopte maintenant en pareilles circonstances, et qui consiste à retenir l'or par la contraction de l'escompte ainsi que par la hausse du taux de l'intérêt. Elle n'éleva ce taux de 4 à 5 que le 17 décembre, quand la crise sévissait déjà dans toute son intensité. Loin de restreindre l'escompte et la circulation fiduciaire, elle l'étendit au contraire pour venir en aide au commerce, et afin que ses billets prissent, comme moyens d'échange, la place du métal disparu; elle ne considérait pas que c'était aider à le chasser encore plus vite ou tout au moins à l'empêcher de revenir. Elle s'avançait ainsi dans une impasse au bout de laquelle il n'y avait qu'un moyen de salut, la suspension des paiemens en numéraire et le cours forcé. Du commencement à la fin de décembre, elle double ses escomptes en portant l'émission de ses *notes* de 17 à 26 millions. Elle lança dans la circulation tous ses billets et jusqu'à un vieux paquet de *banknotes* d'une livre oublié dans une armoire. D'autre part, la caisse était presque à sec; lord Ashburton prétendit même qu'à un certain jour de ce terrible mois de décembre il n'y restait plus rien. La Banque ne fut sauvée que par des expédiens. Le 27 décembre, elle reçut de la maison Rothschild 300,000 livres en or, et bientôt il lui arriva de Hollande et de France des envois de métaux précieux qui reconstituèrent sa réserve.

Quoique la Banque n'eût ni contracté l'escompte ni élevé le taux de l'intérêt, la crise n'en avait pas moins éclaté, occasionnant partout de terribles désastres. A mesure que l'argent devenait plus rare, le crédit se restreignait. Tous ceux qui avaient pris des engagemens à terme, soit pour des marchandises, soit pour des va-

leurs ou des entreprises, étaient obligés de vendre, et comme leur nombre était très grand, il y avait un immense excès dans l'offre. Tout le monde se présentait au marché comme vendeur, personne comme acheteur. Il en résulta un avilissement extrême des prix. Les négocians obligés de réaliser ne pouvaient le faire qu'à 30 ou 40 pour 100 de perte. L'argent avait disparu du marché, ceux qui en possédaient ne voulant s'en séparer à aucun prix, ni pour le prêter, ni pour acheter. L'inquiétude et la défiance dégénérèrent en panique : l'on se rua sur les banques; il y eut ce que les Anglais appellent énergiquement un *run*, un assaut général. Comme elles sont tenues de faire face à des engagemens à vue, ce sont elles qui succombent d'abord. Dans le seul mois de décembre, soixante-dix suspendirent leurs paiemens. La chute du *London Bank*, Pole et Ce, (17 décembre) entraîna celle d'un grand nombre de banques provinciales avec qui elle avait des relations. Les détaillans, les petits fermiers, qui avaient reçu des *notes* d'une livre, se trouvaient à leur tour dans l'impossibilité de payer leurs propriétaires. C'était un enchaînement de pertes retombant des uns sur les autres et répandant dans toutes les classes de la société la gêne, la ruine et le désespoir. Un écrivain de talent, économiste distingué, miss Martineau, a peint en quelques traits la physionomie du pays pendant ces terribles momens. « Sur la place publique, dans les villages, dit-elle, la foule se rassemblait atterrée, et l'on entendait ce cri sinistre : la banque du district a suspendu ses paiemens! Ici on voyait les hommes roulant dans leurs mains crispées un billet de banque désormais inutile, là des femmes pleurant et gémissant. Les échanges étaient complétement suspendus; on ne pouvait plus ni vendre ni acheter. L'argent s'était écoulé hors du pays ou demeurait caché au fond des coffres-forts, et on considérait tout billet avec une telle terreur qu'on eût cru qu'il allait brûler les doigts de celui qui l'aurait accepté. Plutôt que de recevoir du papier, les cultivateurs fuyaient les marchés. La confiance et la gaîté avaient disparu. Plus de luxe, plus de fêtes, plus de brillantes toilettes, plus d'équipages; chacun se réduisait à ce qui est strictement nécessaire pour vivre. On assiégeait les bureaux de poste pour avoir des nouvelles, et chaque jour apportait son contingent de faillites. L'imagination agrandissant encore le mal, on se croyait à la veille d'une catastrophe générale où toutes les fortunes auraient disparu, englouties comme dans un abîme. » Ce tableau ne paraîtra pas exagéré lorsqu'on songe que la crise atteignit toutes les classes, les négocians par l'avilissement de tous les prix, — les spéculateurs, et qui n'avait pas spéculé? par la baisse de toutes les valeurs et par la ruine de tant d'entreprises mal conçues, — les industriels par la fermeture des débouchés, les campagnes par la suspension des *country-banks*. Les ouvriers sans

ouvrage, réduits à vivre de l'aumône publique, se jetèrent sur les usines et brisèrent les machines, qu'ils accusaient d'avoir causé tout le mal en inondant les marchés de produits surabondans. Dans presque tous les comtés, il y eut des désordres, des émeutes, des luttes à main armée.

La crise dura encore tout le mois de janvier 1826, perdant toutefois chaque jour de sa violence. Les faillites furent encore nombreuses; mais quand on apprit que l'or commençait à refluer vers les caisses de la Banque, un rayon d'espoir releva les courages abattus. Le gouvernement autorisa la Banque à faire des avances sur marchandises jusqu'à concurrence de trois millions de livres sterling. L'annonce seule de la faculté offerte aux négocians de se procurer des ressources suffit pour faire renaître la confiance et pour rendre la mesure à peu près inutile, car les prêts ne dépassèrent point 400,000 livres sterling. Quand cette violente tourmente eut nettoyé le monde commercial des élémens impurs que l'excès du crédit et de la spéculation y avait accumulés, le ciel s'éclaircit peu à peu. On entendait bien encore de temps à autre le craquement sinistre d'une banqueroute retardée à force d'efforts et de sacrifices, mais c'étaient comme les derniers grondemens d'un orage qui s'éloigne et que suivra bientôt le retour du beau temps. Vers la fin de l'année 1826, le commerce et l'industrie avaient dejà repris le train ordinaire de leurs affaires. La réserve métallique de la Banque d'Angleterre dépassant 7 millions, l'escompte fut réduit à 4 pour 100. Dès le mois de janvier, le parlement s'était occupé des causes de la crise, et le comité d'investigation qu'elle nomma l'attribua en grande partie aux émissions exagérées des banques provinciales dans un moment où il aurait fallu les restreindre, afin de modérer la fièvre de la spéculation et arrêter la fuite de l'or. Pour éviter autant que possible le retour d'une semblable calamité, et surtout pour y soustraire les classes moyennes et inférieures, on interdit, sauf pour l'Écosse, la circulation des billets de moins de 5 livres.

Pendant la même année, la place de New-York avait subi une convulsion analogue à celle qui avait causé tant de ravages en Angleterre. Au printemps, l'argent était abondant, le crédit illimité, par suite essor des entreprises nouvelles, immenses achats de marchandises par spéculation, de coton principalement. Au mois de juillet, l'argent disparaît. Le niveau métallique s'abaisse outre mesure dans les caisses des banques, l'instrument des échanges se raréfie, et le crédit se contracte. Tous les prix tombent, l'escompte s'élève à 30, à 36 pour 100. Au mois d'août commencent les faillites, qui se succèdent jusqu'à liquidation complète des opérations mal engagées et des maisons trop peu solides pour résister à l'épreuve.

Pendant dix ans, le marché anglais ne subit point de secousses qui méritent d'être signalées. L'année 1836 s'ouvrit avec tous les symptômes d'une grande prospérité. Les prix montaient, l'escompte était facile, nul symptôme alarmant n'entravait l'élan des affaires. Beaucoup de compagnies de chemins de fer se fondèrent au printemps. On vit s'établir aussi 42 nouvelles banques avec au moins 200 succursales, ce qui portait le chiffre total de ces établissemens de crédit à 670, comptant près de 37,000 actionnaires. Tout à coup l'or commence à s'écouler à flots vers l'Amérique, où le président Jackson s'efforçait d'étendre la circulation métallique. Quoique la Banque restreigne ses escomptes et en élève le taux, sa réserve tombe à 4 millions. Aussitôt le crédit se contracte; le *money-market*, le marché monétaire, présente les signes précurseurs des catastrophes. Le 14 novembre 1836, l'importante banque irlandaise, *Agricultural and commercial Bank*, tombe avec ses 30 succursales. On se rappelle les désastres de la terrible année 1825, et partout on demande le remboursement des billets aux banques provinciales. La Banque d'Angleterre vint au secours des plus menacées. En même temps elle repoussa à l'escompte les traites des maisons américaines qui lui soutiraient son encaisse. Il en résulta de mars à juillet 1837 d'importantes faillites parmi les maisons engagées dans le commerce avec les États-Unis. Comme la plupart des industries n'étaient point surchargées d'engagemens, les désastres s'arrêtèrent là. A l'automne, les affaires avaient repris leur marche accoutumée. En 1839 éclata une nouvelle crise financière, causée cette fois par les fluctuations du commerce international avec le continent. Pendant plus d'une année, c'est-à-dire depuis le milieu de 1838 jusqu'en novembre 1839, le change fut constamment contraire à l'Angleterre, ce qui signifie qu'il était avantageux d'exporter des métaux précieux de Londres vers le continent. Ce *drainage* ininterrompu du métal, qui finit par conduire la Banque à la veille d'une nouvelle suspension, était dû à différentes causes : l'importation d'une grande quantité de céréales à des prix élevés qui emportèrent environ 10 millions liv. st., — les besoins de numéraire de la Russie et de la Suède, qui firent venir beaucoup d'argent de Londres par la voie de Hambourg, — le bas prix des valeurs en France et en Belgique, suite de la crise de 1838, qui attira les capitaux anglais. On reproche aussi à la Banque d'avoir méconnu les nécessités du moment en laissant son escompte à 3 1/2 pour 100 jusqu'en mai, lorsque déjà la réserve était tombée à 5 millions. Elle descendit même un moment à 2 millions 1/2 contre une circulation en billets de 17 millions 1/2. La direction vit enfin l'abîme vers lequel elle marchait; le taux de l'escompte fut porté de 5 à 6, et dans son effroi elle eut recours à des expédiens désespérés, indignes, a-t-on dit,

du plus puissant établissement du monde. Elle accepta l'assistance de douze des principaux banquiers de Paris qui, par l'entremise de la maison Baring de Londres, lui ouvrirent un crédit de 2 millions de livres sterling. Grâce à l'élévation du taux de l'escompte, l'argent commença de refluer vers l'Angleterre, et la crise se dissipa peu à peu. Le nombre des faillites avait été considérable; l'industrie souffrit beaucoup, et la classe ouvrière, privée de travail, ouvrit l'oreille aux théories chartistes. En somme néanmoins, il y eut en 1839 une gêne très forte du *money-market* plutôt qu'une véritable tourmente économique. D'autres pays eurent à subir des épreuves plus terribles que l'Angleterre. En Amérique, la crise, qui durait depuis 1836, arriva à son apogée en 1839 par la suspension et la liquidation définitive de la Banque des États-Unis. Dans la seule année 1839, 959 banques avaient suspendu. De 1837 à 1839, les statistiques officielles constatèrent 33,000 faillites et une perte de 440 millions de dollars. En Belgique, en 1838, la banque principale suspendit, et toutes les valeurs baissèrent énormément. Les actions industrielles étaient tombées à vil prix, et il y eut des pertes considérables. En 1839, la crise atteignit Hambourg. L'escompte s'éleva, chose inouie alors, à 7 pour 100; beaucoup de maisons faillirent; la place fut profondément ébranlée et couverte de ruines. La France même, quoiqu'on ne pût lui reprocher d'abuser du crédit et de la circulation fiduciaire, n'échappa point à l'ébranlement général. De janvier à juillet 1839, on constata à Paris plus de 600 faillites importantes, parmi lesquelles 93 de sociétés par actions, qui occasionnèrent une perte de 148 millions de francs.

II.

Ces embarras si fréquens et si graves de la circulation appelèrent de nouveau, vers cette époque, l'attention du parlement anglais. Un certain groupe d'économistes et d'hommes pratiques très versés dans les questions financières attribuaient alors ces perturbations sans cesse renaissantes à l'emploi exagéré des billets de banque qui expulsaient du pays le véritable intermédiaire des échanges, l'or et l'argent. Les écrits de Mac-Culloch, de W. Clay, du colonel Torrens, de M. Loyd et de M. Norman entraînèrent l'opinion, et Robert Peel put faire voter le fameux *act* de 1844, qui a donné lieu depuis à tant de débats. Par cette loi, la Banque d'Angleterre était autorisée à émettre 14 millions de billets, et les banques de province 8 millions. Au-delà de ces 22 millions (550 millions de francs), toute émission nouvelle devait être couverte par une contre-valeur en métaux précieux. De cette façon, l'intermédiaire des échanges, composé de billets et de numéraire, ne pouvait s'étendre que dans la

mesure où il se serait accru, s'il avait été composé uniquement de métaux précieux. On espérait combattre ainsi la hausse des prix, produite, assurait-on, par une trop forte émission de monnaie de papier, laquelle avait pour conséquence l'exportation du métal et par suite les crises. L'*act* de 1844 était bien conçu en vue du but qu'on voulait atteindre, qui était de maintenir de plus fortes réserves métalliques; mais il était insuffisant pour arrêter le retour périodique des crises, puisque dès 1847 il en éclatait une aussi grave au moins que les précédentes, et qui cette fois atteignit la France presqu'aussi rudement que l'Angleterre.

En Angleterre, la période d'expansion et de prospérité croissante commença vers 1843. En 1844, le capital s'accumule et cherche un emploi. L'or afflue à la Banque, son encaisse dépasse 15 millions; l'escompte officiel est abaissé à 2 1/2, et dans Lombard-street le papier *irréprochable* est accepté à 2 0/0, à 1 1/2 même, affirme-t-on. Jamais l'intérêt n'était tombé si bas. On voyait approcher le moment où le prêt serait gratuit et ne rapporterait plus aucun avantage au prêteur. Les consolidés montaient d'une manière continue : en 1845, ils atteignirent le pair; comme en 1825, tous les symptômes d'une surabondance de capital se manifestaient. Dans les canaux de la circulation, il y avait pléthore : il fallait un écoulement à cette richesse qui cherchait un placement. En ce moment, les résultats avantageux que produisait depuis quelque temps l'exploitation des chemins de fer construits dans les dix dernières années commencèrent à fixer l'attention publique. Les faiseurs de projets apparurent; les compagnies se constituèrent, faisant appel aux capitaux, et ceux-ci répondirent avec empressement. Déjà en 1844 le parlement accorda la concession de 800 milles qui devaient coûter 400 millions de francs; mais l'année suivante cela dégénéra en fureur, en manie. Les prospectus pullulèrent avec cartes et documens à l'appui; le nombre des lithographes devint tellement insuffisant qu'on en fit venir d'un coup 400 de Belgique. 678 nouvelles demandes de concession furent soumises au parlement, qui en vota 136. En 1846, on concéda encore 260 nouveaux chemins, et 148 en 1847. L'*Economist* calcula que la construction des voies votées durant ces quatre dernières années devait entraîner une mise dehors totale d'environ 5 milliards 1/2 de francs et un versement annuel de près de 900 millions. Sur tous ces nouveaux titres, la spéculation était active; on se les arrachait, et les primes s'élevaient en conséquence. Comme on estimait alors l'épargne annuelle de l'Angleterre à 1 milliard de francs, elle aurait pu à la rigueur faire face à l'énorme dépense qu'exigeait la construction de son propre réseau; mais en même temps les capitalistes anglais souscrivirent pour de fortes sommes aux chemins du continent, notamment à ceux de la Belgique et de

la France, ce qui achèva d'absorber le capital disponible, et en outre des circonstances désastreuses vinrent peser sur une situation déjà si tendue. La maladie des pommes de terre, qui éclata en 1845 comme un choléra de la végétation, ruina, affama l'Irlande, que l'Angleterre dut nourrir avec un sacrifice de plus de 160 millions de francs, tandis que le prix des grains s'élevait par suite de l'insuffisance de la récolte. En 1846, le blé resta cher, et, la récolte ayant manqué en France, il monta au commencement de 1847 au taux de disette de 102 shillings le *quarter*. Sous la pression d'une demande aussi intense, les grains affluèrent d'Amérique et de Russie. New-York seul en expédia pour près de 200 millions de francs, et on estima que l'importation totale des denrées alimentaires atteignit 1 milliard de francs. Les exportations de marchandises anglaises ne s'étaient pas accrues en proportion de ces énormes importations; il fallut donc payer la différence en métal. Le change avec les marchés qui avaient fourni le blé, les États-Unis et la Russie, devint défavorable, et l'or commença de s'écouler hors du pays. L'encaisse de la Banque descendit, de 15 millions en décembre 1846, à 9 millions en avril 1847. La Banque, après une sécurité trop longtemps prolongée, s'alarma enfin, et éleva coup sur coup l'escompte à 3 1/3 le 14 janvier, et à 4 le 21. Cette mesure, où se trahissait l'inquiétude, la communiqua au monde commercial. Toutes les valeurs baissèrent rapidement, les consolidés tombèrent à 88. Malgré les signes précurseurs de la tempête, on espéra un moment y échapper. Le ciel sembla s'éclaircir, un peu de métal reflua vers la Banque. En mai, une somme importante déjà embarquée pour l'Amérique fut remise à terre. L'encaisse se releva à 10 millions 1/2 sterling. On croyait si bien le danger passé que le discours du trône à la clôture du parlement, le 23 juillet, ne mentionna point les difficultés qui menaçaient le monde des affaires. Et pourtant dès la fin du même mois on vit avec effroi recommencer l'exportation des métaux précieux pour la Russie, pour les États-Unis, pour la France même, où sévissait déjà la crise. En août, la Banque, pour retenir sa réserve qui fuit, relève l'escompte à 5, puis à 5 1/2; elle restreint ses avances, elle n'accepte plus que les billets à un mois, et en septembre elle annonce qu'elle cesse de faire des avances sur dépôt de fonds publics. Ces mesures de salut, commandées par la situation et auxquelles elle aurait dû avoir recours plus tôt, déterminèrent enfin l'explosion de la crise, si longtemps, mais en vain retardée. Les premières maisons qui succombèrent furent celles qui étaient engagées dans le commerce des grains. Par suite de la bonne récolte de l'année, le prix du blé tomba en juillet à 74 shillings le *quarter*, et à 49 shillings en septembre. Tous les négocians qui avaient acheté dans les hauts prix perdirent énormément. Les fail-

lites ne tardèrent pas à éclater avec des passifs formidables de plusieurs millions sterling. Les pertes retombant de l'un sur l'autre, une foule de négocians succombèrent : chaque jour, on apprenait une suspension nouvelle. Une terreur panique avait frappé les esprits; on se rappelait la terrible année 1825, et chacun se croyait à la veille de sa ruine. L'alarme fut au comble lorsqu'on annonça que les deux principales banques de Liverpool avaient suspendu leurs paiemens (18 et 26 octobre). Pendant les cinq jours suivans, plusieurs grands établissemens de crédit faillirent aussi à Manchester, à Newcastle et dans tout l'ouest. Les consolidés tombèrent à 79. La Banque éleva l'escompte à 8 pour 100, et à ce taux même elle refusait beaucoup d'excellent papier. Sur le marché libre, l'escompte monta à 12 et 13 pour 100. Toutes les actions de chemins de fer, si recherchées peu de temps auparavant, étaient invendables, même les meilleures. Le contre-coup de cette convulsion financière frappa cruellement la classe ouvrière : déjà depuis un an le manque et le haut prix du coton avaient beaucoup réduit la demande de travail. En ce moment critique, beaucoup d'usines se fermèrent, et les entrepreneurs de chemins de fer, faute d'argent, renvoyèrent un grand nombre de leurs ouvriers. Plus de cent mille travailleurs furent soutenus par l'aumône officielle en vertu de la loi des pauvres. Le désespoir était dans tous les cœurs.

Au plus fort de la crise, en octobre, une députation du commerce demanda avec la plus vive instance au ministère la suspension de l'*act* de 1844, qui forçait la Banque de restreindre ses émissions dans la mesure où son encaisse diminuait, et qui enlevait ainsi à la circulation une partie de l'agent des échanges au moment où on en avait le plus pressant besoin. Le ministère céda : Robert Peel lui-même n'osa point conseiller la résistance. La Banque fut autorisée à dépasser le maximum légal de son émission; mais soit que l'autorisation seule eût suffi pour dissiper un peu l'effroi général, soit que la crise fût naturellement arrivée à son terme, ou que le taux de 8 pour 100 de l'escompte eût produit son effet, l'or commença de refluer vers les caisses de la Banque, et peu à peu la confiance revint. Quand on fit le relevé des désastres causés par l'ouragan économique, on trouva que plus de 400 maisons avaient succombé avec un passif d'environ 600 millions de francs (1).

En France, des causes semblables avaient produit des effets identiques : en 1843 et 1844, surabondance de capitaux, hausse des va-

(1) Le journal satirique de Londres, le *Punch*, symbolisa parfaitement dans une de ses caricatures la cause du mal. Une dame s'informe dans un magasin du prix d'une étoffe. Le commis répond : « une cuiller et demie d'argent. — Donnez-moi donc mon panier d'argenterie, » dit la dame à son domestique. Par la disparition de l'agent ordinaire de la circulation, le numéraire, on était réduit au troc comme les tribus de sauvages.

leurs, expansion du crédit. De vastes entreprises de chemins de fer se fondent, qui exigent pendant plusieurs années des versemens réguliers et considérables. Mauvaise récolte en 1846, importation de grains sans exportation correspondante de produits français, d'où écoulement rapide du numéraire. Du 1er juillet 1846 au 1er janvier 1847, l'encaisse de la Banque tombe de 252 millions à 80; au 15 janvier, il n'est plus que de 59 millions. Le taux de l'intérêt est porté de 4 à 5 pour 100; mais, plutôt que de restreindre ses escomptes, la Banque a recours aux expédiens : elle fait affiner l'argent de 15 millions de pièces démonétisées, elle obtient de la province 4 ou 5 millions, elle en emprunte 25 à des banquiers anglais et en accepte 50 de l'empereur de Russie en échange de rentes françaises qu'elle lui vend. Ces embarras financiers avaient traîné à leur suite leurs conséquences ordinaires : faillites, pertes, chômages, misères et ruines de toute sorte. Hambourg et l'Allemagne centrale, Francfort, le Wurtemberg, Bade, ressentirent aussi les effets de l'ouragan qui s'était abattu sur l'Angleterre et sur la France.

Si l'on compare les deux grandes crises de 1825 et de 1847, on voit aussitôt qu'elles sont déterminées l'une et l'autre par la même cause, l'exportation du numéraire, d'où résulte une contraction de l'instrument des échanges, constitué chez les peuples avancés à la fois de monnaie métallique et de monnaie de papier; mais cette exportation, ce *drainage*, comme disent les Anglais, fut amené en 1825 par des placemens inconsidérés dans les emprunts et les mines de l'Amérique, tandis qu'en 1847 elle était due en grande partie aux conséquences d'une mauvaise récolte, de sorte que s'il faut attribuer, pour la première de ces crises, la faute entière à l'imprudence des hommes, on peut s'en prendre pour la seconde à l'inclémence des saisons et aux rigueurs de la nature. En 1825, la perturbation économique fut de plus courte durée : il n'y eut qu'une seule panique, mais elle occasionna plus de ravages. En 1847, le fléau sévit plus longtemps : il y eut deux paniques, une en avril et une en octobre; les suites en furent toutefois moins désastreuses. La Banque, en 1825, ne fit rien pour conjurer le danger; en 1847, elle prit quelques mesures tardives sans un meilleur résultat. Malgré ces différences, les commencemens, l'explosion et la terminaison de la tourmente financière présentent aux deux époques les mêmes caractères généraux.

Nous arrivons maintenant à la dernière crise dont nous ayons à parler, celle de 1857. Elle fut plus grave que la précédente, parce qu'elle s'étendit sur le monde entier. Ayant pris naissance en Amérique, le cyclone financier dévasta successivement l'Angleterre, la France, l'Allemagne, tout le nord de l'Europe, y compris les états scandinaves, et le contre-coup s'en fit sentir jusqu'à l'autre côté de

l'équateur, à Java et au Brésil. A mesure que les moyens de communication étaient devenus plus faciles, plus économiques, la chaîne du crédit réciproque avait lié plus étroitement les unes aux autres les grandes places de commerce. Une union plus intime rattachait tous les intérêts, et un profond ébranlement à l'une des extrémités devait nécessairement se communiquer à l'autre, comme on verra bientôt l'étincelle électrique faire vibrer du même coup les deux hémisphères.

La révolution de février, malgré les embarras locaux qui en furent la suite, n'amena pas de crise véritable, parce que les événemens de cette époque n'eurent guère d'action sur les échanges internationaux. Quand le monde des affaires se fut remis de la secousse, les flots d'or de l'Australie et de la Californie ne tardèrent pas à lui imprimer un prodigieux essor. Pendant les neuf années de 1848 à 1856, on estime que ces deux pays seuls envoyèrent en Europe plus de 4 milliards de francs. En 1856 seulement, l'Angleterre reçut en métaux précieux, or et argent, une valeur de 25,643,600 livres sterling. Ces 4 milliards, répandus en si peu de temps dans la circulation européenne, eurent pour effet immédiat de stimuler extraordinairement la production et l'esprit d'entreprise. Ce fut, comme d'habitude, l'Angleterre qui donna le branle au mouvement d'expansion. Pendant l'année 1852, l'intérêt tomba de nouveau à 2 et même à 1 1/2, et les consolidés atteignirent le pair. Aussitôt de nouvelles compagnies se formèrent pour absorber le capital surabondant. Cette même année, dans l'espace de cinq mois, on en vit s'établir 153, exigeant des versemens pour une somme de plus d'un milliard de francs. La construction de nouvelles lignes de chemins de fer absorba, de 1852 à 1857, encore au moins 5 milliards. Les autres industries se développèrent dans la même proportion. La production du fer, de la houille, des étoffes de laine et de coton, augmentait avec une rapidité prodigieuse. Le commerce porta le mouvement de ses affaires, importations et exportations réunies, de 3 milliards en 1848 à 7 milliards de francs en 1856. Ce merveilleux accroissement de richesse dans toutes les branches permit à l'Angleterre de faire face, sans difficultés apparentes, à la dépense de 2,300,000 livres sterling qu'exigea la guerre avec la Russie. Les arrivées mensuelles de l'or des *placers* comblaient les vides que faisaient de temps en temps les remises à effectuer en Orient. Cependant dès la fin de 1855 il fallut protéger, par un escompte élevé à 7 pour 100, un encaisse réduit à 11 millions de livres sterling, et l'année d'après, à la même époque, la réserve métallique étant tombée à 9 millions, l'intérêt fut de nouveau porté à 7 pour 100.

En France, pendant la même période 1848-1856, proportionnellement l'expansion n'avait pas été moindre. Les entreprises de che-

mins de fer seules absorbèrent annuellement, de 1852 à 1854, 250 millions, puis en 1855 500 millions, et en 1856 520 millions de francs. Lorsque l'administration décida, par mesure de prudence, en 1856, que momentanément on n'accorderait plus de concessions, l'achèvement des voies déjà concédées exigeait encore une mise dehors de 1,260 millions. Les emprunts de l'état, souscrits avec un si furieux entrain, et ceux des villes absorbèrent encore, de 1854 à 1856, environ 1 milliard 1/2. Nous n'insisterons pas sur la physionomie de ces années, encore assez peu éloignées de nous pour qu'on n'en ait pas perdu le souvenir. C'était le temps heureux de la hausse générale et des bénéfices assurés. Les autres marchés du monde présentaient un spectacle à peu près pareil. L'Allemagne, elle aussi, jusque-là prudente et sage, se lança dans le tourbillon. Les primes merveilleuses touchées par les fondateurs et les premiers actionnaires du crédit mobilier français avaient monté toutes les têtes au-delà du Rhin. Chaque ville voulut avoir sa banque ou son crédit mobilier. De 1854 à 1857, on en fonda pour un capital d'environ 800 millions de francs. Partout on s'arrachait, on se disputait les titres des institutions nouvelles. A Francfort, on avait réservé le droit de souscrire à ceux qui étaient bourgeois de la ville. Tous souscrivirent, et on payait chèrement les portefaix bourgeois qui, grâce à un coup d'épaule, pouvaient arriver avant les autres au guichet. A Vienne, la foule des souscripteurs passa toute la nuit devant les bureaux, et quand approcha l'heure de l'ouverture des portes, plus d'un faillit périr étouffé dans la presse. Même fièvre vertigineuse dans toutes les villes, grandes et petites, à Cobourg, à Leipzig, à Dessau, à Gera, à Buckebourg, à Hanovre, à Meiningen. On s'occupait peu du mérite réel de l'institution qui se fondait; le but unique était de toucher des primes qui paraissaient infaillibles. On s'inscrivait pour dix, pour cent fois autant d'actions qu'il y en avait de disponibles, afin que cette apparence d'empressement du public fît aussitôt monter la valeur. Les souscriptions pour la banque de Hanovre montèrent à la somme fabuleuse de 1,100 millions de thalers, soit plus de 4 milliards de francs. Une institution de crédit fondée à Hambourg vit son capital souscrit au centuple, et pourtant elle semblait si peu sérieuse qu'elle ne put trouver de directeur. D'autre part la construction des chemins de fer, opération sérieuse celle-là, en trois ans absorba plus d'un milliard de francs.

De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis avaient présenté bien plus que l'Europe le spectacle d'un essor inoui de la production et de la spéculation. Chez ce peuple riche des ressources illimitées d'un sol vierge, plus riche encore de l'activité dévorante et

de la vive intelligence de ses citoyens, la création des capitaux s'opère avec une rapidité qui tient du prodige. Le travail est deux fois plus productif qu'en Europe, et nul n'est oisif. L'Américain est le premier *wealth maker* (créateur de richesse) du monde. La vie semble n'avoir qu'un but à ses yeux, poursuivre la fortune, et nul ne sait mieux que lui s'aider du secours de la machine qui décuple les forces de l'homme. Lorsqu'on étudie les chiffres qui peuvent servir à mesurer le progrès économique des États-Unis à cette époque, on s'étonne de la puissance qu'ils révèlent, et l'on comprend mieux les gigantesques sacrifices d'argent que la fédération parvient à faire maintenant pour la guerre. En 1856, l'Union avait déjà construit 24,000 milles de chemins de fer, et 50,000 de télégraphes, trois fois autant que l'Angleterre et six fois autant que la France. Le tonnage de sa marine marchande avait à peu près atteint celui de la Grande-Bretagne. Le congrès avait concédé, dans la seule année 1856, 40 millions d'acres, c'est-à-dire un territoire grand comme le tiers de la France. Le mouvement dans les ports et sur les chemins de fer s'était accru d'un tiers. Le nombre des banques, de 700 en 1846, s'était élevé en 1856 à 1,416, avec un capital de 376 millions de dollars. La dette de l'état avait été réduite à la somme insignifiante de 35 millions de dollars, et le produit des impôts laissait un excédant disponible. Ainsi, tandis que les nations européennes dévoraient une partie de leurs épargnes en armemens énormes ou sur les champs de bataille, l'heureuse Amérique, jouissant d'une paix profonde, consacrait les siennes à féconder toutes les branches de l'activité nationale, l'agriculture et l'industrie, le commerce et la navigation.

En ces temps fortunés, le monde civilisé présentait donc l'image d'une prospérité sans exemple. L'univers était devenu semblable à une ruche ou plutôt à un immense atelier, et chaque peuple s'appliquait à livrer à l'échange général le produit que ses aptitudes ou son climat lui permettaient de créer avec le plus d'avantage. La vapeur, entraînant le navire sur les mers et le wagon sur les voies ferrées, établissait entre tous les marchés des communications journalières. L'or, qui coulait à flots, et les instrumens de crédit, bien plus puissans que l'or, donnaient à la circulation des richesses des facilités et par suite une rapidité extrêmes. Le transport des marchandises, la masse des produits, le total de la consommation, tous les élémens de la fortune des nations se comptaient par des chiffres si énormes, que, comme ceux qu'emploie l'astronomie, ils stupéfient l'esprit, qui ne peut plus les saisir. Cette vie exubérante, cette fièvre de production, étaient certes un beau spectacle pour ceux qui croient que le salut des sociétés est dans l'accumulation des capi-

taux. Or c'est au milieu de cette expansion des forces productives et dans le pays même qui y avait pris la plus large part qu'éclata tout à coup l'orage qui devait occasionner tant de désastres.

Ce qui prépara la crise aux États-Unis, ce fut l'emploi exagéré du crédit, et notamment les avances énormes faites par les banques (1), au moyen de leurs dépôts, aux entreprises industrielles, aux chemins de fer surtout; mais ce qui détermina l'explosion, ce furent les perturbations du commerce extérieur. Dans un pays qui s'enrichit, on voit augmenter la consommation de toutes choses, de celles principalement qui répondent à des besoins de luxe. Or ces choses-là, c'était l'Europe qui les fournissait à l'Amérique. On calcule qu'en 1857 la toilette seule des dames exigea une importation de marchandises européennes d'une valeur de 200 millions de francs. Stimulés par l'aspect de la prospérité croissante de la nation, les négocians avaient à l'envi agrandi leurs commandes. En 1856, le blé avait été cher en Europe, et l'Union avait payé ses créanciers avec ses exportations de céréales. En 1857, une bonne récolte dispensa l'ancien monde de se faire nourrir par le nouveau, et celui-ci se trouva dans l'embarras quand il lui fallut solder ses importations. Des remises en or étaient le seul moyen de rétablir la balance. Le mal n'était pas encore très grand, seulement il en résulta une certaine inquiétude. Or toute défiance restreint le crédit, qui n'est que la confiance. L'argent et le crédit se raréfiant ensemble, les moyens d'échange devinrent insuffisans. Les prix baissèrent, d'abord ceux des marchandises, puis ceux de toutes les valeurs. Les déposans commencèrent à retirer quelque argent des banques. Ce fut l'origine de la débâcle. Le 24 août, l'*Ohio life and trust company* suspendit avec un passif de 5 millions de dollars, qui, liquidation faite, ne laissa pourtant qu'une perte insignifiante. Bientôt suivit la suspension du *Mechanic banking association*, un des plus anciens établissemens de l'état. Au commencement de septembre, il y eut une éclaircie : on espéra que la crise s'arrêterait. Dans les grands ouragans, après une première bourrasque, il s'établit de même un instant de repos qui précède le déchaînement final des élémens. Les banques en profitèrent pour restreindre peu à peu leurs escomptes afin de se mettre à couvert; mais ces mesures de prudence augmentèrent les alarmes. En quelques semaines, toutes les valeurs, même les meilleures, baissèrent de 30 à 50 pour 100. Un sinistre maritime, auquel on aurait attaché peu d'importance en temps ordinaire, porta la panique à son comble. Le *money-market*

(1) Au 22 août 1857, à la veille de la crise, la somme de ces avances avait presque dépassé l'ensemble de toutes les valeurs réunies, réserve métallique, billets et dépôts. Les dépôts seuls dans les banques de New-York dépassaient 400 millions de francs en 1856, et étaient encore de près de 300 millions en 1857.

attendait avec impatience un *steamer* chargé d'or qui devait rendre, espérait-on, quelque facilité à la circulation embarrassée. Malheureusement le *Central-America*, ce galion californien si anxieusement désiré, fit naufrage, et dès lors ce fut un sauve-qui-peut général. A la fin de septembre, les banques de Maryland et de Pensylvanie suspendirent, entraînant avec elles cent neuf maisons des plus importantes de Baltimore, de Boston et de Philadelphie. Au 3 septembre, cent soixante-quinze banques avaient arrêté le remboursement des dépôts. L'escompte était à 30 ou 40 pour 100. Les fabriques commençaient à se fermer, et les ouvriers étaient renvoyés en foule. Les banques de New-York avaient encore un encaisse de 13 millions de dollars, et elles tenaient bravement tête à l'orage, restreignant chaque jour leurs avances; mais ces restrictions élevaient de plus en plus le taux de l'intérêt : il monta à 60 ou 70 pour 100, ou plutôt tout crédit était mort, tout échange suspendu. Les commerçans, poussés au désespoir et rendant les banques responsables de l'extrémité où ils étaient réduits, organisèrent un *run* sur celles qui se tenaient encore debout. Le 13 octobre fut un jour terrible : on assista alors aux émeutes du monde financier, à la prise d'assaut des bastilles du capital. Les banques payèrent pendant quelques heures à bureau ouvert; le soir cependant, sur les trente-trois qui restaient, trente-deux suspendirent aussi. Dans tout l'état, puis dans tout le nord, enfin dans l'Union entière, tout s'écroula comme sous le coup irrésistible d'une trombe. Presque aucun établissement, aucune maison, ne resta debout. Tout paiement en argent avait cessé, toute remise était impossible; nul ne pouvait plus ni vendre ni obtenir de crédit. Il n'y avait plus ni prêteurs ni acheteurs. Quand on fit le relevé des désastres, on trouva qu'au Canada et dans l'Union il y avait 5,123 faillites, avec un passif de 299 millions de dollars, plus d'un milliard 1/2 de francs, dont la moitié environ était définitivement perdue. Chose inouie, à l'exemple des banques, quatorze grandes compagnies de chemins de fer, écrasées par leur dette flottante, suspendirent aussi avec un passif de 189 millions de dollars. Le contre-coup des catastrophes de New-York se fit sentir jusqu'aux bords du Pacifique. En Californie, les banques furent de même décimées par un *run* tout spontané; toutefois, après avoir fermé leurs portes pendant quelques jours, elles reprirent leurs paiemens.

Dans le reste de l'Union, si la crise fut exceptionnelle par sa généralité, sa soudaineté et son intensité, elle ne fut pas du moins de longue durée. La baisse extrême des meilleures valeurs et la fabuleuse élévation de l'escompte (60 pour 100) attirèrent l'attention des spéculateurs européens. Les ordres d'achats arrivèrent, et par suite les remises en métal. L'or reflua si rapidement que déjà, au

commencement de décembre, la réserve des banques de New-York s'éleva à 26 millions de dollars, et qu'elles purent reprendre leurs paiemens en espèces. Au 1er janvier, toutes les banques de l'Union en avaient fait autant, sauf celles de Pensylvanie, à qui on accorda un délai jusqu'au 1er avril.

Le cyclone financier qui avait ravagé toute la surface de l'Union en octobre n'atteignit l'Angleterre qu'en novembre. On estime que les capitalistes anglais avaient placé 1 milliard 1/2 de francs dans les entreprises américaines, dans les chemins de fer principalement. La baisse de toutes les valeurs aux États-Unis les atteignit fortement; mais cette circonstance n'amena point l'explosion de la crise, occasionnée plutôt par l'emploi excessif du crédit. D'immenses affaires, faites avec peu d'argent comptant et avec énormément d'avances accordées par les banques (1), voilà ce qui rendit la convulsion possible, ce qui en prépara les élémens. La cause déterminante fut, comme toujours, une contraction de l'intermédiaire des échanges. L'insurrection de l'Inde et les hostilités avec la Chine avaient exigé l'envoi de beaucoup de numéraire dans l'extrême Orient. En même temps les besoins de la place et la baisse des prix appelaient l'or à New-York. L'argent s'écoulait vers l'est (2), suivant son cours habituel, et l'or, par exception, refluait vers l'ouest. Un certain vide se fit; l'encaisse de la Banque tomba à 9 millions au 17 octobre. L'escompte fut élevé à 7 pour 100, puis à 8 la semaine d'après. Cependant nul ne prévoyait encore la gravité de la situation, et le *Times* continuait à rassurer le public, quand tout à coup, le 27 octobre, l'importante banque de Liverpool suspendit ses paiemens. Ce fut comme un coup de tonnerre qui annonça le déchaînement de la tempête. Les faillites commencèrent à Liverpool et à Glasgow. Le 30 octobre, 50,000 livres sont enlevées par une banque d'Écosse, 80,000 livres par les banques d'Irlande, et la compagnie des Indes fait un grand envoi d'argent vers l'Orient. L'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre continue à baisser : il tombe à 6 millions 1/2. Le 5 novembre, l'escompte est porté à 9, et le 10 enfin au taux inconnu jusque-là de 10 pour 100. Dès lors la panique devient générale, les prix sont écrasés; marchandises et valeurs perdent 20 ou

(1) On a enregistré à ce sujet quelques faits vraiment incroyables. Ainsi la *Wolverhampton-Bank* avait avancé à deux maisons 40 millions de francs. La firm G... et Ce avait en capital lui appartenant 250,000 francs : elle suspendit avec un passif de 14 millions. La firm B... était parvenue, grâce au crédit, à faire en trois ans pour 75 millions d'affaires avec un avoir de 200,000 francs. La maison M..., qui n'avait jamais eu 30,000 francs à elle, laissa un passif de 9 millions. Le chancelier de l'échiquier, sir Charles Wood, fit connaître au parlement que le *Royal-Bank* de Liverpool, avec un capital versé de 600,000 livres sterling, en prêta 500,000 à une seule maison.

(2) En 1857, l'Angleterre envoya dans l'extrême Orient une valeur de 419,882,000 fr. en argent.

30 pour 100. Dans les principaux centres industriels, on voit succomber les plus puissantes maisons, avec des passifs qui se comptent par millions. Même les fameuses banques d'Écosse, qui avaient tenu tête à toutes les crises précédentes, et qui étaient citées pour leur solidité, ne purent cette fois résister au choc. Le 9 novembre, la *Western-Bank*, avec ses quatre-vingt-treize succursales, suspendit ses paiemens. Cette catastrophe inattendue jeta partout la consternation, et atteignit directement les classes inférieures. Les petits bourgeois, les ouvriers même, déposaient leurs économies dans ces établissemens de crédit, et leurs *banknotes* d'une livre étaient dans toutes les mains. Dès lors on se rua sur les banques pour retirer les dépôts et obtenir de l'or. On comprend le désespoir de tous ceux qui étaient repoussés, et qui revenaient les mains vides ou avec un chiffon de papier que nul ne voulait recevoir. En cette extrémité, on vit ce que peuvent l'initiative individuelle et les habitudes de publicité d'un pays libre. Le 17 novembre se réunit à Glasgow un *meeting* composé des membres de l'aristocratie et de la bourgeoisie riche, et tous les assistans s'engagèrent à accepter au pair le papier des banques en tout paiement. Cette énergique résolution ramena la confiance; le billet circula de nouveau, et comme les actionnaires des banques, la plupart riches propriétaires, étaient tenus sur tous leurs biens, en vertu de la clause de responsabilité illimitée, le passif fut entièrement couvert.

A Londres, par suite de l'épuisement de sa réserve métallique, la Banque était arrivée au moment où, pour obéir à l'*act* de 1844, elle allait être réduite à une complète impuissance. Comme en 1847, les instances du commerce déterminèrent le ministère à autoriser la suspension de l'*act* (12 novembre), et cette fois les émissions dépassèrent la limite légale d'environ 25 millions de francs. Le total des escomptes s'éleva de 14,803,000 livres sterl. le 10 novembre à 21,600,000 livres sterl. le 21 du même mois. Comme en 1847, cette mesure de salut public parut amener une détente dans la situation; malheureusement elle arriva trop tard pour sauver les districts industriels des cruelles épreuves qu'ils eurent à traverser pendant ce terrible hiver.

L'ébranlement général et la suspension complète des affaires amenèrent une baisse considérable sur tous les prix. La fonte tomba de 83 à 48 shillings la tonne, les cotons filés et tissés perdirent de 18 à 24 pour 100, et il en fut de même pour la plupart des marchandises. Les pertes de tous les fabricans furent énormes. Il fallut restreindre la production et renvoyer les ouvriers. L'industrie sidérurgique principalement souffrit beaucoup. Plus de 120 hauts-fourneaux furent mis hors feu, et par suite 40,000 ouvriers se trouvèrent sans ouvrage. A Manchester, à Birmingham, on ne travailla qu'à *short*

time, c'est-à-dire 36 heures par semaine. La diminution forcée des salaires traîna après elle son triste cortége de misères : coalitions, émeutes, extension rapide du paupérisme. De septembre 1857 à février 1858, on compta 207 grandes faillites avec un passif d'environ 1 milliard 1/2. En Angleterre, beaucoup moins de maisons s'écroulèrent qu'en Amérique, mais relativement les pertes définitives furent plus grandes. Tandis que là-bas l'Union se releva bientôt avec toute la vigueur et l'élasticité de la jeunesse, comme un vaillant navire qui, la tempête passée, se redresse sur la vague et reprend sa course rapide, ici la mère-patrie, semblable à un puissant trois-ponts dont les lames ont emporté les agrès et fatigué la carène, ne se remit que lentement de la secousse qui avait ruiné son crédit et ébranlé ses industries. Pendant tout le printemps de 1858, le travail languit. Ce ne fut que vers la fin de l'année que les affaires reprirent leur activité accoutumée.

Après avoir ainsi dévasté l'Angleterre, la crise s'abattit sur le continent. La France, qui reçut le premier choc, résista admirablement. Son immense circulation métallique, la plus grande du monde, les allures prudentes du commerce, les usages des banques, qui ne favorisent point les crédits à long terme, telles sont les causes principales qui lui permirent de tenir tête à l'orage sans de trop grands désastres. Néanmoins l'encaisse métallique de la Banque diminua rapidement : à la fin de novembre, il était descendu à 73 millions pour 554 millions de billets (1). Le taux de l'escompte à Paris fut porté successivement, comme à Londres, à 7 1/2 en octobre, à 8, 9 et enfin à 10 pour 100 en novembre. Jamais on ne l'avait vu aussi haut, car longtemps la Banque s'était fait un point d'honneur de le maintenir toujours au taux uniforme de 4 pour 100. Il y eut un moment de terreur. Quelques maisons fortement engagées avec l'Amérique succombèrent. Des adresses furent même envoyées d'Orléans et du Havre réclamant le cours forcé des billets. Beaucoup d'industries souffrirent, l'activité fut partout fortement déprimée ; mais il ne se produisit rien de comparable à ce qui s'était vu de l'autre côté du détroit. A la fin de décembre, l'encaisse s'étant relevé à 90 millions, l'escompte fut ramené à 5 pour 100.

L'Allemagne, Hambourg et les trois états scandinaves furent bien plus maltraités. Hambourg est, comme on sait, l'un des principaux ports du monde. C'est par l'Elbe que se font en très grande partie les échanges de l'Europe centrale avec l'Angleterre, le Nord et les pays d'outre-mer. La valeur de ses exportations et de ses importa-

(1) Les comptes-rendus de la Banque de France nous apprennent qu'en 1855, 1856 et 1857 elle acheta pour 1 milliard 377 millions de francs de lingots, pour lesquels elle dut payer 15 millions 893,000 francs de primes.

tions était montée en 1856 à 1,268,305,810 marks banco (1). Dans les dix premiers mois de 1857, la spéculation avait accumulé dans les magasins des quantités énormes de denrées coloniales achetées à des prix d'un tiers plus élevés que d'ordinaire. Hambourg était non-seulement une très importante place de commerce, c'était aussi une vaste banque qui se chargeait de la négociation et du recouvrement de toutes les traites du nord scandinave. Pour faire face à ces immenses opérations, beaucoup de capitalistes et de commissionnaires avaient recours au dangereux expédient du crédit fictif fondé sur du papier de complaisance. La situation du marché était donc déjà critique. Le terrain était miné, et un ébranlement un peu sérieux devait suffire pour causer les plus graves catastrophes. La crise éclata quand elle diminuait déjà d'intensité à Londres, après la suspension de l'*act* de 1844. La faillite d'une maison établie en Angleterre, et qui faisait de grandes affaires avec tout le Nord, produisit le premier choc; la secousse fut terrible. En moins d'une semaine, la situation sembla désespérée : on ne comptait plus les banqueroutes; tout le monde était devenu insolvable. On essaya de tous les moyens pour rétablir le crédit ébranlé, sans pouvoir y réussir; association pour l'escompte, prêts en bons d'état sur marchandises, nomination d'administrateurs pour les maisons embarrassées, rien ne parvint à calmer la panique. Pendant quinze jours, on eût dit une ville prise d'assaut. Enfin le salut arriva d'où certes on n'aurait pas dû l'attendre, de l'Autriche, réduite elle-même depuis si longtemps à l'extrémité du papier-monnaie; mais précisément parce qu'elle n'était pas tenue au remboursement de ses billets à cours forcé, elle pouvait se passer de son métal, et elle prêta à Hambourg 10 millions de marks banco, qu'elle envoya par un train spécial aussi richement chargé qu'un galion du Mexique. Cet argent fut employé à faire des avances aux principales maisons qui allaient succomber, et dès ce moment la confiance revint un peu. Déjà, à la fin de décembre, l'escompte était ramené au taux habituel. Quand on fit le relevé des désastres occasionnés par la crise, on trouva 145 faillites avec un passif de près d'un demi-milliard de francs, dont une grande partie, il est vrai, fut payée plus tard. Par le contre-coup, tout le nord scandinave fut secoué et ravagé, et maintenant encore on ne s'y rappelle qu'en frémissant la terrible année 1857. A Copenhague, à Stockholm, à Christiania, dans le Slesvig-Holstein, les banqueroutes furent relativement aussi nombreuses qu'à Hambourg. Dans le Danemark seul, on en compta 200, dont 77 pour Copenhague. La plupart des villes de l'Allemagne, Leip-

(1) Le mark banco vaut 1 franc 87 centimes.

zig, Stettin, Berlin, Magdebourg, Stuttgart, Cologne, et les villes du nord de l'Italie en relations habituelles avec l'Allemagne, Turin, Milan, Venise, eurent aussi à traverser de rudes épreuves. Partout éclataient les faillites, suivies de pertes, de ruines et de suicides. Les conséquences de l'ébranlement des grands marchés de Londres et de Hambourg se firent sentir jusque dans l'autre hémisphère. Dans l'Amérique du Sud, à Rio de Janeiro, à Buenos-Ayres, à Valparaiso, à Guayaquil, et jusque dans les îles de la Sonde, à Batavia et à Singapore, beaucoup de maisons succombèrent avec des passifs plus ou moins considérables.

La crise de 1857 fut surtout remarquable par sa généralité, car il n'y eut pour ainsi dire aucune partie du globe qui y échappa. Elle montre combien le lien commercial qui réunit tous les peuples est devenu intime par suite de la facilité des échanges et des communications, par suite aussi de l'extension du crédit, qui ne craint plus de s'aventurer jusqu'aux antipodes. Elle prouve manifestement que désormais, pour le bien et pour le mal, dans la prospérité et dans l'adversité, les nations deviennent réellement solidaires. Saint Paul, dans une sublime image, a dit que tous les hommes ne forment qu'un corps, et les philanthropes se sont toujours plu à parler de la grande famille humaine. Ces expressions cessent d'être, dans l'ordre économique du moins, de pures métaphores; elles commencent à traduire tout simplement la réalité. Qu'à l'autre bout du monde un engorgement se produise pour la circulation, que de l'autre côté de l'Atlantique la guerre civile éclate, et les peuples européens ne tardent pas à ressentir le contre-coup de ces accidens locaux. Ils s'en aperçoivent à des signes que nul ne peut méconnaître et dont tout le monde pâtit : la rareté de l'argent et la baisse de toutes les valeurs. Dans l'exposé que nous venons de faire des principales crises, nous n'avons peut-être pas évité une certaine monotonie; mais cette monotonie même porte une instruction précieuse avec elle, car le retour constant des mêmes circonstances prouve que nous sommes ici en présence d'un de ces enchaînemens de cause à effet que l'on a appelés lois économiques, lois bien différentes toutefois des lois physiques, attendu qu'étant le résultat de faits humains, elles restent soumises au libre arbitre de l'homme, qui peut les modifier, les corriger par plus de science ou plus de sagesse. Il reste à découvrir maintenant la loi qu'on croit entrevoir sous les incidens divers de l'histoire des crises; mais ce côté du sujet mérite d'être étudié à part.

ÉMILE DE LAVELEYE.

REVUE MUSICALE

FAUST. — REPRISE DE *MIREILLE.*

La sonorité, les accords, la modulation, le rhythme, l'instrumentation, ne sont que des moyens extérieurs sans doute, mais ce sont là, de notre temps, des moyens très puissans et à l'aide desquels tout homme intelligent et possédant à fond sa théorie parviendra à produire une musique qui, sans être vraiment œuvre de maître, en aura aux yeux du monde tous les semblans. C'est l'histoire du *Faust* de M. Gounod, un opéra très réussi où l'idée manque, une musique de seconde main écrite par un musicien d'un ordre éminent. Entendons-nous d'abord sur ce mot idée, qui, en musique, ne veut pas dire seulement pensée, thème, motif, mais doit, selon nous, s'appliquer à quelque chose de bien autrement significatif et *transcendant.* Comme ces étoiles qui percent tout à coup l'immensité du bleu où nul corps planétaire n'apparaissait, et dont l'irradiation instantanée vous éblouit, l'idée éclate. Avant que vous ayez pu vous reconnaître, elle vit; la voilà devenue verbe, ton, image, et se manifestant à vous sous une forme tout humaine, — si bien qu'elle vous communique à vous public des sensations exactement semblables à celles qu'elle a fait éprouver à son créateur. Ici nous avons mis le doigt sur le point vraiment critique de la partition de M. Gounod, attendu que ces sensations de l'idée faite œuvre, ce n'est pas à sa musique qu'il faut les demander, mais à l'inspiration primordiale, au poème de Goethe, source génératrice de ce grand succès comme de tant d'autres en musique, en poésie, en peinture. Je ne veux point médire du talent de M. Gounod, auquel je reconnais des qualités exquises. M. Gounod est un artiste, un délicat; celui-là du moins connaît les maîtres,

les comprend, et n'imite pas ce fabuliste qui se défendait dans sa préface d'avoir jamais rien lu d'un certain La Fontaine dont on venait de lui signaler les ouvrages au moment de mettre sous presse. L'auteur des partitions du *Médecin malgré lui* et de *Faust* sait ce que vaut l'étude, ce qu'elle coûte et aussi ce qu'elle rapporte. Ce n'est pas lui qu'on surprendrait allant chez le voisin s'informer de ce qui se passait dans son art il y a soixante ans. Non content de parcourir dans tous les sens le vaste empire des connaissances musicales, nous l'avons vu choisir tantôt une province, tantôt une autre, pour y résider un laps de temps, s'y installer, s'y fixer, élisant un jour domicile sur les domaines du rationaliste Bach, et le lendemain transportant ses pénates en terre pontificale pour y vénérer tout à son aise les Palestrina et les Allegri. Dire de M. Gounod qu'il possède à fond l'histoire de son art n'est point assez, il pourrait l'écrire, sans compter qu'à des connaisances spécifiques si étendues, d'autres plus générales viennent se joindre, et que le musicien se double ici d'un critique et d'un philosophe. Cette faculté de se procurer par le travail un certain capital intellectuel qu'on fait valoir est un signe caractéristique de l'époque où nous vivons. On spécule en peinture, en musique, sur des combinaisons d'idées néo-chrétiennes, d'effets renouvelés du plus vieux style, comme à la Bourse on spéculerait sur les fonds publics.

Qui n'a remarqué à l'une des dernières expositions ces tableaux représentant divers épisodes du poème de *Faust*, et dans lesquels l'imitation archaïque était poussée si loin que vous auriez cru voir je ne sais quelles copies de Lucas Kranach faites sur commande? Au premier abord, vous vous seriez volontiers écrié comme Louis XIV : « Qu'on m'ôte de devant les yeux ces magots, » puis vous finissiez, en y regardant de plus près, par trouver cela curieux, *réussi*, par vous intéresser, sinon à l'œuvre d'art, du moins à l'habile produit d'une assez amusante industrie. J'en dirai autant de tous ces pastiches musicaux ou littéraires, de tous ces raffinemens de *virtuosité* qui sont le signe très particulier des périodes de décadence. L'art qui monte vers l'épanouissement n'a pas de ces recherches, de ces *précieusetés* calculées, au contraire il est parfois incorrect, maladroit; mais sous ces incorrections naïves, sous ces maladresses, on sent la vie, dont les forces latentes, déjà en travail de liberté plus complète, vous attirent, vous parlent. Dans l'art qui décline, c'est surtout cette virtualité qui manque, et tous les agrémens extérieurs, tout le luxe de la mise en œuvre la plus habilement ornementée n'en sauraient déguiser l'absence. On voit alors souvent apparaître d'excellens esprits, d'ingénieux éclectiques qui, d'avance instruits des bons endroits, vont se ravitailler dans le passé pour les besoins du présent.

Ainsi la sculpture fit à Rome sous l'ère des empereurs : je dis la sculpture, attendu qu'à cette bienheureuse époque de l'humanité la musique n'existait pas. Cet art qui n'invente rien, mais façonne, qui, sans pouvoir produire la

vie, en sait trouver les élémens à la place où les artistes créateurs les ont mis, pourquoi ne refleurirait-il point aujourd'hui? Pourquoi n'aurions-nous pas des musiciens comme il y eut jadis des statuaires du césarisme, des esprits savans, polis, académiques, qui s'en iraient demander aux Haydn, aux Gluck, aux Mozart, le secret de leur inspiration, à l'instar de ces sculpteurs si richement dotés de la Rome impériale, qui ne se lassaient pas d'interroger les chefs-d'œuvre des anciens Grecs et d'en reproduire les formes selon le goût du jour, multipliant partout les accessoires, caressant la surcharge?

Sans trop vouloir presser l'analogie, j'estime qu'on pourrait trouver chez M. Gounod plus d'un rapport très frappant avec ces hommes de bonne volonté dont je parle. Lui aussi s'entend à composer dans le plus beau style, quoique ce style, il ne l'ait point créé. Si habilement, si curieusement il l'a étudié chez les maîtres, qu'il le manie aujourd'hui avec un naturel plein de charme et d'autorité. Fugue et contre-point, chevaux de bataille du pédantisme, épouvantails des esprits frivoles, que ne gagne-t-on pas à vos exercices, qui sont pour les organes de la pensée ce qu'est la gymnastique pour le développement musculaire? A cet effort continu, l'esprit s'affermit, s'assouplit, le sentiment apprend à mesurer son expression, l'inspiration à gouverner son vol. N'exagérons rien cependant, et n'allons pas croire avec quelques pédans plus ou moins honnêtes que le contre-point, qui ne saurait être qu'un moyen, doive passer pour le but suprême de l'art. Hændel a écrit des oratorios entiers où pas une fugue ne se montre, mais qu'un musicien possédant à un moindre degré ce grand art de la tablature n'aurait jamais pu composer. Dans la *petite messe solennelle* de Rossini exécutée l'an passé à l'hôtel Pillet-Will, la fugue du *Gloria* est certes un morceau très fort, aux termes de l'école, et cependant cette haute science chez Rossini n'a surpris personne, car si les juxtapositions, imitations, transpositions et autres formules à l'usage des réalistes et nominaux du Conservatoire ne firent jamais le régal ordinaire du grand Italien, il suffisait d'avoir entendu *Guillaume Tell* pour se dire qu'à un homme capable d'écrire cet orchestre, aucun secret de la science musicale ne pouvait être resté étranger.

M. Gounod a la science de l'instrumentation; mieux encore, il en a le sens, car l'instrumentation ne s'apprend pas. On apprend à connaître le caractère, la portée, la *technique* des instrumens, mais nul ne peut en enseigner l'emploi; c'est affaire d'instinct, de révélation, de génie. Lorsque j'entends le *Faust* de M. Gounod, j'éprouve dès les premières mesures une impression tout agréable; mon esprit, dès l'abord, trouve son compte à cette période correcte, bien ordonnée, où ce qui précède est toujours en harmonie avec ce qui va suivre; mes oreilles se délectent à cette sonorité toujours maîtresse d'elle-même, qui, soit qu'elle se livre ou se contienne, conserve sa vigueur et sa plénitude. Je ne me demande pas si ces modu-

lations, ces accords sont dans les règles : ce bien-être qu'ils me procurent est assez pour me convaincre, et je me dis : « C'est musical, » comme, en lisant telle bonne page d'un écrivain, je me dirais : « C'est littéraire. » Plus tard seulement le désappointement commence. Je me rappelle qu'il s'agit d'un opéra de *Faust,* et qu'à un compositeur qui s'engage dans un tel sujet il ne suffit plus de faire montre de qualités simplement musicales, de combinaisons toutes spécifiques. De nouvelles conditions se présentent. Ce n'est plus assez désormais de s'adresser aux raffinemens de mon intelligence. Je tiens certes le style en très haute estime, mais je prétends aussi qu'on ait du pathétique et de la couleur, que les caractères soient mis en relief de main de maître, les situations abordées de front. Des chœurs de vieillards en enfance, des ritournelles de lansquenets, ne constituent pas une partition de *Faust,* même alors qu'à ces morceaux, d'ailleurs remarquables, viendraient se joindre çà et là quelques phrases de cavatine délicieusement présentées, mais dont l'inspiration va de la froideur au sentimentalisme sans jamais trouver le naturel. J'étonnerais peut-être fort M. Gounod, si je lui disais que, tout en s'imaginant composer d'une façon plus ou moins définitive la musique du poème de Goethe, il écrivait simplement un opéra italien de la meilleure école. Les chanteurs ne s'y sont pas trompés, et l'une des causes de la renommée de cette musique dont la valeur seule n'expliquerait point le succès, — une des principales causes de la popularité européenne de cet ouvrage doit être recherchée dans l'attrait tout particulier qu'elle exerce sur le tempérament des virtuoses les moins préoccupés à coup sûr de cet accord tant rêvé de nos jours entre le drame et la musique, et aux yeux desquels le docteur Faust est un premier ténor qui chante des duos et des *cabaletles,* habillé à la mode du fameux *bonhomme* d'Ary Scheffer, et Méphistophélès un baryton ayant pour caractère deux plumes de coq à son bonnet.

J'ai vu à Londres, pendant la saison, l'ouvrage de M. Gounod représenté ainsi à l'*italienne.* Comme parodie, c'était sublime, et, chose triste à dire, la musique, à ce travestissement de l'idée de Goethe, la musique gagnait plutôt qu'elle ne perdait. Mario surtout y roucoulait en vrai troubadour de pendule. A la place du grand sceptique enamouré et de son infernal Mascarille, figurez-vous Astolphe et Joconde, et vous aurez un crayon du tableau. La *prima donna* seule, la Lucca, venue là avec ses traditions du drame allemand, paraissait dépaysée dans cette atmosphère; toutes ses intentions portaient à faux. Vers la fin du second acte, lorsque Marguerite, après s'être enfuie du jardin, rouvre sa fenêtre, et, voyant Faust, l'attire à elle, son geste, d'un égarement si beau, son désordre presque farouche, restaient incompris; les jeunes lords, qui portent des camellias à la boutonnière, au lieu d'applaudir, se frisaient la moustache en ricanant, et les duchesses, dans leurs avant-scènes, minaudaient de l'éventail en murmurant : *shoking!*

« Mais, dira-t-on peut-être, s'il ne s'agit que d'un opéra italien, pourquoi ce grand succès en Allemagne? » Soyons juste, et tout en rendant à la partition de M. Gounod le tribut d'estime qu'elle mérite, n'allons pas trop ingénument lui faire honneur de tant d'heureuses chances qu'elle devait emprunter à un sujet qu'on peut maltraiter, insulter, ravager, mettre en pièces, mais qui résiste à tout, aux profanations doucereuses du librettiste comme au vandalisme brutal du dramaturge. Il y a ainsi, dans les hautes régions de la pensée, deux ou trois chefs-d'œuvre qui, sous quelque forme qu'ils nous apparaissent, ne sauraient manquer leur effet. Le génie, en les créant, les a si virtuellement imprégnés de sa substance, que jusque dans les plus ineptes découpures, dans les plus critiques transformations, quelque chose de divin se retrouve. — Un soir que j'allais à *Princess's Theater* voir Fechter dans *Hamlet,* il m'arriva d'être en retard. Ne pouvant gagner ma place sans déranger toute une foule, j'attendis la chute du rideau, qui venait à peine de se lever, et, l'œil collé à la vitre d'une loge, je suivis du dehors tout le premier acte. De ce qui se disait sur le théâtre, je n'entendais naturellement pas une parole, et cependant ce spectacle, par sa grandeur, me touchait, m'entraînait. Une telle logique présidait à toutes ces entrées et sorties, un si grand art faisait aux grandes scènes succéder des scènes courtes, tant de pittoresque et de poésie rehaussait cet appareil théâtral, que, même réduit à cet état de simple fantasmagorie, l'*Hamlet* de Shakspeare tenait encore. Du chef-d'œuvre de la pensée humaine je ne voyais se jouer que la pantomime, et pourtant c'était encore splendide.

C'est justement ce qui arrive au public de Vienne, de Berlin ou de Darmstadt, lorsqu'il assiste aux représentations du *Faust* de M. Gounod : il voit le plus dans le moins. Si diminuée que soit l'idée, elle fait revivre devant lui tout un monde de prédilection, et pour réussir et bien mériter de l'Allemagne, c'est assez pour cette musique d'accompagner les scènes typiques du rouet, du jardin, du puits, de l'église et de la prison, d'être le prétexte d'une manifestation nouvelle d'un poème dont les épisodes, éternellement reproduits, vivent dans toutes les imaginations, dans tous les cœurs. L'Allemagne ne saurait se passer d'un opéra de *Faust*. Habilement écrite sur ce sujet prédestiné, la partition de M. Gounod venait à point pour remplacer celle de Spohr, qui pourtant, en dépit de ses obsédantes combinaisons enharmoniques, était loin d'être sans valeur, mais qui, ayant servi au divertissement de trois générations, commençait à réclamer pour ses vieux jours l'honnête quiétude des archives. Le *Faust* de Spohr a tenu quarante ans le répertoire; je souhaite la même carrière à l'ouvrage de M. Gounod. En attendant, ce qu'on peut prophétiser sans être un grand sorcier, c'est que tôt ou tard, à ce nouveau *Faust*, un troisième, non moins bien réussi, non moins heureux, succédera, lequel à son tour en engendrera d'autres, et ainsi de suite, à travers les âges, jusqu'à ce qu'un Mozart de l'avenir,

s'inspirant une dernière fois du poème, crée un de ces chefs-d'œuvre qui ne laissent désormais plus rien à dire à personne.

J'ai nommé Mozart, ce n'est point sans raison. On sait quel effet produisit jadis sur l'Allemagne l'apparition de son immortel *Don Juan*, un enthousiasme à peu près pareil à celui que devait soulever à son heure la publication des premiers fragmens de la tragédie de Goethe. En présence de cette musique, qui, non contente de prodiguer des trésors de mélodie et de science, venait, comme la philosophie, toucher au fond même des choses, les esprits s'émurent, tressaillirent. Gluck et Lessing n'étaient plus là pour voir avec ravissement mûrir et se dorer au soleil les glorieux fruits qu'ils avaient semés, Beethoven était trop jeune encore. Haydn seul put comprendre et se dire qu'on avait affaire au plus grand musicien qui jamais eût existé. Cependant à côté de Haydn veillait Goethe, dont l'œil déjà planait au-dessus des fluctuations de l'esprit national comme l'œil du souverain plane au-dessus de son peuple. Il entendit l'opéra nouveau, et de cette impression première naquit sans doute l'idée, plus tard formulée par lui, que Mozart eût été le seul homme capable de mettre en musique et les luttes morales de Faust et le douloureux roman de Marguerite. Goethe avait compris la divine aptitude de Mozart à connaître, à interpréter le cœur des femmes. Il sentait quelle incomparable figure musicale eût faite de sa Gretchen le chantre de doña Anna, d'Elvire, de Zerline, de Costanza, de Suzanne, de la comtesse, le créateur de tant de types ravissans qui, pour l'originalité suprême, le charme idéal et l'aristocratique distinction, mériteraient d'avoir, à l'égal des héroïnes de Shakspeare, leur livre de beauté.

Chaque génie a son coup d'œil particulier, sa manière d'envisager les choses. Pour un Praxitèle, le beau humain n'existe qu'à la condition d'être l'image du divin; pour un Raphaël, pour un Titien, les formes et les couleurs ne sont que le moyen de traduire au dehors la vie intime. Shakspeare en veut à la pensée et à l'action de l'homme, à l'éternel conflit du bien et du mal, au spectacle de l'ordre moral universel. Mozart, lui, aura surtout la perception des phénomènes de la sensitivité, et de cet état pour ainsi dire métaphysique se dégageront ces trésors de sympathie, ces effluves de pressentiment auxquels les compositions mêmes de son enfance empruntent une émotion, un idéal passionné que l'amour vrai seul communique aux œuvres de ses inspirés. Il est donc facile de supposer, après cela, ce que fût devenue la Marguerite du poète entre les mains d'un musicien aussi prodigieusement doué de la vie nerveuse. Je me demande cependant si, tout en complétant cette âme adorablement féminine de la manière la plus conforme à l'intention de Goethe, Mozart eût possédé ce qu'il fallait pour rendre dans sa profondeur caractéristique l'immense aspiration de Faust. Mozart avait certes à un très haut degré le sens philosophique; il suffirait, pour s'en convaincre, d'étudier le surprenant tableau du sanctuaire d'Isis dans son dernier et peut-être son plus grand chef-

d'œuvre, la *Zauberfloete;* mais le désir de connaître était chez lui moins inquiet, moins anxieux que chez le poète : son regard ne plongeait pas si avant dans les abîmes de l'esprit. Vers la réconciliation, l'apaisement, eût tendu plutôt sa recherche de la vérité. Cette lutte implacable, à outrance, qui dans le personnage de Goethe ne se trahit que par les horreurs du doute et les déchiremens de la conscience, était moins son affaire. N'importe, un pareil génie musical étant donné, cette élaboration du poème eût produit son résultat, et l'on conçoit que Goethe l'ait rêvée. Il se peut qu'en se transformant de la sorte, le caractère de Faust eût perdu quelque chose de son être métaphysique; mais comment oser soupçonner ce que serait devenue la figure poétique reproduite par le génie et l'art divin d'un Mozart à côté de celle de Marguerite dans chacune de ces scènes typiques qui leur servent de cadre, et, comme ces transfigurés des tableaux de la primitive école italienne, se détachant désormais plus lumineuse et plus vivante sur le fond d'or des immortelles mélodies? « Hélas! écrivait Goethe à Schiller, Mozart n'est plus, et sa perte a rendu vaine toute perspective sur quoi que ce soit de semblable. »

Qui sait? un homme, un grand musicien vivait naguère à qui rien ne fut étranger de ce qui se rattache au monde de l'intelligence, et qui, tout en ayant l'air de ne s'occuper que de sa musique, passait la moitié de son temps à réfléchir sur les problèmes de la philosophie et de l'histoire, ce qui était pour lui une autre manière de s'occuper de sa musique. A défaut de Mozart, aucun plus que cet homme n'eût semblé appelé à toucher à *Faust* d'une main de maître. Goethe lui-même, à diverses reprises, l'y encouragea, l'y poussa; Meyerbeer ne le fit point pour diverses raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, mais dont la meilleure avait son principe dans une question d'esthétique que nous avons souvent discutée ensemble. « Les chefs-d'œuvre, pensait-il, doivent rester ce qu'ils sont au jour de leur formation. — La musique, a dit l'archi-maître de toute critique moderne, la musique commence où la parole s'arrête. — Dès lors pourquoi de la musique là où la parole suffit? *Hamlet, Faust, le Cid, le Misanthrope,* sont des ouvrages qui vivent de leur propre vie et n'ont besoin de rien pour se compléter, étant en eux la perfection, la chose excellemment complète. — Les passions et les amours vulgaires qui remplissent toutes les années des centaines de romans sont ce qu'il faut à la musique. Elle se charge, à proportion du génie du *maestro,* de leur ôter l'air vulgaire et de les élever au sublime. — Qui a dit cela? Votre ami Beyle. Ce qui n'empêche point Shakspeare et Goethe d'abonder en situations, en idées musicales qu'il est permis à un musicien de s'approprier, mais en les renouvelant en quelque sorte, en les prenant de côté plutôt que de front, en évitant les comparaisons écrasantes, car, je le répète, on ne refait pas ce qui est fait et parfait. Croyez-vous qu'un remaniement dramatique en vers ou en prose du sujet de *Don Juan* soit possible au théâtre après Mozart? Pourquoi donc m'arro-

gerais-je le droit de mettre en musique ce qui appartient à Shakspeare et ne saurait, quoi que je fasse, appartenir qu'à lui? »

Cependant, en dépit de sa théorie, certains sujets attiraient Meyerbeer, *Faust* surtout, mais par l'idée symbolique plutôt que par le côté vivant et pittoresque, qui lui semblait, au point de vue littéraire, trop définitivement arrêté, fixé, pour pouvoir musicalement se cristalliser jamais à l'état de chef-d'œuvre. Étudier dans la profondeur de ses angoisses misérables cette âme traversée du mal de tous les doutes de l'humanité, la suivre à travers ses palpitations et ses ivresses jusqu'à la période suprême de réconciliation et d'apaisement par l'amour, c'était de quoi tenter le génie d'un grand artiste. D'un pareil thème, Beethoven eût fait le programme d'une symphonie; Meyerbeer, plus spécialement objectif, et qui partout voyait, sentait le drame, en a composé un intermède renfermant l'épisode entier de la cathédrale, et qui, reliant entre elles les deux parties du poème, rattache par un effet à la Michel-Ange, au cri de l'abîme les voix du ciel, aux gémissemens du désespoir l'hymne de délivrance... Je m'arrête, car ce sujet de *Faust*, chaque fois que j'y touche, me donne l'ivresse des grands crus. — Maintenant revenons au Théâtre-Lyrique, et, sans quitter M. Gounod, passons de *Faust* à *Mireille*.

Je l'ai dit, M. Gounod connaît à fond les maîtres. Il conserve sur le plus grand nombre des compositeurs de notre temps le très rare avantage d'avoir beaucoup entendu, beaucoup lu et relu de la façon la plus intelligente, passant des anciens aux modernes, compulsant dans leurs mille variétés tous les styles. Qu'est-ce que l'invention en dernière analyse, sinon une combinaison nouvelle des idées soigneusement amassées, élaborées dans notre esprit? De rien ne sort rien, *ex nihilo nihil*, et qui ne possède aucun fonds de matériaux demeure impropre aux combinaisons. C'est surtout cette somme de connaissances qui me paraît manquer aux musiciens de notre époque. Vous en rencontrerez bon nombre dont les informations ne remontent point au-delà de Beethoven, et encore combien en trouve-t-on de vraiment initiés au génie du maître et qui soient capables de juger l'œuvre en son ensemble? Si Mendelssohn commence à entrer dans leur discussion, c'est grâce aux concerts populaires; mais de l'étude des diverses écoles française et étrangères, de la recherche des divers styles, bien peu s'en préoccupent. On dirait que cela ne regarde que la littérature de savoir ce que furent, depuis leurs premiers temps jusqu'à nos jours, la musique d'église, l'opéra, la musique instrumentale. Et cependant quoi de plus intéressant, de plus indispensable pour la saine pratique de l'art que cette expérience dont je parle? Si étendu que soit le champ de son activité, il ne saurait jamais trop l'être. Voyager à travers les pays, les idées, se rendre compte de tout par la lecture, l'audition, la copie, saisir de côté et d'autre des biens qu'on emmagasine en attendant le jour de la production, absorber le passé au bénéfice de l'heure actuelle, loi fatale, im-

prescriptible, à laquelle les plus forts, les plus grands se soumettent, Gluck comme Haendel, Haydn comme Milton, quatre noms dont j'invoque à dessein le témoignage, ceux qui les illustrèrent ayant produit sur le tard leurs chefs-d'œuvre, abondamment nourris d'avance des fruits de la méditation et de l'étude.

Un homme apporte en naissant la vocation, mais le génie s'acquiert; on ne vient pas au monde Mozart ou Beethoven. Il y a une quinzaine d'années parut à Berlin un rondo de Beethoven, inspiration de sa première jeunesse. C'était à coup sûr ce qu'on peut voir de plus ordinaire, et rien, absolument rien dans ce morceau ne donne à pressentir la prodigieuse organisation que l'exercice de la pensée développera plus tard, âpre et puissante gymnastique qui devait l'amener à l'entière possession de lui-même. Nul maître, fût-il le plus grand, le plus universel, ne saurait concentrer en soi, dans une égale perfection, tous les modèles de son art, et bien que certaines qualités soient souvent communes à l'un et à l'autre, il y a pourtant tel caractère individuel, tel trait, que chacun posséde en propre, et qu'il faut aller étudier chez lui. Un homme par exemple qui, voulant s'édifier sur les secrets de l'instrumentation, ne consulterait que Mozart se condamnerait de gaîté de cœur à ignorer une foule d'excellentes choses introduites dans cet art par Mendelssohn, de même que l'individu qui ne se rendrait compte que des ouvrages de Mendelssohn se priverait de la connaissance de beaucoup d'effets inventés par Meyerbeer, ainsi que par MM. Berlioz et Wagner. Et en admettant qu'ayant une fois poussé jusque-là on n'en bougeât plus, ce serait encore se borner et renoncer à l'héritage des anciens maîtres, à ces impérissables notions du vrai, du beau, désormais trop oubliées, que l'œuvre d'un Gluck nous a conservées. Ces notions si variées, si multiples, M. Gounod les possède toutes et les gouverne avec un art sur lequel je me plais à insister parce qu'il constitue, selon moi, le trait particulier de sa physionomie musicale. Rien ne lui est étranger de ce qu'ont pensé les anciens et les modernes. Son éclectisme embrasse le passé, le présent, et jusqu'à l'avenir même.

Après avoir, dans *le Médecin malgré lui*, une de ses plus aimables partitions, très ingénieusement exploité l'archaïsme, et montré ce qu'un esprit aussi habile que le sien pouvait tirer de résultats féconds de son commerce avec les vieux maîtres, après avoir fait du nouveau et de l'exquis avec ses réminiscences, nous l'avons vu dans *Faust* coqueter avec un certain italianisme tempéré par l'introduction systématique d'un style instrumental très soutenu, puis enfin, dans *Mireille*, essayer de rompre avec la tradition de Meyerbeer pour se rallier aux théories de M. Wagner. Il va sans dire que cette dernière évolution, comme toutes les autres, s'est opérée discrètement et de façon à ménager le plus possible toutes les sympathies acquises. M. Gounod use en musique du procédé bien connu dont se servait jadis en littérature Casimir Delavigne, qui lui aussi s'évertuait de la meilleure foi du monde

à produire des tragédies classiques qui fussent en même temps des drames romantiques. Comme l'auteur des *Enfans d'Édouard* et de *Louis XI* cherchant à marier ensemble Racine et Victor Hugo, le chantre de *Mireille* n'eût pas demandé mieux que de concilier Richard Wagner avec Mozart. Le malheur veut que le moindre tort de ces transactions plus ou moins industrieusement exécutées soit de mécontenter tout le monde. Je doute que les fidèles du *Tannhäuser* et du *Lohengrin* tiennent grand compte de ses efforts à ce converti, encore si capable de sacrifier aux faux dieux, et il me semble que, si j'étais de la paroisse, toute cette mélopée mise là délibérément ne me ferait point pardonner à l'auteur le parasitisme spécifique de la chanson de *Magali*, des couplets de la sorcière, et surtout de cette sorte de valse ajoutée au premier acte pour mettre en lumière une fois de plus l'incomparable virtuosité de la cantatrice. Quant au public, qui n'a point pour habitude, on le sait, de beaucoup approfondir les choses, ni de se demander s'il se divertit ou s'ennuie selon les règles, les théories et les transactions ne le touchent guère; je dis plus : il n'en veut rien savoir, ce n'est pour lui qu'un détail concernant les gens qui se mêlent de discourir sur la matière. Le public entend qu'on l'intéresse, qu'on l'émeuve; il lui faut trouver dans un opéra des situations musicales, musicalement développées, des duos qui soient des duos, des finales qui soient des finales, et lorsqu'au lieu de cela vous lui donnez une interminable mélopée agrémentée de loin en loin de quelques jolis incidens, il ne s'enquiert point de quelle combinaison ingénieuse sort l'ouvrage qu'on lui représente; cet ouvrage l'ennuie, il est jugé. Vous reviendriez cent fois à la charge que vous ne le feriez pas renoncer à son impression.

L'ennui au théâtre tue tout, même les chefs-d'œuvre. Sous le coup de cette main de plomb, l'*Euryanthe* de Weber est tombée sans pouvoir jamais se relever autre part que dans les salles de concert. Là seulement l'admiration universelle des connaisseurs et de la foule est venue venger de ses défaites une partition qui dans ses diverses rencontres tant à l'Opéra qu'au Théâtre-Lyrique n'eut que des échecs à la scène. *Mireille* eut dès le premier soir le même sort. Mettons que le *Faust* de M. Gounod fût son *Freyschütz*, *Mireille* serait son *Euryanthe*. C'est affaire à lui maintenant de tâcher que le Conservatoire s'en arrange et de transformer sa bucolique en symphonie, car je crains bien qu'au théâtre la partie ne soit définitivement perdue. « Vous sentez-vous corrompus? » disait jadis M. Guizot à ses électeurs de Lisieux. Les gens venus à cette reprise pouvaient à leur tour se demander les uns aux autres : « Sentez-vous que nous nous fussions trompés? »

En appeler du public au public est une épreuve qui très rarement réussit. De deux choses l'une, ou vous avez l'air de dire au monde : Ceci est fort beau, et vous avez eu le plus grand tort une première fois de n'y pas prendre garde, ou bien, n'acceptant que jusqu'à un certain point les faits

accomplis, vous remaniez l'ouvrage et le proposez ainsi revu et corrigé à une appréciation nouvelle. Il s'agit donc ou d'une de ces intimations qui presque toujours déplaisent, ou d'une simple mesure de déférence à l'égard d'un jugement rendu auquel un auteur et une administration théâtrale se soumettent en l'interprétant chacun en ce qui le concerne; mais cette mesure même, si légitime qu'elle soit, peut-elle beaucoup pour le succès? Tel ouvrage tombé en cinq actes va-t-il se relever parce qu'on l'aura réduit à trois et parce qu'on aura changé en dénoûment *heureux* le dénoûment malheureux de la première conception? De pareilles modifications, outre qu'elles nuisent aux proportions de l'œuvre musicale, rendent impossible tout intérêt dramatique. Une pièce déjà mauvaise perd à ce jeu sa raison d'être. Vous assistez à des tableaux sans suite, à des scènes que rien ne motive. Mireille ne meurt plus, j'en suis fort aise; le soleil, au lieu de la tuer de sa *flèche d'or*, se contente de la *blesser*. Je ne demanderais pas mieux que de m'en réjouir et de m'écrier avec M. Michelet dans *la Femme: Pauvre blessée!* Mais encore faudrait-il dans tout cela un certain art et qu'on n'essayât point d'acclimater sur nos scènes françaises un système de raccords et de combinaisons élémentaires auquel les librettistes italiens ont eux-mêmes renoncé. L'ennui, dans cet opéra de *Mireille*, est partout. On a eu beau supprimer ici un acte, là un tableau, trancher au vif dans le dialogue, dans la musique, ne laisser à tel rôle qu'une chanson : l'ouvrage, même réduit à cet état fragmentaire, languit encore, languit toujours. Et j'estime que, s'il était possible de le traiter par l'appareil de Marsh, on trouverait des globules d'ennui jusque dans ses moindres parties comme on trouve de l'arsenic à doses infinitésimales dans la phalange du petit orteil d'un homme empoisonné.

Quel singulier cadre aussi que celui-là pour un musicien! Je persiste à le croire, M. Gounod aura vu dans la mise au théâtre de cette espèce d'églogue légendaire une occasion de donner cours à certaines velléités systématiques inspirées peut-être par l'étude approfondie des compositions de Richard Wagner. Ses souvenirs et ses préoccupations nouvelles l'égarant, il aura cherché du côté de la Crau un sujet capable de lui fournir cet élément naïf et mystique qui en Allemagne a tant contribué au succès de la partition la plus populaire du *musicien de l'avenir;* mais ne nous y trompons pas, le *Tannhäuser* est un bien autre poème que *Mireille*. Il y a dans l'aventure de ce chevalier chrétien enguirlandé par la Vénus antique, dans ses amours et ses remords, un côté romanesque, héroïque, fait pour intéresser quiconque aime la musique à grand spectacle. Ici d'ailleurs la légende est de première main, les siècles nous l'ont transmise avec l'autorité qui leur est propre; nous savons à quels personnages nous avons affaire, et quelle langue ils parlent. Cette invention de *Mireille* au contraire n'a pour elle que l'attrait qui s'attache à un *libretto* plus ou moins réussi. Ni la couleur ni le pittoresque ne sauraient remplacer ici le drame absent, la passion

qui fait défaut car la couleur comme le pittoresque sont de pure convention, et cette prétendue poésie, toujours visant au sublime, trop souvent touche à la parodie. Le rideau se lève. Où sommes-nous? En Provence, nous dit la musique avec le chœur des *magnanarelles,* une agréable inspiration dialoguée qui par la fraîcheur et le charme rappelle le chœur des *Sabéennes* dans *la Reine de Saba.* Dès la première note, on avait trouvé le ton. Pourquoi ne pas s'y être maintenu? Pourquoi faut-il que dès le second acte cette jolie idylle tourne à l'héroïde, au faux sublime? Que viennent faire là avec leurs airs d'olympiens détrônés ces bouviers de Camargue, dont la pique ne demande pas mieux que de ressembler au trident de Neptune? Que nous veulent ces métayers homériques et ces porteurs de besace jouant à l'Agamemnon? Que nous veut surtout ce dialogue illustré de superbes alexandrins sonnans et trébuchans qu'on dirait extraits des tragédies classiques du vieil Odéon?

D'un noir pressentiment mon âme est agitée!

Et c'est de la bouche d'une accorte et naïve Provençale que sortent de telles souris rouges! de la jolie bouche de Mireille, qui chante si bien *Magali!* Pauvre blessée! décidément le soleil l'a rendue folle, et je l'attends au récit de Théramène.

Je le répète, M. Gounod, avec le tact très fin qui le distingue, avait, dès la première mesure de l'introduction, trouvé le style. Quel poétique et charmant tableau musical que ce premier acte, s'il pouvait être donné seul, augmenté du chant de *Magali* et des couplets de la sorcière, merveille de délicatesse et de distinction dans la contexture! Le malheur veut que le reste de l'ouvrage, avec ses prétentions à l'épopée, sa monotonie et son décousu, efface cette première impression tout agréable. M. Gounod, comme c'est assez le cas de la plupart des musiciens trop littéraires, se laisse souvent prendre aux miroitemens poétiques d'un sujet. Combien déjà n'a-t-il pas voyagé à travers les pays et les âges, passant, selon la fantaisie et l'engouement du quart d'heure, de Sapho à la nonne sanglante, du roi Salomon au roi d'Ithaque, du médecin Sganarelle au docteur Faust, de Philémon et Baucis à Mireille? Sans doute on me répondra que Verdi n'a point fait autre chose, Verdi, l'auteur des *Lombards* et de *Nabucco,* des *Deux Foscari* et de *Jeanne d'Arc,* de *Rigoletto* et de *la Traviata;* mais Verdi est un Italien, un maître composant dans un système absolument étranger aux principes du drame musical, tel que l'entendait Gluck, et tel que s'efforcent de le restaurer tant en Allemagne qu'en France des esprits plus ou moins aventureux dont M. Gounod à bon droit ne renie pas toutes les idées. Pour Verdi, musicien de race et de tempérament, il ne s'agit que d'un seul et unique intérêt, écrire des cavatines et des morceaux d'ensemble qui produisent sur le public d'une salle de spectacle le plus grand effet possible. A ses yeux, le meilleur poème est donc

celui qui présente le plus de situations thématiques. Du siècle et du pays où l'action se passe, de l'individualité historique des personnages qui prennent part à son drame, il n'en a cure; il sait que l'amoureux est un ténor, l'héroïne un soprano, le père une basse profonde, le tyran un baryton, et tout le reste lui importe peu, n'étant ni un historien, ni un lettré, mais un enfant des Apennins, rude et sauvage, obéissant à son instinct, à son génie, un musicien faisant de la musique comme le pâtre Masaccio fait de la peinture. Avec M. Gounod, talent très civilisé, très raffiné, intelligence avisée et critique, les conditions changent complétement. A son point de vue, un *libretto* n'est plus cette sorte d'espalier dressé là tout exprès pour supporter dans ses festons les plus fantasques, dans ses plus capricieux enroulemens, la vigne folle d'où ruisselle à pleins bords par instans le vin sacré des belles mélodies. Apôtre modéré d'une tradition qui veut que le poème et la musique d'un opéra tiennent le même niveau, marchent sur les mêmes hauteurs, il va sans dire que le choix de ses sujets exercera sur l'organisme de son talent une influence à laquelle échappent naturellement les compositeurs vivant, comme les Italiens, en dehors de toute espèce de commerce avec les idées extra-musicales. Une fois admis ce principe, que le poème est le carton dont la musique, par la magie de ses couleurs, fait un tableau, il s'ensuit que le musicien, par cela seul qu'il choisit un poème, reconnaît entre l'idée littéraire et son inspiration à lui de profondes affinités. Dès lors le voilà engagé, responsable, le voilà forcé ou de changer son style tous les jours, s'il lui plaît, comme à M. Gounod, de courtiser toutes les idées, — ce qui prouverait à la longue qu'en fait de style il n'en possède aucun qui lui soit propre, — ou de s'enfermer, comme Richard Wagner, dans un cercle qu'on ne franchit jamais. Les Italiens savent ce qu'ils veulent, l'auteur du *Tannhäuser* le sait aussi; M. Gounod ne le sait pas. De là ses variations, ses incertitudes. La poésie l'attire; mais au lieu de la chercher en lui, il s'adresse aux inventions des poètes, va de l'une à l'autre sans parti-pris, et ne s'aperçoit pas que cette voix qui chante au fond de certains chefs-d'œuvre qui sont des mondes ressemble à ces voix de l'abîme, à cette Loreley des tourbillons du Rhin qui ne vous charme que pour vous engloutir. Bien des maîtres et des plus illustres avant M. Gounod ont cédé à la fascination. Rossini lui-même, écrivant *Otello,* se laissa leurrer; il est vrai que c'était dans sa période italienne, et que plus tard, mieux avisé, il eût résisté. De cette entreprise d'un cerveau tel que celui-là sur l'œuvre de Shakspeare que restera-t-il? Un seul acte, le troisième, pas même un acte, une scène. J'en dirai autant de *Roméo et Juliette.* Il serait difficile de nommer tous les musiciens que ce merveilleux poème de l'amour et de la jeunesse a séduits, captivés. Zingarelli, Steibelt, Vaccaï, Bellini, les uns après les autres on les a vus succomber à l'illusion, au mirage, et si la collaboration de Rossini avec Shakspeare n'a produit dans l'*Otello* musical qu'un troisième acte, de tant d'efforts succes-

sifs, redoublés, on peut dire qu'il n'est résulté qu'un air : *Ombra adorata,* un chef-d'œuvre où l'interprétation géniale d'une Malibran faisait pour trois minutes passer l'âme de la tragédie tout entière.

On nous raconte aujourd'hui qu'à son tour M. Gounod subit le charme, et certes moins que personne nous serions enclin à nous en étonner, nous qui des premiers, et dans la *Revue,* insistions jadis sur ce côté *musical* de Shakspeare; mais qu'on ne s'y trompe point, cet élément musical, mêlé à la vie poétique de ces admirables drames, ne fait pas que ces drames soient, à proprement parler, des sujets d'opéras. Mendelssohn, dans ses fragmens du *Songe d'une nuit d'été,* me paraît avoir choisi la vraie manière. Transformer en *libretto* de pareilles œuvres, c'est ravager, écorcher le champ du génie sans profit pour personne. Bien autre chose est d'intervenir épisodiquement par des entr'actes, des accompagnemens symphoniques. La scène du balcon, par exemple, travestie en duo d'opéra, perd sa plus pure, sa plus suave expression, et le dialogue adorable où tant de réel se mêle à l'idéal devient un thème à vocalises, trop heureux encore s'il ne nous est donné d'assister à quelque feu d'artifice chromatique de la prima donna, qui, ayant à chanter : « Mon Roméo, je te répète que c'est le rossignol, et non pas l'alouette, » ne manquera point cette occasion d'imiter, avec réponses de flûte dans l'orchestre, *le doux chant des oiseaux du bocage,* — tandis qu'il ne m'est pas prouvé qu'un peu de musique répandue dans cette atmosphère, un nuage de sons balancé vaporeusement sous ce clair de lune, n'en augmentât pas le romantisme.

Shakspeare savait ce qu'il faisait lorsque pour ses féeries il prescrivait l'emploi de la musique. *Le Songe d'une nuit d'été,* pas plus que *la Tempête,* n'a été composé en vue de la simple lecture, et cependant je ne puis guère supposer que le poète, voulant distribuer les rôles de sa pièce, ait eu sous la main pour jouer Puck un comédien capable de fendre l'air « comme la flèche lancée par l'arc d'un Tartare, » j'ose même douter que les acteurs et actrices chargés de représenter les elfes pussent, avec la meilleure volonté du monde, bien commodément « se pelotonner dans la coque d'un gland. » Or c'est de la possibilité de ces phénomènes impossibles que la musique a mission à certains momens de nous convaincre, en dépit de ce qui se passe sous nos yeux. Lorsque dans l'œuvre de Mendelssohn j'entends sautiller, gambader, ricaner, ironiser, le ravissant *scherzo* par lequel s'annonce l'entrée du seigneur Puck, je crois à l'instant à tout ce que le poète me raconte du personnage. Je le vois courir, gesticuler, jongler sur le théâtre; il file à mes oreilles plus prompt et plus rapide que la *flèche du Tartare.* Néanmoins, l'avouerai-je, un doute subsiste encore en moi au sujet de ces figurantes qu'on voudrait me donner pour des elfes, et dans lesquelles ma raison persiste à ne voir qu'un aimable groupe de jeunes filles ailées comme des papillons, les cheveux couronnés de roses et tenant à leur main le sceptre de lis d'Oberon. « Ce sont là de charmans enfans, me dis-

je, et point des elfes, et quand les coquilles de noix seraient grandes comme des pipes de madère, jamais ce joli monde ne s'y logerait. » Mais chut! cette fois encore j'avais compté sans la musique : écoutez ces susurremens des violons, ces glissades; le charme est complet, irrésistible, les elfes vivent, les voilà!

Maintenant, s'il est vrai, comme on l'annonce, que M. Gounod s'occupe du sujet de *Roméo et Juliette,* nous appelons d'avance son attention sur cette manière d'intervention musicale dont Mendelssohn semble avoir fixé le degré. La musique, à tout prendre, ne saurait figurer en pareil chef-d'œuvre que d'une façon épisodique, à l'état de prologue au début, d'intermède pendant la scène du bal chez les Capulets, exposant, commentant, entr'acte ici, mélodrame là, *illustration* toujours. Le théâtre de Shakspeare est un puits d'idées musicales, mais non un répertoire de *libretti.* Que les compositeurs s'en inspirent, rien de mieux, mais sans les dénaturer, les travestir. Ces sortes de *pastiches* pouvaient être d'un autre temps; le bon sens, la critique moderne les réprouvent. Laissons au génie ce qui appartient au génie, et, s'il nous plaît de lier commerce avec lui, que ce soit pour sa plus grande gloire et non pas seulement pour notre propre convenance. Lorsque M. Charles Kean prit à tâche, il y a quelques années, de restaurer Shakspeare au théâtre, tous ceux qui le virent à l'œuvre furent à même d'admirer son dévouement et son abnégation. C'était pourtant un comédien de grand mérite que Charles Kean; mais l'acteur cette fois s'effaça complétement et disparut devant l'amateur, l'archéologue heureux de mettre son intelligence et sa fortune au service d'une telle cause. Je comprendrais ainsi, dans l'esprit du temps où nous vivons, la contenance d'un musicien ayant à traiter ce sujet de *Roméo et Juliette.* D'ailleurs, après tant d'essais avortés, de tentatives imparfaites, il n'y a désormais que deux manières de se comporter : écrire une partition en belle et bonne forme sur un *libretto* taillé de main d'ouvrier dans le chef-d'œuvre dépecé, et prendre alors sur soi de produire une de ces merveilles qui se font tout pardonner par leur éclat, ou respecter inexorablement le chef-d'œuvre auquel on touche et procéder comme Beethoven à l'endroit de *Coriolan* et d'*Egmont,* comme Mendelssohn au sujet du *Songe d'une nuit d'été.* De ces deux façons d'agir, Rossini, écrivant dans son temps un opéra de *Roméo et Juliette,* eût, je n'en doute pas, choisi d'instinct la première; mais c'était Rossini, et c'était son temps. Aujourd'hui, si j'avais un conseil à donner à M. Gounod, je lui dirais de s'en fier à Mendelssohn et de s'attacher de préférence à son programme, programme moins ambitieux sans doute, mais où tant de responsabilité n'est pas engagée, et qui, sans risque de grande compromission, répond à la double aspiration du musicien et du lettré.

HENRI BLAZE DE BURY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1864.

Au moment où l'année 1864 s'achève, il est à la fois opportun et intéressant d'examiner l'ensemble des circonstances politiques, intérieures et extérieures, au milieu desquelles la nouvelle année trouvera la France.

A l'intérieur, des faits récens, lorsqu'ils sont examinés de près et comparés, nous placent dans une situation contradictoire. D'une part, nous avons eu, sous la forme du procès des treize, un grand débat sur ce qu'on pourrait appeler la loi organique du suffrage universel, et, sous la forme d'un avertissement donné à M. de Persigny par un journal officieux, une nouvelle fin de non-recevoir opposée à cette condition essentielle, à ce postulat suprême de la liberté politique, comme diraient les philosophes, qui s'appelle la liberté de la presse. Dans la politique proprement dite, nous voyons les tendances du gouvernement se manifester par des poursuites, sans précédens depuis cinquante années, qui mettent en question et en péril la liberté électorale, et par des censures qui frappent au premier doute et au premier soupçon d'hésitation l'homme public qui s'était jusqu'à ce jour montré parmi nous l'adversaire le plus opiniâtre et le plus excentrique de la liberté de la presse. Mais que se passe-t-il ailleurs au moment où la liberté politique est traitée avec si peu de faveur par le gouvernement? On voit éclater dans le domaine des intérêts des émotions, des luttes, des troubles, qui ne peuvent être conduits à une issue heureuse et saine tant que les garanties de la liberté politique, sous la forme du libre exercice du droit électoral et de la libre discussion, nous feront défaut. La France sort d'une crise monétaire et commerciale qui heureusement a inspiré plus de craintes qu'elle n'a fait de mal. Les causes de cette crise sont discutées avec passion; des théoriciens ignorans ou absurdes, des praticiens intéressés s'étudient à donner le change à l'opinion et s'efforcent de rendre responsable de la crise la Banque de France, dont les prin-

cipes, appliqués avec habileté, l'ont au contraire en partie conjurée. On demande à grands cris une enquête sur la question des banques au nom d'un système d'affaires qui nous placeraient indéfiniment sous le coup de crises intermittentes. Tandis qu'une discussion véhémente, et qu'on ne peut plus abandonner avant qu'elle ne soit épuisée, s'engage ainsi sur une question sociale par excellence, la question de l'organisation du crédit, des débats plus pénibles peut-être s'élèvent à Paris entre les ouvriers et les entrepreneurs d'industrie sur la question des salaires et de la durée de la journée de travail. Par une coïncidence merveilleuse, un administrateur dont nous n'avons jamais méconnu la capacité personnelle, le préfet de la Seine, choisit ce moment pour faire une de ces démonstrations de franchise hardie qui ne nous déplaisent point, parce qu'elles font marcher les questions. M. Haussmann, lequel est en France, après l'état, le plus grand consommateur de capital, et, si l'on nous passait le barbarisme, le plus grand *employeur* de main-d'œuvre, l'homme qui par ses entreprises exerce en conséquence à Paris la plus grande influence sur les rapports du capital et du travail, déclare avec ostentation qu'il entend exécuter jusqu'au bout les entreprises conçues par sa seule initiative, sans demander jamais à l'élection les lumières et le contrôle des contribuables dont il gère les deniers, comme s'il ne se doutait point qu'au nom des intérêts généraux du crédit, au nom des ouvriers et des patrons, au nom des rapports du capital et de la main-d'œuvre, les contribuables parisiens pussent jamais avoir soit des conseils à donner, soit des freins à imposer à une administration qui s'est constituée entrepreneur de travaux publics sur une si gigantesque échelle. Ainsi à une époque où des questions si graves s'élèvent dans le domaine des intérêts économiques et dans l'ordre des intérêts sociaux, à une époque où plus que jamais, selon la logique des idées et des choses, la sphère de la liberté politique devrait s'élargir, on nie énergiquement le droit électoral sur certains points, on décourage la liberté électorale sur d'autres points, on tient systématiquement à l'écart la liberté de la presse. Telle est en raccourci la situation intérieure; il suffit de l'exposer pour en faire ressortir la contradiction. Que deviendra cette contradiction en 1865? A qui la force des choses donnera-t-elle raison? Est-ce au pouvoir ou à la liberté?

Au dehors, nous sommes en présence de trois grands faits qui intéressent diversement la France : l'état dans lequel la fin de la question danoise a laissé l'Allemagne; la situation de l'Italie et de la cour de Rome telle qu'elle résulte de la convention du 15 septembre, des derniers votes du parlement italien et de l'encyclique du pape; la marche de la guerre civile aux États-Unis, et la prépondérance de plus en plus assurée de l'Union américaine depuis la réélection de M. Lincoln. Ici encore les faits se développent avec plus ou moins de rapidité, conformément à une logique qu'il n'était point difficile de prévoir, et que nous avions, pour notre compte, pénétrée d'avance. Il était bien certain que l'abandon où on a laissé le Danemark

ferait exclusivement les affaires de la Prusse. On s'est cru en France de bien grands politiques parce qu'on mettait en avant dans la question des duchés le soi-disant principe des nationalités; on s'est cru bien fin aussi parce qu'on pensait soutenir jusqu'à un certain point les états moyens de la confédération, parce qu'à l'aide de ces états moyens on se figurait aider à la formation d'une troisième Allemagne qu'on pourrait mettre en balance entre la Prusse et l'Autriche. On voit aujourd'hui le dénoûment; les malheureux Danois du Slesvig en sont réduits à porter au roi de Danemark de stériles doléances; la Prusse a rayé de ses papiers la question de nationalité et n'invoque à l'égard des duchés que le droit de conquête et le droit diplomatique dérivé du traité de cession arraché au Danemark; les états moyens n'ont pu maintenir jusqu'au règlement de la question de succession l'occupation fédérale du Holstein; la Saxe et le Hanovre ont subi l'affront d'une sommation à court délai de la Prusse; les ministres des petits états essaient par contenance d'une de ces réunions, devenues ridicules à force de rester impuissantes, qu'ils forment de temps en temps, tantôt à Bamberg, tantôt à Würtzbourg; M. de Bismark garde en réalité les duchés, et s'il consent un jour à en transmettre à quelque prétendant la souveraineté nominale, ce ne sera qu'après avoir obtenu du candidat favorisé de bonnes conventions qui feront du Slesvig et du Holstein des appendices militaires et maritimes de la Prusse. Une situation semblable réveille l'idée de la protection que Louis XIV, Louis XV lui-même et Napoléon I[er] donnaient aux états secondaires de l'Allemagne pour les défendre contre leurs puissans et avides voisins : cela fait penser à la confédération du Rhin; mais peut-on s'arrêter à une idée si ambitieuse à la fin d'une transaction qui a commencé par l'abandon éclatant et sans rémission, abandon jusqu'à présent sans exemple, d'une des puissances de second ordre qui avaient le mieux mérité de l'Europe, et en particulier de la France, par son libéralisme, sa bravoure et sa fidélité aux engagemens internationaux? Le plus clair de cette affaire, c'est qu'on a laissé reprendre à la Prusse, qui était restée si effacée depuis cinquante ans dans les conseils de l'Europe, la position politique et l'action militaire d'une grande puissance. En Italie, si nous ne sommes point au bout de nos difficultés, nous avons eu du moins la main plus heureuse. Le pape vient de nous montrer par son encyclique que nous avions pris une peine bien superflue en élevant des objections vétilleuses sur l'interprétation que les Italiens avaient donnée à la convention du 15 septembre. Les Italiens se sont mis en règle à l'égard de cette convention; notre tâche ne tardera point à commencer, et le pape, par son grand manifeste, vient de mettre notre conscience à l'aise. Aux États-Unis, notre diplomatie s'est montrée peu prévoyante : elle s'est maladroitement inspirée de sentimens partiaux pour la rébellion du sud, elle a fait dans le temps des démarches inopportunes et qui ne pouvaient être accueillies par le gouvernement d'un peuple fier; mais aujourd'hui l'aspect

de la fortune a trop changé de l'autre côté de l'Atlantique pour que le retour de fautes semblables soit à craindre. La conscience du peuple américain a parlé avec une énergique autorité dans la dernière élection. Le triomphe de la grande république libérale est prochain, et il n'est pas interdit d'espérer que l'année 1865 en verra l'accomplissement. Ce sera une grande victoire morale pour la démocratie libérale de la France, qui, pour ne point douter de la vitalité puissante de la grande république, n'a eu qu'à rester fidèle à ses principes et aux meilleures traditions de notre patriotisme.

Telles sont les principales perspectives sur lesquelles va s'ouvrir l'année 1865. En revenant sur quelques-unes des questions que nous venons d'indiquer, nous aurions omis volontiers la question de la presse, si par une singulière rencontre les journaux n'avaient point occupé récemment, en même temps, quoiqu'à une distance bien grande, deux hauts et puissans ministres étrangers, le *premier* de Londres et le grand-vizir de Constantinople, lord Palmerston et Fuad-Pacha. Le grand-vizir anglais a profité d'une de ces réunions publiques dont il fait si bien les honneurs pour couronner une série de santés par un toast à la presse anglaise. Nous ne savons si lord Palmerston, qui est par excellence l'homme de l'à-propos, a voulu donner une leçon à M. Boniface; quoi qu'il en soit, son charmant petit discours, où il était dit en somme que la liberté politique n'existe point dans les lieux où la presse n'est point libre, a eu une piquante bonne fortune. C'est notre *Moniteur* en personne qui a traduit cette haute leçon, et à la grande joie du public français s'est chargé d'en régaler qui de droit. On ne saurait exiger du premier conseiller du Grand-Turc un tour aussi galant, ni tant de bonheur dans la mise en scène d'une innocente espièglerie. Si nous en croyons des correspondances publiées dans les journaux étrangers, son altesse Fuad-Pacha, homme d'esprit au demeurant, a été saisi de scrupules au sujet de la législation de la presse en Turquie juste vers le temps où M. de Persigny lui-même était touché de la grâce et faisait à M. de Girardin les ouvertures édifiantes que le public a connues. Lui aussi, c'est du pacha que nous parlons, s'est avoué « qu'il ne serait pas disposé à maintenir la législation actuelle sans de sérieuses modifications. » En Turquie, les aménités de la législation consistaient dans l'autorisation qu'il était nécessaire d'obtenir du gouvernement pour fonder un journal, dans les avertissemens et dans la suppression administrative. Fuad avait bien de la bonté de se tourmenter de ce pli de rose, lui qui est Turc et qui, pour se sauver du ridicule, n'avait après tout qu'à se dire : On ne m'accusera point de n'être pas dans la bonne voie du progrès occidental, puisque je traite mes journaux à la dernière mode de Paris! Bel effet d'une conscience chatouilleuse chez un musulman! Fuad n'est point un vizir de la veille, il n'est point un soupirant platonique après les douceurs du pouvoir, il a la pleine possession de l'autorité et l'entière faveur de son

auguste maître; il peut fumer son chibouk, assis, avec une dignité nonchalante, sur le divan d'un président de conseil des ministres, il est en métaphore orientale le gond de la Sublime-Porte; plus heureux que M. de Persigny, Fuad a donc pu conformer sur-le-champ sa conduite à ses dispositions. La législation sur la presse lui paraissait trop barbare pour la Turquie; il l'a changée sans se demander s'il ne prenait point trop audacieusement le pas sur la France dans le grand chemin de la civilisation. Désormais, c'est un correspondant du *Times* qui nous apprend cette nouvelle, tout sujet ottoman et tout étranger pourront fonder des journaux en Turquie sans avoir besoin de l'autorisation d'un pacha *ad hoc*. Les anciens avertissemens sont abolis; on n'avertira ou on ne supprimera à l'avenir que les journaux qui manqueront au respect dû au souverain, ceux qui par exemple s'aviseraient de critiquer le goût immodéré du commandeur des croyans pour les frégates cuirassées et la construction de nouveaux palais sur le Bosphore, ou qui auraient l'audace de percer d'un regard profane les sacrés mystères du harem. Encore la suppression d'un journal ne sera-t-elle prononcée, la circulaire vizirielle le rappelle en note, qu'après une série d'articles qui prouveraient une hostilité incorrigible; elle ne frappera que les pécheurs endurcis. La conservation du régime administratif paraîtra, nous le craignons, trop rigoureuse au nouveau M. de Persigny que M. de Girardin nous a fait connaître. Soyons justes pourtant, et convenons, entre nous autres anciens libéraux ou nouveaux convertis, que les délits de presse qui pourraient être commis en Turquie n'avaient point été prévus par les capitulations convenues du temps de François Ier ou de Louis XIV, que si l'Angleterre possède des jurés éclairés et la France des juges indépendans, il nous est difficile de nous faire une idée de ce qu'est la justice d'un cadi turc, et que pour un journal ottoman il est peut-être plus doux d'être jugé par un pacha à trois queues que par un mamamouchi. Nous admirions donc, quant à nous, de bonne foi le nouveau plan de Fuad-Pacha tel que le *Times* le fait connaître, et nous nous demandions ce qu'il adviendrait des ministres civilisés de notre Europe chrétienne, si les vizirs du pays de Schahabaham allaient se mettre à avoir autant d'esprit que les Persans de Montesquieu, lorsqu'une dépêche de Constantinople, qui vient d'être communiquée aux journaux, nous a tout à coup plongés dans la stupéfaction la plus profonde et dans la plus perplexe anxiété. Ce laconique télégramme, daté de Constantinople le 28 décembre, se contente de dire : « Une loi sur la presse d'une grande sévérité vient d'être publiée. » Rien de plus, rien de moins. Qu'est-ce à dire? Le correspondant du *Times*, qui avait l'air de parler comme s'il avait sous les yeux le projet de loi de Fuad-Pacha, se serait-il joué du public européen? Le rédacteur de la dépêche ne serait-il pas plutôt quelque mauvais plaisant de la société de Péra qui nous gouaille à distance? Qu'entend ce bon apôtre par une loi turque sur la presse d'une grande sévérité? Il y a des degrés à tout, comme disait à un de nos au-

teurs dramatiques ce jovial président de la cour de Rouen; tout est relatif en politique, et c'est ce qui rend si intéressante l'étude des législations comparées. La nouvelle loi turque est-elle plus sévère ou moins sévère que la loi française? Voilà la question, voilà l'énigme que le télégramme de Constantinople nous propose; voilà le futur parallèle que nous recommandons à l'attention des journaux français. Nous attendons en conséquence le texte de la nouvelle loi turque avec une impatience qui sera trouvée légitime, et pour aujourd'hui nous n'avons plus un mot à dire.

Ainsi que nous l'avons soutenu à plusieurs reprises, la liberté de discussion en politique est à notre époque non le vœu spéculatif de quelques esprits abstraits, mais un besoin social des plus pressans, une des conditions du développement de ces grands et vivaces intérêts économiques qui tendent de plus en plus à se confondre avec la vie politique quotidienne des sociétés modernes. Pour que la presse se place au niveau des importantes questions de cet ordre, il faut qu'elle retrouve dans une mâle liberté le respect d'elle-même, la confiance en soi, l'émulation et la vigueur avec lesquelles seules elle peut dignement et utilement remplir l'œuvre à laquelle elle est appelée. Parmi les discussions de cette nature qui font comprendre la nécessité d'une presse forte et saine, se place celle que M. Isaac Pereire vient d'engager avec éclat par une brochure sur *la Banque de France et l'organisation du crédit en France*. Nous n'avons pas la pensée de relever à cette place le gant que M. Isaac Pereire vient de jeter à l'école économique à laquelle nous appartenons en matière de crédit et de circulation. Nous devons cependant essayer d'indiquer en quoi consiste la gravité du débat.

Avant tout, nous louerons M. Isaac Pereire d'être entré personnellement en lice avec la vigueur et l'intérêt dramatique pour ainsi dire d'un homme qui ne plaide pas seulement pour un système, mais qui lutte pour sa propre cause. Quand un pareil athlète se présente au combat visière levée, on perd moins de temps dans les alentours des questions; on va droit au fait, et la polémique marche plus rapidement aux solutions. Cette réserve posée en faveur de l'intervention directe et résolue de M. Pereire dans le débat des questions de crédit, nous ferons une déclaration très nette : les idées de M. Pereire et de son école et celles des économistes dont s'inspire la conduite des banques de France et d'Angleterre sont aussi diamétralement contraires et aussi irréconciliables que peuvent l'être en astronomie le système de Ptolémée et le système de Copernic. Il est donc absolument nécessaire, dans l'intérêt de l'éducation du public et de la sécurité générale des affaires, que l'un des deux systèmes sorte de cette lutte à jamais confondu et détruit.

M. Pereire a mêlé, dans sa critique de la direction des banques telle qu'elle s'est établie en France et en Angleterre après des discussions et une expérience pratique qui ont duré un demi-siècle, beaucoup de questions

étrangères au véritable fond du débat. Il attaque le monopole des banques d'état; il reproche à la Banque de France les dividendes qu'elle a pu distribuer à ses actionnaires. On pourra répondre pertinemment à ces critiques qui ressemblent à un feu de tirailleurs, mais qui n'engagent point, à vrai dire, le corps de bataille. Que la France soit placée sous le régime de l'unité en matière de banques d'émission, que la liberté des banques, qui est le système le plus conforme à la théorie, soit plus ou moins complétement réalisée en certains pays, qu'en d'autres contrées existe le système de la pluralité des banques, là n'est point le différend véritable et l'intérêt réel du débat entre M. Isaac Pereire et ses adversaires. Il ne faut pas confondre le système de création et d'organisation des institutions de crédit avec les principes qui doivent régler leur conduite dans la pratique journalière, et, pour parler trivialement, avec la façon dont elles font et doivent faire leur métier. Ce qu'il y aurait à craindre dans une organisation qui ne serait pas conforme à la liberté, c'est qu'une banque, trompée par sa position exceptionnelle et privilégiée, ne crût pouvoir en profiter pour fausser le jeu naturel des opérations commerciales, pour altérer arbitrairement les conditions du crédit, pour en dénaturer artificiellement le prix voulu par la nature variable des choses. Or c'est précisément pour prévenir ces désordres, résultats possibles d'un privilége mal exploité, que les économistes et les praticiens éclairés qui depuis cinquante ans ont étudié les questions de crédit et de banque sous toutes les formes, à travers les circonstances les plus diverses, ont fini par inculquer aux banques de France et d'Angleterre ce grand principe, à savoir qu'elles doivent se régler dans la fixation de l'intérêt suivant la nature des choses, telle qu'elle leur est à chaque instant révélée par les mouvemens corrélatifs de leurs divers comptes, de telle sorte que les variations du taux de l'intérêt arrivent à se produire sous le régime de l'unité comme elles se produiraient naturellement sous le régime de la liberté pure. Ce système de conduite, aussi exactement conforme que possible aux mouvemens naturels des capitaux et des opérations de commerce et d'industrie, a deux résultats d'une importance capitale : premièrement, il met les banques en état de faire toujours face à leurs engagemens et de maintenir le crédit de la monnaie fiduciaire; secondement, il préserve le commerce et les capitaux des erreurs, erreurs qui ne pourraient être durables, mais dont les conséquences désastreuses seraient aggravées en raison de leur durée, auxquelles les entraînerait une altération arbitraire des conditions du crédit.

Eh bien! c'est de cette conduite à laquelle sont attachées la solvabilité des banques et la solidité du crédit général que M. Isaac Pereire ne veut à aucun prix. M. Isaac Pereire se soucie peu au fond de la liberté ou de la pluralité des banques. Ce qu'il lui faut, c'est une banque ou des banques qui maintiennent l'intérêt à un taux fixe et bas, et par conséquent qui se servent de leur position exceptionnelle et du prestige qu'elles auront au-

près d'un public crédule pour fausser en certaines circonstances le prix vrai du crédit. C'est là qu'est l'abîme entre M. Pereire et nous. Nous n'essayons pas ici d'opposer une réfutation technique à cette erreur monstrueuse de l'intérêt bas et fixe dans l'état présent du monde économique. On est confondu de surprise au premier moment quand on voit le partisan systématique de la hausse des valeurs, de la hausse des marchandises, de la hausse des terrains, de la hausse des maisons, de la hausse des loyers, de la hausse des fonds d'état, de la hausse de tout, n'anathématiser qu'une seule hausse, celle du loyer des capitaux disponibles. — Mais la hausse de l'intérêt, qui la fait? Ce sont précisément tous ceux qui escomptent l'avenir, poussés par une impatience qui se refuse à calculer les ressources du présent; ce ne sont pas les banques qui la produisent; elles en ressentent l'influence par la diminution de leurs ressources métalliques et l'accroissement des demandes de crédit qui leur sont adressées; elles se bornent à déclarer le fait, qui est la conséquence de besoins naturels, mais extraordinaires, ou des excès et des erreurs d'un esprit d'entreprise mal réglé.

M. Pereire trahit bien la préoccupation qui inspire ses récriminations et ses exigences dans les dernières pages de sa brochure. Il demande la création d'une banque qui consacrerait les billets qu'elle émettrait à faire des avances sur les titres d'entreprises industrielles ou de travaux publics. Là est l'erreur première et le danger final de son système. La circulation des billets payables à vue et au porteur émis par les banques n'est point une création de capital; elle n'est que la substitution d'une promesse générale de paiement faite par les banques aux promesses de paiement particulières et à échéance prochaine que les banques ont reçues de leurs cliens et gardent dans leurs portefeuilles. La circulation des banques n'est que la représentation sous une forme générale des fonds de roulement, du capital circulant de la communauté commerciale. Des opérations de crédit telles que des emprunts d'état, les travaux publics, les entreprises industrielles, qui immobilisent, qui fixent dans une création durable les capitaux qu'elles emploient, ne peuvent s'accomplir qu'avec des capitaux formés, effectifs, réels, qui ne veulent pas rester à l'état de fonds de roulement, qui recherchent les placemens fixes. Le plus vulgaire bon sens apprend à tout le monde qu'on ne souscrit pas un emprunt d'état, qu'on ne construit pas un chemin de fer, qu'on n'établit pas une usine, qu'on ne bâtit pas une maison avec des lettres de change. Comment donc veut-on que les titres de propriété des capitaux effectifs ainsi employés à des destinations fixes puissent être représentés surérogatoirement par des billets qui, constituant des promesses de payer à vue, ne peuvent représenter naturellement et logiquement que des capitaux de roulement toujours disponibles? Mais sur le marché des capitaux il existe une concurrence permanente entre les deux grands besoins qui représentent la demande du capital. Quelque riche qu'on suppose un pays, la masse de ses capitaux disponibles a toujours une limite; la

demande de capitaux de roulement faite par l'industrie et le commerce, qui ne fixent pas le capital, qui le transforment par la diversité et l'échange des produits destinés à la consommation, est également, sauf le cas extraordinaire de la disette et du renchérissement du prix, renfermée dans des limites aisées à prévoir; mais ce qui est indéfini, ce qui est illimité, ce sont les projets de l'esprit d'entreprise travaillant pour l'avenir à des immobilisations toujours nouvelles de capitaux. Les besoins et les influences qui travaillent sans relâche à l'immobilisation des capitaux font sur le marché une concurrence constante et quelquefois absorbante aux affaires, qui ont besoin de fonds de roulement. N'est-ce pas ce que nous voyons depuis longtemps chaque jour : des emprunts d'état perpétuels ou temporaires, appelant l'argent en lui offrant un intérêt de 7, de 8, de 9, de 12, de 14 pour 100; des entreprises présentant leurs demandes de crédit sous la forme populaire des obligations et offrant aux capitaux un loyer de 6, de 7, de 8 pour 100; des spéculations qui, comptant pour peu de chose les frais de crédit des capitaux qu'elles empruntent dans les bénéfices qu'elles se promettent d'une grande hausse rapide, consentent à payer des reports sur le pied de 6, 8, 10 pour 100? Quand de tous côtés on surenchérit, par une vaste et incessante concurrence faite aux capitaux de roulement, le loyer des capitaux, comment peut-on venir réclamer l'intérêt fixe et bas? Dans cette concurrence, la Banque de France représente le parti du fonds de roulement nécessaire aux opérations ordinaires et régulières du commerce et de l'industrie; M. Pereire et son école représentent le parti des entreprises qui se sont engagées en d'énormes immobilisations de capitaux, et qui, lorsqu'elles ont épuisé la ressource des capitaux destinés aux placemens fixes, viennent disputer au commerce les fonds de roulement disponibles, — en pratique avec l'appât des gros intérêts, en théorie avec la revendication bruyante de l'intérêt fixe et bas, avec la fantasmagorie de projets de banques dont les billets ne seraient que la menue monnaie de titres d'emprunts étrangers, d'actions ou d'obligations, invendus et invendables.

Quant à nous, depuis bien des années, nous avons appelé l'attention du gouvernement et du public sur la gravité, au point de vue financier et politique, de cette tendance manifestée quelquefois auprès du pouvoir et par une certaine école de promoteurs d'entreprises dont M. Isaac Pereire vient de se constituer l'organe, tendance qui peut se définir en ces termes : absorption par les dépenses qui fixent le capital sur une trop vaste échelle et avec trop d'impatience d'une portion des fonds de roulement nécessaires aux opérations régulières du commerce et de l'industrie. C'est quand cette tendance touche à l'excès et à l'abus que l'escompte se relève, comme obéissant à une loi mécanique, dans les banques, annonçant à tous que l'équilibre est momentanément rompu. L'effet de l'élévation du loyer des capitaux est ordinairement rapide; mais il arrive toujours que ce sont

ceux qui ont le plus contribué à produire le mal qui sont les plus ardens à se plaindre, comme nous le voyons aujourd'hui, et qui dénoncent comme une cause de perturbation l'emploi du remède qu'ils ont rendu nécessaire. Nous avons cependant confiance que nous ne verrons pas se reproduire souvent désormais des récriminations semblables à celles que vient d'exhaler M. Isaac Pereire. Ce cri de guerre, poussé bien moins contre la corporation financière qui s'appelle la Banque de France que contre les procédés sains et les garanties tutélaires de l'industrie des banques, provoquera, nous l'espérons, des réponses décisives et définitives dans la presse et au sein des chambres. Le gouvernement de son côté, quoiqu'il laisse peut-être le champ trop libre aux entreprises brillantes, mais téméraires de M. Haussmann, semble avoir compris qu'il fallait se garder de donner une nouvelle impulsion artificielle au mouvement des travaux publics. M. Fould a rarement rencontré, depuis sa rentrée au ministère des finances, des chances favorables. On doit lui savoir gré cependant de la fermeté avec laquelle, en homme qui a étudié les questions de crédit et de banque à l'école de sir Robert Peel, il a maintenu, dans les dernières épreuves, les bons principes pratiqués par la Banque de France. On doit aussi le féliciter d'avoir résisté à ces projets de travaux publics auxquels on voulait consacrer, sous des formes mal expliquées, des emprunts énormes, comme s'il se fût agi, selon un mot récent et tout à coup devenu célèbre, d'*haussmaniser* la France. Une note publiée ces jours passés au *Moniteur* nous a informés, à la grande satisfaction du public financier, que l'allocation attribuée aux travaux publics pour 1866 ne dépasserait pas les ressources du budget, et ne déterminerait par conséquent aucune opération nouvelle de crédit.

Le grand et retentissant événement du jour est l'encyclique du pape. Au premier abord, nous aurions voulu croire que la manière la plus politique et la plus douce d'accueillir ce pénible document était de le considérer comme une œuvre d'exagération routinière et professionnelle et de le traiter avec une légèreté bienveillante et volontairement oublieuse. — Le bon curé de votre village, piqué par je ne sais quelle mouche, fait un beau dimanche une prédication furibonde. Vous avez l'honneur ce jour-là de le recevoir à votre table, et tandis qu'il déguste un bon vin, vous lui dites : « Peste! monsieur le curé, vous avez fait ce matin le diable bien noir, et vous damnez les gens de la belle façon! — Je fais mon devoir à l'église, réplique le curé en posant son verre; mais vous voyez que dans la société je ne suis point farouche. » Et la chose finit là et s'oublie dans un franc rire. — Nous eussions voulu le prendre sur ce ton avec le saint-père comme avec le premier et le meilleur des bons curés du monde. Aussi bien il nous est difficile d'associer les excentricités de l'encyclique avec le bénin et souriant visage de Pie IX. Ce pape-là n'en doit vouloir qu'au péché et ne doit pas repousser le pécheur. Par exemple, il anathématise, d'ac-

cord en cela avec toutes les morales, la violation du serment politique; or il est souverain depuis trop longtemps pour n'avoir pas fait bon visage à plus d'un violateur heureux de serment. Nous sentons néanmoins que dans cette circonstance il ne sied point de masquer de gaîté un chagrin sérieux et profond. L'encyclique du saint père a frappé ses amis et ses ennemis d'une égale stupeur. Pour nous, elle n'a rien qui puisse nous affliger, si nous considérons l'influence que cet acte peut exercer sur la durée du pouvoir temporel de la papauté; mais nous en sommes très sincèrement attristés quand nous songeons au trouble qu'elle va produire à travers le monde entier dans les âmes.

Il va sans dire que nous n'avons point à nous occuper des jugemens portés par le pape sur celles des erreurs condamnées par lui qui touchent au dogme, à la doctrine théologique et philosophique, à la morale. Dans cette région, le pape est en son vrai domaine, dans le domaine spirituel, celui dans lequel les dissidens eux-mêmes, qui reconnaissent les droits de la liberté de conscience, admettent que le pape a le droit de parler aux catholiques avec l'autorité que ceux-ci lui accordent. Quant à ses jugemens sur les questions qui touchent à l'état civil et politique des sociétés modernes, nous ne nous en plaindrions point, si nous n'avions en vue que le tort que de pareilles idées, aussi hardiment, aussi opiniâtrément, aussi absolument exprimées, peuvent faire à ce qui survit encore du pouvoir temporel de la papauté. Enfin, peut-on maintenant dire à tous l'encyclique du pape à la main, l'épreuve est consommée. Vous voyez que toute idée de transaction est un amusement chimérique; vous voyez que tout compromis est impossible. La liberté de conscience est rejetée comme une abomination; l'idée si douce de la tolérance est repoussée comme une désertion de la vérité; le pape revendique au nom de l'église le droit de réprimer par les peines corporelles les transgressions de ses lois spirituelles. On est saisi involontairement d'un frisson de dégoût et d'effroi quand on se rappelle le passé où ces prétentions n'étaient pas seulement des rodomontades sans effet, où elles étaient interprétées par les violences et les cruautés de la force fanatisée. Quand on regarde l'avenir, il ne semble pas possible que des esprits éclairés, que des âmes justes veuillent arbitrairement conserver sur le plus petit coin de terre la puissance temporelle à une autorité théocratique à qui cette puissance servirait à réaliser de telles prétentions. L'encyclique du pape nous rend le service de faire sentir à la France le gigantesque contre-sens de la présence de nos troupes à Rome. Ce document résout définitivement dans la conscience de la France la question italienne et la question romaine.

Mais ce qui nous afflige, ce que nous ne pouvons voir sans un serrement de cœur, c'est le lien terrible que l'encyclique impose à la conscience des catholiques dans tous les pays où la société civile est fondée sur les principes maintenant condamnés avec tant de solennité par la cour de Rome. Par un inexplicable esprit de défi, la cour de Rome reprend sur la société

civile toutes les prétentions que l'on croyait usées par le temps, neutralisées par les concordats, et qui avaient justifié depuis le XVIe siècle les défiances profondes entretenues par les nations protestantes contre ceux qui dans leur sein étaient restés fidèles au catholicisme. Le catholique pur, celui qui va s'unir à la pensée de l'encyclique par la célébration du jubilé et le gain de l'indulgence, n'est plus, dans les pays où le domaine civil est nettement séparé du domaine spirituel, un citoyen complet, entièrement attaché aux institutions fondamentales de sa patrie. S'il y jouit de la liberté de conscience, de la liberté de discussion, de la liberté de la presse, il se servira de ces libertés en les maudissant et en se promettant de retourner contre elles les victoires qu'il pourra leur devoir. Ainsi les fondateurs de la république américaine, qui, en établissant la liberté des cultes dans leur constitution, ont ouvert à la religion catholique un champ où elle a prospéré, ces honnêtes et généreux défenseurs de la liberté civile et religieuse en Angleterre qui, depuis Fox jusqu'à Robert Peel et lord Russell, ont pied à pied renversé les obstacles qui entravaient l'accès de leurs concitoyens catholiques à la libre vie politique anglaise, n'auront travaillé, si le sentiment de la cour de Rome prévaut, que pour d'éternels ingrats. Ceux même qui en France se sont associés aux catholiques dans la fameuse campagne de la liberté de l'enseignement, ceux qui au nom du droit d'association ont protesté contre l'ingérence de l'administration dans les conférences de Saint-Vincent-de-Paul, n'auraient fait, sans le savoir, qu'introduire l'ennemi dans la place. La cour de Rome veut donc que partout les catholiques soient séparés de leurs concitoyens, dévoués à la liberté civile et religieuse par un malentendu latent, par une réticence permanente et par une défiance insurmontable. Nous ne connaissons point dans l'histoire moderne d'acte aussi subversif en politique et aussi dissolvant au point de vue social que cette imprécation par laquelle la papauté semble faire ses adieux au pouvoir temporel. En vérité, est-il possible de placer un tel anathème, dernier cri d'une ambition politique si étrangère aux origines du christianisme, sous l'invocation du pêcheur de Galilée et du grand Paul, qui convertissait le monde en travaillant de ses mains? Quant à nous, qui n'oublions point tout le bien que font à l'humanité les religions positives, nous ne pouvons voir sans une profonde douleur cette déclaration d'incompatibilité par laquelle le catholicisme romain ne craint point de se séparer du monde moderne. Nous ne pouvons avoir qu'une espérance, c'est que cette imprécation sera impuissante sur ceux à qui elle s'adresse et qu'elle veut entraîner vers un effroyable inconnu.

Notre temps est donc destiné à être l'époque des grands déchiremens. La rupture morale que la papauté signifie au monde moderne est-elle aussi, dans une autre sphère et dans des proportions bien plus vastes, une sécession comme celle qui désole l'autre hémisphère septentrional? Là du moins continuent à se manifester des symptômes plus rassurans et qui promettent la victoire aux principes de la société moderne. Le congrès américain

est réuni, et M. Lincoln lui a adressé son message annuel. Ce document, suivant l'usage, est encombré de détails. Ce qui nous y a frappés de préférence, c'est le passage qui concerne les rapports de l'Union américaine avec les gouvernemens étrangers. M. Lincoln s'y applaudit, avec une sincérité qui nous paraît être d'un bon augure pour l'avenir, de la bonne fortune qu'a eue l'Amérique de n'avoir vu ses difficultés intérieures compliquées par aucun conflit extérieur. On avait cru que le message ferait allusion à quelque ouverture de négociation vis-à-vis des états insurgés. Les états du nord n'auraient point, selon nous, diminué leur position morale et leur force effective, s'ils eussent, après la grande manifestation de l'élection présidentielle, ouvert une voie de retour aux états du sud. Ils n'eussent rien compromis par cette démarche, et, comme il est probable que cette avance eût échoué devant l'obstination des chefs du sud, tout le bénéfice moral en fût demeuré au gouvernement de l'Union. — Il est possible que la façon dont les opérations militaires étaient engagées dès le commencement de novembre ait empêché les ouvertures pacifiques. Il ne semble pas en effet qu'il fût opportun d'entamer des pourparlers au moment où Sherman se lançait à corps perdu dans la Georgie. L'habile et énergique capitaine paraît aujourd'hui avoir mené à bonne fin sa belle entreprise. C'est un curieux caractère que ce Sherman. Officier de West-Point, il avait quitté le service, et il dirigeait en Californie avec un très grand succès une maison de banque lorsque la guerre civile vint à éclater. Il abandonna sur-le-champ ses affaires, rentra au service et se fit dans la guerre la grande position qu'il a aujourd'hui. Il vient de traverser, après avoir rompu sa base d'opération, sur un espace de 480 kilomètres, la Georgie entière, un des états les plus peuplés et les plus riches du sud. Il n'a rencontré aucun obstacle sérieux, ravitaillant son armée à son aise, montrant au monde la fragilité intérieure de la confédération, et il a relié sans lutte ses communications avec la mer. Il a achevé son expédition plus facilement et plus rapidement encore qu'il ne l'avait espéré à l'origine. Il écrivait, en partant d'Atlanta, un billet de quatre lignes pour faire savoir à l'amiral Porter qu'il partait pour l'*eau salée*, qu'il arriverait au point par lequel il a effectivement rejoint la côte, et qu'il priait l'amiral de surveiller ce point-là vers la Noël. Il a atteint douze jours plus tôt le lieu du rendez-vous. Cette expédition aura une influence infaillible sur la dissolution de la confédération du sud, dont elle a disloqué toutes les voies de communication. Elle enlèvera aux confédérés leur dernier port, Savannah, dont Sherman ne peut tarder à s'emparer. Déjà trop faible pour soutenir la lutte dans le Tennessee, on ne comprend pas comment la confédération pourra opposer une armée à Sherman dans l'est de la Georgie et dans la Caroline du sud. Ce dernier état, qui va être plus directement menacé, proteste cependant avec opiniâtreté contre l'armement des noirs. Le congrès de la Caroline du nord au contraire vient de voter une résolution favorable à la paix, signe irrécusable de lassitude et de découragement. Cette résolution doit être

communiquée par le gouverneur aux gouverneurs des autres états de la confédération, et si elle obtient leur assentiment, les états, se considérant comme souverains, presseront collectivement Jefferson Davis d'ouvrir les négociations. Tel est du moins le plan des Caroliniens. Il est possible qu'il échoue une première fois; mais il annonce déjà une situation qui ne peut se terminer que par l'avortement de l'impie tentative de démembrement que Jefferson Davis et ses amis ont vainement entreprise contre la grande république américaine.

E. FORCADE.

UNE CRISE MINISTÉRIELLE EN ESPAGNE.

L'Espagne vient de traverser encore une fois une de ces bourrasques qui sont toujours imprévues, et qu'il faut toujours prévoir principalement quand tout semble calme à la surface. Rien n'est trompeur et dangereux au-delà des Pyrénées comme l'apparence du calme, comme un vote de confiance des chambres ou des élections donnant au gouvernement qui les fait une écrasante majorité. C'est presque toujours d'un mauvais augure. On a vu à Madrid des ministères mourir sur le coup d'un vote parlementaire qui avait la prétention de les aider à vivre; on en a vu périr pour avoir trop réussi au scrutin d'une élection générale, et je me souviens encore de ce mot spirituel que me disait un jour Donoso Cortès dans une de ces situations où l'on avait été trop heureux : « Comment voulez-vous que ce ministère résiste à cette majorité? » On a vu aussi des cabinets tomber sans raison ou pour des raisons qu'on ne disait pas, tant il est vrai que la politique en Espagne cotoie toujours des écueils invisibles, quand elle ne finit pas par tourner à la comédie au détriment du pays, du régime constitutionnel et des hommes mêmes qui se trouvent mêlés à ces crises! Il est arrivé un peu de tout cela récemment. Le ministère du général Narvaez s'était formé, il y a trois mois à peine, après une série de cabinets qui n'ont fait que passer depuis un an. Il avait, en naissant, l'apparence d'un pouvoir plus sérieusement constitué, fort de sa composition même et de la difficulté d'arriver à d'autres combinaisons. Il s'annonçait au début comme un gouvernement libéral décidé à détendre un peu la situation du pays, à relever la politique, les finances de l'Espagne. Il avait ses élections comme d'autres, et plus que d'autres il avait réussi au point de n'avoir plus probablement devant lui que l'embarras d'une majorité trop docile. Il touchait enfin à l'ouverture des chambres. C'est juste le moment où il a sombré tout à coup comme dans un de ces *typhons* de la mer des Indes où les navires se perdent quelquefois enveloppés par la tempête. Le *typhon* espagnol n'a pas été tout à fait aussi redoutable, il est vrai. Le ministère Narvaez s'est relevé après un naufrage qui n'a duré que quelques jours; il n'a pas moins disparu un instant, et entre sa chute et sa reconstitution s'est reproduite toute une crise intime du pouvoir aux mille et une péripéties.

Pourquoi le ministère du général Narvaez est-il tombé et comment s'est-il relevé après une succession de tentatives inutiles pour arriver à la forma-

tion d'un autre cabinet? Que dans ces imbroglios périodiques de la politique espagnole des influences fort peu avouées, encore moins constitutionnelles, s'agitent et se croisent en tous sens, que ces influences se défendent quand on veut les attaquer, c'est une assez vieille histoire, qui n'est après tout que le côté secondaire de la situation de la Péninsule. C'est certainement un phénomène curieux que depuis vingt ans, dans toutes les confusions de la vie publique espagnole, on entende sans cesse murmurer le nom d'une religieuse devenue un personnage soutenant ou paralysant des ministères. Il ne faut pas cependant qu'on s'y méprenne au-delà des Pyrénées : ces influences ne seraient pas si fortes, si les hommes et les partis ne se diminuaient pas eux-mêmes, et cette crise nouvelle, qui a tenu pendant quelques jours Madrid en suspens, ne serait peut-être pas survenue, si le ministère ne s'était trouvé affaibli justement à l'heure où il avait à faire les plus graves propositions, où il avait à prendre un parti dans les questions les plus délicates. Lorsque le cabinet du général Narvaez arrivait au pouvoir il y a trois mois, toute sa force, indépendamment de la notoriété et de l'habileté de ses membres, était dans les promesses libérales qu'il faisait. Il avait à prouver, — c'était son programme et son unique raison d'être, — que la meilleure manière d'être aujourd'hui un intelligent et prévoyant conservateur, c'est de commencer par être un bon libéral, et en effet ses premiers actes étaient la traduction de cette pensée. Il laissait une certaine latitude dans les élections, il rendait la parole aux journaux. L'expérience n'était point si désastreuse, puisque le gouvernement lui-même constatait la parfaite tranquillité du pays dans ces conditions nouvelles. L'abstention des progressistes pouvait passer pour une abdication au moins autant que pour une menace.

Qu'arrivait-il cependant? Les élections étaient à peine achevées que le ministre de l'intérieur, M. Gonzalez Bravo, lançait une circulaire où perçait déjà un tout autre esprit. Par une singulière logique, au moment où on constatait les heureux effets d'une politique de conciliation et de libéralisme, au moment où on venait de frapper la loi sur la presse d'une sorte de désaveu par une large amnistie, en allant jusqu'à restituer les amendes infligées depuis plusieurs années, on invitait les gouverneurs des provinces à user de toute la puissance répressive de cette même loi pour voir ce qu'elle pouvait produire. C'était peut-être pour satisfaire quelques modérés furieux et consternés; le cabinet ne semblait pas moins reculer devant le programme qui faisait sa force, et bientôt il s'affaiblissait encore plus par la brusque retraite du ministre des affaires étrangères, M. Llorente, très décidément opposé à toute velléité de réaction; il s'affaiblissait doublement en perdant un de ses membres les plus habiles, les plus éclairés, un de ceux qui représentaient dans le gouvernement des idées plus libérales, et parce que cette retraite devenait le signe visible d'une lutte entre deux tendances contraires dans l'intérieur du cabinet. Il en est résulté que le jour où le ministère a voulu proposer des mesures d'une certaine gra-

vité, il a manqué de l'autorité nécessaire pour les faire prévaloir. Il est arrivé en désarroi auprès de la reine, et au lieu d'être maître de la situation sous tous les rapports, comme il le croyait, il s'est vu tout à coup arrêté sur la question de Saint-Domingue, qu'il proposait de trancher en se retirant de cette ruineuse et mortelle entreprise, où les hommes vont mourir sans gloire, où les finances espagnoles s'épuisent sans compensation possible.

C'est là précisément que commençait cette crise, qui est devenue pendant quelques jours un véritable imbroglio, comme il n'y en a guère qu'en Espagne. Qui allait recueillir ce pouvoir tombé en deshérence par suite de la retraite du général Narvaez et de ses collègues à l'ouverture du parlement? A ne considérer d'ailleurs que la question même qui était la cause ou le prétexte de cette subite dissolution ministérielle, il y avait assurément de quoi réfléchir un peu. Il ne s'agissait de rien moins que de décider si on aurait le courage politique d'abandonner Saint-Domingue, au risque de froisser l'orgueil espagnol, ou si on persisterait plus que jamais dans cette guerre ingrate, au risque d'envoyer une armée nouvelle mourir de la fièvre et de se trouver un jour ou l'autre dans les plus désagréables rapports avec l'Angleterre, qui semble disposée à reconnaître les insurgés dominicains comme belligérans. On s'est adressé un peu à tout le monde, à toutes les nuances du parti modéré. On a d'abord appelé le général Pavia, marquis de Novalichès, qui, n'ayant point été encore président du conseil, est naturellement tout disposé à le devenir, lui aussi, et le général Pavia, tout comme un autre, a fait son ministère, — un ministère assez bizarrement composé, qui en avait bien au moins pour un mois de vie! — Cette expérience, du reste, lui a été épargnée. Lorsque le général Pavia est allé au palais avec sa liste toute prête, il s'est trouvé que la chose n'était plus du tout aussi simple qu'elle le paraissait. La reine a voulu tout au moins y songer. L'heure du général Pavia était déjà passée. Est venu ensuite M. Isturiz, vieillard fort respectable et parfaitement impuissant, qui a été bien souvent ministre, et qui ne pouvait le redevenir cette fois que pour frayer de nouveau la route au général O'Donnell. Avec M. Isturiz reparaissait le grand ministre des finances M. Salaverria, et, chose curieuse comme symptôme, le ministre des affaires étrangères dans cette combinaison était M. Salvador Bermudez de Castro, qui est encore, si je ne me trompe, ambassadeur accrédité auprès du roi François II de Naples, qui a été fait prince napolitain de Santa-Lucia de la main de ce souverain sans couronne. M. Isturiz en a été pour sa combinaison tout comme le général Pavia, bien qu'on l'eût peut-être préféré un instant. Le vieux marquis de Miraflorès a été aussi appelé. On s'est adressé à bien d'autres encore, et à ce propos on ne peut vraiment qu'admirer combien il y a de ressources en Espagne, combien il peut y avoir de présidens du conseil dans un parti à Madrid. Il n'est question ici, bien entendu, que de ceux qui viennent d'être essayés, car pour les autres, pour ceux qui l'ont été déjà ou qui espèrent le deve-

nir, il en foisonne. Le parti modéré ne se composera plus bientôt que de présidens du conseil, ce qui ne prouve pas précisément sa puissance.

Pendant quelques jours, il y a eu des collections de ministres tout prêts à revêtir l'uniforme et attendant l'heure de se rendre au palais pour prêter serment, une heure qui n'est jamais venue, et au milieu de tout cela se reproduisait dans le public cette scène toujours curieuse à Madrid : — y a-t-il un ministère? où en est la crise? qui s'en va et qui arrive? — Parmi les employés, sans cesse menacés à chaque changement de cabinet, c'est à qui s'informera et cherchera d'où vient le vent. Tout le monde est affairé, et personne ne fait rien. Par malheur, les crises ministérielles ont quelquefois des effets plus sérieux, et c'est ce qu'on a vu récemment à Madrid. Tout s'est subitement arrêté. Les négociations commerciales se sont trouvées paralysées. Tous les jours, il y avait foule à la Banque pour échanger les billets contre de l'argent, et dans le monde du négoce on refusait le papier de la Banque pour n'avoir pas à faire les appoints en numéraire. Une chose à remarquer du reste dans cette crise, c'est l'attitude parfaitement digne et réservée de l'ancien cabinet : il s'est tenu à l'écart de tout et n'a cherché à rien empêcher. L'un de ses membres, le général Lersundi, a été plusieurs fois appelé, consulté par la reine, qui connaît son dévouement, et, sans accepter aucune mission officielle, il a su, dit-on, allier à l'inébranlable fidélité du soldat une respectueuse indépendance de langage.

Enfin, de guerre lasse, après tous les essais et toutes les combinaisons qui ont rempli ces quelques jours, c'est le cabinet Narvaez tout entier, moins M. Llorente, qui est rentré au pouvoir ou plutôt qui y est resté, puisque sa démission n'avait point encore été acceptée, et de fait c'était encore le meilleur dénoûment, le seul possible peut-être. Pouvait-on s'adresser aux progressistes? Ce n'est pas le programme du parti progressiste qui est fort à redouter, c'est sa faiblesse, son incohérence; il est au moins aussi divisé que le parti modéré, sans avoir l'esprit politique et les habitudes de gouvernement que gardent après tout les conservateurs : imaginez de faire vivre ensemble le duc de la Victoire, M. Olozaga et le général Prim, ou prenez une de ces nuances sans l'autre! La reine pouvait-elle se tourner encore une fois vers le général O'Donnell? Mais c'est le duc de Tetuan qui a commencé l'affaire de Saint-Domingue, qui a laissé les finances espagnoles dans le piteux état où elles sont, et qui de plus, d'après une opinion générale, est l'allié de toutes les influences cléricales dont on se plaint. On pouvait encore moins s'adresser à la fraction absolutiste du parti modéré; c'eût été peut-être jouer trop gros jeu. Quant à toutes ces nuances intermédiaires et flottantes successivement essayées, c'était évidemment ne rien faire. Il était temps d'ailleurs de prendre un parti, puisque c'était le 22 décembre que devaient se réunir les chambres, qui ont été effectivement ouvertes ce jour-là.

Voilà donc le ministère Narvaez ramené au pouvoir par la bourrasque

qui a failli l'emporter. Il n'y a pas à se dissimuler pourtant qu'il triomphe moins par sa propre force que par l'impossibilité d'arriver à autre chose, et que cette situation nouvelle, qui a l'apparence d'un succès politique et personnel pour lui, cache bien des épines, bien des difficultés. En réalité, même après s'être dénouée heureusement, cette crise n'est peut-être pas ce qu'on pourrait appeler une crise de santé; elle a surtout ce dangereux caractère de laisser voir certaines faiblesses dans le cabinet, des conflits de tendances, une volonté hésitante et paralysée là où l'on s'était plu d'abord à supposer la résolution d'une pensée nette et fixe. La preuve la plus sensible de cet embarras intime, c'est le discours mis dans la bouche de la reine à l'inauguration des chambres, c'est-à-dire après la crise. Ce discours, si bien intentionné qu'il soit, n'est point certainement l'expression d'une politique bien arrêtée. La grande affaire du moment, la question de Saint-Domingue, le discours royal la traite par sous-entendu, en laissant pressentir une loi qui viendra proposer sans doute quelque mesure héroïque. La querelle avec le Pérou est présentée comme pouvant se dénouer par la paix, ce qui mettra sûrement l'Espagne à l'abri d'une grande faute. L'Italie?... Oh! pour l'Italie, le gouvernement espagnol aura une opinion quand tout sera fini, et alors il se souviendra de son respect filial pour le saint-siége. Le pape ne pourra qu'être sensible à cette généreuse attention, et l'Italie, qui déjà s'inquiète peu d'être reconnue ou de n'être pas reconnue par l'Espagne, s'en inquiétera vraisemblablement moins encore quand tout sera fini. A l'intérieur, le discours royal laisse voir des intentions plus que des résolutions. Il annonce encore une fois une loi sur la presse et une loi pour garantir l'ordre public. En un mot, on le sent à son allure, le cabinet est incontestablement embarrassé.

Or, s'il veut faire quelque chose aujourd'hui, et il a beaucoup à faire, ce qui lui serait le plus nécessaire avant tout, ce serait une volonté très ferme et le prestige d'une situation entière. Pour proposer, pour faire accepter une mesure de prévoyance supérieure, comme l'abandon de Saint-Domingue, il faut une grande autorité morale que rien ne soit venu affaiblir. Dans les finances, le cabinet Narvaez a tout à faire, mais il ne peut rien faire qu'avec de la sécurité, avec une situation sûre, avec une bonne politique en un mot, et il ne peut y avoir aujourd'hui de bonne et sûre politique que par le libéralisme. Tant que le ministère n'en sera pas là, il en sera aux expédiens qui sont encore maintenant sa seule ressource. Il fera des emprunts plus ou moins détournés à gros intérêts, il se procurera de l'argent dont ceux qui le lui prêtent se paieront par des spéculations. Il arrivera ainsi à suffire au service du semestre de la dette; mais combien de temps pourra-t-il vivre à l'aide de ces négociations onéreuses nouées tantôt avec les uns, tantôt avec les autres? Pour réorganiser les finances comme pour régler toutes les questions extérieures et intérieures qui sont aujourd'hui l'embarras de l'Espagne, le ministère Narvaez a besoin évidemment de se retremper en quelque sorte, de s'affermir de nou-

veau, de faire acte d'autorité morale et de résolution, de reprendre enfin le programme qu'il avait semblé s'approprier à son origine, le programme d'une politique largement libérale pratiquée par des conservateurs intelligens. Ce n'est pas seulement sa grande et efficace ressource pour résoudre les sérieuses difficultés de toute sorte qui lui ont été léguées, c'est sa force unique contre toutes les influences irrégulières, et c'est aussi le seul moyen qu'il ait de servir la reine elle-même. S'il ne fait pas cela, il pourra vivre encore, c'est bien possible; mais il ne sera qu'un ministère de plus parmi tous les ministères qui encombrent l'histoire de l'Espagne nouvelle, et qui ont passé sans lui donner ni la liberté, ni la sécurité, ni même la prospérité matérielle, qui est l'œuvre de tout le monde, excepté du gouvernement.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LES LIVRES DE SCIENCE POPULAIRE EN 1864.

Parmi ces publications qu'on voit se multiplier chaque année à la fin de décembre, la préférence acquise aux livres de science populaire (1) n'est-elle pas un des *signes du temps,* pour employer l'expression admise? On ne saurait en tout cas nier que, depuis une dizaine d'années, tout le monde, petits ou grands, n'ait senti le besoin de s'initier aux applications, devenues si nombreuses, de la science. Les feuilles quotidiennes ont fait une place chaque jour plus grande aux vulgarisateurs; la science s'est parée pour être accessible à la foule. Dans les livres, le dessin est venu heureusement en aide au récit, et si chacun des prêtres improvisés de la nouvelle religion n'a pas fait preuve de toutes les qualités requises pour prêcher sûrement la doctrine, il n'est pas moins résulté de tout ce mouvement une diffusion, une excitation salutaire, dont les effets se font aujourd'hui sentir. Le niveau de l'éducation scientifique commune s'est élevé; le ciel et la terre ont dévoilé à des lecteurs émus une partie de leurs mystérieuses beautés, et la science n'est plus restée inaccessible aux profanes, comme ces temples de l'ancienne Égypte où les prêtres seuls pénétraient en secret.

Le mouvement dont nous parlons était depuis longtemps préparé. Déjà, au siècle dernier, Fontenelle, Buffon, Jean-Jacques Rousseau, Bailly, Bernardin de Saint-Pierre, Franklin, pour n'en pas citer d'autres, avaient largement initié le public aux merveilles de la nature. Soit qu'ils aient étudié

(1) *Le Ciel*, par A. Guillemin; 1 vol. in-8° illustré; Hachette. — *Le Monde de la Mer*, par A. Frédol; 1 vol. in-8° illustré; Hachette. — *Histoire des Plantes*, par L. Figuier; 1 vol. in-8°, avec figures; Hachette. — *L'Air et le Monde aérien*, par A. Mangin; 1 vol. in-8° illustré; Tours, A. Mame. — *Le Monde des Insectes*, par S. Henri Berthoud; 1 vol. in-8° illustré; Garnier frères. — *La Plante*, par E. Grimard; 2 vol. in-12, avec figures; J. Hetzel.

les trois règnes, soit qu'ils aient porté leurs regards vers le ciel, ou que, moins hardis, ils se soient bornés à faire sentir l'utilité des applications industrielles, ces illustres maîtres ont eu pour but de rendre la science populaire, et ont orné leurs écrits, déjà si nets et si clairs, de tous les charmes du style. Après eux, deux vulgarisateurs non moins célèbres, unis déjà par les liens de l'amitié, Humboldt et Arago, ont chacun, dans une voie différente, mais heureusement tous les deux, continué l'initiation des profanes à tous les arcanes de la science. C'est ce même mouvement qui se poursuit aujourd'hui, un peu au hasard il est vrai. L'armée des vulgarisateurs est sans chef, les soldats qui la composent sont eux-mêmes indisciplinés, ayant plus de bonne volonté que de science. Toutefois ils rendent des services aux ignorans et aux savans eux-mêmes, on ne saurait le nier, et c'est merveille de voir avec quel empressement les accueille un public toujours bien disposé et surtout avide d'apprendre. En temps ordinaire, c'est dans la presse quotidienne et dans quelques recueils spéciaux que les vulgarisateurs se font entendre. Aux approches du 1er janvier, ils abordent le livre, le livre du plus grand format, avec des *illustrations* dues aux *meilleurs artistes*. La mode s'en est mêlée, et les derniers mois de l'année 1864 ont vu fondre une véritable avalanche de ces livres de science vulgarisée. Nous allons en choisir quelques-uns et faire connaître sans détours les qualités comme les défauts qui les distinguent.

En premier lieu, citons *le Ciel*. La grandeur du sujet et le caractère bien connu de loyauté scientifique de l'auteur, M. A. Guillemin, méritent cette distinction au livre, qui d'ailleurs se recommande aussi par une véritable impression de luxe, un format exceptionnel et des dessins coloriés qui font la joie des amateurs. A cet ouvrage, qui n'a d'égal que l'*Astronomie populaire* d'Arago, et qui la laisse même derrière lui pour certains détails d'exécution (ceci soit dit sans vouloir offenser le moins du monde la mémoire de l'illustre savant), à cet ouvrage ont collaboré tous les grands noms de l'astronomie moderne. En Angleterre, ce sont surtout sir J. Herschel, l'amiral Smyth, Lassell et Warren de La Rue, en Allemagne Littrow, en Russie Struve, Bond aux États-Unis, en France MM. Le Verrier, Chacornac, Laussedat, Goldschmidt, etc. Tous ont aidé l'auteur de leurs conseils et de leur bienveillant concours. Mémoires originaux, dessins, photographies, ont été mis à sa disposition; à Paris, l'Observatoire impérial lui a été généreusement ouvert. Encouragé, soutenu jusqu'au bout par de tels appuis, M. A. Guillemin s'est mis courageusement à l'œuvre. Avec une patience qui ne s'est pas démentie un instant et un soin consciencieux de la vérité auquel on ne saurait donner trop d'éloges par ce temps de productions hâtives, il a mené son œuvre à bonne fin. La jeunesse, les gens du monde, justifiant le *cœlum tueri* d'Ovide, peuvent désormais regarder le ciel et y découvrir quelque chose, grâce aux notions d'astronomie rendues accessibles à tous dans ce livre remarquable. Le soleil, les planètes et les comètes, les étoiles et les nébuleuses, enfin les grandes lois de l'astronomie,

les méthodes et les instrumens en usage dans cette science qu'on pourrait appeler divine, forment autant de chapitres de l'ouvrage. La lecture en est facile, le style toujours clair et rapide. L'auteur n'en est pas du reste à son coup d'essai, et *le Ciel* témoigne d'un progrès très notable sur les *Causeries astronomiques* qui l'avaient précédé.

Si nous descendons des hauteurs de l'empyrée, où nous a conduits M. Guillemin, nous pourrons avec M. Arthur Mangin étudier au passage *l'Air et le Monde aérien.* L'ouvrage est un peu composite, comme son titre, et M. Mangin y dévoile tour à tour à ses jeunes lecteurs la constitution et les phénomènes de l'atmosphère ; puis il décrit les habitans du monde aérien, les insectes et les oiseaux. Le livre est nourri de faits généralement bien présentés, et d'une façon intéressante; mais un grave reproche qu'on peut faire à l'auteur, c'est l'absence de toute méthode. Ainsi des chapitres sur la machine pneumatique, les pompes, le baromètre, l'aérostation et l'aéronautique, les tempêtes, les cyclones, les prédictions du temps, précèdent ceux sur les insectes et les oiseaux, sans transition, sans qu'on voie bien clairement comment tout cela se soude. Il y a mieux : dans l'histoire des insectes et des oiseaux, que l'auteur pouvait rendre si intéressante pour ses jeunes lecteurs, bien des faits sont passés sous silence. Les classifications même sont un peu négligées, et cependant c'est sur ces deux points peut-être, nous entendons les classifications entomologique et ornithologique, que les naturalistes sont le plus à l'abri des reproches si fondés qu'on leur adresse en général sur la méthode. Nous voulons bien reconnaître que le mode d'après lequel M. Mangin range les oiseaux offre un certain côté pittoresque; mais quand une division est admise dans la science et que cette division est bonne, pourquoi ne pas la respecter? pourquoi la violer à plaisir? De bonne foi, M. Mangin, en cataloguant les habitans de l'air en oiseaux parés, chanteurs, parleurs, voyageurs, nageurs, marcheurs, rapaces, intrus, a-t-il heureusement remplacé la classification en usage, et les ordres des rapaces, des passereaux, des grimpeurs, des gallinacés, des échassiers et des palmipèdes, auxquels nous reportent jusqu'aux souvenirs d'histoire naturelle du collége, n'offrent-ils pas, dans l'énonciation même, un caractère net et philosophique qu'il est bon de reconnaître? Les gens du monde ont adopté ces noms qu'ils comprennent, les maîtres de la science les ont acceptés tour à tour. Nous n'aimons pas la routine, nous croyons que la science progresse tous les jours, qu'une bonne classification est encore à trouver, une vraie classification *naturelle;* il ne faut pas cependant, par amour du changement, faire moins bien qu'on n'a fait. M. Mangin en agit sans plus de façon avec les insectes. Il est vrai qu'il peut nous répondre dans les deux cas qu'il n'écrit pas pour des naturalistes.

Du *Monde aérien* au *Monde de la Mer,* la transition se fait sans qu'on y pense. Saluons encore ici un bon livre, une œuvre posthume malheureusement, signée d'un pseudonyme, celui d'Alfred Frédol. Moquin-Tandon, qui a illustré les chaires scientifiques de province avant d'entrer à l'In-

stitut et au Muséum, se cachait volontiers sous ce nom d'emprunt pour chanter, quelquefois dans le patois gracieux de son pays, *le Noyer de Maguelonne* ou *les Jujubes de Montpellier*. C'est sous ce même nom de Frédoque que nous le retrouvons dans son dernier ouvrage, étude pleine de vie et de force, semée de traits originaux, souvent familiers, et que l'on ne dirait pas suspendue par la mort. Ici comme dans *le Ciel*, tout indique une science de bon aloi, tout est marqué au coin de la vérité. Comme dans *le Ciel* aussi, des gravures coloriées initient le lecteur aux merveilles décrites dans le texte. C'est une succession de beaux dessins se déroulant dans les pages du livre comme les parois transparentes d'un aquarium. L'illusion est complète, on assiste à la vie des eaux, on voit se développer sous ses yeux des plantes et des animaux qu'on avait jusqu'alors à peine soupçonnés; on en rencontre d'absolument inconnus, on en retrouve enfin qu'on croyait bien connaître, mais sur lesquels on est étonné d'avoir su jusqu'alors si peu de chose. Moquin-Tandon a fait son livre en maître, en homme qui possède son sujet, et il nous promène tour à tour des plantes marines et des animaux infusoires aux polypiers et aux rayonnés, le corail, les éponges, les méduses, les étoiles de mer, les oursins; puis défilent à nos regards, avec leurs mœurs, leurs ruses, leur vie propre, toute la gent coquillière des mollusques, puis encore les crustacés et les poissons, les tortues et les oiseaux marins, enfin les gigantesques cétacés et les phoques, et jusqu'à l'ours blanc des pôles cantonné dans les mers de glace. N'est-ce pas là un spectacle *aux cent actes divers*, et n'est-ce pas le cas de répéter, après avoir lu ce beau livre, ces paroles émues de Christophe Colomb justement rappelées par l'auteur, que la bouche ne suffit pas à dire ni la main à écrire toutes les merveilles de la mer, *la lengua no basta para decir ni la mano para escribir todas las maravillas del mar?*

Si maintenant nous baissons d'un ton, nous passerons du *Monde de la Mer*, qui nous a tenu dans les régions sereines de la science, au *Monde des Insectes*, œuvre d'un esprit un peu léger, souvent trop superficiel, mêlée cependant de traits agréables. Ici la science affecte des dehors plaisans, on en cause entre amis en parlant aussi d'autre chose, *de omni re scibili et quibusdam aliis*. Cela frise par instans le conte de fée, parfois aussi le roman. Au demeurant, le livre n'a nulle prétention, nulle portée scientifique; mais il fait aimer la science, et les esprits auxquels ne convient pas une nourriture trop substantielle pourront y trouver quelque plaisir, et même quelque profit.

Les deux ouvrages dont il nous reste à parler rentrent au contraire, comme les premiers, dans le domaine scientifique, sans cesser d'être à la portée de tous. Tous deux traitent de botanique. L'un, l'*Histoire des Plantes* de M. Figuier, se présente avec les qualités et les défauts que nous avons déjà relevés chez l'auteur. Disons toutefois que ces défauts se font moins sentir ici que dans de précédens ouvrages, et que ce livre, bien que n'étant qu'une compilation, ne présente pas trace de ces erreurs si graves

comme on en a redressé dans *la Terre avant le déluge* et *la Terre et les Mers*. Quelques dessins sont remarquables de vérité et d'exécution, et la division de l'œuvre est satisfaisante. La dernière partie, la géographie botanique, qui traite de la loi de distribution des végétaux à la surface du globe, est bien conduite. En somme, on reconnaît là un certain talent d'exposition, et, dans le courant de l'ouvrage, l'auteur semble se défier d'un écueil qu'il n'a pas toujours su éviter dans de précédentes publications. Il maîtrise ici son penchant aux explications forcées, douteuses, nous dirions presque surnaturelles. Une fois cependant il se laisse encore entraîner, et, pour donner des raisons de la tendance des racines à se diriger vers le centre de la terre, il invoque nous ne savons quelles expériences bizarres faites par des chercheurs isolés, expériences qui auraient besoin d'être contrôlées, et contrôlées solennellement. Au lieu d'imaginer ainsi des preuves contre nature, ne pourrait-on tout simplement admettre une bonne fois, comme le font du reste la plupart des traités de botanique, que si la racine se dirige vers le centre de la terre, la tige vers le ciel, c'est que l'une trouve dans le sol, l'autre dans l'atmosphère, sa propre nourriture, c'est que cet agent mystérieux qu'on appelle *force vitale* l'exige ainsi? La pesanteur, ou, si l'on veut, la force de gravitation, autre agent dont l'essence est également inconnue, n'a point de rôle à jouer dans ce grand phénomène.

Les réserves que nous venons de faire nous empêchent de mettre sur la même ligne l'*Histoire des Plantes* de M. Figuier et *la Plante* de M. Grimard. Ce dernier livre est vraiment un traité original de botanique. On devine que l'auteur n'a emprunté ses inspirations qu'à lui-même. Dans un format modeste, avec des dessins qui attirent moins les yeux que ceux de son rival, cet ouvrage est mieux fait et semble destiné à une longue vie. Ce n'est pas une compilation improvisée, c'est le livre d'un homme qui sent, qui a vu et qui sait. Dans la première partie, l'auteur chante la plante dans une forme un peu dithyrambique; mais bien vite, dans le second volume, le langage calme et mesuré du savant reprend le dessus, et c'est là la partie vraiment pratique et utile du livre. Voulez-vous être botaniste, voulez-vous herboriser à votre aise dans les vertes campagnes autour de Paris, lisez-le, inspirez-vous-en. Voulez-vous rester philosophe et ne connaître de la plante que ce qui vous intéresse dans le grand monde de la vie, tenez-vous-en au premier volume. Lire et méditer les deux est ce qui vaut mieux encore. L'auteur a fait heureusement entrer dans son cadre quelques bonnes pages de botanique géologique dont on néglige trop généralement de s'occuper en dehors des livres de géologie, et il nous a montré, non sans un certain bonheur d'expression, la vie végétale naissant sur le globe avec les plus humbles cryptogames, puis se développant avec les fougères, les palmiers, et arrivant enfin, avec les grands arbres dicotylédones, au degré de magnifique éclosion où nous la voyons aujourd'hui.

Quelle conclusion tirer de ces pages et quels services peuvent rendre

non-seulement à la jeunesse, aux gens du monde, mais encore à la vraie science, tous ces livres de science populaire que chaque année voit naître et souvent la même année mourir? Nous croyons que le principe est bon, que ce n'est pas perdre son temps que de vulgariser la vérité, d'initier le public aux grandes découvertes, aux nobles études de notre époque. Par là on prépare les jeunes esprits aux carrières utiles, on propage parmi les gens du monde des connaissances devenues de plus en plus indispensables dans la vie de chaque jour. On vient en aide aux savans eux-mêmes en popularisant leurs belles découvertes, en en faisant comprendre la portée, les applications et souvent le sens philosophique; mais pour que le bien se fasse comme il convient, pour que la vulgarisation soit profitable, il faut qu'elle ne soit pas entachée d'erreur, que le bon grain ne soit pas mêlé d'ivraie.

Sous ce rapport, qu'il nous soit permis de dire que l'esprit d'examen et de critique n'a pas toujours présidé à la préparation des ouvrages de science populaire dont nous venons de parler, qu'il y a dans quelques-uns d'entre eux ou des compilations trop hâtives ou des chapitres écrits trop légèrement. Nous les avons examinés chacun en détail, c'est au lecteur de se reporter à ce que nous avons dit au sujet de chacun d'eux pour voir sur qui tombe l'éloge et sur qui tombe le blâme. Au demeurant, l'intention des auteurs a été bonne toujours, et il faut faire des vœux pour que le flambeau de la science brille ainsi chez nous chaque année d'un éclat de plus en plus vif.

N'oublions pas néanmoins que la critique, tout en faisant bon accueil à certaines tentatives de vulgarisation, doit se montrer à l'occasion vigilante et sévère. On ne s'improvise pas vulgarisateur scientifique, et pour vulgariser avec avantage il faut d'abord bien savoir soi-même. Ce qui a fait le mérite de quelques auteurs exceptionnels que nous avons cités, Buffon, Arago, Humboldt, c'est qu'ils étaient eux-mêmes des savans accomplis, bien plus ils étaient aussi des écrivains. Sans doute nous ne demandons pas à nos vulgarisateurs populaires les qualités de ces hommes de génie, mais nous leur demandons, à quelques-uns du moins, plus de calme, plus de vrai savoir dans leurs productions, parfois si nombreuses. Il vaut mieux se taire que d'écrire à contre-sens, que de répandre dans le public des faits souvent entachés d'erreurs ou mal présentés. Le public ne peut comprendre ce que l'auteur ne comprend pas lui-même, et des deux côtés il en résulte une demi-savoir pire que la plus profonde ignorance. On ne transige pas du reste avec les vérités scientifiques. Voilà pourquoi le droit, disons mieux, le devoir de la critique est de se montrer justement sévère et de tenir le public en garde contre les faux vulgarisateurs. L. SIMONIN.

V. DE MARS.

e
e
,
e
à
s
s
-
,
e
t
é

n
e
-
ts
-
r
-
r
n

à
te
a-
le
n,
s,
ns
e,
us
ux
lts
re
te
ge
ns
de